



HAL
open science

L'alphabétisation écologique : relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle.

Frédéric Barbe

► **To cite this version:**

Frédéric Barbe. L'alphabétisation écologique : relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle.. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris Nanterre, 2023. tel-04206090

HAL Id: tel-04206090

<https://hal.science/tel-04206090v1>

Submitted on 28 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Habilitation à Diriger des Recherches

Frédéric Barbe

L'alphabétisation écologique

**relation, diversité et commun
au temps de l'utopie transitionnelle**

volume scientifique

Habiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête

Jury

Marie-Hélène Bacqué

professeure d'urbanisme, Université de Paris Nanterre (garante)

Denis Chartier

professeur de géographie, Université de Paris (rapporteur)

Pascal Clerc

professeur de géographie, Cergy Paris Université

Cyria Emelianoff

professeure d'aménagement et d'urbanisme, Université du Maine (rapporteure)

Isabelle Garat

maîtresse de conférences HDR en géographie, aménagement et urbanisme,
Université de Nantes

Soutenance publique le le mardi 12 septembre 2023 à 9h30 à l'université de Nanterre

mention Aménagement de l'espace, urbanisme

Université Paris Nanterre
Habilitation à Diriger des Recherches

Frédéric Barbe

L'alphabétisation écologique

relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle

volume scientifique
Habiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête

Jury

Marie-Hélène Bacqué

professeure d'urbanisme, Université de Paris Nanterre (garante)

Denis Chartier

professeur de géographie, Université de Paris (rapporteur)

Pascal Clerc

professeur de géographie, Cergy Paris Université

Cyria Emelianoff

professeure d'aménagement et d'urbanisme, Université du Maine (rapporteuse)

Isabelle Garat

maîtresse de conférences HDR en géographie, aménagement et urbanisme,
Université de Nantes

Mieux vaut, en un sens, ne pas savoir quoi faire. Nous savons en effet ce qui est advenu du savoir de ceux qui savaient quoi faire. Ce savoir n'a jamais obtenu les fins attendues et la plupart de ceux qui le proclamaient sont devenus des adorateurs de l'ordre existant. Une pensée suspensive est donc opportune. Elle consiste à reconnaître qu'il n'y a pas de théorie capable de nous conduire à la libération, à l'émancipation ultime.

Jacques Rancière, mai 2017, entretien avec la revue Ballast.

Avant de commencer

Les volumes scientifique et bibliographique de cette habilitation à diriger des recherches dévoilent une expérience d'enseignant-chercheur de plus d'une décennie. Marquée par la pluriactivité et les émergences, mais aussi par les métamorphoses d'un même devenir-enquête, cette expérience se déploie dans différents milieux et aux limites. La continuité biographique qui la contient est longue, rythmée par les bifurcations et les arrangements. L'avant-dernière bifurcation, formellement depuis l'entrée dans mon doctorat en 2009, concerne la position académique. La dernière bifurcation et temps de finalisation de ce texte se déploie dans une affirmation de sciences sociales publiques et d'alphabétisation écologique. Démarrée au sein du laboratoire Ambiances Architectures Urbanités, cette archive réflexive et projectuelle est le travail autonome et relié d'un géographe aux affiliations plurielles et critiques. Elle se nourrit d'autres sciences depuis le pôle sciences sociales d'une école d'architecture proche de la fabrique urbaine et que je quitte en septembre 2021, mais aussi des chemins fructueux d'un laboratoire associatif participant à des enquêtes collectives habitantes situées.

Alors cette habilitation ne peut montrer un parcours académique de longue durée. Mais elle vit d'autres temporalités auxquelles mes orientations et la précarité statutaire (autre lieu d'écriture de cette habilitation) ont donné forme en faisant d'une trajectoire en partie assignée une contrainte créatrice. C'est donc une autobiographie écologisée et néanmoins savante à fin d'être d'habilité à « diriger » (impulser, imaginer, recevoir, traduire, organiser, encadrer, accompagner, etc.) des recherches. De fait, j'encadre déjà depuis une décennie de nombreuses recherches étudiantes depuis la géographie, l'urbanisme et les sciences sociales, dans deux champs que j'articule singulièrement, celui de la littérature et celui des études transitionnelles. Mais d'abord et partout, je m'appuie sur le droit à la recherche inconditionnel, double droit à la recherche et à une formation elle-même fondée sur ce droit. Je le fais à l'enchevêtrement de plusieurs espaces, à la limite entre le « eux » et le « nous ». Cette habilitation se révèle ainsi comme mise en mouvement et véritable terrain d'enquête. Elle est soutenue à l'Université Paris Nanterre et l'invitation faite aux candidat-es par cette institution est plus libre que bien des situations professionnelles vécues : *le dossier de candidature est composé librement et reflète l'ensemble des travaux du candidat : thèse, publications, conférences, créations artistiques, technologiques, etc*¹. Marie-Hélène Bacqué, professeure d'urbanisme à Nanterre,

¹ https://www.parisnanterre.fr/medias/fichier/note-hdr-2015_1499778640764-pdf

membre du Lavue² a permis que ce processus étrange aille à son terme. Je la remercie vivement d'avoir accepté de « garantir » ce travail, en confiance.

Remercier, c'est déjà faire récit

Les remerciements vont aussi aux quatre mille élèves et étudiant·es qui ont eu à s'arranger de mes interventions depuis 1989, et dont moi-même je m'arrangeais, n'étant, comme elles et eux, jamais le même au fil du temps. À côté de cet effectif statistique, mes deux enfants et quelques autres, singularités intimes, ont à la fois déjoué mes névroses mais aussi montré au sein même du cercle familial le très difficile maintien du sens de l'univers scolaire. Ils ont à leur façon accéléré mon départ de l'éducation nationale et m'ont ainsi aidé à développer d'autres talents. J'ai un souvenir extrêmement hétérogène de ces jeunes se succédant par générations, années, classes d'âge, dans le temps social, historique, biographique, mais aussi dans des territoires scolaires variés (une quinzaine d'établissements scolaires, écoles, collèges et lycées ; quatre établissements supérieurs). Je remercie celles et ceux qui m'ont permis de partager des expériences que je décris aujourd'hui comme un mélange situationnel de recherche et de formation mais aussi comme des interstices toujours fragiles.

Au delà des positions, des statuts et de la précarité qui nous éloignent, le passage par les lieux de socialisation alternative de la discipline a été fructueux : dans les années 1990, les universités d'été de l'Association Française pour le Développement de la Géographie (Afdg) regroupant tous les métiers liés à la géographie dans une attention mutuelle rare, les stages autogérés d'enseignant·es d'histoire-géographie du secondaire — des collectifs ou des dispositifs aujourd'hui disparus, témoins du déclin de la pensée critique dans l'éducation ; dans les années 2000, la liste de discussion Éducation civique, juridique et sociale, une des premières listes électroniques nationales dont je suis l'un des co-modérateurs et la découverte de ces liens distants mais instantanés ; France-Culture où mon travail de fiction est mis en onde, les éditions l'Atalante où je crée et développe une collection de sciences humaines, les classes lecture-écriture de la ville de Nantes, dispositif incroyablement magique de la littérature enfantine populaire, le retour à l'université de Nantes comme vacataire, puis prag, puis ater, doctorant à Rennes 2, en France, au Mali et en Corée du Sud.

La décennie passée et celle qui s'ouvre : docteur en géographie (2012), chercheur (laboratoires et groupes de recherche : Eso ; Urbarom ; Laua fusionné dans le Crenau au sein de l'Unité mixte de recherche du Cnrs 1563 Ambiances Architectures

² Laboratoire Architecture, Ville, Urbanisme, Environnement | <https://www.lavue.cnrs.fr/auteur/bacque-marie-helene>

Urbanités) ; travaillant d'abord dans un Puca, puis pour des commandes du Ladyss, intervenant dans différentes structures liées aux sciences sociales (quatre universités, Nantes, Grenoble, Saint-Étienne, Marne-la-Vallée ; une école d'architecture, celle de Nantes) comme à la lecture-écriture ; instituant quotidiennement depuis 2007 l'association à la criée, *laboratoire d'invention sociale — géographies, arts et écritures*, libre de toute subvention publique et disposant aujourd'hui, en dépit de cette indépendance économique, d'une capacité à agir singulière. Des textes rencontrés en librairie et en bibliothèque, des producteurices et de nombreuses invité·es de France-Culture, mais aussi deux radios associatives nantaises ont pris une place à part dans mes activités, mes bibliothèques multimédia et la constellation de mes auteurices. À celles et ceux qui se reconnaîtront dans ces partages, ce texte leur vaut aussi remerciement. Enfin, compagnes, parent·es, ami·es, voisin·es, artistes, artisan·es, militant·es, paysan·nes, jongleurs et jongleuses de ballon et de registres variés, rencontres de chemin qui ont bien voulu partager ce désir d'être pluriel·les, mais aussi non dissocié·es, non fracturé·es, non capturé·es, non séparé·es et de résister ainsi à l'impuissance des passions tristes par un optimisme joyeux du faire et du vivre, d'une idée par jour, d'une idée par minute — également d'accepter langueurs, retraits et autres arts de la disparition. À tou·tes, je dis merci. Il y a enfin dans cette vie là, et parmi nous, des défunt·es connu·es et d'autres moins et je ne les oublie pas non plus, nous les croiserons aussi en recherche et en action.

C'est aussi projeter un devenir

Ce projet d'être « habilité à » s'est inscrit dans une politique professionnelle expérimentée, réflexive, apprenante et bienveillante, fragile. Comme l'intime, le travail est politique. Et la trajectoire se brise, peut-être dans l'errance généralisée du moment Covid, et je ne renouvelle pas mon contrat d'enseignant-chercheur à l'Ensa Nantes en septembre 2021. De nombreuses raisons liées au grand trouble de la modernité expliquent ce dépassement de l'emploi académique. J'achève aujourd'hui ce texte et je le fais pour moi et pour vous — celles et ceux que je côtoie et accompagne et accompagnerai dans leurs propres enquêtes. Fonctionnaire depuis 1989, je suis en disponibilité ou en détachement depuis le milieu des années 2000. Depuis 2009, j'articule mon activité indépendante avec des postes d'enseignant-chercheur toujours temporaires, essentiellement à temps partiel non choisi, toujours renouvelés dans la confusion, l'absence de reconnaissance et la mise en concurrence, parfois absurde ou malveillante. C'est aussi dans ce contexte que vous recevrez ce texte car bien des constructions de recherche comme de formation menées à l'intérieur des institutions auront été annihilées par un tel régime à capitaux si faibles,

contraintes si fortes et durée si limitée — et qui a pour nom la précarité.

À propos d'une relation de recherche

Il est d'abord question ici d'un champ disciplinaire établi, la géographie. Depuis ma formation initiale dans les années 1980, celle-ci a fortement évolué. Elle s'est en partie émancipée de ses tutelles modernistes et s'est épanouie. Je revendique toujours cette identité heureuse et critique de géographe dans ce qu'elle a d'ouvert et de pluriel et qui demeure au delà des convergences des sciences sociales et des autres sciences, au delà de la reconnaissance des autres expertises et des transmissions. La géographie est une science sociale écologique par construction. C'est cela qui justifie mes changements de titre en cours de travail, *Écologies habitées* remplaçant d'abord *Géographies habitées* (parce que c'est en réalité la même chose dans ma pratique), puis *Métamorphose(s)* (une émergence à la mode et peut-être déjà recyclée), enfin *L'alphabétisation écologique* ouvrant vers les noyaux ontologiques de nos vies en commun. Ma propre géographie est habitée, travaillée, hantée, parcourue, reprise au milieu de ces géographies plurielles qui composent cette discipline en tension. Le dualisme s'y agence d'une manière différente des autres sciences sociales. Adossés à cet habiter total et non-dualiste de la géographie-écologie, trois intérêts scientifiques traversent cette habilitation. Le premier est celui de la relation : entre humains, entre humains et non-humains, mais aussi relation à soi et agentivité à l'articulation de nos systèmes locaux avec le système global. Le deuxième intérêt est celui de la diversité comme ré-imbrication de la biodiversité (au sens des environmentalistes) et des autres diversités (au sens des sciences sociales). Enfin, le troisième intérêt est un dispositif typiquement réinventé, articulant diversité et relation pour ouvrir des alternatives à l'administration dominante des sociétés par la propriété privée concentrée, la bureaucratie policière, la montée scalaire et la recherche mathématisée du profit individuel, monoculture et verrou de la modernité. Il s'agit de la forme commun.

Ces trois intérêts scientifiques se disposent dans une hypothèse flottante, celle de la transition socio-écologique. Le terme d'utopie, ici choisi, paraît propice à ouvrir la possibilité d'une enquête au sens d'une objectivation réaliste accompagnée d'un travail ontologique. La transition signifie alors dans cette habilitation la mise au travail des trois écologies, environnementale, sociale et subjective (Guattari, 2009) comme enquête située. Je mobilise donc une géographie totale adossée à la *political ecology*, aux transitions, au biorégionalisme, au territorialisme, etc. Mais l'expression d'utopie transitionnelle rappelle d'autres périodes et signale le caractère douteux d'une

modernité réflexive qui nous aurait soudain ouvert les yeux il y a deux décennies. J'ai construit cette archive projectuelle comme relation de recherche et de formation, un devenir-enquête, et non comme position, même s'il y a des positions à de nombreux moments du texte et qu'il faut aussi défendre des positions, des lieux et des personnes quand elles sont menacées. En traversant ces objets, ces terrains, ces transitions, le désir de sciences sociales publiques que je porte, entendu solidement comme ontologie pragmatiste et travail de la langue, se déploie dans l'enquête, la pratique et l'invention de collectifs de recherche et de production.

Faire varier l'ontologie

Ce volume original, *Habiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête*, explore mon parcours d'enseignant-chercheur et le projet scientifique que j'y porte et que je nomme aujourd'hui l'alphabétisation écologique. Il est suivi d'un volume bibliographique faisant inventaire et mettant en scène les textes significatifs de ma pratique, reproduits intégralement. Vous avouer dès maintenant que la conclusion de cette habilitation s'intitule *La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter ou l'alphabétisation écologique* n'est peut-être pas très malin, mais le suspens de la société monde n'est pas d'une qualité tellement supérieure. Devant la complexité des encastremements, la dureté des verrouillages, la puissance des inerties, la fragilité de la condition humaine, la brutalisation des rapports sociaux, la puissance de la sorcellerie qui nous capture et nous recapture sans cesse, l'utopie transitionnelle, prise au sérieux, est juste une possibilité de faire de son mieux. L'idée d'un habiter fort, d'un habiter en conscience d'habiter qui a fait, fait et fera de nos géographies des espaces collectifs de recherche, d'habilitation et de relation plus habitables à mesure que l'on s'y engage ne paraît pas devoir être jetée à la poubelle. C'est cela que construit l'alphabétisation écologique au milieu de la perspective ultra-réaliste des ruines déjà-là et à venir. En effet, nous considérons insuffisamment les agencements inédits qui seront nécessaires au maintien de l'habitabilité dans des écosystèmes de plus en plus dégradés et inégalitaires. Il ressort de ce travail une valorisation de l'expérience directe et publique des sciences sociales. Ce n'est pas rien quand celle-ci est aujourd'hui si peu mise en valeur, instrumentalisée ou à sa façon placardisée. Je saisis enfin le cahier photographique pour proposer de revisiter à tout moment cette habilitation d'un point de vue non textuel. Le cahier, placé en fin du volume scientifique, juste avant la conclusion, est composé d'une trentaine de photographies de mon archive personnelle, précédées d'une courte introduction et accompagnées de brèves notices. Enfin, la bibliographie et la liste des tableaux cèdent la place au second volume de l'habilitation faisant l'inventaire raisonné de ma production :

Un article de didactique de la géographie (revue Mappemonde, 1994) ; un atlas chorématique de la Corée (l'Atalante, 2001) ; un récit de terrain dans un jardin collectif (à la criée, 2008) ; un article sur la littérature malienne (Carnets de géographe, 2014) ; un article sur la littérature dans les îles Aran (revue Cybergeog, 2014) ; un article sur la cartographie dite subjective (Revue 303, 2014) ; un exemple de recension stratégique (Métropolitiques, 2015) ; un ouvrage de sciences sociales publiques expérimentant une ontologie biorégionale (à la criée, 2016) ; trois rapports de recherche et un ouvrage d'intervention (deux commandes du Ladyss sur les services écosystémiques, 2015 et 2016, un appel d'offres du Puca, rapport scientifique et « guide indigène », livrable public annexé en format original, 2015 et 2016) ; deux articles issues d'enquêtes menées avec des groupes d'étudiant·es sur les friches urbaines et sur le vélo dans les quartiers d'habitat social (revue Place Publique, 2015 et 2017) ; un article de référence sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes (revue Norois, 2016) ; un article en anglais cosigné avec Nathalie Blanc sur l'esthétique environnementale (revue RUUKU, Finlande, 2018) ; un livre d'intervention sur l'écologisation d'un conflit urbain (à la criée, 2018, annexé en format original) ; une préface à une parution annuelle d'un studio de projet (Ensa Nantes, 2018) ; cinq notices de l'Atlas social de la métropole nantaise (Eso, 2019, 2021) ; un texte d'intervention post-covid (à la criée, 2020, annexé en format original) ; deux chapitres d'ouvrage sur des interprétations de l'expérience de la Zad (Lavue et DCS, 2021), un troisième sur une approche biorégionale de la littérature (Laa-Lavue, 2021) ; une série cartographique (carte de la Zad, 2016 et suivantes ; carte de la Beaujoire, 2020 ; carte de Pont-Rousseau, 2021, etc, annexées en format original) qui matérialisent l'existence de collectifs de recherche et de production ; la liste enfin de mes recensions d'ouvrage, de mes communications et des ouvrages édités par mes soins qui témoignent autrement des explorations du chercheur.

De tout cet ensemble visant à mon habilitation à diriger des recherches, au delà des éléments de preuve d'une professionnalité honnête et inventive, je dis qu'il est performatif en ce sens qu'il concourt à faire varier notre ontologie et notre trajectoire, à ouvrir des possibles c'est du moins une composante de mon projet scientifique que d'ouvrir à des métamorphoses formant alphabétisation écologique.

Avant de commencer

Volume original

Habiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête

Introduction

Habiter partout

Lignes

Enseigner depuis la fragilité

Une recherche pragmatiste, relationnelle et transitionnelle

Créer et animer des collectifs de recherche et de production

Un manifeste dispersé, le devenir-enquête

Bulles

Vers les écologies habitées

Écologiser la littératie

Des sciences sociales publiques

Écologies ordinaires, subalternes et populaires

Une opération de traduction

Un cahier photographique

Conclusion

La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter
ou l'alphabétisation écologique

À propos de l'atelier du chercheur

Bibliographie

Liste des tableaux

Avant de commencer (5)

Volume original

Habiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête

Introduction | Habiter partout (15)

Habiter aussi la recherche, aussi l'enseignement (15) ; Le devenir-enquête comme agentivité transitionnelle (17) ; Habiter la recherche en conscience d'habiter la recherche (18) ; La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter ou l'alphabétisation écologique (20)

première partie | Lignes (22)

chapitre 1 | Enseigner depuis la fragilité (23)

Performer, un moment de l'habiter en conscience d'habiter (23) ; Mon rapport à l'école (24) ; Pédagogie et concert-lecture, une même performance ? (26) ; Marronnages (1), échapper à son propre enfermement (27) ; Géographies et mixités (28) ; Marronnages (2), échapper à son propre enfermement (29) ; Corporéité, indigénité et autochtonie ouvertes (30) ; École de l'endroit, école de l'envers (32) ; Un inventaire d'aventures incorporées (34) ; Les impensés pédagogiques comme indices écologiques (37) ; Accompagner des étudiant-es vers la recherche (39) ;

chapitre 2 | Une recherche pragmatiste, relationnelle et transitionnelle (42)

Morale familiale — ou l'ethnopsychiatrie en régime moderne (42) ; Un habiter de distinction (43) ; Politisation sur place (45) ; Écrire, dit-il ; vers la prise de corps et le silence (46) ; L'émergence d'un droit humain, le droit à la recherche inconditionnel (49) ; L'entrée en géographie ; écogéographie et alphabétisation écologique (51) ; Une géographie intégrale et pragmatiste ; des sciences sociales publiques (52) ; Ce que littérature veut dire ou la radicalisation heureuse (56) ; Littérature et pouvoir d'agir, le fantôme de Richard Hoggart (57) ; Relecture transitionnelle du parcours : recherches, questions et terrains (60) ; Axes du projet de recherche et de formation (66) ;

chapitre 3 | Créer et animer des collectifs de recherche et de production (68)

Des collectifs de livres ; une référence partageable, les trois écologies (68) ; Figures collectives improbables (70) ; Affinité, hasard et obligation (71) ; Un laboratoire et un séminaire dans une école (73) ; Ateliers d'écritures et échauffements ordinaires (78) ; À la criée, un collectif de recherche et de

production indépendant (80) ; Toutes sortes de collectifs et ce qui s'y passe réellement (81) ;

chapitre 4 | **Un manifeste dispersé, le devenir-enquête (88)**

Le devenir-enquête, un petit art du voyage (88) ; Passer les obstacles, ouvrir les frontières (90) ; Les écologies habitées, métamorphoses ontologiques du régime moderne (97)

seconde partie | **Bulles (94)**

chapitre 5 | **Vers les écologies habitées (95)**

Renouveler ses objets : vers les écologies habitées (95)

51. L'habiter pour toutes et tous, un universel au delà de l'humain (96)

Galaxies de l'habiter (98) ; L'habiter en conscience d'habiter, un concept (100) ;

52. L'agencement relation-diversité-commun, vers l'écodesign (102)

Relation ; au delà de la colonialité (102) ; Les modernités alternatives ou s'autodécoloniser (105) ; Diversité ; pluriel et diversalité (106) ; Politiser la biodiversité (107) ; Écologiser le droit (108) ; Commun ; communer, les écologies habitées et la Commune (109) ; De la Guyane, laboratoire transitionnel, à la mise au travail du commun dans la transition (113) ;

53. Trouver les mots qui nous manquent (115)

L'écodesign peut-il nous sauver ? (115) L'alphabétisation écologique (118) ; L'utilité de l'utopie transitionnelle — à quoi peut servir un mot vague ? (119) ; Apories du développement durable (121) ;

chapitre 6 | **Écologiser la littérature (123)**

Radicalités (123)

61. Transitionner la littérature — entre matière, norme et subjectivité (124)

La langue comme matière vivante (125) ; La bibliodiversité (129) ; La chaîne de production (131) ; Paradoxes (134) ;

62. La Zad comme résidence d'écriture habitée (136)

Un réunion remplie de littérature — l'Ag du mouvement du 9 janvier 2018 (138) ; Une résidence d'écriture habitée, un commun d'écriture et de lecture — naissance d'un concept (141) ; Une bibliographie multi-échelles multi-supports — ce que produit une résidence d'écriture habitée (147) ;

chapitre 7 | **Des sciences sociales publiques (157)**

Performer (157) ;

71. L'événement YelloPark ou le surgissement comme enquête (158)

Prendre sa place (159) ; Modifier l'arène en conscience (164) ; Autocolonialité et droit de suite (170) ;

72. Les politiques publiques du bidonville tzigane, résister à l'endocolonialité (173)

Comment construire une politique publique de la précarité (176) ; Arts de résistance de l'informalité communautaire (181) ; Donner un sens à la recherche (186) ;

chapitre 8 | **Écologies ordinaires, subalternes et populaires (191)**

Émergences (191) ;

81. Une écologie populaire du vélo (193)

Critique du fonctionnalisme appliqué au vélo (196) ; Chercher le vélo où il n'est pas (200) ; Construire une politique de mobilités habitables et durables (202) ;

82. Autochtonie de l'écologie sud-coréenne, corps vivant de la transition démocratique (205)

Le régime de surmodernité ou l'excellence sud-coréenne comme concentration (207) ; Controverses démocratiques ou controverses socio-écologiques ? (210) ; Au delà de la LCGG, l'ontologie altérée d'une modernités différente (214) ;

Une opération de traduction (222)

Pour une entrée dans « L'alphabétisation écologique ;
relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle »

Un cahier photographique (228)

Conclusion | La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter ou l'alphabétisation écologique (248)

L'écriture inclusive dans l'alphabétisation écologique (248) ; Ce qu'est peut-être l'alphabétisation écologique (250) ; Un atlas de textes pour l'alphabétisation écologique, retour sur une expérience de pensée (252) ; Une métamorphose, des métamorphoses (255) ;

À propos de l'atelier du chercheur (257)

Bibliographie (261)

Liste des tableaux (273)

Introduction
Habiter partout

Chercher — être chercheur·e(s) — se découvrir, s'éprouver, s'accepter, se former, se décevoir, s'échapper, s'offrir comme chercheur·e(s). Les évidences ne sont jamais sûres. Pour l'un de nos partenaires en vallée du Gier, en 2015, et malgré nos dénégations répétées, nous sommes, mon collègue Aziz Kali et moi-même, « les gars du Cnrs ». Il n'en démordra pas. Payés par l'argent du Puca, nous incarnons à cet instant la main gauche de l'État, celle que l'on n'attend plus et qui surgit dans une surprise paradoxale, mélange de bonne volonté et d'idées de choses à faire ensemble dans un territoire décrié. Plus haut dans la vallée, nous sommes embrouillés par un directeur historique de centre socio-culturel qui nous éconduit brutalement. « C'est quoi un chercheur, c'est quelqu'un qui passe poser des questions et qu'on revoit jamais plus. » Ainsi, la relation d'emblée s'impose comme déjà là. Elle n'est pas accessoire, elle est la recherche. La recherche est une relation. Mais la relation fait aussi problème dans le lieu de formation. Lors de ma première saison à l'Ensa Nantes, en 2015, l'ensemble des collègues (dont un certain nombre sont chercheur·es ou souhaitent le devenir formellement dans le cadre de la réforme en cours) reçoivent par mail un état des compétences que l'école doit permettre aux étudiant·es d'acquérir. Elles sont au nombre de quatre : analyser, concevoir, exprimer et critiquer. Induit par une demande ministérielle, cela tient sur une feuille A4 recto-verso et permet de redistribuer tous les items de formation. Je la lis, seul devant l'écran, à la manière d'un parent dont l'enfant lui aurait dit s'intéresser à l'architecture et vouloir y étudier. Je suis profondément déconcerté. Je relis plusieurs fois. Je fais répondre à tou·tes et écris qu'il me semble qu'il manque une compétence. Dans un bref mail particulièrement normé, imitant le pdf cité en référence, je la nomme et la décris, c'est la compétence « échanger » : parler, écouter, traduire, négocier, reformuler, restituer, médier, etc. Il ne s'agit pas là de coloniser les émotions à nouveaux frais mais au contraire de développer des pratiques relationnelles honnêtes et adaptées à nos problématiques.

Habiter aussi la recherche, aussi l'enseignement

L'affaire me revient en mémoire alors que je suis en train de lire pour cette habilitation *Tout est paysage* de Lucien Kroll (2011), un architecte de la relation, professionnel marginal — avec son épouse Simone Kroll — réhabilité par Patrick Bouchain. Il n'y aura aucune suite positive dans l'école bien que j'y revienne en Conseil des études — car, selon la parole surplombante qui seule s'est exprimée en retour, la

relation est ce qui se fait tous les jours, ordinairement, il n'y a nul besoin d'explicitier ou de porter attention spécifiquement à quoi que ce soit de l'ordre de la relation. Pourtant, possiblement « *l'architecture, l'urbanisme et le paysage deviennent écologiques lorsqu'ils préfèrent les relations aux résultats* ». La citation de Thierry Paquot est reprise par ma collègue paysagiste Margaux Vigne dans sa chronique³ de l'exposition Kroll⁴ au Lieu unique en 2013. Alors *échanger (parler, écouter, traduire, négocier, reformuler, restituer, médier, etc.)* comme cinquième compétence de l'Ensa Nantes, invisible, subalterne, fantôme, semble être l'incontournable absente de l'école et pourtant au cœur de la production de celle-ci.

Dans cette perspective relationnelle, il est possible d'habiter la recherche et c'est ce que les chercheur·es en sciences sociales font en réalité. Ils et elles habitent la recherche. Ce constat du caractère situé et habité de toute recherche empêche de se laisser emporter par l'illusion de la neutralité scientifique ou même simplement axiologique. La recherche a pour métier d'objectiver des processus et des situations par des protocoles garantis par la communauté scientifique mais cette approche du travail ne garantit aucune neutralité, elle certifie simplement des modes de production cumulatifs de connaissances contrôlés par des communautés humaines (devenues hybrides, machiniques et algorithmiques) soumises elles-mêmes, comme chaque chercheur·e individuellement, à des faisceaux de passions, de contraintes et d'intérêts. Les protocoles, ainsi, n'atteignent jamais les conditions idéal-typiques de l'objectivation (Bourdieu, 2003) et la position de « nulle part » n'existe pas (Appadurai, 2000). La plupart des disciplines, sinon toutes, sont traversées par des missions. Elles héritent de passés et de passifs. L'évolution rapide des échelles de la recherche mondialisée, de ses finalités, de ses modes d'organisation, de financement et d'évaluation rappellent la nécessité de soumettre toute recherche à une socio-analyse. C'est une dimension de cette habilitation. La science coextensive de la modernité et du capitalisme en partage les ressorts, les merveilles, les avanies et les turpitudes. Revendiquer une recherche relationnelle et un habiter de la recherche en conscience d'habiter la recherche s'inscrit dans une géographie critique qui prend en compte les composés agressifs de la modernité (capitalisme, colonialisme, racisme, naturalisme, scientisme, extractivisme, gigantisme, sexisme, présentisme, etc.) auxquels les sciences et la recherche ont également contribué dans une politique de la séparation, de la hiérarchie et de l'inimitié, qui a nié la relation. Contre les effets d'impuissance, de vacuité, de perte et de mort ainsi générés, cette géographie critique se nourrit des dynamiques de réflexivité, d'habitabilité

3 Margaux Vigne, *Kroll, Bouchain, etc, des architectes habités*, 25 novembre 2013, <https://strabic.fr/Kroll-Bouchain-etc>.

4 « Simone et Lucien Kroll, une architecture habitée », Lieu unique à Nantes, 2013. Commissariat et scénographie : Patrick Bouchain, assisté d'Édith Hallauer, avec Dato Tarielashvili, Agnès Dahan, Corentin Perrichot, Éponine Hansen, Sophie Ricard et le collectif ETC.

et de justice issues de cette même modernité, une critique de la modernité depuis et par elle-même. Je la décris ici sans romantisme ni illusion à travers la figure de l'utopie transitionnelle, des écologies habitées et des modernités alternatives. L'enquête y constitue une forme d'action située et en tension qui travaille l'ontologie même de la société et prend la forme de l'alphabétisation écologique.

Le devenir-enquête comme agentivité transitionnelle

Pour nommer cet habiter relationnel de l'enseignement et de la recherche, ce qu'il me fait et ce qu'il fait à d'autres, je détourne un terme du lexique guattaro-deleuzien développé dans *Mille plateaux* (1980), le devenir (devenir-animal, devenir-femme, devenir-imperceptible, etc.) sous la forme d'un devenir-enquête. Je deviens-enquête lorsque l'enquête devient autre chose qu'un objet stable, programmé et froid, qu'elle relève du désir de recherche, qu'elle est un inédit, une indétermination, un agencement singulier que je constitue pour ma part. Il ne s'agit pas d'être l'enquête, mais d'être en résonance dans l'enquête et celle-ci en soi. D'être pris dans la relation de recherche « si bien que le moi n'est plus qu'un seuil, une porte, un devenir entre deux multiplicités ». Il peut apparaître à cet endroit que ce devenir-enquête se déploie loin des manuels pour doctorant·es et des dossiers de financement de programmes de recherche. Il pourrait aussi apparaître comme un contournement bienveillant du long dossier d'éthique de la recherche (« Comité d'éthique de la recherche pour les projets étudiants impliquant des êtres humains ») que me fait partager Maud Cournoyer, doctorante québécoise de l'Uqam en cotutelle au Crenau. Selon ce que je vis, ce devenir-enquête entretient néanmoins des affinités avec le souci éthique et le soin, parties prenantes du désir de recherche et constitutifs du devenir-enquête. L'enquête sur le projet YelloPark, discutée dans le chapitre 7, *Des sciences sociales publiques*, par ses caractères de surgissement, d'inquiétante étrangeté, d'urgence à trouver sa place et de choix d'une géographie et d'un urbanisme publics, d'une situationnalité visible, montre que le désir de recherche multiplie les questions, mais qu'il fait aussi agir. Il fait voir et être vu. Le devenir-enquête, même s'il fait manifestement partie des devenirs-minoritaires, instaure de nouveaux rapports au réel. Il est heuristique et performatif, il produit de la connaissance, de la théorie si besoin et des effets sociaux. En affirmant que c'est un devenir minoritaire au sein du monde académique, c'est constater empiriquement qu'il est soumis au soupçon et parfois même déqualifié par les porteurs/euses d'une croyance exagérée ou feinte à leur neutralité. Les catégories fortes du tact ontologique, de l'impeccabilité factuelle, de l'indépendance impartiale, de la slow science (c'est-à-dire du respect de la qualité des protocoles d'enquête dans leur temporalité réaliste), mais aussi de l'obligation de se montrer comme construit sur des valeurs, des hypothèses et

des croyances, selon une certaine perspective située, nécessité que je reprends parfois sous l'idée de la « boîte noire », méritent intérêt.

Je présente dans ce volume inédit un ensemble d'objets, de terrains et d'hypothèses relevant, selon mon approche, de la transition socio-écologique ou simplement écologique⁵ ou, plus simplement encore, transition. J'enquête à cet endroit pour produire des connaissances objectivées, partageables et réfutables. Au delà de son inconsistance, le caractère flou et flottant de cette utopie transitionnelle la constitue en espace de controverse, d'apprentissage et d'alphabétisation. La première partie de ce volume, *Lignes*, expose la construction progressive d'un acteur de l'enseignement et de la recherche au plus près de sa vérité biographique. Dans le premier chapitre, *Enseigner depuis la fragilité*, je déplie une habileté pédagogique et didactique construite comme résilience personnelle, sécurisation relationnelle et lieu consistant d'une certaine forme de l'enquête scientifique. La fragilité n'est pas qu'une précaution éthique, elle constitue aussi une ouverture au monde et à la possibilité d'alliances inédites, et s'adosse non sans mal à la nécessité absolue de se protéger. Enseigner c'est enquêter au sein d'un dispositif collectif hétérogène et apprenant, sinon il vaudrait mieux s'abstenir. Dans le second chapitre, *Une recherche pragmatiste et relationnelle*, je discute les modalités de mon entrée et de mon parcours en recherche, le lien paradoxal avec l'écriture et le désir de sciences sociales publiques en lien avec un inventaire réflexif de mes terrains, questions et résultats de recherche. Je reviens dans le troisième chapitre, *Créer et animer des collectifs de recherche et de production*, sur une manière de construire de la recherche collective dans la précarité et les interactions socio-spatiales ordinaires, et notamment d'envisager les adossements, dialogues et transferts de l'académique vers le non-académique et réciproquement. Cet ensemble hétéroclite de collectifs de recherche et de production est une auberge espagnole. Sans la mythifier ou lui attribuer des propriétés extraordinaires, il faut l'éprouver et en évaluer l'activité et les effets. Il faut enquêter ces collectifs, en participation observante émancipée, modestement mais réellement, parfois les constituer. Dans le quatrième chapitre, *Un manifeste dispersé, le devenir-enquête*, je propose une courte synthèse de cette première partie de l'habilitation. En appelant la forme du manifeste, mais dispersé, je rappelle que le champ de l'enseignement et de la recherche est un ensemble de pratiques situées, de normes controversées et changeantes, et qu'il ne peut échapper à l'habiter.

Habiter la recherche en conscience d'habiter la recherche

La seconde partie du volume est intitulée *Bulles* au sens de bulles de recherche. Bulle

⁵ Au sens des trois écologies, environnementale, sociale et subjective.

signifie ici la notion d'ensemble, d'enveloppe, de situation, voire de champ (bocager), de « moment de recherche » (comme on dit un moment de lieu). Dans un premier temps (chapitre 5), *Vers les écologies habitées*, je présente ce qui a contribué à déplacer mon programme de recherche et d'alphabétisation actuel. C'est dans cet état d'esprit que je propose à suivre trois bulles. Au chapitre 6, *Écologiser la littératie*, ressaisit mon objet doctoral et le met à l'épreuve transitionnelle. Que produit une saisie écologique du champ de la lecture-écriture ? Comment une partie du champ fonde-t-elle un projet de transformation de pratiques aussi fortement naturalisées ? Je redispose là les trois clefs de lecture de l'habilitation, relation, diversité et commun et je saisis inversement un terrain fortement transitionnel, la Zad de Notre-Dame-des-Landes, du point de vue de la littératie en y créant la notion de « résidence d'écriture habitée ». Les effets inattendus de la crise du Covid-19 sur la psychologie et l'agenda du chercheur finalisant sa Hdr m'ayant amené à en suspendre momentanément l'écriture, je publie un texte d'intervention à la mi-juin 2020, *À propos de la Zad de Notre-Dame-du-Covid, hypothèses habitées*. Quoique non académique, le texte est lu et discuté par des pairs et utilise largement le vocabulaire et les références des sciences sociales : c'est un hybride. Je l'annexe pour ces raisons au volume bibliographique en écho à une série de textes et de manifestes hybrides récemment parus autour des questions transitionnelles. Dans le chapitre 7, *Des sciences sociales publiques*, les deux enquêtes menées dans des arènes conflictuelles nantaises (la destruction-privatisation accélérée d'un stade de football ; la construction d'une politique publique du bidonville tzigane) permettent de situer la recherche elle-même dans la conflictualité ordinaire d'une grande métropole. La première enquête est une performance de recherche, une épreuve liée à cette habilitation, analysée en temps réel par le chercheur-enquêteur placé au même moment en chercheur-auteur de sa Hdr. Prendre sa place dans l'arène, modifier l'arène en conscience, etc. Ce texte d'intervention tout public à la couverture jaune est annexé au volume bibliographique avec la carte habitée du quartier produite en février 2020, elle-même rebond de la controverse après l'abandon du projet.

La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain ; forcer, détruire, privatiser, densifier est sorti en mai 2018 (1500 exemplaires en kiosques et librairie, 8 € ; 1300 exemplaires diffusés à ce jour). Au cours du processus éditorial, un soin particulier a été mis à être compris par le plus grand nombre, à être inattaquable sur la factualité et le tact, et à tendre vers une bienveillance relationnelle, c'est-à-dire la possibilité de laisser lecteurs et lectrices faire leur part du travail tout en leur offrant des prises corroboratives et/ou inattendues, ici une contre-lecture de l'expérience stadière sous l'angle transitionnel — d'être un·e discutant·e du livre qu'il·le est en train de lire. La carte habitée de la Beaujoire (*La Beaujoire, ça construit partout, le moindre bout de terrain*) est une coproduction réalisée de juin 2019 à février 2020 entre l'association habitante née de la controverse et le collectif à la criée (tirage 1200 exemplaires, prix libre, 2 € en point de vente, épuisée en 2022).

La seconde enquête circule entre le bidonville racisé, les bureaux des collectivités, l'hygiénisme, le droit de propriété et la colonialité. Par son allure systématique et répétitive, elle met le chercheur face aux effets de son propre bégaiement. Il est certes utile de produire de la connaissance mais que se passe-t-il quand la communauté des chercheur·es a déjà produit et reproduit encore cette connaissance sans effet sur le malheur ou la misère enquêtées ? L'enquête questionne les externalités de la recherche et dispose les arts de résistance de l'informalité comme une ressource transitionnelle et requalification des enquêté·es à faibles capitaux.

Le dernier chapitre *Écologies ordinaires, subalternes et populaires* est le plus *work in progress*. À partir des enquêtes précédentes et d'autres, débutantes ou secondaires, il s'agit de prendre à bras le corps le système des trois écologies et d'aller chercher, comme la recherche le fait chaque fois qu'un champ se développe, loin des niches d'émergence, des terrains surenquêtés et des doxas prématurées. Ainsi, une écologie populaire du vélo est-elle possible (elle l'a été) et si oui, à quelles conditions. Ou bien, que pouvons-nous échanger avec des acteurs/trices transitionnel·les de Corée du Sud, vivant sous tension une surmodernité non-occidentale, et pour quelles perspectives ? Dans ce chapitre, les termes d'ordinaire, de populaire et subalterne nous poussent à chercher au delà de la recherche majoritaire et dans l'ombre des choses, à développer l'intérêt scientifique pour les écologies discrètes, quotidiennes, ordinaires, invisibles, marginales, périphériques, indigènes, handicapées, âgées, enfantines, cachées, latentes, etc., et leur juste prise en compte dans l'espace de travail inédit que constitue la transition — ouvrant une possibilité de justice transitionnelle (de justice dans la transition ici) en enrichissement de la notion actuelle, à composer avec les autres formes de justice. Ces formes constituent des prises, des devenirs transitionnels stratégiques, au moment où l'écologie et la transition, à la manière du genre, peuvent être mobilisées à leur tour comme de nouveaux marqueurs actualisant le « eux » et « nous » issu du grand partage. Par construction, l'idée même de transition requiert la multiplicité de ces écologies discrètes et diverses. Il s'agit là de la possibilité de modernités alternatives et de dynamiques d'émancipation renouvelées dans une approche critique, non anxieuse, fondée sur la certitude scientifiquement construite de la catastrophe déjà-là et à venir.

*La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter
ou l'alphabétisation écologique*

C'est donc dans cette visée d'accordage théorique et pratique de la géographie à la possibilité d'une utopie transitionnelle ultra-réaliste que se déploie mon habilitation à accompagner de jeunes chercheur·es dans des projets collectifs de qualité. Le double

registre d'écriture, texte original enrichi d'extraits du répertoire, suggère différentes expériences de pensée. Par exemple, lire le corpus d'extraits comme celui d'un·e même auteurice sans le texte original qui l'enveloppe. Ou celle de lire le texte original sans le corpus d'extraits. Celle de faire disparaître les styles des deux textes pour les fondre en un seul. Celle de se figurer ainsi le processus d'écologisation de la littérature comme partie prenante de l'alphabétisation écologique. Je prends ainsi au sérieux, dans les conditions et les régimes qui sont les miens, le métabolisme des sciences sociales et l'écosystème de la recherche. Dans cette perspective où la science n'est pas tout, mais constitue une part indispensable du tout, nous pouvons essayer de continuer à vivre et à travailler de manière non cynique et non dépressive.

première partie | **Lignes**

Marx sagt, die Revolutionen sind die Lokomotiven der Weltgeschichte. Aber vielleicht ist dem gänzlich anders. Vielleicht sind die Revolutionen der Griff des in diesem Zuge reisenden Menschengeschlechts nach der Notbremse.

Marx dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire. Mais peut-être en va-t-il tout autrement. Peut-être les révolutions sont-elles le geste de l'espèce humaine voyageant dans ce train pour saisir le signal d'alarme.

Walter Benjamin, vers 1940, écrits et fiches
in *Walter Benjamin. Archives*, Klincksieck, 2011

1 — enseigner depuis la fragilité

Enseigner, ce n'est pas rien. Même si cette activité naturalisée paraît le plus souvent ordinaire, je la considère au contraire comme une situation-limite. Au delà d'un titre ou d'une formation souvent anecdotique, la personne tout entière y est engagée à l'instant même d'un rapport de force pédagogique mais aussi à la suite d'événements antérieurs relevant de la constitution de son identité et de son histoire de vie, notamment familiale, scolaire et sociale. J'ai déjà exposé cela dans des livres placés aux frontières de la recherche et caractérisés par une dimension autobiographique forte (*Interstices*, 2008 ; *Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui*, 2016). Il s'agit, par exemple, d'écrire sur le travail, de s'émanciper en tant que maître, de revisiter l'élève que nous étions, etc. Une façon de sortir de quelques impasses de la situation d'enseignement mise en échec comme l'asymétrie, l'escroquerie, l'ennui, la vacuité, la violence, est de la repenser depuis la performance, c'est-à-dire d'une action artistique singulière avec un public, action qui ressemble étonnamment, au delà des différences formelles, à un acte de recherche en sciences sociales.

Performer, un moment de l'habiter en conscience d'habiter

Performer une rencontre pédagogique, ici, est simplement dire la mise en jeu de soi et des autres. Renaud Garcia ouvre *Le sens des limites contre l'abstraction capitaliste* (2018) par un récit professionnel, celui de la corporéité d'une heure de cours de philosophie dans un lycée banal, à huit heures du matin, quelque part en France. Il conclue ainsi son récit.

Voilà donc une situation de travail quotidienne dans laquelle un être humain entre en rapport étroit avec d'autres êtres humains particulièrement accessibles à la joie et à la souffrance, à l'exaltation et à l'ennui. Or, ce rapport, on le comprend, s'avère perpétuellement mouvant, instable, chaque fois singulier en dépit de sa banale quotidienneté. L'exercice même du travail s'y compose de multiples petites perceptions, comme autant d'infléchissements intuitifs, sentis davantage qu'intellectualisés, permettant de répondre aux variations de la situation. C'est cela la chair même de l'activité d'enseignement : ce qui se joue et se tisse dans une épreuve subjective, où « l'épreuve » a le sens de « l'éprouvé ». Là seulement, notre présence en classe acquiert son sens. Une situation, d'ailleurs, qui n'a rien d'exceptionnel : ce serait le cas, par exemple, pour des infirmiers et infirmières, des éducateurs spécialisés, des travailleurs dans le domaine médico-social, mais aussi bien, dans un tout autre registre, pour des facteurs dont le sel du métier consiste dans le contact humain noué jour après jour avec les habitants d'un quartier précis. Tous développent dans leur activité un savoir de la vie, passant outre les prescriptions hiérarchiques et les formalisations bureaucratiques. Et, de manière générale, il en va de même pour toute subjectivité vivante impliquée dans une activité rassemblant ses puissances propres, qu'il s'agisse de cultiver une terre, d'habiter un lieu, de soutenir une conversation enrichissante, de jouer et d'exercer sa force physique, ou encore de faire la cuisine.

Renaud Garcia, *Le sens des limites contre l'abstraction capitaliste*, 2018, L'échappée, p. 7.

Cette « *expérience incarnée et féconde de la présence au monde* », poursuit-il, est aujourd'hui « *systématiquement niée* ». Cette écologie de la subjectivité est réduite systématiquement à des formes hétéronomes, hiérarchiques et bureaucratiques, elles-mêmes de plus en plus numériques, qui, « *contre le témoignage de [nos] propres sens* », considèrent « *des subjectivités complexes cachant une intimité problématique* » comme « *agrégat mécanique de compétences à évaluer, tout en permettant de valider un projet professionnel et de mesurer une future employabilité* ». Il n'y a là aucune nostalgie de l'école républicaine. Au contraire, la gestion de la crise du Covid radicalise une critique ancienne en dégradants des dispositifs scolaires et universitaires déjà si dégradés.

Mon rapport à l'école

Je l'exprime ici d'abord par la poésie.

Extension du nom de domaine

La classe du directeur
Monsieur Costaud
Immense
Il a les cours moyens deuxième année
MONSIEUR COSTAUD
Figure massive anticipation Sylvester Stallone déguisé directeur d'école
Nous fout les jetons
Lorsque institutrice absente
Envoie par groupes nous dans différentes classes école
Ce jour là je suis
Là
Classe de monsieur Costaud le directeur au fond
À fond
J'observe
CALCUL MENTAL
C'est une folle partie de calcul mental
Folle partie
Monsieur Costaud crie opérations
Élèves écrivent
Toute allure résultat ardoise lèvent dessus tête
J'ai huit ans
j'ai l'impression d'être aux jeux du cirque
J'ai la trouille
LA TROUILLE
Ils sont dingues

Exil intérieur

CP

Cours préparatoire
Scolarité obligatoire
École publique Dervallières-Château
Encore
ÉCOLE DE GARÇONS
Dernière année après deux écoles mélangées
Garçons dans filles
Notre instituteur s'appelle
Monsieur Gorge Sèche
Je crois il a problème avec alcool
S'énerve souvent lance craies à travers classe donne coups de pipe sur tête élèves
Nous soulève par oreilles
Je me souviens d'une scène
UNE SCÈNE
Monsieur Gorge Sèche
S'énerve sur élève arrive pas dire mesure contenu bouteille
Unité mesure bouteille doit utiliser
L'élève approche règle graduée bouteille
GORGE SÈCHE
Dans sa tristesse folie colère oubli rapatrié
S'énerve encore plus
J'ai appris mort Gorge Sèche
il y a quelques années
MORT

L'enfant à la boîte de feutres

Année deux de maternelle mes parents ont déménagé
Je découvre une nouvelle école
Bâtiments récents sans étages
Vitrages mosaïques modernes rue Auguste Renoir peintre 1841 1919
Tout autour immenses pelouses et barres HLM
Piquetés dans l'espace vieux chênes verts et grands cèdres
Plus loin
CARCASSE AMPUTÉE
Ancien château grande famille nantaise à l'abandon
Je le vois brûler quelques années plus tard et il n'en reste plus aujourd'hui que la façade
Jour de la rentrée
Nous passons le grillage appuyé sur des tubes métalliques
LA PORTE DE L'ÉCOLE
Je ne me souviens pas qui m'a amené
Nous sommes rassemblés dans une salle un enfant s'agite
Une institutrice est en train de lui confisquer une grande boîte de feutres qu'il a peut-être commencé à
utiliser devant les injonctions des pédagogues il y a du silence puis à nouveau de l'agitation quelques
minutes plus tard l'enfant à la boîte de feutres confisquée s'est envolé
DÉÇU
Reparti chez lui on lui a gâché sa rentrée
Tous les adultes le cherchent moi je sais où il est

Je performe ces textes un peu par hasard. En préparant son pot de départ à la retraite,

ma collègue sociologue Élisabeth Pasquier sollicite l'équipe pour partager ce rituel. Bien que nouvel arrivé (je reprends une partie de son service sous la forme d'un mi-temps annualisé), elle me pousse à parler de « mon rapport à l'école » (d'architecture). Au prix d'un malentendu, je choisis de lire ces poèmes qui justement parlent de mon rapport à l'école, pendant la soirée. D'une manière un peu inattendue, ils font rire une partie de l'assistance et même le directeur. L'effet de la performance n'est pas toujours prévisible.

Pédagogie et concert-lecture, une même performance ?

Je donne à voir ci-dessous des matériaux qui m'ont permis de sauver ma pratique de l'enseignement par l'épreuve de la performance relationnelle. Ce travail non académique se déploie dans une allure « cosmopolitique, postdéterministe, globale mais rugueuse, située, juste, sensible et relâchée » (Daugeard, 2016, à propos du *Manifeste pour une géographie environnementale*, Chartier et Rodary (dir), 2016) à l'attention « des gens ». L'imaginaire et la poétique de la relation y prennent une plus grande place, le récit se distord et s'hybride, il devient à la fois imprévisible et davantage recevable. Il se déploie et l'autre, peut-être, s'en empare, il disparaît. La performance dépasse l'enseignement académiquement restreint et devient nourriture. Elle m'assure une plus juste place dans le monde au sens d'un ensemble de relations plus justes. La fiction et la poésie aux effets peu calculables mais puissants sont alors une élévation tenue au prix d'un abaissement apparent des normes académiques. J'ai porté plusieurs de mes textes en concert-lecture, une forme singulière d'arte povera semi-improvisé que j'ai travaillée avec différent·es musicien·nes dans des formats entre trente minutes et une heure, dans la rue, en bar comme sur des scènes plus institutionnelles. En revisitant cette quarantaine de performances (date de création),

Back to France ou le Royaume de l'Empire en France (2007)

Dreaming bull never sleeps (2008)

Les Fleurs du Mali de Charles Baudelaire (2012)

Maman solo (2016)

Le Guide indigène de détourisme (2016, en collectif)

Just married, western atomique (2017, bilingue français-espagnol)

Poétique de l'appel d'offres (2022)

je vois qu'elles sont contemporaines de mon académisation et qu'elles en constituent un double carnavalesque, presque un charivari terme à terme. C'est peut-être mon écriture académique qui est en réalité le charivari de ma poésie. Le passage à la scène, la performance, constituent une résilience pro-active de ma condition enseignante. Le concert-lecture, secrètement, nourrit la possibilité que l'acte d'enseigner continue.

Marronnages (1), échapper à son propre enfermement

J'ai exposé et discuté quelques expériences pédagogiques universitaires dans mon doctorat (2012) pour montrer que la littératie des étudiant·es de géographie, en dépit de leur extraction socio-scolaire et ethnique parfois dénigrée, était d'une grande qualité tant qu'on mettait ces personnes en situation de performer une écriture désirante dans de bonnes conditions de temps, de mise en mouvement et de bienveillance. Dans le même esprit, mais dans le confort et la centralité d'une école d'architecture métropolitaine, j'affirme à mes étudiant·es que je ne corrigerai plus de dissertations d'ici ma disparition, générant par là, je l'espère, des alternatives plus satisfaisantes dans la constitution d'un rapport heureux à l'écriture et à l'habiter. L'éducation et l'enseignement constituent des angles morts remarquables de la pensée transitionnelle. Les cycles antérieurs de critique et d'expérimentation pédagogiques de la modernité réflexive ont échoué à hybrider les systèmes éducatifs obligatoires, ceux-ci proliférant au contraire en épaisseur comme en durée. Dans ce contexte, développer l'habiter pédagogique de l'enseignant-chercheur, c'est souvent envoyer un fort signal de non-scientificité portant disqualification.

Mais la vie est pleine d'échappées. À la fin des années 1960, je suis scolarisé une année dans une maternelle de centre-ville puis nous déménageons dans l'ouest de Nantes. Nous accédons à la propriété d'une grande maison avec un vaste jardin située dans un ensemble de rues pavillonnaires riveraines d'un grand ensemble d'habitat social, le quartier des Dervallières. Les conditions de l'évitement scolaire n'étant pas celles d'aujourd'hui, je suis scolarisé dans l'école voisine Dervallières-Château. Je serai ensuite dans un collège socialement plus hétérogène, enfin dans un grand lycée du centre-ville (anciennement lycée de filles) où enseigne ma mère. Ce parcours scolaire me reclasse progressivement dans mon groupe social, toutefois je n'en ai pas de souvenir positif et je vis plutôt la constitution d'un décalage en plusieurs temps : placement certes décalé à l'école primaire, mais difficultés ultérieures à trouver ses réseaux affinitaires, à accepter l'offre scolaire, créant les conditions d'une participation observante enfantine, puis adolescente. Le quartier des Dervallières est encore peuplé majoritairement de Français non racisés, mais les élèves de parents portugais ou algériens sont déjà nombreux. Les conflits dans le quartier ne sont pas rares : je me souviens de bouclages du quartier par les CRS, d'agressions et d'incivilités à la maison de quartier, je me souviens aussi de la profonde normalité de la vie quotidienne, que j'y viens souvent, avec les copains, avec ma mère que j'accompagne faire les courses dans le centre commercial aujourd'hui amputé des 3/4 de sa surface initiale et récemment incendié. Ce parcours scolaire et urbain me suggère que j'y ai acquis une certaine position d'incertitude sociale, mais aussi des principes fonctionnels sur l'ordinaire des situations : parler à tout le monde,

aller partout, se garantir des préjugés, ne pas s'en faire conter.

Géographies et mixités

Nous partons souvent en vacances. Beaucoup dans la maison grand-paternelle du Cantal, mais aussi dans des gîtes ruraux loués à travers toute la France. Nous allons aussi une fois en Tunisie et au Maroc, en raison de liens amicaux avec des amis français expatriés et des amis tunisiens vivant aux Dervallières. Nous allons aussi en République d'Irlande et, bizarrement, très peu en Allemagne-s, dont mes parents enseignent pourtant la langue. Je suis socialisé comme mon frère à la découverte des paysages, des terroirs, principalement en France, souvent en compagnie d'amis·es ayant des enfants de notre âge, eux-mêmes enseignant·es, parfois d'histoire-géographie. Nous marchons à la journée, nous cueillons, nous visitons, nous nous amusons. Même si cette expérience de vacances est assez différente de celle de la génération précédente, elle n'est certes pas non plus imbibée d'un esprit soixante-huitard rompant avec les normes, esprit dont je ne trouve que peu de traces dans mes souvenirs nantais. Je rencontre mes premiers vrais hippies au début des années 1980 quand je pars pour un séjour travail-vacances d'un mois en Allemagne de l'Est : marcher pieds nus sur la route, dormir dans la paille, écouter de la musique anglaise, boire, rêver d'évasion, se faire contrôler, morigéner par la police locale. C'est aussi dans une des cités universitaires où nous sommes hébergés que je rencontre pour la première fois des Malgaches et une façon de chanter et de jouer de la musique pour moi alors déconcertante et inoubliable. L'histoire conjugale de mes parents tient toujours. Je n'en apprendrai qu'un peu plus tard un certain nombre de difficultés. J'en reste là pour cette brève évocation des flux qui m'amènent petit à petit à entrer en première année de géographie à l'automne 1983.

Je rentre à l'Université. Je rentre en géographie, je ne sais pas pourquoi, mais c'est ce que je dis à ma mère lorsqu'elle me demande ce que je veux faire après le bac, en attendant l'ouverture des portes encore closes du centre Leclerc voisin. Ce souvenir est l'occasion de revisiter ma sensibilité transitionnelle dans une discipline, la géographie, où le courant anti-transitionnel est fort bien représenté. Je vis dans les années 1980 de rares expériences signalant une pensée critique ancienne, fragmentée et dépourvue de nom. Ici apparaissent trois géographes singuliers, Max Pallierne (biogéographie, terrain, laboratoire et déconstruction des politiques forestières), Christian Prioul (géographie régionale africaine, Rwanda, RCA et développement), Jean Gouhier (inventeur du poubellien et de la rudologie, codirecteur de mon mémoire sur les décharges d'ordures ménagères en Loire-Atlantique en 1987) auxquels j'ajoute Serge Daget, historien de la première vague de chercheurs travaillant sur la traite atlantique,

tout différents qu'ils aient été les uns des autres, je les qualifie à posteriori d'acteurs minoritaires et discrets de la pensée socio-écologique ou de la modernité réflexive. La transition est de ce point de vue ce qui répare les contradictions de ma condition de géographe en articulant les qualités dispersées d'un parcours et les potentialités écologiques de la géographie. Proposer hypothèse et méthodologie transitionnelles à un public non expert (*La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain*, 2018) représente de ce point de vue une forme de continuité dans la discipline honnêtement menée et un acte de recherche que je trouve considérable : inventer, discuter, diffuser et rendre opérative une culture écologique actualisée dans une perspective d'écologisation des controverses, quels que soient les objets sociaux concernés, y compris les plus éloignés en apparence des questions d'écologie, aux publics réputés indifférents ou hostiles mais à l'instant d'une mobilisation sociale inscrite dans une géohistoire particulière.

Marronnages (2), échapper à son propre enfermement

Je fais mon premier cours d'histoire-géographie en septembre 1989. Je vais travailler en collège et en lycée jusqu'en 2005. Deux ou trois ans suffiront à me faire sentir que je ne vais pas changer le système mais que le système est en capacité de me dégrader puissamment. Je trouve peu de complicités chez mes collègues entrants principalement historiens qui semblent à la fois peu enclins au sens critique et rejouer leur propre expérience scolaire. Chantale Menet, une collègue à la trajectoire inhabituelle, partage mes questionnements et aussi cette empathie aux élèves que certains formateurs nous présentent parfois comme des menaces. Nous montons ensemble les « semaines sans télé » en collège : souvenirs extraordinaires de sevrage télévisuel volontaire organisé dans leurs propres familles par une majorité d'élèves de nos classes, avec, avant et après l'expérience, un travail d'enquête statistique et d'analyse d'images télévisuelles choisies par les élèves. Je me syndique à la Cfdt, je suis plus tard élu Fsu. En 1999, une grève longue au collège de Bouguenais permet pendant quelques semaines une rencontre locale inédite entre parents d'élèves, enseignants et grands élèves, incroyable expérience participative en contexte institutionnel que je ne reverrai jamais, anéantie par les autorités les mois suivants. Avec d'autres collègues, nous travaillons sur le renouvellement de programmes d'histoire-géographie et d'éducation civique (lettres ouvertes, collectifs). Je découvre le mouvement Freinet, les alternatives pédagogiques, je retrouve Illich, le roman national, les questions mémorielles, l'écart entre les sciences sociales en train de se faire et les programmes scolaires, entre les dispositifs pédagogiques ou architecturaux et la corporéité des élèves. Je saisis des opportunités (stages, concours, sorties, ateliers, presse, arrivée du numérique, etc.) pour enrichir le quotidien scolaire.

Je découvre aussi que certaines disciplines ont sur les nôtres des avantages comparatifs incroyables : Eps, musique, arts plastiques et même mathématiques s'arrangent mieux de la corporéité, des démarches expérimentales et de l'évaluation. Ma première reprise d'études, un Dea de géographie soutenu en 1994 croise géographie et enseignement : *L'école et la ville, un modèle d'intégration socio-spatiale*. Je dévore les bibliographies d'ethnologie et de sociologie de l'éducation, regroupées en France sous l'appellation ministérielle de *Géographie de l'école* (pourtant réalisée quasiment sans géographes). Je passe l'Aggeg interne l'année suivante et en perçoit immédiatement les effets dans la relation de connivence que l'institution veut maintenant entretenir avec moi. Petit à petit, mes expériences sortent du cadre prévu : la question du politique, de la fiction et du corps m'obligent à aller voir ailleurs ce qui se passe. C'est le temps d'acculturations diverses, d'expériences d'écriture, des premières performances. À une attirance discrète mais certaine pour le refus de parvenir, se substitue une démarche de recherche d'une forme de puissance personnelle. Cette dynamique apparaît fortement résiliente. Je vais beaucoup mieux car je sais où je vais même si j'ai les plus grandes difficultés à injecter ce maelstrom dans le métier d'enseignant de collège-lycée. Il n'y a pas (plus) de place pour cela, je ne la trouve pas (plus) ou on me le fait savoir. Les temps changent. Je suis déjà un peu ailleurs. En 1999, après un stage volontaire et des contacts divers dans l'édition, je crée une collection de science humaines chez un éditeur national installé à Nantes, L'Atalante, autour du deuxième livre des géographes. Je créerais deux maisons d'édition associatives par la suite. Je me met plusieurs années en disponibilité. J'interviens dans le cadre des classes lecture-écriture de la ville de Nantes et d'autres lieux de la littératie. En 2005, Isabelle Garat, alors Mcf en géographie sociale à l'Institut de géographie de Nantes, m'invite pour mes premières vacances universitaires à animer avec elle des journées sur l'écriture du récit de terrain.

Corporéité, indigénité et autochtonie ouvertes

Aujourd'hui, la partie garçons de mon école primaire n'existe plus, elle a été l'un des premiers bâtiments détruits par le renouvellement urbain dès le début des années 1990. La partie filles est devenue à la fin des années 2000 une « fabrique culturelle » de la ville de Nantes, lieu d'hébergement associatif et de résidence artistique en situation d'extra-territorialité massive et ainsi jalosé localement. Lors de la dernière année d'ouverture de l'école, en 2008, je viens chanter et apprendre quelques unes de mes chansons aux élèves de la classe de François Jarny, l'un des maîtres du cm1-cm2, rencontré deux ans plus tôt dans une classe lecture-écriture. Il tient aussi la chorale de l'école. Je joue dans la classe même où j'ai été élève trente ans plus tôt. Chaque classe

dispose cette année-là de deux salles tellement l'évitement scolaire a réduit les effectifs. Cet avantage comparatif des m² par enfant sera supprimé lors du renouvellement urbain et la dernière école du quartier sera remise à l'échelle lors de sa rénovation. Pendant ces sessions musicales, la diversité culturelle et ethnique est l'expérience même de la classe et de l'école, si différente d'il y a trente ans. Le travail de François avec les enfants est apaisé et efficace. Le spectacle de fin d'année a lieu à la maison de quartier. La performance de la chorale de l'école est magnifique et met les élèves en réussite face à leurs parents. Cette répétition des passages dans les mêmes lieux (je retourne aussi par la suite à la Fabrique des Dervallières et une compagne y travaille quelques temps) me paraît constitutive de l'expérience indigène et même de la revendication d'autochtonie en régime moderne. Contrairement aux idées reçues sur les fermetures identitaires des personnes dites ancrées, pour ma part, indigénité et autochtonie ouvertes dans le grand espace urbain semblent émerger de ces expériences multiples du même, de ces réseaux humains divers, de la connaissance intime des lieux. C'est du moins comme cela que j'ai organisé ma vision des choses.

De 2009 à 2013, j'enseigne à l'Institut de géographie et d'aménagement de l'Université de Nantes comme Prag, puis comme Ater. Très vite, il m'apparaît que ce lieu pourrait devenir un Institut de géographie et de ménagement, mais la route est longue. Peut-on vraiment dire en réunion que l'on n'a pas les étudiant·es que l'on mérite ? Peut-on se plaindre de leur difficulté à écrire sans offrir aucune situation d'accès à l'écriture ? Je propose des dispositifs alternatifs au curriculum caché. Entre une dissertation stéréotypée de fin de semestre de licence 1 et un récit sur un lieu d'enfance en 14 000 signes et douze semaines d'atelier, le choix est assez radical. Tou·tes les étudiant·es sont en réussite, même ceux qui sont en difficulté. Je travaille à partir de 2015 comme maître de conférences associé à mi-temps à l'École nationale supérieure d'architecture de Nantes. Je signe à chaque rentrée un contrat d'un an à mi-temps renouvelable pour une durée maximale de neuf ans, sans possibilité d'heures supplémentaires et obligation d'une activité extérieure principale à justifier. Je suis payé 873 € par mois sur douze mois. Sous l'effet de l'enthousiasme de la découverte, mais aussi des propositions que je fais et des sollicitations que je reçois de collègues, je me retrouve vite engagé dans l'expérience de cette école et de son laboratoire, le Crenau, Centre de recherche nantais architectures urbanités dont je suis devenu membre associé l'année précédant mon arrivée. L'Ensa Nantes est une grande école du Ministère de la culture. Malgré sa gratuité, ses ressources matérielles sont sans rapport avec celles de l'Institut de géographie. Tout concourt à adhérer. L'abondance de moyens s'accompagne d'une grande fluidité cognitive, celle d'agir en artisan pour construire des expériences et instituer des objets de recherche partagés. Le petit pôle sciences sociales que nous

constituons à l'intérieur du grand groupe des architectes n'est pas réellement un pôle dominé, ou s'il l'est, c'est moins qu'ailleurs. En ce sens, l'école n'est pas organisée autour d'un bureau des méthodes et se tient éloignée du fordisme universitaire. Cette première lecture de l'école ne résiste cependant pas à l'effet du temps passé dans les murs et à la socialisation profonde. L'école s'inscrit bien dans le « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello, 1999) et même le « nouvel esprit de l'urbanisme » (Ouvrard, 2017). La culture et la critique artistes y sont bien ajustées aux dimensions du marché, du capitalisme urbain et du patriarcat, l'ensemble résonnant parfaitement avec les formes idéologiques et concrètes de la métropolisation contemporaine. Le transfert de l'école en 2009 sur l'île de Nantes⁶, pièce maîtresse du projet urbain, et sa renaissance symbolique dans un projet-manifeste du duo Lacaton-Vassal, en font un haut lieu de la nouvelle politique métropolitaine et de l'architecture contemporaine.

École de l'endroit, école de l'envers

L'envers de cette renaissance et de cette relocalisation en centralité métropolitaine est la mort symbolique, physique et discrète, de l'ancienne école d'architecture située rue Massenet à la hauteur de l'ancien octroi au nord de la ville. Cette « Unité pédagogique d'architecture » construite en 1974 dans une grande friche agricole à un kilomètre du principal campus de l'Université est évacuée et abandonnée en février 2009. « *Les locaux vides ont été saccagés, squattés. Depuis quelques mois, il y a bien un gardien, mais il est arrivé après la bataille. L'État propriétaire des lieux a réagi trop tard.*⁷ ». Le bâtiment est démoli au printemps 2011. Longtemps friche spéculative en vente à France Domaines, la précieuse parcelle vient d'être cédée pour un montant tenu secret au promoteur Réalités, cogérant du défunt projet YelloPark. Elle n'offre à l'instant comme souvenir de l'ancienne école que quelques macadams résiduels et un sol mal nivelé plein de fragments de béton au milieu de la végétation libre et d'un jardin permaculturel créé par des habitant·es des immeubles voisins. En février 2017, j'y emmène les 110 étudiant·es architectes de deuxième année pour une visite d'un après-midi en compagnie d'ancien·nes enseignant·es et étudiant·es porteuses de l'habiter disparu de Massenet. Cette visite fantôme sert de support introductif à la commande aux étudiant·es d'un Chemin de randonnée urbain Démolition ou « CRU Démolition » (inspiré des CRU de l'association Ne pas plier, installée à Ivry-sur-Seine, rencontrée dix ans plus tôt via les classes lecture-écriture). La visite permet de comprendre ce qu'a été l'école à ses débuts, les qualités de son style architectural singulier, ses défauts techniques et son étroitesse à mesure de la montée des effectifs, son ambiance, matrice progressive d'une nouvelle

6 Vote par le CA de la décision de construire une nouvelle école en 1996, cahier des charges des usagers rendu en 2002, jury en 2003, mise en œuvre juridique et constructive, puis début du chantier en octobre 2006, emménagement en février 2009.

7. *Les riverains de l'ex-école d'archi mobilisés*, Ouest-France, vendredi 28 janvier 2011.

culture professionnelle loin des Beaux-Arts. Le très grand écart advenu brutalement entre l'ancienne école et la nouvelle signale la perte de mémoire collective, entre manque de soin et culture de l'ignorance ou du coup de force. Dans une métropole attractive caractérisée par une forte affirmation culturelle et la difficulté à trouver des espaces de travail à un coût raisonnable, la destruction de l'école Massenet reste également un mystère de gouvernance (mais le groupe Réalités vient apporter une réponse à ce mystère). Le bâtiment, avec ses défauts et ses potentiels, semble avoir été abandonné immédiatement par ses usagers/ères, son propriétaire et celle qui aurait pu le devenir, la ville-métropole. Cette absence manifeste de soin dans la transformation de l'habiter d'une école d'architecture en pleine ascension socio-spatiale témoigne de ses paradoxes et de ses contradictions. Je suis à ce moment en recherche avec les étudiant·es et nous parlons essentiellement de relation(s). La parole privée d'architectes et d'urbanistes enseignant dans l'école témoigne de ces questions de pouvoir. La parole professionnelle sur la fabrique de la ville y est souvent critique en privé, mais ne semble pas pouvoir s'exprimer publiquement. Ainsi existe-t-il une école qui se distancie de ses libertés intellectuelles et de création, de la perception ré-inventée et largement partagée du bâtiment comme processus, de l'idée rêvée du bâtiment à sa déconstruction finale (Latour, et Yaneva, 2008) ou encore d'un urbanisme « en mouvement et par fragments » (Kroll, 1999), en transition — bref de sa capacité à vivre un habiter en conscience d'habiter du métier et de la ville. L'école apparaît ainsi inscrite dans un monde de l'architecture caractérisé par l'enchevêtrement des contraintes économiques issues de la commande publique et privée. Elle l'est aussi par une écologie de la « charrette » et de la pression du « rendu » qui prend pour certain·es étudiant·es dans certains espaces les formes pathologiques de la souffrance au travail, dont médias et médecins locaux ont rendu compte. Le mouvement moderne semble toujours y inspirer l'habitus dominant.

Que les étudiant·es soient possiblement des médiatrices de recherche m'évoque la rencontre avec Laurent Devisme en 2010, alors un ami d'amie. Je prends contact pour venir à l'école d'architecture avec les étudiant·es géographes du cours d'épistémologie de troisième année. Il s'agit de discuter avec lui de ce qu'est une revue de sciences sociales. L'école d'architecture est fraîchement livrée, nous sommes impressionné·es ; elle nous séduit et nous écrase, nous qui venons du campus universitaire années 60 non encore rénové, d'une sorte de province intra-métropolitaine. Laurent nous emmène sur une terrasse, nous sommes assis en rond, il parle et explicite le mode de production de la revue *Lieux communs*, il nous parle de l'école, du Laua. Il y a peu de questions des étudiant·es et je repars avec le petit livre programmatique du laboratoire. C'est un moment qui n'est peut-être pas magique, je crois me souvenir que mes étudiant·es sont trop impressionnées, écrasées, mais il est hors-norme, nous avons rencontré une revue

incarnée, séductrice, in situ, assis par terre, sur l'île de Nantes, au cœur du projet métropolitain. Plus tard, j'interviens à la journée dans d'autres formations (Lyon, Tours) pour des méthodologies de terrain et d'écriture. Mais, c'est à Grenoble, à la Cité des territoires, que je développe depuis cinq ans, à l'invitation de ma collègue géographe Fanny Vuailat, des intensifs de trois jours en master d'urbanisme (en 2016, « développement social urbain », de 2017 à 2021 « écologie(s) »). Préparées à distance avec la complicité de la collègue invitante qui facilite les contacts locaux, je construis une proposition mêlant travail corporel et écriture, découverte multimodale de terrains, temps de séminaire (bibliographie, récit, débats), réduction de l'emprise numérique au profit du travail en face à face, évaluation collective. Dans cette tension créatrice d'une communauté de travail éphémère, il s'agit aussi d'anticiper l'ennui, la mauvaise conception, l'effondrement, le rejet, l'absence. La collaboration des partenaires locaux (associations, militant·es et travailleurs·euses sociales, habitant·es précaires, services de la ville de Grenoble, habitant·es de la Zad de Roybon, personnalités transitionnelles hors-normes telle Raymond Avrillier, etc.) est à la hauteur de l'engagement des étudiant·es : rentrer dans un squat surpeuplé, dans une Zad paradoxale en période de mortes eaux, dans un cimetière, dans un terrain d'insertion, produire une vélo-école ou une masse critique n'est pas neutre. Pour certain·es étudiant·es, l'engagement dans le terrain, mais aussi dans les échauffements ou la partie séminaire, est libérateur de la parole et ouvre le vrai travail sur les préjugés. Il s'est passé quelque chose. Le recours aux langues des étudiant·es étrangers/ères (arabe, polonais, italien, chinois, espagnol) quand nous racontons des souvenirs liés à la précarité ou à nos expériences urbaines permet un temps de travail en interculturalité qui reste pour moi exceptionnel dans sa densité. Tou·tes les étudiant·es sont en réussite et moi aussi, c'est mon sentiment et aussi le leur, selon le retour de ma collègue, il faut bien se le dire pour l'apprécier.

Un inventaire d'aventures incorporées

Mon parcours d'enseignant est varié. Je travaille avec tous types de publics depuis 1989, des collégien·nes et lycéen·nes de 1989 à 2005 (histoire, géographie, éducation civique juridique et sociale), des adultes et enfants à partir de 2005 (ateliers d'écriture, classes lecture-écriture, ateliers d'expérimentation), enfin des étudiant·es géographes, historien·nes, puis architectes et urbanistes depuis 2005 et surtout 2009. J'interviens également en formation continue (travailleurs·euses sociales, police municipale, éducation populaire), parfois auprès de collègues du supérieur pour des ateliers de pratique et d'échange (université d'été du CNRS, colloque), mais bien plus souvent dans des recherches-actions non académiques avec des groupes singuliers. L'inventaire que je propose maintenant constitue un ensemble d'aventures pédagogiques dont la plupart

sont closes et survivent en tant que traces, mémoires, expériences effectivement vécues et incorporées des deux côtés de la ligne pédagogique. Il est toujours curieux de se voir rappeler cela au hasard d'une rencontre par un·e ancien·ne étudiant·e qui évoque ici ou là un souvenir marquant de cette relation dans sa propre histoire universitaire : le plus récent de ces rappels est celui d'un des premiers Td de licence 1 que je propose à l'Institut de géographie en 2009, autour d'une enquête sur l'abri-bus où j'exfiltre, dès la première séance, les jeunes post-lycéen·nes pour aller explorer et constituer en objet d'étude les abri-bus du campus, après leur avoir lu les premières lignes d'un article d'Olivier Pégard, *L'abribus : un procédé performatif dans la circulation de l'ordre et des images* (2007) que je viens de leur remettre en papier. Envelopper l'objet impensé et y multiplier les actes d'enquête sur des semaines, partir à revers de ce qu'a produit la scolarisation et nous resocialiser dans l'enquête comme enseignement.

Enseignements à l'ENSA Nantes (2015/2022)

« Studio de projet long » M1 et M2, 2021 à 2024

« Grands Sentiers » projet de quatre ans coordonné par Anne Bossé
Le tracé d'un sentier est un projet d'urbanisme, arpenter ensemble est un mode pédagogique singulier. Cet enseignement est dédié à la conception et à l'inscription dans le temps long du Grand Sentier de Nantes Métropole. J'accompagne aussi le studio en éditant les 4 + 1 cartes Grands Sentiers dans la collection de cartes de l'association à la criée.

« Séminaire de mémoires de master » M1 et M2, 2016/2020

Ouvert en 2015, le séminaire « habiter la transition socio-écologique » est le premier (et alors le seul) de l'école dédié à ces questions. En 2017, j'invite Margaux Vigne, paysagiste et doctorante à venir renforcer et co-animer ce séminaire qui accueille alors annuellement près d'un trentaine d'étudiant·e-s de master. En raison des contraintes administratives, je sollicite d'autres collègues, Julie Gangneux, architecte et docteure en géographie de l'urbain, Lucile Garnier, architecte et sociologue doctorante sur la politisation du proche. Le séminaire utilise le travail de mémoire comme autant d'observatoires critiques de la transition. Les approches relationnelles de la recherche sont prises en charge (terrain, relation, restitution, valorisation). Une petite centaine de mémoires ont été soutenus (dont quelques uns en formation continue)

« UER Entrer en relation, construire un rapport de confiance », unité méthodologique complémentaire du mémoire (2018)

« Studio de projet court » M1 et M2 , 2017/2020

« Projet court Archimobilités » (2018 et 2019), renommé en 2020 « Mobilités autonomes reprise et développement en projet de « Expertise d'usage en vélo urbain » (2017), conception et coordination de l'intensif.

« Projet court Esquisse » (2019) autour de la sauvegarde des Grands Moulins de Loire et de la ZAC du Bas-Chantenay (Claude Puaud et Pascal Joanne)

« UE 43 Mondes Urbains », licence 2 CM, 2016 et 2017

initiation aux science sociales de l'urbain, transformation de l'évaluation en examen en commande
« CRU démolition » avec jury extérieur.

« UE 53 Logement social », licence 3, CM et TD, 2015/2017

grande unité d'enseignement multidisciplinaire
trace d'une commande passée en CM, « Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ? », revue *Place publique* n° 64, automne 2017, Frédéric Barbe et les étudiant·es de licence 3 de l'École d'architecture de Nantes.

« **UE 64 Bilan critique / Mémoire vive** », **licence 3 TD, 2017**
mise en mémoire critique des parcours de licence avec les étudiant·es

« **Studios de projet** » **M1 et M2, 2014/2019**
Participation à différents studios de projet sur des entrées à la fois transitionnelles, spatiales et territoriales, participations aux jurys intermédiaires et rendus finaux, dont PFE
« Qu'est-ce qu'un espace public ? » (2018), autour de la table longue, narration et écriture, Pascal Amphoux, Pauline Ouvrard, Bruno Plisson
« Réalités non-standard (2017), en partenariat avec l'École d'architecture de Naples, incluant un terrain avec les étudiant·e-s à Villagio Coppola (Campanie), Carlo Grispello et Laurent Devisme
« Borderline » (reprise et détournement des mémoires de master en projet) (2016, 2017, 2020), Romain Rousseau, Sabine Guth, Petra Marguc
« Territoires traversés, paysages inventés » (2016), Maëlle Tessier, Martin Didier
« Territoires liquides » (2015), Xavier Fouquet, Margaux Vigne

« **Intensif multi-écoles** » (**ENSA, Centrale et Audencia**), **2017/2019**
« Anticipation, science-fiction, réels et imaginaires transitionnels : autour d'habiter dans les ruines (Anna Tsing) et de quelques autres textes. » (2019), « Rythmes et ambiances sonores urbaines » (2018), « Expertise d'usage en vélo urbain » (2017), création et coordination de ces trois intensifs expérimentaux (invités Jean Favreau, Douglas Carnall, Pauline Ouvrard, Margaux Vigne, Caroline Foulonneau, Laurent Komlanvi Bel)

Enseignements à la Cité des Territoires (IUG/IGA) de Grenoble, 2016/2020
« Intensif Développement social », M2 Urbanisme et Coopération Internationale
« Intensif Écologie(s) », M2 Urbanisme et Coopération Internationale, une semaine pour chaque intensif, évaluation sur la base de carnets de terrain individuels

Accueil et organisation de séjours-séminaires sur les controverses à Nantes, 2021 et 2022
master PROMU de l'École d'Urbanisme de Paris (Hélène Dang-Vu)
master ALTERVILLE de Sciences Po Lyon / site de Saint-Étienne (Christelle Morel-Journel)

Enseignements à l'Institut de Géographie de l'Université de Nantes 2005/2019

> **2017/2019**

« Atelier diagnostic » M2 Ville et territoire
« Géographie des conflits », CM et préparation, MEF
« Les conflits en aménagement », M1 GAED, option « territoires et sociétés »

> **2015/2017**

« Ateliers d'écriture récit de voyage » hors cursus, organisation VP Culture et Initiatives

> **2009/2013**

réouverture et coordination des Cafés de géographie de Nantes, une vingtaine de cafés en co-animation avec l'association étudiante de l'Institut de géographie

> **2008/2013**

« Le couple Corée/Japon », CM L1, puis L2

« Initiation à la géographie humaine », TD, L1 historiens
« Épistémologie de la géographie », CM, L3
« Régions, nations et aires culturelles », CM et TD, L1
« Écrire en géographie », atelier, M1
« Commande diagnostic », suivi de commandes et de rapports à des groupes d'étudiants, M1
« Option tourisme », CM et TD, L2
« Option géographie du développement », CM et TD, L2
« Géographie régionale, mondes en développement », CM, L3
« Analyse de documents de géographie », TD, L1
« Terrain et semaine dite terrain », L1, conception, terrain et mise en production, socialisation des productions

> **2005-2009**

« terrain et écriture », L3, terrain à la journée

L'inventaire me paraît rétrospectivement dense, un peu fou et légèrement inquiétant, d'autant plus qu'à aucun moment une supervision collectivement organisée n'est venue questionner ce travail ni celui de mes collègues. Seul le compagnonnage informel basé sur une confiance de l'ordre de l'intime opère à cet endroit pourtant crucial et constitutif de la vie même d'une micro-société éducative comme une école ou un institut. Mais les enseignant·es entrant·es en ont souvent démuni·es de fait de leur socialisation récente et donc enclin·es et inclin·es à la reproduction de la pédagogie naturalisée.

Les impensés pédagogiques comme indices écologiques

L'exercice des candidatures à des postes d'enseignant-chercheur à l'université ou dans les écoles d'architecture est l'occasion d'expériences de pensée : retour réflexif et auto-évaluation, mise en scène de soi et enquêtes express sur toutes sortes de micro-géopolitiques institutionnelles, mais aussi invention de cours qui n'auront jamais lieu. La vérité est que les profils de poste sont souvent vides de pensée pédagogique ou relationnelle, confirmant l'anomie apparente à cet endroit et incitant donc à voir la pédagogie dans le supérieur comme un curriculum caché échappant à la réflexivité, une norme bureaucratique incorporée. Je l'ai évoqué dès l'introduction en nommant la compétence relationnelle fantôme. Non seulement la question pédagogique constitue dans les établissements supérieurs un angle mort mais les signes visibles d'une activité pro-active à cet endroit sont essentiellement ceux d'une ingénierie pédagogique promue par l'institution, cherchant la réduction des coûts et marquée par l'achat de gros serveurs numériques et d'outils intégrés propriétaires, le recrutement d'ingénieurs pédagogiques et la mise en place d'une pédagogie dite hybride — la crise du Covid servant de forçage des personnes et des groupes. Le réseau Ensaéco, l'un des trois réseaux professionnels nationaux soutenus par le Ministère de la Culture, *réseau pour la transition écologique*

*dans les écoles d'architecture et de paysage*⁸ (j'en suis le référent pour l'Ensa Nantes de 2018 à 2021) propose pourtant une pensée pédagogique. Celle-ci constitue même le premier chapitre du *Livre vert*, manifeste publié en novembre 2019 par le réseau, et réapparaît régulièrement dans l'ouvrage. Le lexique mobilisé par les auteurs/trices décrit une écologisation pédagogique, une écologisation du « moindre geste » pédagogique : *(dés)apprendre et apprendre à (dés)apprendre ; apprendre par l'expérimentation ; apprendre ensemble ; apprendre avec le milieu ; coopérer entre pairs et avec des partenaires ; gérer les équipes et les conflits ; évaluation formative ; alternance ; co-encadrement disciplinaire ; etc.* Il est même possible de voir là une porosité entre le monde des chantiers participatifs qu'a décrit Geneviève Pruvost (2015) et celui d'un sous-ensemble minoritaire d'enseignant·es et étudiant·es en écoles d'architecture, de paysage, d'urbanisme ou de géographie.

Réactivant le principe de l'entraide villageoise et de la solidarité militante, la formule des chantiers participatifs dérive sans aucun doute du succès de la démocratie participative. Le niveau de formalisation du dispositif est toutefois différent. Aux protocoles de consultation citoyenne des usagers, orchestrés par des professionnels de la participation, est opposée l'auto-organisation de la société civile. Dans certains espaces militants, le terme « participatif », pour être associé au management du même nom, est à ce point négativement connoté que le titre de « chantier autogéré » ou « collectif » lui est préféré. Afin de mettre au jour la variété des alternatives au travail salarié, on étudiera trois cas qui ont en commun de ne pas relever de l'utopie communautaire (Lacroix, 1981) mais de la mise en réseau d'initiatives : tout d'abord les chantiers participatifs qui associent bénévoles, autoconstructeurs et professionnels dans la construction de maisons de particuliers ; puis les chantiers autogérés par les associés d'une société coopérative et participative (SCOP), spécialisée dans l'écoconstruction, fondée sur un principe d'égalité rémunération et de rotation des tâches ; enfin, les chantiers collectifs qui se déploient dans le cadre de la lutte d'occupation du tracé du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes, où la critique du travail marchand et de la professionnalisation de la main-d'œuvre est radicalement mise en œuvre. Pour la clarté de l'analyse, on mettra en évidence les conditions de la participation au travail de construction pour chaque type de chantier, sachant que l'ensemble de ces maçons, bénévoles et militants sont abonnés à des listes communes de diffusion électronique et qu'une partie d'entre eux circulent d'un chantier à l'autre. Le monde social de l'écoconstruction militante appartient à une même « constellation » (Collectif Mauvaise Troupe, 2014), qui inclut tous ces registres d'action connexes.

Geneviève Pruvost, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57 - n° 1 | 2015, 81-103.

Autant dans les écoles, les espaces de recherche-action, les lieux de controverse écologique que dans les lieux même d'une pratique constructive transitionnelle, la présence de ces enseignant·es et étudiant·es minoritaires est significative et même ponctuellement structurante. Il serait utile de compléter l'enquête de Geneviève Pruvost

⁸ <http://ensaeco.archi.fr>

autour de cette porosité. Nous pourrions évoquer, en exemple introductif parmi d'autres, la préfabrication semi-clandestine des cabanes de la Châteigne, hameau temporaire de défense de la Zad de Notre-Dame-des-Landes, dans les vastes ateliers de la nouvelle école d'architecture de Nantes, en plein cœur du projet métropolitain, cabanes ensuite acheminées discrètement lors de la manifestation de réoccupation de novembre 2012.

Accompagner des étudiant·es vers la recherche

En position statutaire dominée, je contribue discrètement à l'émergence et à l'accompagnement d'étudiant·es vers et dans la recherche. J'appelle constamment celle-ci quelle que soit l'année, en textes choisis, paroles échangées, terrains et doctorant·es invité·es. J'ai des discussions informelles nombreuses sur des références, des postures et des situations avec de futur·es ou actuel·les doctorant·es, tous et toutes collègues dans l'acte d'enquêter. J'encadre des stages master recherche (cyclabilité, cartographie des bidonvilles, réaménagement d'un aéroport) au sein du laboratoire. Le livre d'Ivan Illich *Deschooling society* (1973) au titre faussement traduit par *Une société sans école* est recontextualisé par Étienne Verne (2020) au travers d'un récit du lieu de formation qu'Illich crée en 1964 à Cuernavaca, le Cidoc (*Centro Intercultural de Documentación*) et de l'écart d'Illich à sa propre vulgate. Le Cidoc ainsi décrit présente quelques parentés avec l'expérience de l'Université de Vincennes restituée par Virginie Linhart en 2016, *Vincennes, l'université perdue*. Ici, la critique de la critique reste totalement d'actualité.

Et Illich de nous mettre sur un projet de repérage des « avatars de la déscolarisation. » [...] En filigrane, le souci de Illich de se démarquer de tout ce et de tous ceux qui estimaient pouvoir se couvrir de son autorité pour justifier les innovations qu'ils proposaient [...] ou s'autoriser de son parrainage pour recycler de vieux mythes pédagogiques [...].

La cible d'Illich n'était pas l'école, mais la scolarisation, un phénomène social massif, global, uniforme, devenu incontournable dans nos sociétés, envahissant. On aurait été plus proche de l'idée d'Illich si on avait compris que celui-ci rêvait plutôt de sociétés où fleuriraient « mille » écoles. À la place, nous avons l'école unique, universelle, et uniforme. Cette globalisation est la forme prise par la scolarisation. Il n'y a plus qu'un seul système scolaire global. [...]

Deschooling society a été le premier d'une série de livres portant sur la critique sociale des institutions de service. Plus tard, il prendra ses distances avec ce qu'il appellera des « pamphlets ». [...] Mais la compréhension qu'il va en donner, il va l'énoncer par la suite à un tout autre niveau de profondeur. En historien, ou en ethnologue, il aurait pu se limiter à l'analyser comme « la sécularisation d'un rituel catholique ». Ou se satisfaire de faire l'histoire d'homo educandus, une espèce dont il aurait aimé écrire l'histoire, et découvrir, en en faisant la généalogie, comment on en est venu à croire à « l'idée que l'homme a besoin d'une révélation magistrale pour connaître tel ou tel aspect de la réalité, et que cette révélation gagne à être administrée à travers un rituel strictement organisé » ; ou : « remonter à l'origine de cette croyance, propre à notre culture, que seule une institution structurée peut rendre les gens compétents quant à ce qui est bon pour eux-mêmes et la collectivité, savoir qu'on n'acquiert pas

en vivant mais bien à travers l'*educatio*. Il fait de l'*educatio*, une lecture théologique, à la manière qui lui est propre de faire de la théologie, tout en refusant d'être vu comme un théologien. Et de comprendre que lorsque nos sociétés sécularisées ont adopté la scolarisation, elles ont aussi « tété » au sein de l'Église, et sucé avec son lait, la corruption du meilleur, celle qui engendre le pire.

Étienne Verne, « Ivan Illich et la déscolarisation de la société », revue *Topophile*, 24 mai 2020, <https://topophile.net/savoir/ivan-illich-et-la-descolarisation-de-la-societe-2-2/>

Ainsi, au terme de ce chapitre, c'est encore se référer à l'exergue de Jacques Rancière placée en tête de cette habilitation. *Mieux vaut, en un sens, ne pas savoir quoi faire. [...] Une pensée suspensive est donc opportune. Elle consiste à reconnaître qu'il n'y a pas de théorie capable de nous conduire à la libération, à l'émancipation ultime. C'est en ce sens que je n'ai pas développé ici de retour d'expérience pédagogique, même si j'ai cité un certain nombre d'évocations, de suggestions ou d'invitations. Je l'ai pourtant fait dans les années 90 (voir le volume 2 de l'habilitation). L'écriture de ces articles de didactique de la géographie dans des revues proches de l'Afdg constitue une des raisons qui m'ont amené progressivement à avoir une pensée suspensive à ce sujet et à développer un sentiment de subsidiarité relationnelle pour penser ensemble la construction de situations d'enquête collective faisant enseignement à l'endroit même où elles se tiennent. Alejandro Cerletti en explique le caractère éminemment politique dans son analyse du livre de Rancière, *Le maître ignorant*.*

La très grande audace ou prétention d'insinuer qu'on peut « enseigner ce qu'on ignore », plus que manifester une absurdité didactique, a une intentionnalité philosophique et politique cruciale. Elle exprime la potentialité de la pensée et la possibilité que tous ont de construire du nouveau.

Pourtant rien de cela ne serait possible sans le présupposé constituant que « nous sommes tous égaux » qui, avec Rancière, présente un radicalisme inédit. [...]

À la différence des analyses usuelles de la question égalitaire comme but à conquérir, Rancière part de, ou postule l'égalité pour pouvoir ensuite extraire de ce pari toutes les conséquences possibles. [...] Pour Rancière, l'égalité est une affirmation qui a pour seul fondement la décision et la volonté conséquente. Dans cette optique, placer l'égalité à l'origine définit le point de départ pour toutes les actions humaines et pour une pensée vraiment libertaire.

[...] En effet, Rancière se refuse à débattre de la triviale constatation empirique que ce qui existe c'est l'inégalité. Ainsi, partout on ne verrait que l'inégalité des intelligences, ou l'inégalité tout court. Quoi de plus naturel que de prouver l'évidence, ce que quiconque pourrait corroborer : qu'il existe des intelligents et des obtus, des capables et des incapables, des esprits ouverts et des cerveaux obscurcis.

[...] L'éducation et la politique ne peuvent pas partir de l'inégalité et essayer de l'annuler par des actions correctrices, éducatives ou politiques, qui parviendraient à rendre égal l'inégal. [...] Cela signifie qu'il faut renoncer à ce qu'il y ait des inférieurs, qu'on aspire à rendre égaux [...] ou qu'il y ait des supérieurs qui consentent à aider les inférieurs à s'élever [...]. Dans les deux cas, ce qui domine – et est la matrice de la lecture politique qui est faite dans *Le Maître ignorant* – c'est la méprise, soit de l'autre soit de soi-même. C'est vouloir fonder toute intention d'action dans l'impuissance, dans la faiblesse ou la médiocrité de chacun. [...]

Ce qui est vraiment émancipateur ne serait donc pas le parcours ou le chemin vers la réalisation d'une égalité [...] mais la reconnaissance du principe d'égalité. L'égalité ne se donne et ne se revendique pas, elle se pratique, nous apprend Rancière. Et Jacotot nous montre que le plus "ignorant" sait aussi beaucoup de choses et c'est dans cela que doit se fonder tout enseignement. Instruire sera donc : ou abrutir, c'est-à-dire confirmer une incapacité en voulant réduire la distance au non-savoir, ou émanciper, c'est-à-dire pousser une capacité qu'on ignore ou qu'on nie avoir, pour en extraire toutes les conséquences.

[...] L'action émancipatrice sera la conséquence du soutien du postulat d'égalité entre les êtres humains et, à partir de cette décision, s'ouvrira un monde de possibilités inédites dans lequel la possession de savoirs ne sera pas le fondement voilé des hiérarchisations. C'est celui-là le message que *Le Maître ignorant* nous délivre. Mais il ouvre aussi les portes à d'autres défis.

À sa manière, le livre de Rancière rompt, dans un sens général, avec la notion de "victime" (du système, des conditions de production et de reproduction, de la pauvreté structurale, de la globalisation, etc.), vu que la supposée victime c'est quelqu'un qui pense et qui décide, et pas un simple corps qui doit être nourri ou un ignorant qui doit être éduqué. [...]

Alejandro Cerletti, « La politique du maître ignorant : la leçon de Rancière », *Le Télémaque*, 2005/1 (n° 27), p. 81-88 ; <https://www.cairn.info/revue-le-telemaque-2005-1-page-81.htm>

En annulant positivement la forme « victime », la position égalitariste redonne au déplacement éco-ontologique une capacité performative généralisée dès l'enfance. Au delà de la dévaluation du nouveau concept de transition remplaçant lui-même d'autres concepts déjà épuisés, l'émergence ou plutôt le retour du terme de « métamorphose » dans les derniers temps de mon processus d'écriture (printemps 2022) invite à penser la recherche certes comme espace d'enquête, de négociations et de rapports de force, mais aussi comme opportunité de rupture ontologique. L'alphabétisation écologique est-elle l'autre et meilleur nom et l'espace-temps de ces métamorphoses ?

En septembre 2022, malgré mon départ déjà bien acté de l'institution, je suis l'invité unique et paradoxal du séminaire doctoral MéthéoGéo⁹ (laboratoire Pacte, Grenoble) au domaine du Pradel, en Ardèche.

⁹ <https://www.pacte-grenoble.fr/cycle-de-seminaire/metheogeo>

2 — une recherche pragmatiste, relationnelle et transitionnelle

Les détours par la formation de soi et la première socialisation (famille, école, pairs) font partie de la nécessaire socio-analyse de la recherche. Si nous croyons à l'ontologie en accord avec des concepts comme l'*habitus* bourdieusien, c'est-à-dire à des régimes discrets mais profonds et puissants d'organisation de nos existences, ce détour sur la manière dont nous nous sommes et avons été construits est nécessaire. Il ne s'agit pas de reconstruire rétrospectivement un devenir téléologique de la personne mais d'explicitier une géohistoire en tant qu'espace-temps de la formation de soi, voire comme trajection (Berque, 1990) de soi. Je le fais en décodant maintenant une part de mon expérience familiale (l'expérience scolaire a été évoquée dans le précédent chapitre). De plus, si nous disons fréquemment « ma famille », il est plus juste de considérer que nous venons de plusieurs familles, la part de l'une et de l'autre, et leur interaction étant des variables d'ajustement. « Être de quelque part », en son singulier, s'avère donc un raccourci ou une rupture biographique. Je viens de deux familles et ce sont leurs caractéristiques que j'analyse maintenant — ou comment je suis devenu enseignant-chercheur pragmatiste.

Morale familiale — ou l'ethnopsychiatrie en régime moderne

Je pense à mes grands-parents aujourd'hui tous décédés, avec des sentiments mêlés, je n'ai à cet instant pas de colère mais j'en ai eu. Autoritarisme plus ou moins éclairé des hommes, atrophie et repli des femmes, conduites récurrentes d'isolement relationnel conjugal. Réussite familial et professionnelle apparente, accession à la propriété, promotion sociale des enfants dans la grande accélération, mais aussi névroses et solitudes — il ne s'agit pas de juger du bonheur des autres mais de restituer des ressentis. La marque des deux guerres mondiales est une invisible toile dont il est rarement question. Ma mère me la fait ressentir avec son intérêt tardif pour la transcription qu'elle réalise avec l'aide de mes enfants d'un récit manuscrit de son père, rédigé pendant les bombardements américains sur la poche de Falaise à l'été 1944 — qu'elle vit au milieu des soldats allemands. Ou encore lorsqu'elle me relie, tardivement, au groupe de femmes sans hommes issu du massacre des tranchées, grands-tantes et leurs amies, cohabitantes que je fréquente, très jeune enfant, sans me rendre compte de cette singularité. Plus tard, l'évocation de l'homosexualité de l'une d'elle. Un demi-frère de ma mère, né d'un précédent mariage rompu par un divorce pour faute (adultère, filature, procès). Je ne tiens pas à étaler de l'intime mais à donner de l'éclairage dans la pénombre de ma filiation (Jablonka, 2018). Ces familles viennent de Limoges et du plateau de Millevaches (Eymoutiers), du val de Loire (Saint-Géréon) côté paternel ; du

Luxembourg, du Valenciennois, du Douaisis, du Béthunois et du pays de Falaise coté maternel. Les lieux d'origine sont évacués et oubliés, il en sera rarement question ultérieurement. Les deux branches de la famille se retrouvent rassemblées à Nantes dans les années 1960. Elles ont alors une vie sociale pour des raisons psycho-sociales, idéologiques et progressivement d'âge, de plus en plus limitée par un isolement volontaire que je peine à comprendre — les hypothèses sont nombreuses. Cette façon de vivre constitue alors pour moi un habiter auquel je peux difficilement m'identifier même si je peux imaginer qu'il leur ait fait du bien. Si ma grand-mère maternelle, décédée la première, reste pour moi, au peu de temps de notre relation, une femme charmante et inquiète, une grand-mère bienveillante et même décroissante par anticipation, mon regard sur mes autres grands-parents est d'abord déficitaire et compassionnel. Ce n'est pas facile d'écrire cela.

Un habiter de distinction

Mes parents vont habiter Nantes, le centre-ville, puis les quartiers ouest. Les deux branches familiales sont représentées par les deux grands-pères. L'un est ingénieur des Ponts-et-Chaussées en activité, fils de conducteur de locomotive et issu de la promotion interne. L'autre, plus âgé, retraité, est un ancien professeur d'allemand devenu proviseur du lycée de Falaise. Ces deux grands-pères me semblent avoir incarné l'autorité de l'État et les formes dominantes de la modernité jusque dans leurs familles. Produits de l'ascension sociale méritocratique et de la culture hiérarchique, ils ont des difficultés avec leurs origines, c'est du moins l'analyse que j'en fais aujourd'hui, par l'interprétation des souvenirs et le surgissement d'archives familiales au moment du décès de ma mère. Mon père assure plus tard, après la mort de ses propres parents, une mise en mémoire de l'histoire familiale paternelle qu'il destine à ses enfants et petits-enfants, nettement plus enthousiaste que la version que je livre. Élevé largement par sa grand-mère veuve de guerre vivant chez sa fille et son gendre, mon père fait de cette histoire familiale une saga qui rend honneur aux absent·es, valorise les cultures féminines, les dissidences dans la famille élargie, les moments heureux, la liberté enfantine, adolescente de l'après-guerre. Décalé de vingt-cinq ans, je vois une autre période, une autre ambiance, tout à fait figées. Il me semble ainsi que mon rapport à l'autorité et à la vérité vient en partie d'une résistance à l'habitus de mes deux grands-pères et pas seulement de l'interaction avec mes parents. Des années plus tard, je crois identifier et nommer quelque chose qui ressemble à une rupture volontaire de l'habiter dans la vie de mes deux grands-pères, rupture du lieu et rupture de classe, rupture socio-spatiale. En voici deux illustrations.

Une histoire de langue populaire — à la mort de ma mère, je deviens, parce que seul intéressé, récipiendaire d'une série de manuscrits venant de mon grand-père maternel. Il y a deux sortes de

textes, d'un côté des nouvelles réalistes en français, illustrées de quelques peintures elles-mêmes réalistes, écrites à la plume dans des cahiers d'écolier, de l'autre, des séries de textes fictionnels non illustrés et quelques récits, tous en picard, tapés à la machine, drôlatiques, anticléricaux, faciles à ranger dans le corpus existant de textes picards de même registre, tous probablement écrits dans les années trente et quarante. L'attribution de l'ensemble des textes à mon grand-père, présumée initialement, s'avère finalement fautive après étude de toute la matière et recoupements d'indices. Certainement les textes en français sont de lui, mais les textes en picard sont de son frère. Celui-ci, également proviseur, à Thiers, militant communiste et résistant, meurt dans l'immédiat après-guerre alors qu'ils sont encore fâchés pour raisons politiques (mon grand-père est gaulliste), le laissant dans la perte et la colère non résiliées. Le chagrin et la séparation apparaissent ainsi constitutifs de la vie de mon grand-père : professeur d'allemand, germanophile, il verra, outre ses quatre années de captivité en stalag, la plupart de ses amitiés allemandes rompues par la guerre. Cela explique aussi le désir de s'éloigner d'un futur théâtre des opérations récurrent (le couple déménage en Normandie au début des années 1930) et la disparition de l'ancrage culturel nordiste et populaire du Valenciennois. De fait, je n'en ai que des traces infimes. En 2008, je vais seul, avec les textes, dans le village d'origine, Englefontaine, où je me fais accueillir par l'ancien maire. Au cours de notre parcours, il affirme le picard dédaigné et mort, mais la première interaction avec un jeune agent municipal en train de tailler des haies se fait pourtant en picard. Les textes seront soumis à différents lecteurs experts (dont le poète Ivar Ch'vavar), l'un d'eux est éditeur en langue picarde, mais il veut imposer d'emblée une retraduction des textes en picard standard moderne. Stand-by.

Une histoire de distance sociale et d'urbanité — mes grands-parents paternels font construire au début des années soixante une maison de vacances dans le département du Cantal, dans un village « découvert » lors de vacances familiales répétées plusieurs années avant la construction. Le grand-père dessine lui-même la maison. Par la précocité de ce geste dans ce territoire du rural profond, déjà en émigration et déprise, mais où la terre est encore fortement tenue par les grandes familles paysannes, par son éloge du beau paysage, par le lieu même de construction de la maison qui relève de cette relation paysagère, mon grand-père évoque une culture urbaine surplombant le monde paysan environnant, ses petites villes, son archaïsme, une forme de dédain du travail paysan et manuel. Si mon père, enfant et adolescent, trouve son compte dans une relation riche avec les indigènes jeunes et moins jeunes (où l'occitan quotidien est très présent), je n'ai pour ma part, avec vingt-cinq ans d'écart et dans une société locale qui s'est raréfiée, que des souvenirs de distance sociale, ré-affirmée par de multiples signes que je peine à comprendre, une distance rompue parfois par l'intégration éphémère au travail estival dans la ferme voisine — exploitée par une femme sans enfant, ayant tenue tête à son père en refusant les meilleurs partis locaux, aidée de son frère handicapé. Cette imposition familiale des normes urbaines policées et distinctives dans un village ordinaire (et pourtant) du Cantal imprègne cette part de l'histoire. Il y a des mondes. La maison familiale surplombante n'a pas survécu au déclin physique de son créateur. Elle est sortie de la famille.

Ainsi je ne peux m'empêcher de relier les biographies de mes deux grands-pères à la

puissante acculturation des fonctionnaires d'autorité de la République dans une période de forte croissance des capacités d'intervention de l'État sur le corps social et ses territoires, mais aussi aux phases de chaos politique et moral des deux guerres. La modernité autoritaire, une adhésion, des contextes souffrants, un habiter, des limites interprétées par un de leurs petit-enfants.

Politisisation sur place

La famille nucléaire (mes parents, mon frère et moi) semble toute autre. Couple de professeurs d'allemand qui se sont rencontrés en Allemagne de l'Est, mes parents sont militants communistes, actif pour mon père, ordinaire pour ma mère. Cet engagement va notamment me socialiser dans des registres spécifiques. Je crois avoir appris à lire dans l'Humanité, notamment ses pages internationales, c'est certainement inexact, il y avait aussi *Pif Gadget* et les livres jeunesse (*La petite taupe* ; *Le chien-matelot* ; la série *Caroline*, etc.), les disques de grands textes lus par des comédiens connus, la radio publique bientôt et ses émissions de voyage que je pourrais écouter dans mon lit avant de m'endormir avec la radio reçue en cadeau à Noël (un objet si durable que je l'utilise encore dans ma salle de bain). Je fréquente avec mes parents les fêtes du parti communiste et la diversité sociologique de ce parti. Les invités à la maison sont presque exclusivement des couples d'amis communistes ou même le capitaine d'un navire soviétique de passage. Membres de cellules d'intellectuel·les (université, lycée de centre-ville), proches d'intellectuels et universitaires communistes spécialistes du monde ouvrier (Daniel Molinari, Michel Verret), mes parents font partie du courant oppositionnel eurocommuniste au sein du parti. Socialisé à une pensée communiste, je suis aussi socialisé à sa propre dissidence. La maison est remplie de livres écrits par des fondateurs et des dissidents du parti. Mon père, après avoir renoncé à être candidat sur la liste d'union de la gauche qui va prendre la mairie de Nantes en 1977, est exclu du bureau fédéral en 1979 et s'esquive deux ans plus tard. Ma mère abandonne aussi. Elle en garde un dégoût de l'engagement politique tandis que mon père se resocialise dans l'interculturel, portant sur de longues années un projet de centre culturel européen à Nantes. Ancien professeur du futur député-maire Jean-Marc Ayrault (alors jeune étudiant d'allemand politisé), il devient membre d'un think-tank local, l'institut Kervégan, puis de la rédaction de la revue métropolitaine *Place Publique* et entretient un rapport de projet avec le pouvoir municipal qui le laisse souvent déçu. Plus tard, le conflit de Notre-Dame-des-Landes constitue un moment fort de son évolution politique. Il devient plus critique ce qui nous rapproche. Il se met à écrire de la fiction à sa retraite et commence ainsi cette activité à peu près en même temps que moi.

Comment n'avoir pas changé de lieu de résidence en un demi-siècle, comment être aussi longuement « de quelque part » ? Je vis aujourd'hui à Rezé, à quelques kilomètres de l'endroit où je suis né, juste de l'autre côté du fleuve. J'ai souvent été pris dans des conversations de géographes plus mobiles, lors de fin de tablées : l'alcool aidant, la corporation discute les mérites comparées des villes. J'ai rarement défendu Nantes autrement que comme une ville à habiter, la ville où j'habite. Mon identité nantaise s'inscrit-elle dans cette subjectivité issue de l'expérience familiale, accommodée autant par l'écart indigène au puissant storytelling municipal à l'œuvre depuis 1989 que par mes propres émancipations ? Je maintiens cette affirmation d'être nantais et d'avoir dans la société locale une antériorité, une géohistoricité que j'ai su enrichir et dont j'ai pu aussi éprouver les effets à mesure notamment que des professionnel·les néo-nantais·es composaient le nouveau paysage des réunions auxquelles je participais. Cette inscription durable dans un territoire puissamment soumis à l'impératif de croissance et d'attractivité m'en fait aujourd'hui rencontrer les limites. Je suis un fixeur critique et inventif, mais l'envie de quitter les lieux a déjà pris corps. L'évolution de la ville métropolisée rejoint d'un façon paradoxale mon regard sur mes deux grands-pères incarnant l'autorité d'État — la promotion d'une certaine forme d'ignorance et d'impuissance. Ainsi mon rapport à l'autochtonie au sens de « l'ensemble des ressources que procure l'appartenance à des réseaux de relations localisés » (Retière, 2003) comme mon intérêt pour le concept d'indigénité articulée, « à la fois enracinée dans des lieux particuliers et acheminée de lieu en lieu » (Clifford, 2007) issu de l'ethnologie et de l'anthropologie s'appuient certainement autant sur ma filiation problématique que sur mon expérience géographique vécue dans la durée au sein d'un ensemble urbain occidental en croissance, mais aussi l'expérience que j'ai de la société mondiale dans sa diversité. Se sentir quelque part sans être restreint, ni assigné.

Écrire, dit-il ; vers la prise de corps et le silence

Montrer la genèse du chercheur, c'est aussi montrer son écriture au travail et rappeler que le produit le plus apparent de la science est un corpus de textes, c'est-à-dire un artefact littéraire. « *La littérature est saisie comme un réservoir d'expérimentations et de ressources formelles. Il ne s'agit pas d'aller puiser dans la littérature une ressource rhétorique ou un art du bien écrire, du beau style, mais de penser la création (littéraire) comme un moyen de problématiser le réel ou d'élaborer des propositions théoriques*¹⁰ [...] » (Demanze, 2020, à propos de *Mort d'un voyageur. Une contre-enquête* de Didier Fassin). Nous verrons plus loin ma propre écriture académique mais l'autre écriture, ce n'est pas rien et je commence par elle. C'est ce qu'on appelle le « deuxième texte » en

¹⁰ <https://aoc.media/critique/2020/06/11/un-age-de-la-contre-enquete-a-propos-de-mort-dun-voyageur-de-didier-fassin>

ethnologie ou anthropologie, un texte poétique, codé, résilient, public, médiateur, mais aussi clandestin, honteux, agressif, dépressif, etc, travaillé par Vincent Debaene (2010) ou Nadia Mohia (1995, 2008). Cet autre texte prend en ce qui me concerne la forme d'expériences d'écritures successives, cumulatives, publiques pour l'essentiel, cherchant réseau, occasion ou scène. Cette modalité d'écriture exigeante enrichit et équilibre son double académique. *Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui* (2016) rend compte de ces expériences sous la forme d'un guide grand public pour entrer en écriture. L'apprentissage sur le tas du métier d'éditeur et des deux fonctions d'*editor* et de *publisher*, parallèlement à la recherche, m'a amené également à développer pour ces autres textes, les miens ou ceux d'autres personnes, le concept d'édition directe. Celle-ci n'est ni la micro-édition, ni l'édition à compte d'auteur, ni l'édition d'artiste, ni l'édition régionaliste ou localiste, ni l'édition bâclée, mais l'édition autonome ou indépendante. L'édition directe loin du marché et/ou de la subvention n'a rien à envier sur la qualité éditoriale. Elle fait de son mieux. Lire, écrire, performer, accompagner et éditer sont les différentes faces d'une même expression de la subjectivité du chercheur à un endroit où il n'apparaît pas forcément en tant que tel (mais nous discutons justement de cela).

Je présente ci-dessous quatre écrits non académiques. Dire qu'ils ont une allure pérecienne en ce sens qu'ils explorent différents genres et qu'ils sont tous uniques, c'est observer que la forme choisie s'adapte aux contextes et aux énergies disponibles, qu'elle est toujours une actualisation cumulative de l'expérience de l'écriture, une recherche.

tableau 1 | le deuxième texte du géographe

Titre	Description	Manière
<i>Aphrodite City</i>	2000, feuilleton radiophonique sur France-Culture, 10 épisodes ; réécriture homérique en polar mondialisé post-guerre des Balkans ; rémunération miraculeuse ; trois autres fictions unitaires seront produites (<i>La Madone algérienne, Mundial défunte, Papa Mambo</i>)	Écriture romanesque, art du découpage, réécriture, rencontre avec Jean Torrent.
<i>Fonctionnaire*</i>	2004, récit professionnel sous pseudonyme et codé portant sur une dizaine d'années en collège et lycée, inédit, circulation de la main à la main, déposé ultérieurement à l'Association pour l'Autobiographie créée par Philippe Lejeune.	Résilience, transfert, poésie, rebond, délire, politique, risque juridique.

<p><i>Les Fleurs du Mali de Charles Baudelaire</i></p> <p>1. <i>Takamba Mali Tour</i> 2. <i>Komaba blues</i></p>	<p>2011, « autre texte » de mon enquête au Mali, écrit, édité et imprimé à Bamako sur les presse de l'opérateur culturel Jamana, acteur historique du Mali démocratique, diffusé au Mali et en France ; récit poétique en deux petits volumes papier journal double agrafe, hommage à la société malienne et à la langue française du Mali, comme aux langues dites nationales. Devenu concert-lecture en duo avec le guitariste et percussionniste Laurent Komlanvi Bel.</p>	<p>Collectages et divagations poétiques, texte travaillé en oralité, puissante modalité du terrain de recherche.</p>
<p><i>Poétique de l'appel d'offres</i></p>	<p>2013-2014, feuilleton ontologique d'intervention, publié en ligne sous pseudonyme, 10 épisodes, le texte a parfois été diffusé sous le titre <i>Bienvenue en zone humide</i>. Il relate à travers mes expériences personnelles et le répertoire bibliographique local, la naissance de la zone à défendre de Notre-Dame-des-Landes et son articulation avec l'histoire sociale et urbaine nantaise.</p>	<p>Récit et échappées belles, proposition d'écriture autochtone, non identitaire et « passante ».</p>

En somme, j'écris beaucoup et « je » suis souvent dans mes écritures, parfois caché, parfois non ou revendiquant le « je/nous ». Mais à trop se revendiquer de cette écriture là, on rencontre les effets de champ déqualifiant les écritures de genre, dont les récits, notamment lorsqu'ils sont territorialisés ou socialisés au sens du monde social (Meizoz, 2001). Proches des catégories des littératures prolétariennes, féminines ou régionalistes, ceux-ci ne sont pas souvent reconnus comme littérature légitime et restent cantonnés en périphérie du champ littéraire. Comme nombre de ces auteurices de récits, je manifeste régulièrement dans le texte les références à mon univers de métier : mes récits, même les plus littéraires, sont très fortement hybridés par les sciences sociales. L'usage récurrent d'écritures sous pseudonyme témoigne de ces contradictions mais aussi de la construction de personnages alternatifs, de renominations, parfois fonctionnelles dans la vie ordinaire. Ces identités au delà de l'état-civil sont le produit lui-même performatif de ces écritures performatives. Elles contribuent à valider modestement et au quotidien l'idée de modernité alternative. Il est possible de changer.

Mais l'écriture est prenante et exigeante. Elle fait peur pour ces raisons. Elle est aussi une maladie qu'il faut savoir congédier pour faire autre chose. Prendre la route. S'extraire de ses écrits et de ses bavardages. La démarche pérecienne est une précaution

d'emploi contre ce bégaiement et l'usage d'autres identités littéraires protège d'une sédimentation précoce. La pratique de l'atelier d'écriture soumet aussi celle ou celui qui l'anime à une tension récurrente et précautionneuse : comment ne pas glisser de l'atelier au cours normé d'écriture. L'art de pratiquer des expériences dangereuses à la manière des jumeaux d'Agota Kristof ou des Gilets jaunes de la France des rond-points nous maintient éveillé. Et toutes ces précautions prennent place dans le questionnement transitionnel : en se demandant si l'on peut écologiser la lecture-écriture, on vient travailler l'hubris moderne à cet endroit même. Il ne s'agit pas là d'une simple activité professionnelle, occupationnelle ou carriériste, elle est aussi passionnelle et délirante. Pour toutes ces raisons, l'écriture doit être constamment recorporée, également retenue et suspendue pour ceux et celles qui en font profession ou simplement expérience. La prise de corps et le silence sont deux variantes nécessaires de l'écriture. Il peut être bon de ne pas trop écrire et, quand on écrit, de le faire de différentes façons dans différents registres. Ce n'est pas sans rapport avec la science lente et le juste temps de l'enquête.

L'émergence d'un droit humain, le droit à la recherche inconditionnel

Le confort de la recherche, c'est l'intégration réussie dans une corporation reconnue, la participation nourricière à des situations professionnelles de qualité, le métier, le statut, la liberté du travail, la production de l'inédit et l'accompagnement fluide des événements et des gens jusqu'à l'anticipation. L'inconfort, c'est l'échec d'une relation, d'une objectivation, l'énergie considérable brûlée à renégocier annuellement un statut précaire, les formes de censure que celui-ci produit, la probabilité élevée de ne pas être lu ou écouté dans un colloque, ressentir la perte du sens dans l'action, la supercherie qui rôde, la non-lecture même (Sloterdijk, 2012), etc. J'éprouve ces deux sentiments mêlés et c'est pour cela que vous lisez à cet instant cette habilitation à diriger des recherches. Il y a combinaison de puissance et de domination. Ce chapitre expose les arguments de ma présence en tant que chercheur et ceux-ci s'inscrivent d'abord dans une croyance très fortement incorporée à l'existence d'un « droit inconditionnel à la recherche ». La rencontre avec Arjun Appadurai (2013) m'a permis d'y mettre ce nom. La recherche est certes un art de vivre, une actualisation de la « libido sciendi », mais elle est un droit humain inconditionnel. C'est dire que la recherche, si elle est un métier légitime, codifié et contrôlé par les pairs, est d'abord une activité sociale ordinaire à la fois accessible à tou·tes et soumises à la subjectivité et à la situationnalité, un habiter ordinaire. La recherche est partout et il ne faut pas cesser de le dire. Cela accentue paradoxalement le caractère situé de toute recherche académique, tant par la nécessité qu'a celle-ci de se différencier des autres recherches que dans sa soumission aux mêmes contraintes externes. L'utopie transitionnelle est ainsi l'occasion et le théâtre d'une nouvelle critique

de la neutralité axiologique. « *S'il est vrai que « la première victime de la guerre, c'est la vérité », alors la deuxième, c'est certainement la neutralité axiologique, bien incapable de résister à la tension entre description et prescription créée par le Nouveau Régime Climatique* » (Latour, 2015). Ce trouble du milieu scientifique renouvelle la relation des chercheur·es avec la population générale dans un monde déstabilisé par la crise des limites et l'absence de consensus à ce sujet.

Dans son introduction, Appadurai accepte les critiques adressées à un précédent ouvrage jugé trop enthousiaste, *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation* (1996, trad. 2001) et dit même avoir écrit *Géographie de la colère : la violence à l'âge de la globalisation* (2006, trad. 2009) « à titre de réparation ». Il nous laisse ensuite penser que la seconde partie de son livre fondée sur une « collaboration à long terme » avec « les membres d'un remarquable mouvement militant pour le droit au logement » provient de ces mêmes tensions et en même temps d'une admiration pour les actions de ce mouvement de lutte contre « l'avancée des bidonvilles à Mumbai » et pour l'autopromotion de leurs habitants. Il y présente le travail d'un « *collectif de recherche à but non lucratif dont il est membre et qui souhaite repenser la recherche pour en faire une technique accessible pour de jeunes gens aux marges du système d'éducation actuel* ». C'est dans ce chapitre qu'il développe l'idée de recherche comme droit humain. Il voit une question stratégique pour les personnes concernées, mais aussi la possibilité heureuse de « *contraindre [les chercheurs] à prendre une certaine distance vis-à-vis de la vision ordinaire, professionnelle de celle-ci et à tirer un certain bénéfice de cette vision de la recherche comme une capacité universelle, élémentaire et susceptible d'être améliorée* ». En revenant sur l'éthique de la recherche moderne développée depuis deux siècles dans les institutions du monde industrialisé (« *activité collective où la nouvelle connaissance émerge d'un domaine professionnellement défini d'un savoir préalable et est soumise à l'évaluation d'un corps spécialisé* »), Appadurai plaide pour une véritable anthropologie de la recherche. Il montre les nouvelles limites de la recherche officielle du monde global (privatisation versus déclassement), la crise des sciences sociales afférente et « *l'écart croissant entre la mondialisation de la connaissance et la connaissance de la mondialisation* ». En proposant de combiner recherche académique et recherche tout court, il invite à participer à une plus grande émergence d'opérations de recherche menées par des habitant·es. L'anthropologue expose ensuite une technique de recherche proposée par son collectif, « la documentation en tant qu'intervention ». Le chapitre 3 reviendra sur la création de collectifs de recherche de ce type dans ma propre pratique.

L'entrée en géographie ; écogéographie et alphabétisation écologique

Ce droit à la recherche est certes l'objet d'un non-recours massif — la nonchalance pointée par Hoggart (1957, trad. 1970) et reprise par Poupeau (2012, 2021) comme les effets de lassitude, de désintégration de la personne et des groupes dans les dynamiques de précarité, d'exclusion, de coercition ou d'ultra-consumérisme addictif, d'aliénation et de violence néolibérales (Garcia, 2015 ; Chamayou, 2018).

Il y a aussi un éclectisme manifeste dans mes bibliothèques : nombreuses disciplines mobilisées pour découvrir ou articuler des questions, envisager ou documenter un terrain, pour relier des éléments apparemment disparates et faire sens. Il y aurait le risque de la dispersion et de la vacuité, mais pour autant mes terrains ne sont pas si nombreux et l'éclectisme bibliographique s'adosse à un ensemble de terrains d'enquête familiers et récurrents. Revendiquant cet arrangement multidisciplinaire au profit d'une saisie transdisciplinaire (relation, diversité et commun n'ont pas de disciplines de référence), je vois qu'il ressemble beaucoup aux humanités écologiques décrites par Marin Schaffner (2019, 2020), c'est-à-dire des « sciences sociales au delà de l'humain et mobilisant les sciences dures » en référence notamment à l'article de Deborah Bird Rose de 2004 (trad. 2019), *The Ecological Humanities in Action : an Invitation*, écrit depuis le contexte australien. Je suis un géographe qui poursuit son alphabétisation écologique. Je tire aussi de cette hétérogénéité une posture beckerienne de prudence théorique — au sens contestable où le but des sciences sociales serait d'abord et principalement de produire de la théorie.

Je ne parle pas contre la théorie en général, mais contre un usage discriminant et obscurcissant de l'excès de théorie, et pour que soient pris plus au sérieux un certain nombre d'objets et de situations pour elles-mêmes et la réalité mouvementée et située qu'elles constituent.

Collaborer, c'est travailler à travers les différences, en prenant acte que nous ne sommes désormais plus dans l'innocente diversité qui balise les voies toutes tracées d'évolutions autosuffisantes. L'évolution de nos « moi » est déjà polluée par des histoires de rencontre : nous sommes emmêlés à d'autres avant même que nous entamions une nouvelle collaboration. Pire encore, nous nous retrouvons mêlés à des projets qui nous font mal. La diversité qui nous autorise ainsi à pénétrer de telles collaborations émerge d'histoires d'extermination, d'impérialisme, etc. La contamination produit de la diversité.

Cela change le travail que nous avons à faire sur les noms, y compris ceux des ethnies et des espèces. Si les catégories sont instables, il s'agit de les prendre sur le fait au moment de leur émergence dans des rencontres. Faire l'usage des catégories pour nommer reviendrait ainsi à retracer les agencements desquels ces catégories tirent momentanément leur force.

Anna Lowenhaupt Tsing, *Le champignon de la fin du monde, sur les possibilités de vivre dans les*

ruines du capitalisme, (2015) 2017, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte, p. 68.

Nous vivons dans ce monde instable et troublé, renommé en ce sens (Anthropocène, Capitalocène, Plantationocène, etc.) et ma recherche s'inscrit cette réalité pragmatique et majoritaire. L'écogéographie est imprégnée de ce trouble réaliste. Ainsi l'alphabétisation écologique ne ramène pas à un état antérieur, naturaliste, à un climax quelconque, mais métamorphose un écogéographe situé, loin de toute pureté, de tout romantisme, même collapsologique ou animaliste, de toute compétence généralisée, dominante, de tout point de vue extra-territorial. Ce terme d'écogéographie est aussi performatif parce qu'il est fortement relié à l'épistémologie de la discipline géographique et à sa formation publique et universitaire à la fin du 19^{ème} siècle, mettant en tension la figure réhabilitée d'Élisée Reclus, celle d'une science avortée, la mésologie de Robin (1848 ; relu par Berque, 2018), avec l'institutionnalisation universitaire de la géographie autour de Paul Vidal de la Blache, discipline monographique et restrictive dans ses objets, mais aussi planificatrice, géopolitique et aménageuse. Si Yves Lacoste, Philippe Pelletier (sa parution 2022 s'attachant au couple géographie/écologie), Federico Ferretti et le réseau des géographes libertaires¹¹ ont mis en lumière cette première écologisation de la discipline, d'autres, comme Christin Ross (2015), ont montré que ces géographes participaient d'un programme pluridisciplinaire informel de recherche écologique dans la modernité industrielle triomphante, dont la traîne de la Commune est l'un des noms, la modernité réflexive un autre et le designer William Morris une figure incarnée.

Une géographie intégrale et pragmatiste ; des sciences sociales publiques

Je suis géographe (français) : système, milieu, relation, lieu, territoire, espace, paysage, distance, limite, échelle, expérience, situation, habiter, justice, etc. Je ne suis plus spécifiquement chargé de l'interface homme/nature enseignée dans les années 1980. La nature n'existe plus comme nous le pensions à l'époque et une certaine écologisation des autres sciences sociales a eu lieu. Je ne suis plus cartographe, tout le monde fait des cartes. Je n'accompagne plus le progrès garanti par l'État et la technoscience, l'idée de progrès est en crise et l'État rétrécit, exception faite de ses fonctions sécuritaires et juridiques hypertrophiées, et la technoscience capitaliste finance la construction malhonnête de l'incertitude scientifique et l'aliénation des subjectivités. Depuis les années 1980, une série de ruptures intellectuelles ont permis à la géographie française de se diversifier fortement et mon passage au sein de l'Afdg dans les années 1990 a été formateur. Au vu de mes objets et du texte même de l'habilitation, certain·es diront à nouveau que je suis situé, engagé, critique. Je ne peux

¹¹ <https://rgl.hypotheses.org>

accepter ces remarques que dans un sens pragmatiste — celui d'accompagner, comme enquêteur, la vie même en train de se recréer infiniment.

La remise en cause plus radicale, déjà énoncée par John Dewey, considère que l'enquête est d'abord celle des personnes concernées et, en termes jamesiens, que notre propre enquête est elle-même une expérience qui s'ajoute à l'expérience en cours et la prolonge dans d'autres possibles. J'emploie le mot « ajouter » exprès, suivant l'idée très forte de William James sur la nature additive du savoir, qui ne réduit pas, ne décrit pas, ne dit pas ce que sont les choses, mais leur est ajouté et ainsi les augmente. [...] Dit autrement, établir dans la pratique une conception « additive » du travail du chercheur, c'est essayer avec ses techniques propres (incluant des concepts et des théories) d'aider à faire surgir, à mieux cerner, à faire réaliser une expérience particulière, sur un mode non exhaustif, aux côtés des acteurs. Non pas se substituer à eux, mais coopérer avec eux et, dans ce processus de coopération, faire peut-être apparaître de nouvelles perspectives. [...] Ces exigences renvoient de façon insistante à l'irréductibilité du moment présent, à une attention à « ce qui se passe », à la sculpture de ce qui peut échouer ou réussir. [...] Loin d'être le fruit hasardeux de nos rencontres, le flottement disciplinaire régnant dans notre groupe, notamment entre philosophie et sciences sociales, mais aussi entre activisme et académie, n'a rien d'un accident. L'instabilité est de règle, elle est directement liée à ce programme incertain, qui me semble être l'esprit même du pragmatisme : les mondes à faire se pensent et se produisent dans un même mouvement – même et surtout si chaque opération, chaque montage expérimental doit trouver son propre agencement. [...] C'est bien parce qu'on reprend les objets comme des couches de relations, des nœuds d'épreuve, des êtres incertains, dont le gradient même d'existence dépend des relations qu'ils entretiennent, qu'on peut « remonter la pente », c'est-à-dire rapprocher les objets des dispositifs de saisie, de mise en rapport, d'expérimentation qui nous mettent en présence d'eux, sur un mode à la fois provisoire ou, pour mieux le dire, « *tentative* », au sens anglais, toujours à l'essai et productif. Il s'agit donc aussi de ne plus séparer l'expérience des acteurs de son compte rendu savant, en s'engageant dans des dispositifs et des agencements qui font à la fois exister et apparaître les êtres et les réalités qui nous entourent et sur lesquels nous comptons nous-mêmes pour exister. [...] Il n'y a pas de dernier mot. Les réalités ne peuvent jamais être que ressaisies, présentées autrement, affirmées plus qu'affirmées. On leur donne plus de consistance, on les aide à persister, par le rapport qu'on leur ajoute. En ce sens, nous contribuons à faire exister ce que nous étudions, même si les personnes concernées le font très bien sans nous – et à condition que lesdites personnes puissent reprendre notre travail.

Antoine Hennion, « Enquêter sur nos attachements. Comment hériter de William James ? », revue SociologieS, dossier Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, 2015, <https://journals.openedition.org/sociologies/4953>

En 2013, j'écris avec ma collègue sociologue de la santé, Hélène Marche, la recension d'un livre collectif, *Les mondes pluriels de Howard S. Becker, travail sociologique et sociologie du travail* (Perrenoud, dir., 2013) pour la revue en ligne EspacesTemps.net¹². Comment combiner l'intérêt pour l'empirisme radical avec

¹² Hélène Marche et Frédéric Barbe, « Howard S. Becker, figure pragmatique et exigeante du travail dans les sciences sociales », *EspacesTemps.net*, Livres, 02.12.2014
<https://www.espacestemp.net/articles/howard-s-becker>

l'incorporation de théories bourdieusiennes, transitionnelles, subalternes ou néo-marxistes ? De fait, dans l'enquête sérieuse et réflexive beaucoup de choses réputées contradictoires sinon se réconcilient du moins n'apparaissent plus aussi opposées et même localement ou temporairement complémentaires. Ceci est un plaidoyer pour une combinatoire précautionneuse et agencée des outils des sciences sociales dans l'action. Comme l'écrit Renaud Garcia dans les dernières lignes du *Désert de la critique, déconstruction et politique* (2015), notre liberté ne s'arrête pas là où commence celle des autres, elle est le produit de la relation elle-même, fragile et jamais assurée, elle est « l'assomption de notre dépendance ». « *C'est ainsi que nous sommes faits, vivant en société, et dépendant d'une vaste causalité naturelle qui a force de nécessité. Au lieu de chercher à déconstruire frénétiquement cette réalité, il revient désormais à toutes les bonnes volontés de s'efforcer de construire les contextes institutionnels favorables, "dans la mesure du possible", à notre autodétermination individuelle et collective.* » Je combine les différents registres des sciences sociales (académique, expert, critique et public) et le chapitre 3 montrera plus spécialement les entrées, terrains, méthodes, produits et limites d'une telle pratique. Il ne s'agit nullement de dissoudre les normes académiques ou de revenir à un état pré-académique mais au contraire de procéder à une saisie pragmatiste et socialisée de situations existantes en accord avec une perspective relationnelle et étendue de la recherche.

Évidemment, il ne faut pas oublier qu'au moment où j'écris, nous sommes gouvernés par un régime dont l'éthos même est profondément opposé à la sociologie, hostile à l'idée même de société. [...] L'intérêt pour la sociologie publique est, en partie, une réaction et une réponse à la privatisation générale. Sa vitalité dépend de la renaissance de la notion de « public ». [...]

La sociologie publique fait entrer la sociologie en conversation avec des publics, définis comme des personnes elles-mêmes engagées dans une conversation. C'est donc une double conversation. [...] Ce que j'appelle la sociologie publique classique regroupe les sociologues qui écrivent des tribunes pour les journaux nationaux, où ils évoquent des questions d'intérêt public. [...]

Il y a cependant une autre forme de sociologie publique, organique, qui voit le sociologue travailler en étroite relation avec un public visible, dense, actif, local, et qui constitue souvent un contre-public. Les gros bataillons de la sociologie publique sont, de fait, organiques. Ils sont composés de sociologues qui travaillent avec un syndicat, des associations de quartier, des communautés de croyants, des groupes de défense des droits des immigrés ou de l'homme. Entre le sociologue public organique et son public naît un dialogue, un processus d'éducation mutuelle. La reconnaissance de la sociologie publique doit dépasser le seul type organique, qui bien souvent reste invisible, privé, et nous semble souvent étranger à notre activité professionnelle. [...]

La multiplicité des sociologies publiques suggère que les publics ne manquent pas, si nous prenons la peine de les chercher. Il nous faut cependant apprendre à les intéresser, et nous n'en sommes encore qu'aux premiers pas. Il ne nous faut pas considérer les publics figés une fois pour toutes, mais plutôt les penser en termes de flux, et nous dire que nous pouvons participer à leur création tout autant qu'à leur transformation. [...]

Au-delà de la création de publics, nous devons aussi nous constituer en public, qui agit dans l'arène politique. Durkheim, déjà, avait clairement insisté sur le rôle majeur que les associations professionnelles devaient jouer dans la vie politique, et pas seulement pour défendre leur intérêt personnel et étroit. [...] Enfin, nos étudiants sont un public qui ne disparaîtra pas tant que nous serons là. [...] Cela ne veut sûrement pas dire que nous devrions les traiter comme des réceptacles vides à l'intérieur desquels nous verserions notre savoir, ni des feuilles blanches que nous couvririons de nos vastes connaissances. Il nous faut bien plus les voir comme des détenteurs d'expériences personnelles riches, sur lesquelles nous devrions nous appuyer afin qu'ils acquièrent une connaissance personnelle des contextes historiques et sociaux qui les ont fait devenir ce qu'ils sont.

Michael Burawoy, « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 176-177, no. 1, 2009, pp. 121-144.

En invitant Michael Burawoy, je procède à un transfert d'une expérience disciplinaire américaine vers la géographie française et ma propre expérience. Ce transfert acte aussi des limites écologiques, par exemple, de « l'intervention sociologique », incarnée par Alain Touraine¹³ et que je découvre dans *La galère : jeunes en survie* de François Dubet (1987). Je me reconnais en partie dans une trajectoire biographique classique lorsque Burawoy cite dans sa démonstration Patricia Hill Collins ; « pendant des années, j'ai pratiqué une sociologie qui n'avait pas de nom. Rétrospectivement, le chemin que j'ai suivi semble aussi cohérent qu'évident. Enseignante et organisatrice au sein du mouvement pour le développement des *community schools* dans les années 1970, j'y ai alors fait ma meilleure sociologie, sans jamais publier un mot. Pendant six ans, j'ai progressivement appris à traduire mon éducation supérieure pour la partager avec les élèves de l'école primaire où j'enseignais, leurs parents, mes collègues, et les membres de la communauté. » En reprenant les différents moments des sciences sociales exposés par Burawoy,

tableau 2 | les pratiques des sciences sociales selon Burawoy
(sans ordre de lecture particulier, quoique)

académique	expert
critique	public

je me vois parcourir ces différents espaces d'une manière quasi-simultanée, bien plus spiralaire et à des échelles de temps multiples et superposées que linéaire au sein d'une trajectoire donnée. Ce mode de description vaut pour d'autres pratiques, je l'utilise dans *Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui* (2016), d'abord pour signifier la manière dont un voyage se construit, au delà de son apparente linéarité (Amirou,

13 Cousin Olivier et Rui Sandrine, « La méthode de l'intervention sociologique, évolutions et spécificités », *Revue française de science politique*, 2011/3 (Vol. 61).

1995)

tableau 3 | les pratiques du voyage, écho 1
(lecture possible dans le sens des aiguilles d'une montre)

rêvé	imaginé
incorporé	vécu

puis pour montrer comment les différents moments d'un pratique d'écriture individuelle ou en atelier s'organisent et se rejouent de manière fractale, à tout instant.

tableau 4 | les pratiques de l'écriture, écho 2
(idem)

bibliothèque	prescrire
se relire	(ré)écrire

Il y a interdépendance entre tous ces moments, ces styles, ces types de pratiques, et en remplaçant les mots de Burawoy, nous pourrions parler d'une écologie des sciences sociales (il parle de « solidarité organique »). La pratique académique, la bibliothèque ou l'état préexistant du voyage (le voyage incorporé) sont certes centraux dans leurs champs respectifs, car ils en sont la mémoire agissante. Mais sans l'interaction avec les autres type de pratiques, celles-là n'existent pas.

Ce que littératie veut dire ou la radicalisation heureuse

La littératie est l'objet et le terrain de mon enquête doctorale (2012). Arrêtons-nous sur le terme même de littératie contenu dans le titre de mon doctorat, *Géographie de la bibliothèque mondiale, les échelles de la littératie*. Trente-trois ans après sa première occurrence en français, vingt-sept ans après le premier article en revue de langue française, huit ans après ma soutenance de doctorat, avec ses multiples emplois et sa difficulté de traduction, il demeure mal connu dans la communauté académique française et doit encore souvent être expliqué. Dans mon acception, c'est l'ensemble des usages et des politiques publiques de lecture-écriture, au sens le plus large de ces deux mots. *Littératie* n'a pas non plus émergé dans l'arène publique ou les services culturels et sociaux. Si ma contribution n'a pas été nulle (articles, conférences, interventions, ateliers et un important flux de téléchargements de ma thèse¹⁴ sur Hal-Shs), il y a là une

¹⁴ Le chiffre m'impressionne et j'interroge l'équipe de Hal-Shs à ce sujet : « Les chiffres affichés dans Hal correspondent à des hits (et non des visites). Chaque fois qu'une notice est consultée ou qu'un fichier est téléchargé, les compteurs sont incrémentés (3 clics successifs sur le lien du pdf d'un article incrémentera le compteur de 3). De ces chiffres, nous retirons tous les hits effectués par les robots. De plus, la base Hal est énormément moissonnée via Oai. Lors du moissonnage, les liens directs vers les Pdf sont récupérés.

résistance culturelle qui oblige à revenir sur les raisons d'une telle difficulté à penser la littératie dans l'expérience française. Voici, pour rappel, les premières lignes de mon doctorat (2012), elles sont prudentes et progressives et je n'utilise d'abord que lecture et écriture.

Cette recherche en géographie questionne la lecture et l'écriture dans ses rapports à l'espace – à la distance, à la mobilité, au jeu d'échelles. La lecture et l'écriture (ou lecture-écriture) sont aujourd'hui deux pratiques sociales à la fois ordinaires et remarquables. Ordinaires, parce que ces deux compétences, lorsqu'elles sont fonctionnelles, « disparaissent » dans le paysage et le quotidien, elles se naturalisent. Elles deviennent d'invisibles évidences et il n'est plus besoin d'en parler. Remarquables pourtant, car l'outillage ainsi procuré aux acteurs est incroyablement puissant, tant individuellement que collectivement.

C'est en montrant la faiblesse des représentations de ce qu'est la littératie (nommée ou pas) dans les dictionnaires et les publications de géographie française que j'avance ensuite pour expliciter un des objectifs de mon projet doctoral : faire rentrer la littératie portée par d'autres disciplines, géographies ou cultures, dans la géographie française. J'ai depuis actualisé cette recherche et expose cela dans le chapitre 6, *Écologiser la littératie*. Ma perspective s'est densifiée et, du fait même d'un certain échec de sa diffusion initiale, radicalisée, elle est devenue plus juste, plus pragmatique et opérative. J'en montre alors divers aspects de cette montée en compétences et utilité sociale. D'abord en revenant converser avec Richard Hoggart.

Littératie et pouvoir d'agir, le fantôme de Richard Hoggart

Nous pouvons comparer les pratiques d'émancipation de la littératie et celles décrites sous l'appellation du « pouvoir d'agir » (Bacqué et Biewener, 2013). L'écriture est ambivalente — identité, domination, aliénation, émancipation, etc. S'en réclamer ou s'en faire le porte-drapeau, si j'ai pu voir cette figure régulièrement dans le monde littéraire ou savant n'est pas mon propos. Je m'inscris au contraire dans une approche critique, une *political literacy* tentant de saisir efficacement la littératie dans les enquêtes. Je lie le travail sur la diversité des représentations et des usages de l'écriture à celui sur les conditions de justice dans une forme de vigilance sociale du chercheur. D'où parle le chercheur, que veut-il, qu'échange-t-il, pourquoi veut-il « nous » faire écrire ou « nous écrire » ? Je posais comme hypothèse en 2012 que l'importation très tardive du mot *literacy* était exemplaire de la résistance française à cette approche. Très sollicité dans le renouveau urbain anglo-américain de la fin du 19^{ème}, puis dans le monde des institutions

Les points d'entrées pour accéder directement au Pdf d'un dépôt Hal sont de ce fait très nombreux (Google, Google Scholar, Openaire, ...). De nombreuses bases étrangères (notamment en Chine), récupèrent le lien pdf. Il ne faut pas négliger cela car le nombre de téléchargements par ces bases peut être assez important. »

internationales après la décolonisation, le terme prolifère plus tard avec les *literacy studies*, puis les *new literacy studies* : *literacy event*, *literacy practice*, *multilingual*, *vernacular*, *micro-*, *melting-literacy*, *literacy and development*, *literacy mediators*, etc. Je m'étais attardé sur la traduction française du livre de Richard Hoggart, *The Uses of Literacy. Aspects of Working-Class Life with Special References to Publications and Entertainments* (1957) / *La culture du pauvre, étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre* (1970), en tant qu'occasion ratée d'élargir notre perception restrictive de la lecture-écriture, détachée du monde socio-spatial. La mort récente d'Hoggart invite à revenir sur cette hypothèse. La relecture de son principal livre traduit et la lecture de nouveaux articles consacrés à la réception de son œuvre à l'époque et sur la durée renforcent l'idée que le concept de littératie n'a pas été pris au sérieux et l'ouvrage mis au service de ses passeurs en langue française.

Le texte d'Hoggart est pluriel, mélange ethnographie et auto-analyse, réfute les approches déficitaires comme les mythologies ouvriéristes, insiste sur les résistances et les capacités, sur l'autonomie des classes populaires, mais ne cache rien des aliénations consuméristes qui l'inquiètent et qu'il dénonce d'une manière qui a pu paraître conservatrice. Il utilise abondamment et consacre un chapitre entier aux « eux » et « nous » que reprend Denis Merklen en 2013 et que je retrouve à Bagnolet et Montreuil dans mon enquête de 2015. Hoggart veut explicitement écrire pour le grand public. Il contourne la langue du sociologue et du critique littéraire, « les dehors de la scientificité », ce qui autorise une double lecture populaire et savante (Moulin, 1970). En Grande-Bretagne, *The Uses of Literacy* est un best-seller, réédité en poche dès la deuxième année. Ce ne sera pas du tout le cas en France où la traduction sera volontairement retardée par l'éditeur, le titre discipliné et de nombreux passages édulcorés par les traducteurs (Ducournau, 2017).

Un apport commun de Hoggart aux sociologues français et aux universitaires inscrits dans le sillage des études culturelles résiderait alors certainement dans le caractère autobiographique assumé de nombre de ses textes. En évoquant sa trajectoire située entre différents milieux culturels et sociaux, il aurait ainsi appris à ses lecteurs à parler d'eux-mêmes. L'écriture a en ce sens précocement représentée pour Hoggart un *medium* pour se « découvrir soi-même », selon un principe de lucidité poussant à reconnaître que « l'œuvre de chaque homme [...] est toujours un portrait de lui-même », selon un mot de Samuel Butler qu'il affectionne. Nombreux à connaître, au même titre que lui, une mobilité sociale ascendante par l'éducation dans le contexte des Trente Glorieuses, les sociologues français évoqués ici ne se sont toutefois pas d'emblée livrés à un tel geste de dévoilement.

Claire Ducournau, 2017, « Les deux (ou trois) carrières de Richard Hoggart: De la fondation des *cultural studies* aux appropriations de la sociologie française », *Revue d'anthropologie des connaissances*, no. 3, 2017, pp. 263-282.

Il ne s'agit pas de proférer un éloge tardif de Richard Hoggart, présenté comme le père fondateur des *cultural studies*. Son travail est critiqué dès sa parution en Grande-Bretagne, ses limites discutées et son transfert en France se réalise au prix d'un certain nombre de malentendus (Pasquali et Schwartz, 2016). Je retrace dans l'état de l'art de mon doctorat la production de la recherche française relevant du champ de la littératie depuis les années 1970, elle est riche et innovante malgré cette situation de pénurie lexicale. Toutefois l'absence nominale de la littératie a contribué à la reproduction dans la société française d'approches réductrices et inégalitaires de la lecture-écriture. Enfin a été ignoré l'autre apport d'Hoggart, l'histoire singulière d'un professeur de lettres qui s'empare des sciences sociales pour tenter de faire « parler » les classes populaires du Nord de l'Angleterre dont il est originaire. Cet arrangement intime avec les normes, ce bricolage scientifique auraient mérité plus de considération dans la liberté qu'il offrait ainsi à ses lectrices/teurs. La relecture précise d'Hoggart oblige à citer un passage que les auteurices des articles de 2016 et 2017 ne mobilisent pas. En conclusion de son livre, Hoggart articule critique sociale et spectaculaire à l'attention des organisations ouvrières anglaises et soumet une hypothèse qui, rétrospectivement, apparaît à la fois prophétique et parente des intuitions d'Orwell (qu'il cite une fois dans l'ouvrage).

Au risque de passer pour un donneur de conseils intempestifs, je voudrais dire encore que « la minorité consciente » [des classes populaires], dont l'action est restée essentiellement politique puisqu'elle milite avant tout dans ce qu'on est convenu d'appeler « le mouvement ouvrier » me semble poursuivre un combat devenu pour une part anachronique, dans la mesure où les objectifs en sont hérités directement du XIX^{ème} siècle. Il conviendrait peut-être que l'élite ouvrière du XX^{ème} siècle prenne conscience qu'elle risque aujourd'hui de perdre de vue les objectifs ultimes de la génération précédente, dans la mesure où les gains matériels qu'elle assure aux travailleurs pourraient être utilisés pour asservir autrement les classes populaires, ne serait-ce qu'en leur faisant prendre un vague matérialisme jouisseur pour une idéologie progressiste. Si « la minorité consciente » se concentre exclusivement sur des objectifs politiques ou économiques à court terme, elle essuiera, quelles que soient ses victoires dans ce domaine, une défaite, parce qu'elle aura laissé le terrain de la culture à l'adversaire.

Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, 1970 (1957 pour l'édition anglaise), Éditions de Minuit, pages 400 et 401.

Richard Hoggart, best-seller britannique devenu classique édulcoré de la sociologie française, a l'air d'être une des figures tutélaires de cette habilitation. Mon changement d'objet et mon écologisation académique n'enlèvent rien à cette référence ni à mon usage persistant de la littératie qui continue de se déployer dans l'ensemble de mes enquêtes. La littératie constitue même un nœud vital des collectifs de recherche et de production avec lesquels j'interagis. Aussi, parce qu'un travail de doctorat n'épuise pas une vie, parce que mes enquêtes en littératie ont toujours été accompagnées de terrains

secondaires en une forme d'attention flottante où bien d'autres choses se jouaient, parce que la littérature se prête à la dérive transitionnelle, parce que des terrains puissants (la Zad, les bidonvilles nantais, le multilinguisme malien, la Corée du Sud démocratisée, la métropolisation sous tension) m'ont saisi sur plus d'une décennie et m'ont transformé, parce que ma formation de géographe portait cette potentialité, je propose depuis plusieurs années à mes collègues, à mes étudiant·es et aux personnes que je rencontre dans mes enquêtes une perspective de recherche vers les écologies habitées. J'en présenterai les conditions et les contextes au début de la seconde partie de ce volume (chapitre 5, *Vers les écologies habitées*).

Relecture transitionnelle du parcours : recherches, questions et terrains

Je déploie l'enchevêtrement des opérations de recherche menées depuis mon retour dans le champ académique en 2009. Ce bilan analytique décrit huit terrains, questions et rebonds de recherche reliés à la thématique doctorale, à son actualisation et au nouveau cadre de recherche post-doctoral, l'habiter de la transition socio-écologique, renommé dans cette habilitation alphabétisation écologique. Cet inventaire qualifie un projet, un état et une perspective, à un moment donné. Un certain nombre d'opérations menées avec des étudiant·es sont signalées.

tableau 5 | inventaire analytique des opérations de recherche

Description des recherches académiques menées depuis 2009, par ordre chronologique ESO, PACTE, URBAROM, PUCA, LADYSS, À LA CRIÉE, CRENAU/AAU			
Bulles (terrains, durée et étendue)	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
Terrains de doctorat, France, Mali et Corée du Sud Acteurices de la littérature 2009-2012 Familiarité au sujet et aux terrains Série de séjours de quelques semaines à deux mois dans chaque pays	ESO Rennes 2 (géographie sociale et culturelle), Doctorat de géographie et d'aménagement Choix et constitution des terrains par diversité de situation-hypothèse, Connaissance préalable et enrichissements variés Enquête classique (observation, entretien et bibliographie), avec posture de chercheur-éditeur, terrains secondaires (transitionnels) et restitution formelle au Mali	Faire entrer la littérature dans la géographie française Les politiques du multilinguisme et de la francophonie La normalisation capitaliste et la révolution numérique de la littérature > Thèse > 2 articles (Mali, Aran) > 6 communications/séminaires (groupe Dupont, colloque études irlandaises, séminaire littérature Nanterre, étude coréennes, BULAC Paris langues, festival littéraire Bamako) > 2 recensions en ligne	Transformation progressive de l'association à la criée en laboratoire d'invention sociale Développement de médiations, d'inventions et d'expériences littéraires Réemploi de l'heuristique doctorale dans plusieurs terrains (Montreuil, vallée du Gier, bidonvilles roumains) Propositions pédagogiques en licence et master Coédition franco-malienne bilingue (français/songhaï) d'un récit de l'occupation du Nord-Mali (2021).

Résultats de recherche			
<p>Au Mali, la francophonie et les politiques néolibérales empêchent le décollage du système éditorial national multilingue. En Corée du Sud, l'État et les grandes firmes se saisissent de la lecture-écriture à la fois comme matière première du forçage numérique et comme produit d'exportation. En géographie française, la littérature progresse et peut prendre l'aspect d'une composante anthropologique des sociétés et pré-requis des géographes..</p>			
Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
<p>Bidonvilles agglomération nantaise Habitant·e·s roumain·e·s dit·e·s roms, militant·e·s et associatifs, élu·e·s et technicien·ne·s français·e·s Bidonvilles et squats grenoblois (2016) 2008 -2018 temps forts 2008-2014 2016, ouverture de deux terrains conventionnés à Rezé et fermeture des deux bidonvilles historiques 2018, ouverture d'une MOUS métropolitaine ? Permanence d'un politique publique du bidonville racisé</p>	<p>Terrain s'étant « imposé » par la proximité des bidonvilles et ma relation à la Roumanie et Bulgarie (trois voyages) Participation observante (fréquentation du bidonville, création d'une association locale, participation au collectif RomEurope, nantais et national, aux réunions officielles, etc. Fréquentation du réseau de recherche européen Urbarom, invitation d'Olivier Legros en café de géographie à Nantes</p>	<p>Documenter l'arrivée du bidonville et établir les contacts Questionner la réception du bidonville et sa gouvernementalité Questionner la pensée urbaine du déguerpissement et de la mise en sur-visibilité Questionner l'autonomie des acteurs précaires et la colonialité (théâtralisation, paternalisme, dépossession, formes urbaines hygiénistes et/ou malveillantes) > 1 communication (colloque ESO Espace en partage) > 2 interventions en formation continue (professionnels de l'action sociale, police municipale de Nantes) > Plusieurs enquêtes avec des étudiants (Nantes et Grenoble)</p>	<p>Mise en lumière d'une perception coloniale du bidonville et d'un antitsiganisme métropolitain signalé par la persistance des expulsions sans solutions > « gain » d'une conférence citoyenne, de terrains conventionnés et d'une MOUS > stage recherche au Crenau pour une étudiante travaillant, à partir des archives des avocats, la spatialité des bidonvilles, des différents réseaux concernés, les liens entre habitant·e·s roms du logement ordinaire et du bidonville ; 2 planches pour l'Atlas social de la métropole nantaise (2020/2021) > article de synthèse en anglais en cours d'écriture</p>
Résultats de recherche			
<p>La métropole mène une politique contradictoire, entre insertion ponctuelle de tri et désinsertion d'expulsion systématique produisant sur la durée un antitsiganisme robuste et discret sans aucune exemplarité positive. Une fois les enquêtes et le travail de documentation fait et refait, que le fait le chercheur ou le collectif de recherche ? L'arrivée du bidonville et du sans-abrisme est un impensé absolu de la métropolisation.</p>			
Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
<p>Projet d'aéroport à NDDL et Zad 2009-2020 pour l'habitant 2011-2020 pour le chercheur 2006-2008 processus d'écriture d'<i>Interstices</i> 2011/2013-2015-2019 plusieurs visites à la Zad de Dumulmeori (banlieue de Séoul) et divers lieux alternatifs en Corée du Sud et</p>	<p>Terrain de proximité, en autochtonie Temps long et réseau de lieux Émergence progressive de la figure du chercheur entre ses autres postures ou habiters Observations 360° Multiplicité des acteurs du mouvement, peu d'acteurs pro-aéroport accessibles Couplage original avec les lieux</p>	<p>Après constat de l'absence des chercheurs, faire le travail. Tuiler avec les signaux plus faibles (<i>Interstices</i>, 2008) Décrire le passage du conflit d'aménagement au conflit socio-écologique Questionner la multiplicité de l'expérience en cours Chercher les descriptions à l'envers, la Zad de l'envers et ses</p>	<p>Importante circulation des articles Effet tabou à Nantes Productions du laboratoire d'invention sociale à la criée (guide indigène, cartes, concerts-lectures) Observation de la bifurcation de l'expérience en forme de victoire/crash militant Fantôme de la Zad, rapport à</p>

<p>en France Suivi violences policières flashball Nantes 2007-2018 Posture de participation observante émancipée « habiter la recherche »</p> <p>2020 Crise du covid-19 et (dé)confinement, métaphore de la Zad de Notre-Dame-du-Covid.</p>	<p>de vie de l'actuel aéroport Tentative de faire archive et récit réaliste « Modification » du chercheur comme de l'habitant par l'expérience vécue</p>	<p>effets distants Cartographeur Habiter comme politique, « habiter en conscience d'habiter » > 7 articles et communications (FIG 2014, Norois 2016, GIS démocratie et participation 2018, colloque communs 2018 : colloque après l'abandon 2018 ; séminaire Université de Lausanne, 2019) > 3 chapitres d'ouvrage ou de dossier de revue (Silence, Communs, France des marges) > parution juin 2020, <i>à propos de la Zad de Notre-Dame-du-Covid</i></p>	<p>l'autochtonie et au sacré La résidence d'écriture habitée de la Zad Transferts et disséminations > Assurer un suivi collectif de la Zad (et autres lieux) après l'abandon du projet avec les collègues de l'Institut de géographie de Nantes > Écrire un article global en anglais > Assurer des formes de publications de textes inédits et/ou d'assemblage Transferts, projet de suivi de Nantes atlantique (stagiaire, projet carte, sentier, « le plus petit aéroport raisonnablement possible », etc.)</p>
---	--	---	---

Résultats de recherche

Dans un puissant contexte d'autochtonie en régime moderne, la Zad a constitué un apprentissage de la mobilisation sociale par l'expérimentation sociale et l'action directe, à l'intérieur d'un vaste répertoire d'actions.
 L'abandon du projet est à la fois une régulation de la métropolisation sans contre-pouvoir et une source d'écologisation des habitant·es du grand territoire.
 La Zad comme haut-lieu politique et écologique est un bon produit d'exportation.

Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
<p>Vallée du Gier entre Lyon et Saint-Etienne 100 000 habitants vallée anciennement industrialisée 2013-2016 PUCA « ville ordinaire et métropolisation » avec laboratoire Pacte et un bureau d'études grenoblois Habitant·e·s de la vallée Série de séjours d'une semaine sur trois ans Enquête collective</p>	<p>Enquête à espérance participative Entrée avec un projet de plate- forme cartographique et de guide indigène Travail avec des réseaux locaux associatifs pré-existants, création d'événements collectifs et formation d'une communauté temporaire de recherche Écrire, faire écrire, éditer</p>	<p>Questionner les qualités de l'ordinaire péri-métropolitain Racisation et autochtonie Autonomie et développement local Littératies populaires > Récits de terrain à chaque séjour sur hypothèses.org > Rapport PUCA en ligne <i>Géographie relationnelle dans la ville ordinaire</i> > 3 communications collectives en colloque (Chicago et Suisse), communication personnelle au colloque (Re)Building Cities Through Narratives (Lyon, 2018) > livrable co-produit, <i>Guide indigène de détourisme de la vallée du Gier</i> (2016)</p>	<p>Transformation certaine du chercheur Intérêt pour les programmes du PUCA Intérêt pour la France de l'envers, au bord ou à côté des métropoles Retour dans les lieux en 2017 en résidence d'écriture Très bonne diffusion et rayonnement du guide > Envie de diffuser l'outil « Guide indigène », sa méthodologie, sa modalité du commun littéraire et éditorial, sa capacité performative à rendre plus habitable le territoire > Observation de l'Assemblée des assemblées Gilets Jaunes (Saint-Nazaire, avril 2018)</p>

Résultats de recherche

Il est possible de transférer la méthodologie du Guide indigène dans un projet institutionnel et dans un territoire éloigné du livre.

<p>Le détourisme est pertinent dans les territoires stigmatisés, il est une entrée d'écologisation. Les territoires réputés loin de l'écriture possèdent leurs propres ressources, plutôt peu ou mal reconnues par les politiques publiques.</p>			
Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
<p>Montreuil et Guyane française enquête d'un mois et demi à Montreuil et Bagnolet Entretiens à distance avec des acteurs-actrices guyanais·e·s de la biodiversité Ladyss, programme Services écosystémiques culturels coordonné par Nathalie Blanc/ Ministère de l'écologie 2015-2016 Enquête avec une stagiaire étudiante au sein d'un programme collectif</p>	<p>Une commande Renégociée et étendue Nouveau terrain (banlieue parisienne) un peu sur-documenté Enquête classique en résidence discontinue à Montreuil Entretiens distants sur la base de familiarité avec le terrain guyanais Réseau du groupe, journées d'études</p>	<p>Pratiquer en approche critique le concept techno-scientifique des services écosystémiques culturels avec habitants et techniciens Prendre en compte les espaces populaires et paupérisés Analyser des expériences inédites Enquête habitée très agréable > 2 rapports de recherche au commanditaire <i>Une étude de cas à Montreuil</i> <i>Les « services écosystémiques culturels » dans une ville de banlieue ; éléments pour une valorisation plurielle de la nature en ville</i> <i>Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle</i> > 1 colloque Tours avec Nathalie Blanc > 2 articles internationaux en anglais et en français avec Nathalie Blanc</p>	<p>Incitation à regarder de manière plus forte l'association à la criée comme un « laboratoire d'invention sociale » > Intérêt confirmé de la littérature comme entrée et objet systématique des enquêtes > Intérêt pour le format (un mois et demi d'enquête sans désir opérationnel + temps d'écriture) > Attachement aux formes et lieux de l'enquête, souhait d'y retravailler, rencontre avec d'autres chercheurs</p>
<p>Résultats de recherche</p> <p>Cette recherche critique sur les SEC exemplifie la diversité et la puissance des relations écologiques des habitants populaires dans le milieu urbain et les terres d'origine. En banlieue, des expérimentations sauvages semblent validées par les habitant·es qui les pratiquent. En Guyane, l'État français bricole des communs pour les autochtones (les ZDUC) faisant de cet outre-mer un laboratoire d'expérimentations sociales inattendues.</p>			
Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
<p>Nantes cyclable et marchable, toutes autres situations vélo/marche 2014-2020 Enquête proposée au Crenau et développée avec divers protocoles et intensifs étudiants à l'Ensa Nantes et à la Cité des Territoires à Grenoble Participation multivariée au « monde du vélo » (dans son</p>	<p>« Expertise d'usage en vélo urbain » (titre initial) Multiplication des expériences, des rencontres et des situations observées Constitution d'un mini-groupe de recherche-action avec un sortant d'école d'architecture ayant fait son stage recherche et voulant entrer en thèse sur la cyclabilité, un militant et deux professionnels</p>	<p>Histoire de la déprise cyclable des environnements urbains Opérationnalité des objectifs de part modale vélo annoncés Boniment de la communication vélo Choix politiques, socio-techniques et anthropologiques Modalités de l'engagement pratique Constitution des mondes cyclables urbains Construction des politiques de</p>	<p>Refus du fonctionnalisme vélo et en même temps resserrement sur les qualités proprement transitionnelle du vélo et de la marche > Projet de stages de formation collectivités (élus et techniciens) CNFPT inspirés des intensifs avec les étudiants : alternances de situations en salle et à vélo > Projet d'un texte-manifeste sur l'écologie du vélo</p>

sens beckerien) Colloque FUB accueilli à l'Ensa Nantes en 2017 Session séminaire modèles urbains dédiée au vélo Élément de la proposition POPSU 3 2019, refusé par Nantes Métropole.	vélo Rencontre avec les acteurs de la politique publique Approche critique, avec les trois écologies, la pratique empirique des situations, l'attention aux petits acteurs et aux signaux faibles	mobilité transitionnelle contre le fonctionnalisme vélo > 1 article avec les étudiant·e·s > 2 communications (journée d'étude congrès FUB et journées mobilités-transport Lyon) > 5 intensifs vélo avec les étudiant·e·s	> Continuation active de cette recherche en tant que forme potentielle d'écologie populaire, bricolée, accessible, bon marché
---	---	---	---

Résultats de recherche

L'expertise d'usage en vélo urbain existe. Mal reconnue ou volontairement tenue à l'écart, elle est pourtant à la base du redéveloppement de la pratique du vélo dans les territoires.

Dans cette perspective, la « politique vélo » officielle ne peut être qu'être déconstruite au profit d'un système des mobilités actives et d'une reconquête des espaces publics et des rues contre les véhicules motorisés.

La formation est un levier important de cette question.

Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds
Corée du Sud Conflits et expériences socio-écologiques Terrains secondaires de mon doctorat 2011-2018 Temps forts 2011-2014 Reprise 2018 et 2019 Lieu fort, Séoul, Dumulmeori et Jejudo Familiarité terrains 2000-2003	Autosaisine du chercheur « embarqué » par des Coréen·ne·s dans des situations En anglais ou avec interprète rémunéré (coréen>français) ou complice (coréen>anglais principalement) Immersion, observations parfois participantes, échanges avec la situation française et malienne Entretiens avec des acteurs de la transition et des chercheurs Intérêt pour le tournant transitionnel de l'éducation en Corée du Sud Intérêt pour les questions de genre (notamment la résistance efficace à la surmasculinité apparue en régime de modernité technique)	Production transitionnelle locale post-coloniale, autochtone, régionale, mondialisée ; pics de la surmodernité (villes nouvelles, sur-équipements, numérique, contrôle social moderne) Modes de conflictualité et de participation > rappel 2000-2003 <i>Made in korea</i> (récit de voyage et atlas chorématique) + 2 articles dans Cahiers de Corée 2003 > 1 note en ligne (réseau études coréennes) > 3 communications et tables-rondes (Université de Nantes, Urbanités Coréennes/Cité de l'architecture, Réseau études coréennes) > suivi partenariats universités sud coréennes de l'Ensa Nantes (2018)	> Projet de monter un séminaire franco-coréen sur les questions de transition (lacune actuelle du réseau des études coréennes) > Retour et découverte de nouveaux terrains sud-coréens Préparation d'un article en anglais et co-écriture sur le projet de second aéroport et de ville nouvelle à Jejudo, la grande île touristique au sud de la Corée) > Projets d'écriture fictionnel et sciences sociales, désir d'une écriture à plusieurs mains franco-coréennes, au delà des styles nationaux différents

Résultats de recherche

L'écologie sud-coréenne a une épistémologie différente de la nôtre, plus systémique et syncrétique.

La puissance de la surmodernité d'exportation semble condamner toute généralisation écologique mais de nombreux faits dans différents domaines montrent des situations contrastées qui n'ont rien à envier aux situations occidentales.

Un travail de recherche franco-coréen sur les écologies serait particulièrement bienvenu.

Terrains, durée et étendue	Cadres, partenaires et méthodes	Questions et produits de recherche	Retours, suites et rebonds

<p>Stade de la Beaujoire et alentours, Nantes 2017-2018 Grand projet inattendu d'aménagement urbain caractéristique de la surmodernité Extension du cadre d'analyse et de l'enquête, de l'arène de débat Terrain à faible légitimité culturelle et clivant (le grand stade de football, le sport marchandisé) Socialisation personnelle au football Terrains post-controverse (football et quartier)</p>	<p>Autosaisine du chercheur (à la criée et Crenau) Observations et entretiens Participation à la consultation garantie par la Cndp (2 communications, orale et écrite) Production d'un livre d'intervention <i>La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain</i> Médiations publiques (articles de presse, 4 radios nantaises, 2 radios parisiennes) Perturbation du dispositif par le chercheur, recherche des limites de l'intervention, collaboration avec les acteurs opposés au projet Assistance à maîtrise d'ouvrage sauvage ; proposition d'écriture d'un article académique avec un·e membre de la Cndp Lien durable avec le groupe associatif né de la controverse</p>	<p>Utilisation des trois écologies pour ouvrir et étendre la discussion du projet YelloPark Aide à la construction de l'arène, de la controverse, Recherche de l'innovation sociale et du pas de côté transitionnel Produire des effets dans le réel de la situation > 1 livre d'intervention réalisé > 1 article académique annoncé publiquement (pour Métropolitiques) avec Maud Cournoyer, doctorante québécoise ayant prix le stade comme terrain. > le travail avec mes collègues (chercheurs ou professionnels de l'urbain) sur le chercheur situé, sur la juste place de la recherche et la construction des problèmes et des politiques publics</p>	<p>Immersion dans le monde (beckerien) du football et des supporters à prolonger Chercher et discuter la transition là où elle n'est pas sentée se trouver (idem) Provoquer une plus grande réflexion sur l'autochtonie en régime moderne induré, notamment dans le cadre de l'accélération surmoderne de la métropolisation contemporaine Rebond dans l'arène électorale (municipales 2020) Production et édition d'une carte habitée du quartier de la Beaujoire, parution février 2020 (collectif de travail carte initié en juin 2019)</p>
---	---	---	--

Résultats de recherche

La privatisation du football constitue ici un exemple remarquable de prestidigitation néolibérale fondée sur la croyance en la nullité des habitant·es. La controverse montre au contraire la rapidité de la montée en expertise et à faire coalition usagers/riverains. Le milieu professionnel, malmené dans la forme et le fond, s'est tenu à l'écart et a attendu la fin de l'aventure. La présidente de la Cndp, sous pression, s'est exprimée elle-même en tenant un tout autre langage que les deux garants de la concertation. Les conditions de la participation institutionnelle observée par le chercheur restent de l'ordre de la supercherie..

Il y a des terrains récurrents, ceux du lieu de vie caractérisés par l'autochtonie, la proximité et la familiarité. Ils se sont imposés dans l'économie du chercheur : des bidonvilles roumains à quelques centaines de mètres du domicile, une Zad à une demi-heure en voiture, un stade à vingt minutes à vélo, etc. Je les ai choisis, car bien d'autres chercheur·es ont eu cette même proximité et ne les ont pas choisis du tout. Je les ai choisis et les ai enquêtés principalement en participation observante émancipée (Soulé, 2007) et située, en y construisant une grille de plus en plus *socio-ecologically literate*, elle-même renforcée par les effets progressifs de ces enquêtes. Il y a les terrains plus distants du doctorat (monde du livre français, Corée du Sud, Mali), des terrains choisis pour des questions de recherche spécifiques mais aussi parce que je les connaissais déjà et que cela facilitait la logistique d'une thèse non financée réalisée en trois ans. Il y a enfin les terrains des commandes et appels d'offre (banlieue parisienne, Guyane française, vallée du Gier, métropole nantaise, territoires périphériques) aux temporalités

plus courtes et financés. Le caractère inédit, aux bords de l'irréversible (Chateauraynaud et Debaz, 2017) des situations nous appelle vers les « bords, les interstices, les marges créés par toutes sortes de processus » là où l'événement permet à des questions, à des publics et des arènes de se constituer dans la créativité de l'action. Cela doit aussi nous autoriser à solliciter simultanément diverses pensées et méthodologies de recherche concurrentes. Enfin, un dernier terrain doit être mentionné, celui des étudiant·es en tant que chercheur·es. Discutée au chapitre précédent, cette exigence renvoie au point aveugle de l'éducation dans la vulgate transitionnelle et l'advenue de nouvelles réformes éducatives anti-transitionnelles. C'est dans la diversité des formats d'intervention, leur caractère d'expériences toujours singulières et adossées à l'enquête (individuelle et collective), dans la construction d'espaces de plus longue durée comme un séminaire de mémoires de master (« habiter la transition socio-écologique », présenté dans le chapitre suivant avec quelques autres expériences) que ce terrain étudiant se déploie.

Axes du projet de recherche et de formation

Mon projet scientifique se présente alors comme une ensemble articulé de séries d'opérations de recherche.

La première série explore l'habiter et les catégories commensales d'autochtonie (au sens de l'inscription dans un réseau de relations situées ; Retière, 2003), d'indigénité (au sens de l'articulation des attachements transmis et choisis dans un monde alternatif donné ; Clifford, 2007 ; Escobar, 2018) et d'éthique du passant ou du passage (au sens du cosmopolite ancré, c'est-à-dire d'un habiter qui prend la mesure des circulations et de notre naissance accidentelle ; Mbembe, 2018). L'habiter a une épistémologie plurielle et je propose l'habiter en conscience d'habiter à la fois pour préciser l'usage et acter d'une figure transitionnelle minoritaire. Cet habiter situé, réflexif, engagé et performatif, n'est pas une nouveauté anthropologique mais prend la forme d'une réinvention.

La seconde série ancre la transition dans une dimension critique en vue de l'alphabétisation écologique. Elle la protège de son recyclage accéléré dans un cadrage modernisateur qui la dévalue immédiatement, comme la capture de l'innovation socio-écologique par les grandes firmes et l'État que j'observe en Corée du Sud et que je vois quotidiennement à l'œuvre dans mon territoire de référence. Selon Pignarre et Stengers (2005), en effet, il s'agit bien de se protéger de la sorcellerie capitaliste (mais aussi des différentes formes du gouvernement autoritaire) car qui avance et ne se protège pas sera capturé (chercheur·e ou non). La transition c'est d'abord cet espace d'enquête, de délibération et d'invention, de rapport de forces qui ne peut que multiplier les observatoires et les modes d'action pour enquêter diversement la vie terrestre.

La troisième série d'opérations de recherche est prudentielle et anthropologique. Une ontologie critique n'est pas une secte et il ne s'agit pas de caricaturer la vie en régime moderne ni les possibilités d'y être vivant et agissant, d'y résister à la tristesse de l'impuissance (Benasayag et Aubenas, 2002 ; Benasayag et Del Rey 2011). Il existe un certain nombre de minorités agissantes à ontologie de rupture et toutes ne sont pas transitionnelles. C'est pourquoi une approche prudentielle est aussi nécessaire. Notre horizon est celui de la diversalité, du plurivers, de modernités alternatives plutôt que de mondes alternatifs à la modernité, etc., composant un monde proliférant où la spéciation permanente et la fragmentation positive concourent au renouvellement de l'habitabilité. C'est un monde en commun dont les écologies habitées réinventent les ontologies.

Ces trois séries documentent l'alphabétisation écologique.

3 — créer et animer des collectifs de recherche et de production

« Repeupler » les sciences sociales (Houdart et Thiery, 2011) n'est pas une facilité de langage et nous pouvons le faire avec les objets les plus courants de notre métier, les textes. C'était le sens de mon doctorat en littérature : repeupler la géographie avec la matière écrite sous toutes ses formes. De la même manière, nous pouvons travailler la perspective du repeuplement dépassant la bibliographie classique : nous vivons avec des collectifs de livres qui nous constituent, des atlas textuels.

Des collectifs de livres ; une référence partageable, les trois écologies

Nous ne sommes plus en capacité de lire le fond et les nouveautés de nos grands domaines, nous n'en saisissons, même en professionnel·les, que des fragments et cette situation ne pourra que s'accentuer. Devant cette prolifération, il faut travailler avec Pierre Bayard (2007) à la constitution d'atlas bibliodivers qui permettent de circuler dans toutes ces bibliothèques. C'est le sens des extraits choisis dans ce volume qui font, dans ma perspective, atlas transitionnel. Il faut aussi parfois malgré tout mettre certaines lectures en exergue pour rallier et faire lire les atlas. La relecture de textes déclassés, la découverte de textes peu mobilisés et le rejet d'autres, leur diffusion différenciée dans les espaces nationaux, le rôle de la traduction, tout cela montre l'importance qu'il faut accorder à ces atlas. Le texte et son auteur·rice sont recontextualisé·es en permanence. Ainsi George Orwell, sorte de Perec politisé et transitionnel, son éloge de la décence commune, de la situationnalité corporée, de la subjectivité exigeante, ses expériences plurielles, ce sont des relecteurs attentifs (Michéa, 1995, 2003 ; Bourlier, 2014 ; Bégout, 2017) qui le font entrer, malgré eux, dans les études transitionnelles. Etc. En fait, il est difficile de trouver le livre idéal. Il n'y en a pas. Néanmoins, *Les trois écologies* de Félix Guattari (1989) offre par son antériorité relative au cœur de la vague néo-libérale et par sa brièveté un potentiel heuristique intéressant. Pour les étudiant·es, je complète par un article de relecture critique de Nicolas Prignot, publié en 2010 par la revue du centre de recherche du parti écologiste belge.

Les trois écologies, l'avant-dernier ouvrage que [Guattari] signera seul de son vivant, s'ouvre de manière assez classique sur le constat de la situation écologique déplorable dans laquelle nous nous trouvions déjà il y a maintenant 20 ans. Le constat posé résonne comme une ritournelle paralysante : tout va mal, nous allons droit dans le mur, il faut faire autrement. Aujourd'hui encore, il y a tellement à faire pour sauver le Monde, posé comme un grand concept massif, que nous nous sentons incapables et insignifiants dans nos actions.

Guattari entend procéder différemment. Selon lui, la situation actuelle est le résultat d'une pensée qui

ignore comment aborder les situations avec la puissance et la complexité qu'elles requièrent. Sa pensée « écosophique » n'est pas une solution massive mais bien un outil conceptuel permettant d'appréhender des situations grâce à l'usage de trois lentilles superposées: celles de l'écologie de la nature, de l'écologie sociale et de l'écologie mentale. [...]

Outre ces trois écologies, Guattari met en avant un problème transversal dans les analyses écologiques : la destruction des modes variés et divergents de valorisation des activités humaines. Guattari place au cœur du texte l'idée d'un problème fondamental dans le registre des modes de valorisation. Nous héritons d'un monde dominé par un mode unique de valorisation, produisant une équivalence généralisée : tout est transformable en tout, rien n'importe, rien n'attache. En réponse, la question des modes de valorisation devra faire l'objet d'un traitement propre à chaque écologie. [...]

Autrement dit, les trois écologies sont des lentilles qui donnent à voir des territoires à rendre habitables. Des pratiques s'y déploient. Elles peuvent devenir tout aussi bien mortifères que libératrices car il n'existe pas de position de surplomb permettant de régler les problèmes, chaque outil devant être utilisé de manière spécifique dans chaque situation. [...]

Nous sommes territorialisés, plaqués sur un territoire. Le lieu où nous sommes est le résultat de longs processus naturels, psychiques, collectifs, existentiels. C'est à partir de ce territoire, peu engageant, détruit, sérialisé que nous avons à penser. Mais cette situation n'est ni normale ni naturelle et d'autres sont possibles. Pour pouvoir bouger, repeupler nos territoires, les faire coexister dans leurs différences et leurs variations, en les laissant s'exprimer, nous ne devons pas lâcher prise, ne pas oublier qu'il faut se préoccuper, dans la lutte, des différents modes sur lesquels nous pouvons vivre ces territoires. Guattari en pointe trois, avec un langage complexe, et il ne cesse par l'écriture même de les plier et replier sans cesse sur eux-mêmes, tout en les couplant avec la question des modes de valorisation. Ce n'est pas simple, et sans doute exigera-t-on de voir d'autres domaines se rajouter, insister autrement, repeupler et persister sur un mode tel qu'on devra également les prendre en compte.

Nicolas Prignot, *Retour sur les trois écologies de Félix Guattari*, revue Étopia, juin 2010

<http://www.etopia.be/spip.php?article1545>

Guattari offre un outillage modeste, efficace et convivial, une possibilité ni trop vague, ni trop fermée, une vision dynamique de l'agir humain. En proposant ces trois écologies, il annule par avance la séparation entre écologie scientifique et écologie politique, à laquelle Latour fait un sort lui aussi en 2015 et dont la Zad a montré comment elle pouvait se résoudre dans l'action. Les observatoires possibles y sont aussi nombreux qu'il y a de territoires et de situations en train d'être vécues. Il anticipe le dispositif transitionnel critique. Son terme d'écosophie (*Qu'est-ce que l'écosophie ?*, recueil de ses textes écrits entre 1985 et 1992 ; Nadaud, 2013), utilisé dans une acception non-contradictoire de celle d'Arne Næss (1973), a peu prospéré. Certain·es l'ont travaillé (Afeissa, dir., 2009, Afeissa étant lui-même un passeur d'Arne Næss vers le français ; 2008, 2017) mais il reste confidentiel. Je l'utilise rarement. D'autres mots verront le jour. En tous cas, les trois écologies sont appropriables en raison même du repeuplement qu'elles autorisent dans nos relations, nos enquêtes et nos manières de voir. Je mets aussi en avant *Ville sauvage, Marseille, essai d'écologie urbaine* de

Baptiste Lanaspèze (2012) dont je fais la recension en 2015 pour *Métropolitiques*. Peut-être plus spontanément relié au court *Manifeste du Tiers-paysage* (Clément, 2004), j'y lis dedans tout autant *Les Trois écologies*. J'en valorise la composition éditoriale : cahier photo initial, essai central et entretiens habités conclusifs. Il y existe aussi une littérature qui invente et propage l'idée de transition. Rob Hopkins popularise le mot avec son *Manuel de transition* (2008, trad. 2010) écrit sous la double influence de l'effondrement annoncé du système industriel et de l'expérience anglaise d'autosuffisance de la seconde guerre mondiale. Et d'autres textes plus récents, *L'âge des transitions* (Chabot, 2015), *L'âge de la transition, en route pour la reconversion écologique* (Bourg, Kaufmann et Méda, dir., 2018) la déploient comme discontinuité, impossible reproduction du même incarnée par la croissance verte, la modernisation écologique et le développement durable. Les tables dédiées à l'écologie prolifèrent dans les librairies matérialisant à la fois un violent effet de mode et de capture par le marché capitalistique des idées, mais aussi l'existence réelle de collectifs au travail.

Figures collectives improbables

L'habiter transitionnel n'est pas facile à manier pratiquement. Ainsi, à la demande d'Olivier Lazzarotti, je conduis en septembre 2016 une séance « d'échauffements » d'une heure et demi lors de la soirée d'accueil des enseignant·es-chercheur·es inscrit·es aux troisièmes rencontres de l'habiter (« L'homme habite en touriste ») tenues à l'abbaye de Saint-Riquier dans la Somme. Dans cet atelier mené à l'invitation de la direction du colloque et néanmoins un peu transgressif pour certain·es participant·es (au sens d'une gêne à être ainsi ensemble, elle-même peut-être corrélée à certaines positions dans le champ), je propose des situations qui mêlent une proposition de présence corporelle et de prise de parole de la totalité des présent·es. Dans l'atelier sont fortement atténuées des positions qui seront magnifiées les deux jours suivants dans le déroulé classique du colloque. En fin d'atelier, deux choix s'offrent à nous : rediscuter l'organisation du colloque sur les deux prochains jours parce qu'un espace de parole plus égalitaire, dynamique et indéterminé s'est ouvert (à la manière d'un Camp Climat) ou aller dormir parce qu'il est tard (selon d'autres régimes d'habiter). Le choix de la seconde solution annule ce que cet atelier contenait d'habiter fort en tant que devenir. Les jours suivants, le colloque se déroule avec l'agenda et les effets de pouvoir propres à l'immense majorité des colloques et aux habitus des participant·es. Ainsi, l'habiter fort en tant que politique et indétermination produit des effets mais l'habiter dans un sens bourdieusien des effets de pouvoir et des habitus est lui aussi d'une force considérable. Cela vaut bien sûr pour toutes les situations que le tournant participatif a créé et dont j'ai pu observer dans différents terrains et postures, les faiblesses récurrentes à constituer des collectifs

de recherche et de production consistants, fiables et sincères.

Mes enquêtes, celles d'étudiant·es, celles d'autres chercheur·es (par exemple au sein du Groupement d'intérêt scientifique Démocratie et participation¹⁵ coordonné par Jean-Michel Fourniau¹⁶) montrent les difficultés voire les impasses du tournant participatif de ce point de vue. D'abord, la difficulté à faire groupe, à « recruter » des participant·es, l'énergie et l'argent déployées pour le faire, par les services et des prestataires extérieurs spécialisés, les moyens détournés ou insincères (publicité extravagante, création d'un jardin collectif de pied d'immeuble pour accéder aux locataires du parc social et former un groupe d'habitant·es ; instrumentalisation des collectifs de jeunes professionnel·les, sympas et à bas coût ; développement dans ces arènes de dispositifs clientélistes, etc.). Plus encore, les défaillances de l'institution publique indépendante qui aurait dû et pu constituer depuis plus de vingt ans le cœur vivant d'un tournant participatif consistant en France, la Commission nationale du débat public. J'observe dans la controverse Yellopark (2018 ; chapitre 7) des modalités d'organisation validées par la Cndp qui ne respectent pas l'égalité des parties, échouent à fournir en temps et en heure les données cruciales, proposent des dispositifs extrêmement consommateurs de temps impossibles à tenir pour l'immense majorité des habitant·es et des méthodologies frontales inspirées des mondes scolaire, managérial et publicitaire, toutes verticales. Ces modalités ne s'améliorent que faiblement sous la pression forte et renouvelée des parties minorées de la controverse qui, in fine, construisent un dispositif participatif affinitaire indépendant parallèle à la concertation officielle, dans une métropole nantaise fortement acculturée à une culture participative elle-même objet de controverse locale. Que les dispositifs de la Cndp produisent malgré tout des effets utiles (retardement, exposition publique, documentation, radicalisation des questions posées), c'est évident, mais cela ne dit pas qu'elle contribue à un tournant significatif dans la production de l'intérêt général et de l'action publique au sens des missions dont elle a la charge.

Affinité, hasard et obligation

Les collectifs de recherche et de production institutionnels sont aujourd'hui très nombreux. À l'image des livres et des articles, ils peuvent même apparaître comme proliférants : des laboratoires et des revues au temps long, des programmes de recherche et des blogs de recherche aux temporalités intermédiaires, des colloques, des livres collectifs, des séminaires, des journées d'étude sur des durées parfois très courtes, etc. C'est d'ailleurs à Nanterre, dans un colloque aux allures de séminaire habité, que je

¹⁵ <https://www.participation-et-democratie.fr>

¹⁶ J'interviens en 2017 dans le colloque du GIS Démocratie et participation « Les expérimentations démocratiques aujourd'hui : convergences, fragmentations, portées politiques ». Je suis invité en 2018 dans le séminaire « Controverses environnementales et anthropologies de la nature » coordonné par Jean-Michel Fourniau et Francis Chateauraynaud.

rencontre Marie-Hélène Bacqué, organisatrice dudit colloque avec Fabienne Watteau, et garante aujourd'hui de cette habilitation. Mais ces objets institutionnels n'épuisent pas l'idée de collectif de recherche et de production. De nombreux collectifs sont hybrides ou non institutionnels et montrent, en dehors de l'espace académique un tiers-espace de la recherche incluant à la fois « les activités de recherche, d'innovation et de production de savoirs et de connaissances du secteur non marchand, du secteur marchand à but non lucratif et des organisations à but lucratif de petite taille »¹⁷, et le vaste espace de la recherche habitante du devenir-enquête dans sa forme élémentaire et radicale de droit inconditionnel. Aux affirmations d'Arjun Appadurai à ce sujet (chapitre 2), de nombreux acteurs/trices confirment une variation hybride faisant de la convergence des actes de recherche un équivalent de la convergence des luttes, un idéal impossible mais nécessaire (Hugues Bazin et le Laboratoire d'innovation sociale par la recherche-action¹⁸, Miguel Benasayag et l'enquête-recherche, etc.). La posture du « tiers » comme chercheur·e indépendant·e critique travaillant avec la commande généralement publique est aussi fortement revendiquée dans le secteur culturel. Claude Paquin et Geneviève Goutouly-Paquin de l'agence Tertius, rencontrées il y a quelques années en séminaire à la Msh de Nantes, s'affirment ainsi « *celui qui travaille avec, qui considère l'autre dans une réciprocité, qui propose des cadres, des contenants pour réfléchir ensemble, et qui réunit les conditions de la décision* »¹⁹. Lucien et Simone Kroll évoqués en ouverture de ce volume, le paysagiste Gilles Clément (avec qui nous interagissons dans un de nos collectifs de production et de recherche créé autour de la carrière Miséry à Nantes), l'architecte Patrick Bouchain, promoteur des permanences architecturales (Hallauer, 2015) et nombre de collectifs de jeunes professionnel·les de l'urbain, par exemple le méta-collectif Superville (nous partageons deux chantiers), revendiquent, en dépit des contradictions de la commande, une méthodologie et une politique de la relation.

La recherche est l'ensemble hétérogène de ces groupes et actes de recherche. Cette diversité implique qu'une socio-analyse est utile et nécessaire à chaque fois, dans le contexte situé et singulier de toute recherche et du caractère contingent et variable des outils, dispositifs, modalités réellement en usage à cet endroit. Toutes ces précautions visent à échapper à une logique binaire ici volontairement caricaturée ;

tableau 6 | le dualisme dans la recherche

recherche | mobilisation

17 <https://www.tiers-secteur-recherche.org/>

18 <http://recherche-action.fr/lab0-social/docs/presentation-du-lisra/manifeste>

19 <http://www.tertius.fr/interview-de-claude-paquin-et-genevieve-goutouly-paquin-par-florence-gendrier/>
pour les deux citations en italique.

institutionnel	habitant
neutre	affinitaire
hypothèse	situation
penser	faire
rémunération	gratuité
savant	vernaculaire
théorie	singularité
instrumentalisation	hostilité

Le devenir-enquête se déploie au-delà de cette binarité caricaturée. De fait, les collectifs institutionnels auxquels j'ai participé savent qu'une telle recherche existe. Un programme comme *Du capitalocène urbain... aux engagements périphériques, critique socio-écologique et nouveaux activismes* (Umr Triangle et École urbaine de Lyon) auquel je suis convié, revendique cette hybridation des recherches et en éprouve les difficultés pratiques et relationnelles.

Un laboratoire et un séminaire dans une école d'architecture

Après avoir préparé mon doctorat à Rennes 2 sous la direction de Guy Baudelle au sein d'Eso, Espaces et Sociétés, grand laboratoire de géographie sociale multi-sites avec lequel j'entretiens toujours des relations de travail ²⁰, je rejoins en 2015 le laboratoire Ambiances Architectures Urbanités, Aau, unité mixte de recherche du Cnrs associant les écoles d'architecture de Grenoble et de Nantes et l'école centrale de Nantes.

Depuis sa création [en 1998], le laboratoire Aau se développe de manière fortement interdisciplinaire, tant par sa composition (architectes, sociologues, informaticiens, anthropologues, urbanistes, géographes, physiciens, historiens, philosophes), que par les problématiques et enjeux auxquels il répond (architecture, environnement, ville), et par les outils qu'il conçoit et met en œuvre (méthodologies d'enquêtes in situ, modélisation et simulation des phénomènes d'ambiances, réalité virtuelle, etc.)²¹.

Dès mon recrutement comme maître de conférence associé à mi-temps en 2015, je pratique l'équipe nantaise du laboratoire, le Crenau, Centre de Recherche Nantais Architectures Urbanités, né la même année « de la fusion des deux laboratoires de l'école nationale supérieure d'architecture de Nantes, le Cerma, Centre de recherche méthodologique d'architecture, laboratoire créé en 1971 spécialisé dans les approches méthodologiques et numériques de l'environnement construit, et le Laua, laboratoire

²⁰ Par exemple, dans la coordination à partir de 2019 de la contribution du Crenau à l'Atlas social de la métropole nantaise créé par Eso Nantes ; <https://asmn.univ-nantes.fr>

²¹ <https://aau.archi.fr>

Langages, Actions Urbaines, Altérités fondé en 1991, spécialisé dans les approches socio-ethnographiques de la fabrique de l'urbain et des formes de l'urbanité.²² »

Les recherches du Crenau couvrent de nombreux thèmes liés aux ambiances architecturales et urbaines, aux modèles, instruments et politiques de l'action publique territoriale, à la réalité virtuelle et augmentée, aux cartographies et représentations sensibles de l'environnement construit, à l'adaptation des villes aux changements climatiques, etc.

Par son histoire et sa constitution, le Crenau déploie un large spectre de compétences disciplinaires en architecture, en aménagement urbain et urbanisme, en sociologie, en anthropologie, en informatique, en physique, en histoire et en arts. Il accueille de nombreux doctorants dans ces domaines.²³

J'intègre le Crenau au moment de sa création, une fusion qui est à la fois une montée scalaire imposée par la logique dominante de la recherche et la possibilité annoncée et incarnée dans des personnes de style scientifique très différent d'hybrider sciences sociales et sciences de l'ingénieur dans un nouvel horizon de recherche. Cette hybridation paraît un possible espace de recherche transitionnelle et je la sollicite dès mon arrivée en proposant des objets vifs, faciles à partager, mobilités autonomes (désir et politique publique contrariées) ou gazon synthétique (trajectoire d'un artefact anti-transitionnel) qui semblent de nature à intéresser les deux parties. Je participe également à des montages de projet de recherche et à des réunions préparatoires du monde de l'ingénieur. Je crée un groupe de recherche comme il en existe une trentaine à ce moment dans le laboratoire. Voici un état de ce groupe créé en 2016, actualisé en 2017.

Habiter la transition socio-écologique

Groupe de recherche du Crenau, mai 2017

Frédéric Barbe, Margaux Vigne, Anne Bossé, Élisabeth Pasquier

Le texte de cadrage de 2016

Se saisir d'une méta-question de recherche et d'une question vive

La transition socio-écologique semble une construction intellectuelle et une réalité empirique difficiles à saisir et à mesurer — malgré l'évidence maintenant bien documentée d'une crise des limites et de la gouvernance (anthropocène, mondialisation). Dans ce contexte troublé, la question de la transition socio-écologique constitue un méta-question de recherche, observable partout à tout moment. C'est aussi une question vive, car l'objet même de la recherche n'est pas garanti, alors qu'il constitue un élément important de l'action apparente des ONG, des firmes, des états et des collectivités à différentes échelles.

Coproduire des observatoires situés et temporaires avec d'autres

²² <https://aau.archi.fr/crenau>

²³ idem

Nous proposons d'observer et questionner cette transition à différents endroits et à des échelles de temps et d'espaces variés. Nous pouvons ainsi coproduire seuls, mais surtout avec d'autres groupes de recherche, à notre initiative ou à la leur, mais ensemble, des petits observatoires situés et temporaires de la transition socio-écologique. C'est donc une démarche empirique et pointilliste, visant à éviter tout dogmatisme et fondée sur l'analyse critique de terrains et de situations précises, permettant ainsi de construire et de régler progressivement les définitions, les états et les dynamiques de notre objet de recherche.

Quelques axes de recherche à partager

Les axes de la recherche pourraient être les suivants — sans hiérarchie, mais envisagés dans une opportunités des terrains et des collaborations, avec un soin apporté à la diversité des approches et à l'interculturalité nécessaire à des questions transcalaires. Ces axes adossent recherche et enseignement, dans un contexte de recherche-action.

- > naturalité des espaces fortement anthropisés et formes de décroissance des intrants, diversité-s, constructions sanitaires et culturelles, réductions et inégalités
- > continuité d'une modernité identique sous le masque du changement, densités, concentrations, artefacts et consommations, numérique, éco-capitalisme,
- > pluralité de l'expertise et formes de démocratie profonde (ou ordinaire) modèles éducatifs, gouvernances de l'ingouvernable, partages de l'expertise
- > question du populaire et de l'interculturel dans la transition socio-écologique, approche socio-spatiale de la transition, écologie populaire et common decency
- > habiter, mouvements socio-écologiques et production de la glocalité, hauts-lieux, circulations, espaces ordinaires, conflictualités, syncrétismes

Les activités 2016/2017

Mort et transition

- > 6 décembre 2016, co-organisation de la journée d'études du CRENAU « Devenir des morts : pratiques en transition » (Frédéric Barbe, Anne Bossé et Élisabeth Pasquier), Nantes, Crenau.
- > Avril-mai 2017, participation à la réponse OASIC montée par Pascaline Thiollière (Cresson)

Nouveaux artefacts et pratiques critiques des éléments

- > 18 novembre 2016, interventions à « Vilaine baignade », journée d'études internationale sur la baignade urbaine (Frédéric Barbe, Margaux Vigne), Rennes, laboratoire MaDe et Territoires Publics.
- > Mars 2017, exploration d'un possible projet « gazon synthétique » multi-disciplinaire (Frédéric Barbe, Jérémy Bernard, Benjamin Morille), Nantes, Crenau.

Printemps 2017

- > Exploration du projet de LivingLab Zac Doulon-Gohards Ifsttar-Nma (Frédéric Barbe), Nantes.

Expertise d'usage vélo urbain

- > Mai 2016 à mai 2017, rencontres de travail avec les acteurs nantais, institutionnels et associatifs, du vélo et quatre actions réalisées : mars à juin 2017, stage de Jean Favreau, étudiant architecte (suivi Frédéric Barbe et Laurent Devisme), Nantes Crenau ; 15, 16 et 17 mars 2017, recherche-action, workshop « expertise d'usage en vélo urbain » avec des étudiants de L3 de l'Alliance (Frédéric Barbe,

Jean Favreau, Douglas Carnall), Ensa Nantes et voiries métropolitaines ; 28 avril 2017, interventions dans la journée d'études du congrès de la Fub, Ensa Nantes, *Le vélo dans le logement social et Documenter le vélo* (Frédéric Barbe), présentation d'une version revue de *Trente façons de pédaler* (Jean Favreau)

> 5 mai 2017, co-organisation d'une session du séminaire « Circulations des modèles urbains, entre local et global. Nantes, ville modèle ? » : Villes cyclables, transition des mobilités et par les mobilités (Frédéric Barbe, Laurent Devisme, Renaud Epstein, invités Frédéric Héran et François Prochasson), Nantes, Msh.

Littératies ordinaires dans la transition

> 26, 27 et 28 septembre 2016, colloque « Habiter le tourisme », intervention préliminaire, *Des mots pour les touristes* (Frédéric Barbe), Abbaye de Saint-Riquier, Université de Picardie

> 30 septembre 2016, intervention au séminaire « les écritures du géographiques », *Géographies, littératies, enquêtes en lecture-écriture*, (Frédéric Barbe), Paris, Sorbonne.

> 23 novembre 2016, organisation d'une conférence à l'Ensa Nantes, avec Philippe Blanchet et Mohomodou Houssouba, sociolinguistes, *Discriminations linguistiques et plurilinguisme, la diversité des langues et dans les langues aujourd'hui* (Frédéric Barbe)

> 1er décembre 2017, intervention journée thématique « Numérique et médiation en bibliothèque », Pôle régional Mobilis et Université de Nantes, Lire ailleurs / Le livre vient à moi (Frédéric Barbe), Stéréolux, Nantes.

> 17 décembre 2016, lancement officiel du Guide indigène de détourisme de de la vallée du Gier, issu du PUCA « Ville ordinaire et métropolisation » (Frédéric Barbe, Aziz Kali, Fanny Vuailat), Rive-de-Gier.

Suivi du conflit de Notre-Dame-des-Landes

> 25-26-27 janvier 2017, intervention au colloque organisé par le GIS Démocratie et participation, « Les expérimentations démocratiques aujourd'hui », Nantes Métropole et la ZAD, un couple ouvert à deux battants (Frédéric Barbe), Aubervilliers, MSH Nord.

> 22-23 mars 2017, intervention au colloque TRANSE-AC « Transition sociale et environnementale, alternatives et communs », La ZAD de Notre-Dame-des-Landes (Frédéric Barbe), Université Paris Nanterre.

Toutefois, l'élaboration réaliste d'un tel espace de recherche transitionnelle au sein de l'équipe nantaise échoue et le groupe de recherche disparaît en 2019. L'hybridation des deux traditions du laboratoire n'advient pas. Les personnes intéressées sont soit des titulaires pris dans d'autres groupes de recherche, soit des jeunes chercheur·es précaires qui disparaissent au temps même de notre relation. Le puissant contexte transitionnel nantais est ici ignoré tant dans sa robustesse militante et experte que dans sa prégnance et son puissance institutionnelles. Il ne suffit pas de mettre ensemble des traditions de recherche pour qu'elles s'hybrident, de nombreuses autres conditions doivent être réunies. La recherche transitionnelle semble alors à ce stade s'incarner plutôt dans des réseaux locaux discrets de professionnel·les et d'habitant·es appartenant à différentes

institutions et situations habitées, ainsi que dans des réseaux nationaux visibles et très actifs produisant de très nombreux séminaires que j'ai tous pratiqués au moins une fois.

L'ouverture d'un séminaire de mémoire de master dès 2016 est l'opportunité de créer un collectif de recherche et de production avec les étudiant·es. Ce séminaire sur la transition vient habiter une béance étonnante de l'école, sa très faible offre écologique, il porte le même nom que le groupe de recherche. En voici la présentation en 2017.

Habiter la transition socio-écologique : « nature en ville », « habiter » et « relation »

30 étudiant·es

Frédéric Barbe, géographe, Margaux Vigne, paysagiste.

Malgré l'évidence d'une crise des limites (anthropocène), la transition socio-écologique est une réalité difficile à saisir. Nous pouvons cependant nous intéresser à la naturalité urbaine (en dépassant ce qu'on appelle la « nature en ville ») et aux formes contemporaines d'interactions entre humains et non-humains — dans la ville ordinaire et le quotidien comme dans les situations critiques. Nous pouvons aussi relier la question de la naturalité urbaine aux questions politiques de la relation en société : espace public, question sociale et de genre, interculturalité, souveraineté, autonomie, gouvernance et participation, pour explorer ce que signifient ce nouvel adjectif composé « socio-écologique » et ces notions « d'habiter » et « d'habitabilité ».

La « transition » qu'elle existe ou pas, nous semble observable partout et à tout moment. Nous vous proposons donc de coproduire ensemble des petits « observatoires » de la transition, situés, ici ou ailleurs.

Méthodologiquement, le séminaire est un espace de travail engagé (au sens de l'égalité de participation de tou·te·s à l'effort commun) et bienveillant (afin de neutraliser positivement les risques de la mise en jeu de son travail devant les autres). L'objectif est, qu'à travers la dynamique collective et les apports de chaque participant, ce soit le groupe qui aide chacun à produire un processus et un mémoire de recherche de qualité. Des textes comme ceux d'Howard Becker (*Les Ficelles du métier ; Écrire les sciences sociales*) ou de Jean Peneff (*Le goût de l'observation, comprendre et pratiquer l'observation participante en sciences sociales*) peuvent nourrir cette proposition. Ouvert aux autres sciences, le séminaire est construit sur une culture de sciences sociales, qui valorise la dimension territoriale des faits sociaux et la ré-intégration des humains dans l'écosystème urbain. Milieu, lieu, territoire, paysage, distance, limite, échelle, expérience, situation.

Les sujets de mémoire sont libres, à l'initiative des étudiants ou des enseignants. Dans ce cadre, nous proposons aussi à ceux qui le souhaitent de participer à l'une des deux orientations de recherche en lien avec le laboratoire de l'Ensan (Crenau). D'une part, développer l'expertise d'usage en vélo urbain (exemples de sujets : ambiances cyclables à Nantes, accidentologie du vélo, le vélo des classes populaires, socio-géographie des ateliers vélo de l'agglomération, vieillir à vélo, les femmes et le vélo...); d'autre part, s'intéresser à des artefacts et des non-humains témoins de la transition à différentes échelles de temps et d'espace (exemples d'objets de recherche : la baignade urbaine, le gazon synthétique, les déchets, l'auto-construction, les modes d'assainissement, les animaux en ville, la ville post-coloniale, l'informalité, ...).

La modalité séminaire semble incongrue dans la culture française. Faire séminaire, c'est ouvrir une lutte sans fin contre le cours, la leçon, l'égo-centrisme, la conférence, la passivité, la consommation, la standardisation, le grand nombre, etc. Tenir séminaire, c'est lutter contre la norme scolaire étendue, c'est instituer un collectif de recherche et de production. Les modalités peuvent en être très diverses au sens d'un écosystème pluriel et robuste, riche de l'égalité de ses intelligences et de la variété de ses situations. Faire séminaire, c'est instituer ensemble un collectif dont les créateurs/trices doivent accepter de perdre et prendre individuellement et partiellement le contrôle. Plus de 90 mémoires ont été accompagnés, produits et soutenus entre 2016 et 2022 dans ce séminaire en dépit de contraintes administratives ayant limité la jauge étudiante et obligé à renouveler les intervenant·es sans raison pédagogique. Évaluer ce séminaire peut se faire à travers les mémoires effectivement produits mais aussi par la qualité expérientielle : les enquêtes en train de se déployer, de s'adosser, de s'enchevêtrer à travers la socialisation commune de leurs enquêteurs/trices, les enseignant·es étant également en enquête. Le lundi 22 juin 2020, nous tenons une séance en ligne avec huit étudiant·es entré·es dans le séminaire en février et que nous n'avons vu·es en présentiel que deux fois avant le confinement et avons interdiction de revoir tant dans l'école qu'à l'extérieur. Plusieurs séances collectives en ligne ont déjà eu lieu avec les trois enseignant·es ainsi que des entretiens individuels. Pour sauver leurs enquêtes torpillées par les interdictions sanitaires, nous avons déjà discuté de la forme atelier d'écriture et de quelle façon celle-ci pouvait être mobilisée pour renouer des relations avec divers publics. Un étudiant, Eloi Bidaud, a préparé un atelier d'écriture en ligne inspiré de la méthodologie²⁴ des ateliers de l'Antémonde (*Bâtir aussi*, 2018). Les trois enseignant·es sont ensemble dans la salle de réunion d'un co-working, l'école nous étant inaccessible, les étudiant·es sont seul·es chez elleux, sauf deux qui sont colocataires. La conduite d'atelier est très réussie, très fluide et permet une forte mobilisation de tou·tes. Enseignant·es, nous sommes simples participant·es même si nos interventions sont plus longues et plus référencées. Je recopie une de mes phrases écrites dans mon cahier, relativement à la première consigne donnée par l'étudiant, « comment s'imaginer heureux dans le monde post-effondrement ? », j'ai écrit « arrêter de faire semblant », rétrospectivement une définition acceptable d'une transition écologique réaliste critique.

Ateliers d'écritures et échauffements ordinaires

Mon activité d'écriture a été produite dans le cadre de ma généalogie et de ma socialisation décalée (chapitres 1 et 2), elle n'est pas miraculeuse. Elle s'origine dans les conditions de ma propre vie et des espaces où j'évolue. L'activité d'écriture est aussi

24 <https://antemonde.org>

produite de manière concentrée au sens que je l'ai choisie en suspendant ma condition enseignante, progressivement, puis complètement à partir de 2005 pour vivre d'autres activités avec d'autres ressources. Dans ce temps ouvert de la disponibilité, écrire, puis éditer, composer et performer ont été des activités fortement consommatrices de temps, organisatrices d'attentes et de rencontres, loin des institutions, pour faire advenir une nouvelle condition. C'est dans ce temps libéré et ralenti que j'ai pu aller au delà de la fiction (nouvelles, romans, théâtre) et de la poésie que je pratiquais depuis plusieurs années et développer d'autres productions, souvent sonores, plus corporées. Écrire a consisté alors en une mise en atelier de soi, en un artisanat. Cela a aussi été une mise à l'épreuve du fantasme d'écrire et de la position socialement recherchée et fantasmatique de l'écrivain. Relisant cette désaffection volontaire en direction de l'écriture, je pense que l'écriture non académique, cet atelier fantasque et cette bibliothèque débridée, ont porté mon désir et mon projet d'écriture académique en raison même de mon parcours, expliquant un certain écart à la norme. À partir de 1998, je commence à animer des ateliers d'écriture d'abord informels, puis dans des institutions (élèves, étudiants, enseignants) et le champ littéraire (bibliothèques, librairies, festivals). Cette expérience qui consiste à engager les autres dans l'écriture va représenter pour moi un puissant moteur d'accès à ma propre écriture ainsi qu'à une perception de plus en plus riche et tolérante de la littératie. J'en ai décrit les potentialités dans *Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui* (2016) comme passage à l'acte. Celui ou celle qui passe à l'acte en tant qu'auteur/trice peut passer directement à l'animation d'atelier d'écriture et de lecture. Avec des précautions d'usage et une mise en œuvre collective, une animation depuis la fragilité est non seulement possible mais également souhaitable.

Dans ces ateliers, je recours souvent aux auteurices qui se sont produit·es biographiquement. Katalin Molnár, immigrée d'origine hongroise, publie en 1996 *quant à je (Kantaje)*, magnifique livre en français littéraire phonétique. Je l'utilise notamment pour les participant·es qui traînent cinq ans, dix ans ou trente ans après la fin de leurs études, un contentieux avec l'écriture scolaire ou leur enseignant·e de français. Agota Kristof, autre immigrée hongroise, réfugiée en Autriche, puis en Suisse après l'invasion de la Hongrie en 1956, publie en 2004 *L'Analphabète*, un récit autobiographique bref et violent sur l'exil et les langues. Je l'utilise plusieurs années de suite avec les étudiant·es de géographie de licence 1. Dans le même ordre d'idées, le recours aux récits indigènes d'ici (*Les prolos*, Louis Oury, 1973 ; *L'aubépine de mai, chronique d'une usine occupée*, François Le Madec, 1998 ; *Ce père que j'aimais malgré tout*, Franck Ribault, 2001 ; etc.) et d'ailleurs (*Man of Aran*, Pat Mullen, 1934 ; *Papa-Commandant a jeté un grand filet devant nous*, Amidu Magasa, 1978 ; *Ma vie de soldat*, Soungalo Samaké, 2010 ; etc.) m'amène à proposer des ateliers d'écriture sur le travail ou le politique comme à

accompagner les récits professionnels de conseillères d'insertion de la Mission locale pour l'emploi des jeunes de Nantes. Mais j'utilise aussi *Zéropolis* (Bruce Bégout), *Aran Islands* (John Millington Synge), *Le champignon de la fin du monde* (Anna Tsing), etc. Il est aussi possible de se passer du référent littéraire représenté par les extraits fournis aux participant·es et même de tenir atelier d'écriture oralisé en vue de l'écriture, je le montre avec le *Journal intime collectif* de la Zad dans le chapitre 6, je le pratique avec le protocole des ateliers de l'Antémonde à l'instant de cette réécriture de l'habilitation, dans un projet de carte et d'abécédaire de l'hospitalité à Nantes, et dans ses lieux mêmes, des squats racisés autogérés. Le numéro thématique « Oralité, littératie » de la revue *Pratiques, linguistique, littérature, didactique* (Masseron et Privat, coord. 2019) en donne une contextualisation non dualiste montrant le gradient littératie/oralité en situation. Il existe une corporéité de l'écriture, tant dans l'usure spécifique du corps qui écrit que dans la riche capacité que nous avons à *parlécrire*, mot-valise pris ici dans un sens étendu, à écrire comme si nous parlions, à parler en écrivant ou après avoir écrit, à parler surtout comme si nous écrivions alors que nous parlons, à « écrire » ainsi sans les mains — en collectif. Le travail corporel devenu légitime dans ces espaces qu'on appelle souvent échauffement, constitue un composé utile et parfois nécessaire au déploiement de ces processus. Ils sont à leur manière des actes d'écriture par les corps singuliers et disparates en interaction, en mouvement, écoutant, se réchauffant, vocalisant, contractualisant, etc.

À la criée, un collectif de recherche et de production indépendant

La création à Rezé en 2007 d'une association loi 1901 nommée « à la criée »²⁵ et sous-titrée quelques années plus tard « laboratoire d'invention sociale : géographies, arts et écritures [depuis 2007] » a constitué une réponse progressive et anticipée du géographe-habitant à la diversité des questionnements de cette habilitation. À la criée est aujourd'hui un lieu de recherche indépendant que nous avons institué à plusieurs et avec des moyens minimaux et qui constitue depuis plusieurs années un des ressorts de mon activité de recherche. J'y ai travaillé le Puca « ville ordinaire et métropolisation » et deux enquêtes du Ladyss sur les services écosystémiques culturels, j'y ai développé en groupe des ateliers d'écriture et de lecture, un festival annuel, des concerts-lecture, des outils et processus originaux comme le *Guide indigène de détourisme* (2009, 2016, 2016), j'y ai publié en 2018 *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain, forcer, détruire, privatiser, densifier* et en 2020, *La Beaujoire, ça construit partout, le moindre bout de terrain* (carte habitée du quartier de la Beaujoire) et *À propos de la Zad de Notre-Dame-du-Covid, hypothèses habitées*, trois objets produits dans le temps de cette

25 www.alacriee.org.

habilitation, en rapport dialogique avec elle, annexés au volume bibliographique, et édité une vingtaine d'autres objets. À la criée en tant que collectif de recherche et de production revendique et pratique le droit inconditionnel à la recherche et à l'aspiration, car comme dit Arjun Appadurai, les futurs à venir nécessitent de nouveaux savoirs, mais aussi, rappelle Deborah Bird Rose, ces futurs ne peuvent exister sans les histoires vraies, déjà existantes, à révéler et transmettre, de ce qui a été caché, oublié, perdu ou laissé dans l'ombre. Le *Guide indigène de détourisme* comme concept répond à ces deux exigences de l'imaginaire et du récit. Sans savoirs transitionnels, c'est-à-dire savoirs nouveaux et déjà existants, il n'y pas d'habiter en conscience d'habiter possible, pas d'alphabétisation écologique possible. L'archive et le récit constituent avec l'imaginaire social et scientifique la matière première de ces enquêtes « cherchant futur » pour paraphraser le chanteur Hubert-Félix Thiéfaine. C'est ainsi que j'ai vu mes pratiques et productions de recherche dans cette association-laboratoire : les archives nécessaires de situations en train de se faire et les ressorts d'une action en cours et à venir.

L'institution d'un collectif non institutionnel (ainsi en est-il du double sens de ce mot : nous instituons à côté ou contre l'institution que nous souhaitons parfois destituer ou qui parfois s'auto-destitue toute seule) n'échappe à aucun des soubresauts et modulations des collectifs institutionnels. Je suis le seul des quatre fondateurs/trices (deux hommes, deux femmes) de cette association à y agir toujours quinze ans plus tard. De nombreuses personnes ont transité par l'association mais j'en ai été et en suis toujours le référent, le taulier stratège, le concierge tacticien, au sein d'un noyau actif de quelques personnes se renouvelant tous les quatre ou cinq ans. L'association vit de ses ressources propres et ne sollicite aucune subvention, précaution instituée en cours de route mais possiblement révoquée selon de nouvelles précautions à élaborer et tester. L'association expérimente ses formes d'organisation interne en fonction des styles sociaux qui s'y mélangent et limite les temps liés à la communication extérieure. De ces grandeurs et misères du travail associatif, nous retenons un fonctionnement par projets adossé à une structure décisionnelle, juridique, financière et réputationnelle minimale et low-tech. Ces projets-processus sont à durée limitée mais néanmoins conséquente. Ils prennent la forme de collectifs de recherche et de production temporaires, à objet limité, se déployant aux frontières de l'association plus que strictement en son sein.

Toutes sortes de collectifs et ce qui s'y passe réellement

Alors que faisons-nous exactement dans ces collectifs temporaires, mal identifiés et échappant aux catégories les plus médiatisées ou formalisées de l'action ? Il est possible d'y voir un devenir-enquête, selon mes mots, ou une « opération d'auto-documentation

habitante » réaliste avec montée en expertise, selon les mots d'Appadurai. Confirmant les signes régulièrement documentés d'une action publique à réformer radicalement (rapport Bacqué/Mechmache, 2013 ; rapport Casillo/Rousseaux, 2019), les processus participatifs institutionnels que nous croisons et parfois déroutons, restent décevants. Les cas de cette habilitation ou ceux des *Cahiers Ramau 6*, « L'implication des habitants dans la fabrication de la ville, métiers et pratiques en question » (Biau, Fenker et Macaire, 2013) montrent la difficile reconnaissance de l'expertise habitante, de ses capacités et agilités, la simulation d'une culture de la participation sincère et réaliste, la spécialisation et la neutralisation d'un segment professionnel dédié à ces questions, la ré-affirmation constante des objectifs d'acceptabilité au détriment de la délibération ou de la coconception. Il faut ajouter le soupçon porté sur l'autochtonie en régime moderne et la tendance à la disqualification des communautés locales et des dynamiques situées, bien au delà de l'argument nimby maintenant recadré. Ce déni d'un droit à la recherche habitante et autochtone, y compris à l'intérieur des nouveaux dispositifs participatifs, a orienté peu à peu les modalités d'intervention de l'association dans une perspective de reconquête relationnelle.

Dans différents contextes, nous avons donc créé des processus d'écriture (enquête, écriture, édition, diffusion et échange) semi-publics révélant le mélange variable des différentes postures de recherche définies par Michael Burawoy et déclinées par mes soins dans d'autres activités (voyage, écriture) au chapitre 2. Nées dans une controverse pour la plupart, ces expériences réelles de devenir-enquête suggèrent à nouveau que le travail de recherche à froid est une modalité parmi d'autres, mais que les controverses ne sont pas toutes également étudiées et qu'elles sont soumises à des effets de mode et de légitimation qui en affectent profondément la connaissance et les modalités de connaissance. Ces collectifs de recherche et de production agrègent des personnes ou d'autres collectifs sur la base d'une interconnaissance locale et réticulaire que j'appelle le chevelu habiter et qui rend possible la constitution discrète, simple et incrémentale de ces collectifs (convergence, délai, taille, budget, etc.) adossés à une structure associative elle-même discrète, robuste et agile. Ayant vécu des processus éditoriaux standardisés chez un éditeur de marché, je vois l'utilité sociale et cognitive à déréguler le processus éditorial de référence et à le constituer en expérience d'enquête. Rétrospectivement, la manière dont l'association s'est peu à peu appropriée un tel processus s'est coconstruite avec les expériences vécues dans le conflit de Notre-Dame-des-Landes sur une décennie et plus, leur lecture poétique et leur reprise dans un cadre savant.

tableau 7 | exemples de collectifs de recherche et de production (à la crieée)

Nom de l'action et/ou du collectif	Entrée(s) d'enquête et champ(s)	Composition et frontières du collectif	Modalités d'enquête et d'écriture	Modalités de production et de diffusion	Effets, rebonds, observations
Écrans 2011	Passage de la télévision vers les écrans, retour libre et réflexif, images	Associations du champ des images, auteurs/trices collectif non structurant	Collectif, appel à textes, Nuit des écrans, invités (David Dufresne, Chloé Delaume, etc.)	Livre collectif 1000 exemplaires	Essai-erreur, beau livre mal diffusé, défaillance d'un des partenaires
Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire 2009 / Bureau de la main d'œuvre indigène	Exploration critique de la première mise en tourisme métropolitaine, études touristiques, biorégionalisme	Collectif singulier, né du croisement entre un atelier d'écriture sur la ville et l'idée d'un off critique de la biennale estuaire, modeste mais structurant	Conférence inaugurale au cul de l'éléphant, enquêtes, déplacements sur site (préparation du camp climat), ateliers d'écriture	Livre à signature collective (bureau de la main d'œuvre indigène) dans collection non propriétaire en licence libre, diffusion librairies, kiosques ; 1500 exemplaires, épuisé	Un livre témoin de la première métropolisation nantaise, connu, fondateur. Un galop d'essai. Une recherche exploratoire.
Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire 2016 / Bureau de la main d'œuvre indigène	Exploration critique de la seconde mise en tourisme métropolitaine, études touristiques, biorégionalisme	Collectif divers, enrichi, fortement poétisé et politisé, produit des rencontres de l'association depuis 2009 et de la montée des tensions locales et nationales, instituant	Gros travail d'archives, de collecte, d'ateliers, de commandes. Montée éditoriale, travail de référence, littérature biorégionale	Idem, tirage 3000 exemplaires (2600 diffusés) steady-seller	Un livre dans les luttes, un livre de détourisme robuste, nourrissant, efficace. Développement de la référence indigène en régime moderne.
Nom de l'action et/ou du collectif	Entrée(s) d'enquête et champ(s)	Composition et frontières du collectif	Modalités d'enquête et d'écriture	Modalités de production et de diffusion	Effets, rebonds, observations
Guide indigène de détourisme de la Vallée du Gier 2016 / Bureau de la main d'œuvre indigène	Exploration de l'habiter aux bords des métropoles (Lyon, Saint-Étienne) études (péri)urbaines, programme Puca « métropolisation dans la ville ordinaire » 2015,	Collectif hybride et temporaire entre chercheur·es, associations, groupes d'écriture, figures de la vallée, classes de lycéen·nes et leurs professeur·es ; création d'une association dédiée au guide indigène	Rencontres et coproduction d'événements culturels de type midi-minuit, avec balades, ateliers, débats, films d'archives ; aspect de résidence scientifique	Livre en couleur, 1000 exemplaires (100 000 habitant·es dans la vallée), difficulté à exister au delà de la première année de diffusion, après le départ de l'équipe de recherche	Bonne diffusion dans des petits lieux et événements de la vallée, présentation en colloque et dans le réseau des sciences sociales, livre connu, témoin des petites littératies territoriales
La Beaujoire livre <i>La Beaujoire, enquête du un coup</i>	Enquête sur un projet urbain hors-normes dans le	Travail individuel adossé à l'observation participante d'une	Enquête en géographie publique ; phase	Livre prototype 1500 exemplaires (1300 diffusés)	Forte diffusion, nombreux entretiens

<p><i>d'état urbain</i> 2018 et carte (du quartier) <i>de La Beaujoire, ça construit partout, le moindre bout de terrain</i> 2020 (documents annexés au volume bibliographique) AMO sauvage aide au montage d'un appel d'offres habitant 2021-2022</p>	<p>monde du football, urbanisme et économie du sport, extension dans le domaine de l'écologie</p>	<p>concertation, puis de la participation observante à une contre-concertation puis travail cartographique collectif avec la grosse association habitante née pendant la controverse, longue durée, traversée électorale, rebonds multiples</p>	<p>individuelle avec rencontres, suivi de phases collectives ; livre de controverse et d'écologisation d'un grand stade de football ; carte : rebond revendicatif habitant après l'abandon du projet</p>	<p>librairies, kiosques et vente directe ; Carte calée sur le format de la carte de la Zad, quadri, 1200 exemplaires, diffusion par à la crie et localement dans le réseau habitant animé par l'association du quartier (commerces, porte à porte, réunions, etc.), carte épuisée</p>	<p>radiophoniques, débats, nourrissage du débat public, présentations, rencontre avec l'exécutif de la Cndp, sortie et mise en scène de la carte pendant la campagne municipale 2020, processus d'assistance à maîtrise d'usage.</p>
<p>Carrière Miséry Nantes 2019/2023 Parution 2021 <i>Revenir à Miséry, contre l'arbre aux hérons et la touristification</i> + Carte du Bas-Chantenay avril 2022</p>	<p>Nature en ville Friches urbaines Parc/attraction Gentrification et métropolisation, études urbaines, écologie urbaine (im)puissance</p>	<p>Un groupe d'habitant·es issu du collectif « La Commune de Chantenay », des chercheurs/euses, urbanistes et paysagistes, de nombreuses rencontres et compétences mobilisées, instituant</p>	<p>Gros travail d'archives, balades et réunions publiques, écriture collective avec l'éditeur, assemblées, carnaval sauvage, rituels publics</p>	<p>Un livre en mai 2019 (1000 ex, épuisé en 2022), des présentations multiples avec lectures, réactivation des alternatives au projet de l'Arbre aux hérons, un second livre (1000 ex., juin 2020)</p>	<p>Réorientation vote des élu·es EELV par leurs adhérent·es ayant lu le livre, impact dans les municipales (contre-projet des Grands moulins de la Loire), article d'un des auteurs dans <i>Métropolitiques</i>²⁶</p>
<p>Nom de l'action et/ou du collectif</p>	<p>Entrée(s) d'enquête et champ(s)</p>	<p>Composition et frontières du collectif</p>	<p>Modalités d'enquête et d'écriture</p>	<p>Modalités de production et de diffusion</p>	<p>Effets, rebonds, observations</p>
<p>Hôpital et santé en commun Nantes démarrage septembre 2020, non abouti</p>	<p>Projet de nouveau CHU naître et mourir à Nantes retour post-covid, professions de la santé, urbanisme, anthropologie</p>	<p>Un journaliste associé (Nicolas de la Casinière), soignant·es en activité ou en retraite, militant·es</p>	<p>Collectif d'enquête, délimitation des axes de l'enquête, en cours, entretiens nombreux, difficultés à faire auteur/trice</p>	<p>Un projet de livre qui n'arrive pas à accoucher de lui-même, des discussions nombreuses, des pistes qui ne tiennent pas, de nouveaux échanges</p>	<p>Projet de nourrir les écologies habitées dans le champ de la santé, dans le cadre de mobilisations existantes et à relier</p>
<p>Baignades urbaines Nantes 2016 2020 parution différée</p>	<p>Réinvention d'une pratique urbaine libre hors controverse, études touristiques, écologie urbaine,</p>	<p>Une autrice, Caroline Wypychowski (sortante d'archi), baigneurs/euses et non baigneurs/seuses,</p>	<p>Appui sur un mémoire et un PFE déjà réalisé, intérêt scientifique déjà exploré (Vilaine</p>	<p>Balade collective en baignade, appel à témoignage, discussions publiques, etc. Livres grand public</p>	<p>Projet de nourrir les écologies habitées, par la pratique et la formation à la pratique historiquement</p>

²⁶ <https://metropolitiques.eu/L-experience-d-une-ecriture-en-friche-1524.html>

printemps 2023	biorégionalisme	deux chercheur·es	Baignades, 2016), acculturation et explorations	avec précautions d'emploi.	attestée à Nantes
Autobiographie Bouzid Kali Vallée du Gier 2016	Autobiographie ouvrière kabyle immigrée (retraité)	Accompagnement ébauché, mais non réalisé (sortie du terrain et distance)	Bouzid se met en écriture en écho à l'enquête Puca	Sans suite, éloignement du terrain, manque de temps	Dompage,
Autobiographie Paul Blineau Nantes démarrage juin 2020 sortie prévue printemps 2023	Autobiographie paysanne ligérienne (retraité)	Création d'un collectif d'accompagnement de l'auteur, entre jardiniers, militants et éditeurs	Paul se met en écriture au printemps 2020, quelques mois après la mort de sa femme. 1 ^{er} état du manuscrit janvier 2021	Un livre, des discussions publiques, un travail d'archive et de mise en récit	Réhabilitation de l'agriculture et transmission de l'histoire sociale paysanne du pays nantais, un travail biorégional depuis une autobiographie
Nom de l'action et/ou du collectif	Entrée(s) d'enquête et champ(s)	Composition et frontières du collectif	Modalités d'enquête et d'écriture	Modalités de production et de diffusion	Effets, rebonds, observations
Nantes Atlantique Nantes démarrage juin 2020 sortie de la carte Nantes Atlantique avril 2022	Effet post-abandon NDDL, effet post-covid sur un équipement de l'attractivité et de la mise en tourisme, géographie urbanisme, anthropologie	Proches, collectif à la criée, Commune de Chantenay et Zad, flottant (en cours), deux sortant·es d'architecture comme auteurices	Tour à vélo exploratoire, de l'aéroport le 17 juin 2020 (10 personnes), long stage de recherche et dépassement de celui-ci	Carte de détourisme aéroportuaire, sentier de grande randonnée urbaine, toxic-tour ? Sortie de la carte en avril 2022, 1500 exemplaires	Usine Airbus, quartiers, zones Un territoire de vie à faire connaître, à visualiser Parler de l'aéroport au travail « comme si » rien n'avait changé
Projet de série cartographique d'intervention en rebond des cartes de la Zad (2016 à 2018, 25000 exemplaires diffusés, forte notoriété et impact) carte de Pont-Rousseau, juin 2021 Collectif la Commune, squatters et habitant·es Carte de l'inhospitalité nantaise Carte Grands sentiers Métropolitains, etc.	La carte comme outil d'intervention pour tous et toutes, une médiation efficace, rapide et fondée sur une énergie collective,	Habitant·es de chaque expérience et groupe de cartographes/géographes à instituer	Cartographie participative sans charte graphique définie, adaptation, printemps 2022, nombreux ateliers « cartographies critiques, la beauté du geste » (Nantes, Saint-Jean-en-Royan, Grenoble, Bonny-sur-Loire, Penestin, Douarnenez, Aubervilliers, Paimbœuf, etc.)	Tirage variable, prix bas (entre 1 et 3 €), carte de l'estuaire de la Loire, carte de Bure, carte de la santé environnementale en LA, etc.	Très fort impact local Forte médiation, encourage les suites Diffuser une méthodologie de travail, outiller les enquêtes par la carte, former des personnes-ressources, valoriser les compétences locales et le passage à l'acte

Dans un travail de recherche, les zones d'ombre sont nécessaires et utiles, notamment pour se protéger, protéger nos sources et nos données, et ainsi permettre que des voix dominées, surveillées, confinées, menacées, contribuent quand même à l'enquête et que des dispositifs d'enquête se déploient malgré l'ordre dominant hostile à la libre production et circulation des informations. Cela se vérifie ici, mais aussi dans l'accompagnement des jeunes chercheur·es, la question est même récurrente dans nos discussions. Pour autant, réclamer de la discrétion et moins de surveillance, ce n'est pas faire n'importe quoi. Enquêter en fragilité, faire partie d'un collectif, c'est s'exposer, en tant que nous avons des points de vue, des trajectoires personnelles, des intérêts à agir, des choses à régler avec nous-mêmes, etc. C'est aussi accepter de jouer avec des compétences différenciées que tout le monde n'a pas développées. La figure de l'enquêtrice en cartographe ou écrivain·e public/que, est intéressante. Écrire au sein et pour un collectif (je parle ici d'écritures discutées dans le temps de l'action collective et pas d'une écriture à posteriori à destination du collectif) est un processus complexe. Il mélange d'abord écriture orale et textuelle, dans un dialogue des deux formes lors de la réécriture. Mais il y a aussi retrait et discrétion, il faut laisser la place, se nourrir, s'imprégner de l'écriture des autres. Je pratique cette écriture-éponge. Elle comporte une dose d'ascétisme et de renoncement à sa propre écriture, incluant toute absence de signature en tant que figure écrivante. Nous retrouvons, anonymée et collectivisée, la figure spiralaire qui enchaîne des séquences de travail différentes de manière fractale, de quelques secondes à des temporalités longues.

tableau 8 | l'écriture-éponge du chercheur dans un collectif d'enquête et de production, une forme particulière d'écriture collective
 (à lire dans le sens des aiguilles d'une montre)

écouter (se nourrir, s'imprégner, dialoguer)	écrire (se retirer, produire, seul)
partager (diffuser, représenter, archiver)	réécrire (réécouter, renoncer, valider)

Ces collectifs d'enquête et de production constituent de petits communs de recherche que « nous » instituons de manière temporaire et dans un objectif défini, le plus souvent en situation de controverse, c'est-à-dire dans le cadre d'un engagement divers mais déjà existant. Ces communs ne sont pas spécialement faciles à instituer car ils s'appuient sur des relations interpersonnelles existantes et variable ou à construire, qu'ils se déploient

dans des alliances possiblement insolites, nonchalantes, dans des conjonctures et des dynamiques que parfois nous ratons complètement. Un certain nombre de ces petits communs échouent. Ainsi, le collectif pour un Guide indigène de détourisme en 2011 se disloque faute d'une convergence suffisante, notamment sur le risque de capture de l'objet par ce qu'il enquête, et je fais partie de ceux qui stoppent le processus (qui ne sera repris qu'en 2015). Le « nous » est flou le plus souvent, et si à la criée est clairement ce qui fait tenir l'ensemble en terme de production finale, l'engagement et le placement des partenaires varie fortement. Régulièrement, des personnes d'un commun temporaire rejoignent pour un temps à la criée, au contraire d'autres « alliés » pourtant très efficaces ne font que de brèves apparitions ou feignent qu'ils ou elles ne font rien. Un commun issu de l'association peut également exister à côté d'elle. C'est le cas du collectif féministe ouvert aux hommes *Hymen redéfinitions* créé en 2018²⁷ pour changer les définitions de l'hymen et son lien avec la définition problématique de la virginité dans différents dictionnaires. Quoiqu'il en soit, ces communs aux capacités financières réduites demandent un travail gratuit important et c'est une autre limite qui renvoient aux choix stratégiques et politiques des participant·es, à l'habiter en conscience d'habiter. Comment les personnes qui font et sont l'enquête collective trouvent-elles leur économie matérielle ? Comment le devenir-enquête fait-il partie de l'économie globale des maisonnées réhabilitées et ré-inventées par Geneviève Pruvost (2021).

27 <https://hymenredéfinitions.fr>

4 — un manifeste dispersé, le devenir-enquête

Je me suis montré dans cette première partie en géographe pratiquant un habiter minoritaire que j'ai nommé le devenir-enquête. J'en ai exposé la formation et le mode de production ordinaire. Géographe-habitant, je me suis fortement engagé depuis plus d'une décennie dans un espace académique de formation et de recherche (c'est l'objet de cette habilitation) soumis à des normes collectives comme à des hiérarchies multiples au sein d'un laboratoire institutionnel et d'une grande école publique. Mais je me suis également engagé dans une géographie publique au sens des sciences sociales publiques et dans une exploration par le bas de nos métamorphoses ontologiques (c'est aussi l'objet de cette habilitation), c'est-à-dire dans une enquête sur les conditions même du devenir-enquête comme vie ordinaire fondée sur le droit à la recherche en contexte surmoderne. Ces différents registres de la recherche composent une riche écologie à la diversité foisonnante. Dans un monde troublé où la raison se montre souvent fantôme ou fantoche, le chercheur est altéré par sa recherche qui n'existe pas en tant que réalité stable et distincte mais sous la forme de devenirs dans des situations complexes et trajectives à la manière du *lyannaj* antillais, l'activité « d'allier et de rallier, de lier, relier et relayer tout ce qui se trouvait désolidarisé » (*Manifeste pour les « produits » de haute nécessité*, collectif, 2009, métaphore végétale reprise par Yves Citton). Le devenir-enquête est une condition d'existence en fragilité dans un habiter politique, l'habiter en conscience d'habiter, qui enquête une situation et questionne l'ontologie en situation, y cherchant de la puissance d'agir et de l'habitabilité. Il se déploie dans des espaces connus pour la plupart de nous. Ces espaces offrent une géographie réaliste et sans surprise majeure : des lieux, des régions, des frontières, des gens, des réseaux, des lignes, des emplois, des animaux, des bassins-versants, des couleurs de peau, des véhicules, des fantômes, des masques, des logements, des virus, des territoires, des institutions, des plates-formes, des rêves, des statistiques, des squats, des clefs à molette, des pieds de biche, des langues, des bibliothèques, des atlas, etc. Mais ce travail de recherche apparemment si ordinaire sur des objets apparemment si ordinaires oblige en même temps à considérer le trouble ontologique caractéristique de la modernité. Ce manifeste dispersé suggère que la controverse ontologique est partout dans le devenir-enquête, dans chaque situation, chaque objet de recherche et non quelque part ailleurs, en surplomb, ou dans un rayonnage quelconque dédié à l'ontologie que nous consulterions quand nous avons le temps. Ainsi va l'alphabétisation écologique.

Le devenir-enquête, un petit art du voyage

Développé ici depuis une position académique précaire, le devenir-enquête existe en réalité sous de multiples noms et il est possible de le décrire depuis des positions de critique sociale non académique, d'autonomie ou de spinozisme. C'est par exemple « l'engagement-recherche » de Benasayag et Del Rey (2011).

[Cette] gauche alternative, présente de façon minoritaire depuis la naissance et le développement des luttes sociales, se fonde sur l'idée de recherche empirique de « ce qui marche » plutôt que sur la croyance dans une société de fin de l'histoire. Nous inscrivons nos recherches et nos hypothèses dans ce courant ; à sa suite, nous revendiquons le fait que les humains sont viables *tels qu'ils sont* ; nous optons donc pour une lutte fondée sur l'acceptation du monde *tel qu'il est* : un engagement de type recherche.

Ceux qui s'engagent dans l'esprit de l'investigation et de la recherche sont comparables aux scientifiques : ils ne prétendent pas que le monde n'est pas tel qu'il doit être, que les astres devraient se mouvoir différemment dans le ciel, que les hommes devraient voler ou se déplacer à la vitesse de la lumière, que les maladies ne devraient pas exister et ainsi de suite. Pour eux, pour nous, tout ce qui est a une « raison suffisante », ce qui n'empêche pas l'homme d'insérer son action dans le monde pour le modifier ; c'en est même au contraire la condition. [...]

Si l'engagement dans l'esprit de la recherche implique un lien moins passionné aux fins de la lutte que l'engagement-transcendance, sa constance est en revanche davantage garantie par la passion de la recherche. [...] L'engagement-recherche n'a pas besoin de promesses ; d'une part parce que les motivations auxquelles il répond, les sources de sa passion de chercher ne résident pas dans un « autre monde » à faire advenir (transcendance) mais sont immanents à la situation, à l'ici et maintenant ; d'autre part, le paradigme dans lequel il s'engage est déterminant. Là où l'engagement-transcendance se fonde sur un paradigme *rationaliste*, l'engagement-recherche se fonde sur un paradigme complexe de compréhension du monde et d'agir, qui implique, comme nous allons le voir l'abandon de la prétention à la maîtrise du changement global.

De l'engagement dans une époque obscure, Miguel Benasayag et Angélique Del Rey, Le passager clandestin, 2011, pages 28 à 30.

Mon devenir-enquête s'est nourri de nombreuses influences : une éducation à la fois normative et imprégnée de critique de la critique ; une pratique discrète et minoritaire de la géographie comme science sociale faisant milieu, à la fois classique, empirique, isolée, néanmoins curieuse, intégrale, reliée et dépourvue de forte notoriété ; la critique pédagogique (Rancière, Dewey, mais aussi Freinet, Freire, Illich, etc.) mise en pratique dans une politique de l'égalité ; l'histoire environnementale qui enquête et révèle la critique interne de la modernité et la modernité réflexive, sur la longue durée ; la critique écologique venue de l'écologie-science et ses apports singuliers mais aussi les concepts d'humanités écologiques ou d'alphabétisation écologique anglo-américaine ; le pragmatisme, son attention aux situations, aux trajectoires, sa méfiance de l'excès de théorie, des montées en généralités peu ou mal fondées ; la critique sociale libertaire, dont la Commune de Paris ou le Chiapas insurgé, constituent des exemples réalisés, à la

fois mythifiés et constamment ré-interrogés ; mais aussi l'écoféminisme, la pensée décoloniale, le care, le refus du masculinisme et le travail depuis la fragilité (notamment développé dans le premier chapitre « enseigner depuis la fragilité »), les courants de la participation et du pouvoir d'agir (développé dans le chapitre « créer et animer des collectifs de recherche et de production »), l'écologie de l'attention et l'envoûtement présentiel indispensable à la vie (Citton, 2014) et prenant dans l'expérience récente du confinement et de la distanciation une urgente centralité, etc. ; tous ces courants de la recherche partagent l'attention à la diversité, au commun et à la relation, mots-clefs de cette habilitation explorant les processus d'alphabétisation écologique. Si j'ai placé dès l'introduction la relation au centre de mon travail, le devenir-enquête permet aussi de résoudre la tension entre une vulgate relationnelle enthousiaste (il faut des relations, de la mixité, des compétences relationnelles) et la pression des relations obligées, inégales et épuisantes. En dialogue avec trois tableaux précédents (2 | les pratiques des sciences sociales selon Burawoy ; 3 | les pratiques du voyage, écho 1 ; 4 | les pratiques de l'écriture, écho 2), le tableau 9 rappelle la nécessité de césures expérientielles pour faire retour dans le flux relationnel principal.

tableau 9 | la pratique de la césure expérientielle dans la saturation relationnelle, d'après Yves Citton reprenant Vilém Flusser (in *Le pouvoir des liens faibles*, 2019)
(à lire dans le sens des aiguilles d'une montre)

expérience	retrait
retour	codification

Le devenir-enquête dans l'utopie transitionnelle ne fonctionne pas autrement, si ce n'est également fractalement à toutes les échelles de temps et d'espace. Une enquête respecte ses temporalités et l'art de la disparition lui permet à la fois de s'ouvrir puis de se clore quelque part dans un temps donné et un lieu de vie donné, avant de se rouvrir. Le devenir-enquête est un petit art du voyage.

Passer les obstacles, ouvrir les frontières

Dans ce désir d'émancipation et de bonne recherche qui passe par des formes composées, il existe des obstacles. C'est d'abord le désir de ne pas savoir et d'occulter qui prend de multiples formes : celui que j'ai décrit dans une figure familiale incarnant l'autorité dépourvue de curiosité ; celui de grandes firmes et de leurs lobbyistes construisant l'incertitude scientifique sur les risques et la crise écologique ; celui de hiérarchies professionnelles publiques produisant et utilisant certaines données, mais en rejetant, dissimulant ou manipulant d'autres (c'est mon expérience pathétique de la

métropolisation nantaise) ; celui de la cooptation régulière de nombreux chercheurs par des institutions (et réciproquement), à la manière de ce que Gilles Massardier décrit en 1996 à propos de la « nouvelle géographie » des années 1970 et 80 :

[L]es savants « les plus autorisés » à parler doivent leur crédit à un système de reconnaissance de leur savoir qui dépasse les frontières de l'espace social des savants. L'idée d'une rencontre entre ces connaissances « prédisposées » et cette « demande sociale » n'est qu'une rationalisation a posteriori, car en amont un double travail social d'imposition a rendu ce savoir « indispensable ». D'une part, les savants étudiés dans cet article, les « nouveaux géographes » des années 1970-1990, ont montré une grande capacité à imposer leur savoir comme le plus « demandé » dans leur propre discipline. D'autre part, de façon concomitante, ce groupe de doctes a dépassé les frontières de son espace social d'origine en investissant le marché du conseil, des positions administratives, voire politiques. Au résultat, un groupe de savants, à la fin des années 1980, est en situation d'oligopole pour l'accès aux ressources financières destinées aux études par la délégation à l'Aménagement du territoire et à l'action régionale, ainsi que pour la production des cadres du pensable en matière d'aménagement du territoire. Cette issue est d'autant plus saisissante qu'elle prend source dans un groupe qui doit ses conquérantes autorité et compétence (à la fois sociale, relationnelle et intellectuelle) à son hérésie initiale parmi les géographes. L'exemple de la « nouvelle géographie » est ici l'occasion de définir le statut de l'expertise savante. Cette dernière évolue entre savoir et pouvoir dans la mesure où elle prend racine à la croisée de trois processus sociaux : celui la définition des frontières d'un groupe social, celui de la définition d'une identité professionnelle et celui de la multipositionnalité. L'ambiguïté de l'expertise savante réside dans la double logique de l'autonomisation de compétences professionnelles et de l'interdépendances avec d'autres espaces sociaux. Ainsi pense-t-on que l'expert savant le plus demandé se définit moins par la « transgression des limites de son savoir » en quittant, durant la situation d'expertise, le registre savant du doute et de la contrainte méthodologique, que par la pratique du métier de savant dans une logique temporelle de complicité relativement ancienne avec les « demandeurs ».

« Les savants les plus demandés, expertise, compétences et multipositionnalité, le cas des géographes dans la politique d'aménagement du territoire », Gilles Massardier, *Politix*, 1996, n°36.

Celle aussi de la censure. La mésaventure que je vis en 2019 dans le Popsu 3 nantais (l'impossibilité de faire valider par les partenaires métropolitains plusieurs sujets successifs²⁸ proposés à chaque fois avec des partenaires académiques différents du Crenau ou d'Eso) montre que les effets de censure directe du chercheur ne sont pas un fantasme : mon éviction se produit un an après mon enquête sur le projet Yellopark et affecte concrètement ma position, mon travail et mes conditions matérielles d'existence, sans que cela émeuve le pilotage académique du projet.

28 Dans l'axe transitionnel du Popsu 3 nantais discuté en 2018-2019, je propose successivement en vain : un transect « métabolisme urbain » déchets ménagers et déchetteries, du centre-ville de Nantes à Savenay (avec Eso, Jean-Baptiste Bahers) ; la construction d'un module de formation expérimental « mobilités actives » mêlant habitant·es, élu·es et technicien·nes depuis un quartier central et un autre, périphérique, de l'agglomération (avec Crenau) ; le suivi de la concertation préalable au réaménagement de l'aéroport Nantes-Atlantique garantie par la Cndp (avec Eso, Isabelle Garat) ; une enquête sur les sorties de bidonvilles vers le logement ordinaire dans l'agglomération nantaise (avec Crenau).

Mais cette émancipation et cette bonne vie scientifique passent aussi par la critique de la critique. La toile de fond de cette habilitation est l'utopie transitionnelle. Période historique frelatée, nouveauté intellectuelle surexploitée et lessivée, expression vague saisie comme hypothèse, je l'ai montrée régulièrement défaillante ou mystificatrice, en usure prématurée, tout lui attribuant des propriétés intéressantes du point de vue de la recherche et de l'action comme espace de travail, de controverse, d'élaboration et de conflictualité positive, espace de mise à l'épreuve. Confronté dans mes terrains à de forts clivages idéologiques et pratiques à son sujet, je suis resté fidèle à la suspension du jugement : je parle souvent de la transition à toutes sortes de gens et procède de fait à une acculturation discrète de mes interlocuteurs, sans toutefois la défendre puisque j'explique volontiers ce que je viens d'écrire au début de ce paragraphe. J'utilise la transition en fragilité comme une possible hypothèse de recherche librement discutée avec mes interlocuteurs/trices et un certain tact ontologique. Le champ lexical de la transition apparaît par ailleurs toujours plus ou moins praticable à la différence de celui de citoyen (dialogue -, participation -, etc.) beaucoup plus dégradé. Toutefois cela peut changer comme le montre la lecture d'*Écologie sans transition* (collectif Désobéissance écolo Paris, juin 2020). Le slogan d'une « écologie sans transition » y est peu expliqué. Réduit à quelques formules, ce refus apparaît, en dépit d'un ouvrage certes frontal, mais vif et documenté, comme une interprétation très réductrice de l'expression et son abandon aux naïfs et aux faussaires. En examinant le répertoire d'actions et d'imaginaires mobilisés, les précautions répétées vis-à-vis de nombreux écueils de ces mouvements, transcendance, capture capitaliste, romantisme révolutionnaire, grand soir, etc., je peux dire, depuis mon acception, que ce répertoire ressemble fortement à celui de la transition et qu'il mobilise d'ailleurs un « front d'enquêtes ». Cette usure prématurée et cet entassement malaisé du vocabulaire par temps de crise nous fait recevoir « métamorphose », nouvelle figure de la transformation écologique inspirée à la fois du monde non-humain, mais aussi d'une tradition culturelle multi-millénaire (Ovide, Kafka) avec malice. Nul doute qu'il n'y aura aucune métamorphose sans alphabétisation écologique et aucune alphabétisation écologique sans métamorphose, au delà des recyclages déjà observables.

Les écologies habitées ou les métamorphoses ontologiques du régime moderne

Le devenir-enquête rend possible l'extension des opérations de recherche jusqu'à nous déstabiliser. Articulé intimement à l'habiter en conscience d'habiter, il justifie une lecture robuste du titre de l'habilitation : *l'alphabétisation écologique*. Le tournant des écologies habitées est une variation ontologique du régime moderne, articulant relation, diversité et commun pour produire une agentivité individuelle et collective située et

situationnelle affrontant la crise de la modernité par le retour au terrestre. Cette ontologie ne constitue pas une alternative à la modernité, mais la possibilité politique d'inventer au plus près de nous des modernités alternatives réalistes au prix de nos métamorphoses. Après ces « lignes de recherche », la seconde partie de ce volume invite à donc des « bulles de recherche ». J'y rends cette ontologie métamorphique observable, critiquable, réfutable, objet ordinaire et néanmoins important de discussion scientifique entre nous, depuis les terrains, les situations et les récits de mon propre devenir-enquête, de ma propre alphabétisation écologique.

deuxième partie | **Bulles**

Nous sommes la nature qui se défend.
We are nature defending itself.

Zad de Notre-Dame-des-Landes
vers 2016

5 — Vers les écologies habitées

À l'orée des recherches discutées dans les chapitres à venir, je propose un ensemble en forme de lexique et d'atlas du projet d'alphabétisation écologique, dans son versant académique. Considérer qu'il ne s'agirait là que d'un « état de l'art » viendrait oblitérer les aspects matériels et vivants d'une bibliographie, son caractère mouvementé et habité que je vais soutenir au fil du texte. Parlons plutôt d'un « mouvement de l'art », celui de mes enquêtes et de mes terrains, accompagnés de textes. C'est en partie ainsi que je me suis alphabétisé écologiquement et c'est ce que je déplie maintenant.

Renouveler ses objets ; vers les écologies habitées

J'ai donc nommé une première fois cette perspective de recherche en 2015. À cet « habiter la transition socio-écologique », j'ai rajouté souvent et selon les conditions de l'échange « si tant est qu'elle existe et que quelqu'un·e l'ait rencontrée quelque part ». Pour cartographier cet objet mal saisissable, je discute d'abord le concept d'habiter. Je déploie ensuite le nouvel agencement ontologique relation-diversité-commun et termine par l'invention d'un vocabulaire indispensable pour penser la dispute, l'utopie et l'inédit : écodesign, humanités écologiques et alphabétisation écologique. Cette critique de la modernité découverte sans bruit par l'étudiant de géographie des années 1980 a-t-elle aujourd'hui une nature ou une intensité radicalement différentes pour l'enseignant-chercheur ? Le contre-récit de la modernité heureuse aux ontologies anxiolytiques (Kim et Vogel, 2011 ; Bonneuil, Pessis et Topçu, 2013 ; Jarrige et Le Roux, 2017 ; Grenier, 2019) accumulent les enquêtes dans des points hauts où la question environnementale se développe au sein de la critique sociale et subjective (Ross, 2015) pour la réorienter. La critique sociale questionne la justice environnementale avant même que celle-ci soit constituée comme champ de recherche. L'enquête transitionnelle s'occupe de mémoires empêchées et du bégaiement critique afférent. Dans ce contexte, une géohistoire requestionnée depuis la transition comme une futurologie diversifiée et adossée aux métrologies des sciences dures et aux récits qualitatifs, multiplie les perspectives de l'habiter transitionnel, ouvrent la possibilité d'une alphabétisation écologique. Nous ne sommes pas enfermés dans l'agir des petits gestes et le présentisme des choses essentialisées. Relation, diversité et commun sont des compositions de long terme. L'ontologie, comme question préalable à toute autre, n'est pas une naturalité. C'est partout une construction située, naturalisée et invisibilisée, toujours susceptible de transformations. Cette habilitation explore le déplacement de notre ontologie majoritaire (surmoderne, urbaine, française, à prétention universaliste) vers des modernités alternatives.

51. L'habiter pour toutes et tous — un universel et au delà de l'humain

L'habiter est un mot distinctif (tout le monde ne va pas saisir de quoi nous parlons) banalisé dans la sphère savante. Bien d'autres mots ayant force de concept présentent les mêmes difficultés. J'en reprends les divers faciès, de l'infra-ordinaire jusqu'à une proposition de concept, l'habiter en conscience d'habiter, que je développe depuis l'habiter politique observée sur la Zad de Notre-Dame-des-Landes (2016). Cet régime d'habiter fort fait écho au biorégionalisme nord-américain issu de la contre-culture, son réhabiter comme reprise d'un droit à habiter face à l'injonction capitaliste à la mobilité (Sale, 1985, trad. 2020 ; Snyder, 1995, trad. 2018) et l'empêchement de la localité. Il évoque les situations de mobilisation sociale et écologique conflictuelles, le face-à-face avec l'hubris accélérationniste faussement déterritorialisée et son revers, l'attracteur communaliste. Mais il n'est pas non plus sans lien avec la vieille géographie des genres de vie ou l'anthropologie des géo-graphies vernaculaires du monde (Basso, 1996, trad. 2016 ; Gollnick, 2008). Habiter est incontestable. C'est d'abord ce qui décrit la condition de notre espèce mais aussi celle des autres espèces vivantes dans des agencements concrets, infiniment renouvelés. C'est un fondement du sens commun. Nous habitons les lieux. Nous habitons des bassins-versants. Nous évoluons dans des systèmes de relations situées. Nous habitons pour la plupart d'entre-nous dans des écosystèmes très fortement artificialisés et les non-humains aussi. Il y a la nature, dit-on encore, mais nous sommes aussi la nature. Nous habitons. C'est une chose difficilement réfutable. La catégorie de l'infra-ordinaire (Perec, 1989) permet de penser comment l'habiter est invisibilisé dans notre quotidien. L'habiter peut ne se montrer véritablement que quand il est sérieusement bouleversé, voire remis en cause — d'où l'intérêt de la conflictualité comme entrée en alphabétisation écologique. La condition de l'habitant·e réduit·e à la figure du logé ou du client est aussi un habiter. C'est l'habiter faible en ce sens qu'il méconnaît l'autonomie des personnes et n'existe que parce qu'il bénéficie de ressources extérieures hétéronomes ou subit des contraintes difficiles à contourner. Par opposition, l'habiter fort contemporain est par construction la résistance ordinaire à cette condition hétéronome. Ainsi l'habiter connaît différents régimes, un gradient que chacun éprouve selon sa trajectoire propre et la possibilité d'exercer sa souveraineté. L'habiter fort entretient des liens avec de nombreux types de capitaux dont le capital d'autochtonie en régime moderne au sens de Jean-Noël Retière (2003, repris et précisé en 2013).

Deux critiques majeures ont visé cet habiter universel. La première critique est celle de dire que quelquefois, il n'y a plus d'habiter. Le non-lieu surmoderne décrit par Marc Augé (1992) semble avoir perdu son habiter, mais celui-ci en a convenu, il demande

plutôt un surcroît d'attention porté à l'habiter résiduel, résistant, car il s'y déploie en creux et dans le peu perceptible — comme dans les ruines forestières décrites par Anna Tsing ou les camps décrits par Michel Agier ou, avant lui, Primo Levi, c'est-à-dire dans les espaces contaminés par l'inhabitabilité et la perte de la diversité. Dans cette même perspective, les chercheurs du champ des études en tourisme s'en sont emparés pour légitimer leur objet de recherche émergent et requalifier les acteurs qu'ils étudiaient et fréquentaient. L'autre critique est un procès en pétainisme faisant de l'habiter un éloge de l'enracinement, de la ruralité et des revendications identitaires raciales, pointant l'absence suspecte des mobilités contemporaines et le rejet du lointain dans la sphère du dangereux.

Il se pose cependant de multiples questions qui ne sont pas aisées à résoudre : « habiter » étant un terme du savoir vernaculaire, pourquoi le constituer en concept scientifique ? Mais aussi, étant donné l'histoire philosophique du terme, est-il possible de lui conférer un sens qui englobe à la fois mobilités et immobilités, attachements et détachements, production des multiples significations d'un lieu et pratique de multiples lieux ? Ou bien est-ce trop lui demander ?

Mathis Stock, 2015, « Habiter comme « faire avec l'espace ». Réflexions à partir des théories de la pratique », *Annales de géographie*, n° 704.

En proposant le concept d'habiter en conscience d'habiter, je suggère qu'il faut aller chercher l'habiter partout, car il est un accès aux ontologies des sociétés. Pourtant bien peu d'éléments discutés dans cette habilitation sont convoqués dans l'habiter (« habiter touristiquement ») tel que Mathis Stock le développe en 2006, 2012 et encore en 2015, alors même que tourisme et transport aérien constituent une controverse stratégique de la transition.

L'habiter est massivement référé à Martin Heidegger²⁹. Au delà de la caricature misogyne, anti-völkisch et anti-locale d'un camelot philosophique égocentrique de Forêt Noire qu'en fait Thomas Bernard (1986), le travail de Bourdieu (1975)³⁰ sur la « langue louche » et les conditions sociales de la production de sa philosophie viennent doubler la critique biographique. Pourquoi faire de ce philosophe ambitieux, antisémite avéré quoique honteux, adhérent au Nsdap impliqué dans le fonctionnement de l'État nazi à un haut niveau jusqu'en 1942, échappant grâce à sa notoriété et ses liens avec l'existentialisme français à l'emprisonnement et la dénazification (Garrigou, 2014, 2017 ; Faye, 2005, 2015), le garant de l'habiter ? Ce dernier doit être saisi de manière critique, par exemple à la manière de Wole Soyinka dans son discours de réception du prix Nobel de littérature en 1986 à propos de la racialisation coloniale inscrite dans la

29 En 2008, je sors d'un rendez-vous exploratoire de thèse avec Augustin Berque, j'ai comme consigne unique de lire les trois articles photocopiés de Heidegger qu'il me remet, avant de poursuivre l'échange.

30 Les deux propos sont associés dans une émission de Pascale Casanova (« Le bon plaisir », France-Culture, 1990).
<https://www.youtube.com/watch?v=o12H1YHO4YI>

bibliothèque mondiale et la matière construite des sociétés³¹.

Confronted with such traditions of attenuating the racial and cultural pride of these marginalized or minority peoples, the mind travels back to our own societies where such causative histories are far fresher in the memory, where the ruins of formerly thriving communities still speak eloquent accusations and the fumes still rise from the scorched earth strategies of colonial and racist myopia. Yet the streets bear the names of former oppressors, their statues and other symbols of subjugation are left to decorate their squares, the consciousness of a fully confident people having relegated them to mere decorations and roosting-places for bats and pigeons. And the libraries remain unpurged, so that new generations freely browse through the works of Frobenius, of Hume, Hegel, or Montesquieu and others without first encountering, freshly stamped on the fly-leaf :

WARNING ! THIS WORK IS DANGEROUS FOR YOUR RACIAL SELF-ESTEEM.

Il existe des galaxies entières permettant de penser l'habiter.

Galaxies de l'habiter

En faisant mienne l'existence d'un habiter ordinaire au sens d'une agentivité de l'humain et des espèces vivantes en général, au delà du seul humain (Labussière, 2012) comme condition du vivant, je me relie aux pré-académiques qui mobilisent l'habiter sans le nommer, bien avant le vingtième siècle : Montaigne, dans la suite de Rabelais ; Alexander von Humboldt, Henry David Thoreau, Élisée Reclus (Guest, 2017) qui résistent au fonctionnalisme de la pensée, au zonage de la littérature, multiplient les sources (enquête, bibliographie, réseau), conteste la divergence entre science autonome et pensée poétique du cosmos, pratiquent une géographie expérientielle — cet ensemble composite prenant néanmoins les allures d'un véritable régime d'habiter critique. Jean-Baptiste Fressoz montre dans *L'apocalypse joyeuse* (2012) une attention remarquable à l'habiter de la révolution industrielle. Il documente l'effort des élites modernisatrices dans les différents domaines qu'il étudie (médecine vaccinale, police environnementale, gestion du risque industriel) pour « *désinhiber* » (l'habiter – c'est moi qui ajoute le terme ici) et « *produire des sujets technophiles prêts à braver leurs scrupules et leurs incertitudes pour faire advenir une société moderne, confortable, saine et raisonnable* ». La modernité se présente alors comme « *un état d'exception suspendant les normes traditionnelles régissant la santé, la propriété, les environnements, l'imputation des dommages et des responsabilités* ». « *[Cette] conception relationnelle du sujet qui est en contact, dans ses actes quotidiens, avec les autres humains, passés, présents et futurs, et les autres vivants dépasse le cadre disciplinaire, c'est une ontologie* » (Pelluchon, 2015, citant Dardel et Berque). Dans ces conditions, au début du vingtième siècle, l'habiter a été vu au travers du double prisme de la perte d'un

31 Wole Soyinka – Nobel Lecture, <https://www.nobelprize.org/prizes/literature/1986/soyinka/lecture>

monde et d'une nouvelle condition de substitution, dite métropolitaine, sinon totalement nouvelle, du moins simultanément enrichie et aliénée. *Le choc des métropoles*, Simmel, Krakauer, Benjamin, (Füzesséry et Simay, 2008) décrit le travail ethnographique, phénoménologique et poétique de ces auteurs pour saisir les contradictions d'un habiter (c'est moi qui met le mot, mais c'est celui d'expérience qui est mobilisé) percuté par ce le changement. Les nouvelles conduites urbaines dérivent des bouleversements de l'expérience subjective métropolitaine synthétisés dans une théorie sensitive de la modernité. Il existe des régimes d'historicité, de mise en ordre du temps et des temporalités (Hartog, 2003) qui renseignent les régimes d'habiter. Celui de la modernité tardive ou surmodernité est caractérisé par l'accélération sociale et la pénurie de temps, générant l'aliénation comme saturation et insatisfaction généralisée (Rosa, 2010, trad 2013). D'autre part, de très nombreux auteurs/trices (Paquot, Lussault et Younès, 2007 ; Frelat-Kahn et Lazzarotti, 2012 ; Morel-Brochet et Ortat, 2012) ont participé dans des colloques récents à l'émergence de sortes de galaxies descriptives de l'habiter. Beaucoup de ces textes continuent de se tenir en dehors de toute perspective transitionnelle. Olivier Labussière signale cette aporie en montrant la complexité de la pensée deleuzienne et le risque des théories de la mobilité et de la liquidité.

Une façon de contribuer aux réflexions actuelles sur l'habiter, de plus en plus attentives à la diversité de ses combinaisons, consiste à s'intéresser à la réversibilité de ses formes. Avec Deleuze, nous avons substitué à la logique classique du prédicat — qui reconnaît dans l'environnement des utilités pour l'habitation humaine — celle des rencontres involontaires qui augure une « navigation » nouvelle dans le milieu géographique guidée par une éthique de la prudence — au sens de la composition des modes d'existence dont la viabilité est un enjeu central.

[...]

Quel contenu trouve la question de l'habiter chez Deleuze ? Nous l'avons vu, le point soulève des discussions. Une lecture radicale de Deleuze tend à la dissoudre dans l'immanence et à en faire un pur événement sans portée spatiale, historique, et sans soutien pour l'action. Une lecture plus nuancée montre que l'habiter peut trouver une consistance, mais d'un genre particulier qui est celui d'une « forme seconde ». En d'autres termes, l'habiter serait la forme dérivée de processus d'émergence qui ne sont pas le propre de l'humain en ce qu'ils procèdent d'une opération collective au cours de laquelle humains et non-humains ne cessent de s'agencer et de se redistribuer.

Cette idée de « forme seconde » insiste sur le caractère contingent de l'habiter. À la différence de réflexions philosophiques sur la contingence, qui valorisent une variabilité de principe, — une forme ne répondant à aucune loi —, Deleuze renouvelle la portée de la contingence en ce qu'il interroge la viabilité des alliances constituées. De ce point de vue, l'habiter est une forme en devenir et dont la viabilité, en permanence en question, repose sur une éthique de la prudence. Cette dernière consiste en une découverte progressive de la réversibilité des formes de l'habiter, des cadres cognitifs et des modalités de langage qui les sous-tendent, ainsi qu'une exploration des nouvelles réciprocitys entre humains et non-humains assurant à ces formes une actualité au cours de l'histoire.

Olivier Labussière, « Habiter, un éclairage deleuzien », *Habiter, vers un nouveau concept*, 2012,

Armand Colin, p 103-105.

Le travail sur l'ontologie passe par un travail sur l'habiter. C'est ce que j'écris dans « *La zone à défendre* » de *Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique*³² dans le numéro thématique de la revue *Norois* « Conflits de lieux, lieux de conflits » (2016).

L'habiter en conscience d'habiter, un concept

Finalisant cette habilitation après la décision gouvernementale d'abandon du projet contesté, je sais que cet habiter en conscience d'habiter s'est avéré victorieux au sens d'efficace de son propre point de vue (le projet est bel et bien abandonné) malgré sa fragilité (la coalition anti-aéroport a depuis explosé) mais aussi au sens d'un devenir de l'expérience : de simple conflit d'aménagement, il est devenu conflit socio-écologique « contre l'aéroport et son monde ». La Zad réduite par sa victoire et la répression théâtralisée qui l'accompagne survit malgré tout à l'abandon du projet. Un effet-rebond transitionnel est observable sur la gouvernance socio-écologique de l'ancien territoire de projet, de l'aéroport existant et sur la posture de plusieurs institutions locales.

Habiter en conscience d'habiter, c'est faire de la politique avec son corps, avec sa vie. C'est être un, relié aux autres et aux lieux. En tant que ressource relationnelle, l'habiter en conscience d'habiter (qui nous semble une forme de conscience politique particulière investissant la relation aux lieux) permet de mobiliser de nombreuses autres ressources de toutes natures. Dans certaines sensibilités habitantes, nous voyons des formes discrètes d'autochtonie associées dans la lutte à un grand internationalisme : des paysans nés sur place refusent le concept étroit de propriété et se disent « passeurs de terre » de génération en génération, engagés dans des luttes sociales depuis les années 1970 et choqués par la catégorisation de « mauvaises terres » véhiculée par les porteurs du projet. Des occupants très jeunes, venant parfois de pays étrangers, très mobiles, fonctionnant en réseau étendu, disent leur attachement au nouveau lieu. La mobilité paysanne est également forte, chaque manifestation en rend compte.[...] Démentant le mythe du citoyen passif, ce mouvement « contre l'aéroport et son monde » porte aussi des propositions et des alternatives. [...] L'habiter en conscience d'habiter est un habiter de l'interconnaissance active et de l'action directe que le retrait de l'État en 2013 a laissé prospérer : il faut gérer ensemble l'état des routes, des fossés, les déchets, reconnecter la Zad fragmentée pendant l'occupation policière, (piétonnisation, (re)construction, réparation de vélos, radio, journal interne, boulangerie, maraîchage, « non-marché », épicerie, etc.). [...] L'observation directe montre que des liens interpersonnels se sont noués au fil du temps et que les acteurs se sont apprivoisés mutuellement, au-delà de leurs contradictions et des déceptions croisées qui persistent. [...]

L'habiter en conscience d'habiter que nous disons avoir observé sur la zone à défendre et dans le Sud-Loire dans le cadre de cette recherche semble constituer une critique en actes et en corps du tournant participatif entamé il y a vingtaine d'années par les pouvoirs publics. Loin de neutraliser la conflictualité (Krieg-Planque, 2010), ces dispositifs publics d'enquête ou de débat cadencés (la

32 Meilleure vente en ligne de la revue *Norois* sur le site Cairn depuis 2016 (à l'insu de mon plein gré : j'avais bataillé pour autre chose) et forte diffusion informelle permettant de résilier le refus de la revue de mettre d'emblée cet article en libre d'accès (une condition à minima d'une recherche transitionnelle).

décision est prise, le site choisi, les terrains achetés, les matériels commandés, la parole experte mensongère ou manipulatrice) l'ont ici certainement nourrie (Verchère, 2016). La communication publique saturée de mythologie aménageuse et d'images de synthèse performatives affirme le contraire de ce que l'appareil réglementaire de l'aménagement et de la démocratie participative annonce par ailleurs : incertitude, acceptation des limites, nécessaire réflexivité, ouverture au débat, difficulté à dire l'intérêt général, nécessité d'articuler cultures professionnelles, politiques et habitantes – et qui fait dire à certains chercheurs de manière très provocante que « le bon aménagement, c'est en fait celui qu'on a réussi à construire » (Subra, 2013). [...]

C'est par la mise en jeu de soi dans les lieux et les dangers que cela comporte que l'acteur social échappe à sa condition de logé, d'aménagé, de décidé, de touristifié, etc. L'habiter en conscience d'habiter définit selon nous un haut degré de mobilisation de soi au sein d'un mouvement collectif et s'accompagne d'une relation aux lieux stratégique, parfois enracinée, parfois mobile. Il s'agit de « payer de sa personne ». La rencontre de deux cultures critiques, l'une libertaire et radicale, l'autre héritière de la gauche organisationnelle y semble articulée par la tradition d'action directe paysanne et le territoire lui-même (périphérique, agricole, naturel, habité, occupé) ainsi que par la généralisation d'une sensibilité environnementale détachée de la stricte écologie politique. En concluant que l'habiter en conscience d'habiter peut aussi certainement apaiser la conflictualité, nous relierons ce régime d'habiter à l'émergence d'une écologie urbaine à forte valeur culturelle (Lanaspèze, 2012) qui s'empare de la question du droit à la ville (Lefebvre, 1968 ; Harvey, 2011) et de l'habitabilité (Blanc, 2010), ainsi qu'à la reconnaissance nécessaire des imaginaires individuel et collectif dans la reproduction de la localité (Appadurai, 2013).

Frédéric Barbe, « La « zone à défendre » de Notre-Dame-des-Landes ou l'habiter comme politique », *Noroi*, 238-239 | 2016.

Je développe à nouveau le concept dans le colloque nantais de novembre 2018, *L'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes : quels enseignements ?* (Dcs, Crenau, Eso, 2021). Ma communication *Haut-lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et fondatrice, monstre métropolitain, etc. : peut-on apprendre de la Zad et de ses mondes ?* explore ce que l'on peut apprendre des conflits, ici d'un conflit victorieux du point de vue de la coalition d'opposant·es qui l'a mené. À cet endroit, le concept d'habiter en conscience d'habiter apparaît comme une agentivité transitionnelle, mais aussi comme un habiter de contrôle. Issu d'un devenir-enquête fort et du penser par cas comme approfondissement des propriétés d'une singularité pour construire une argumentation plus générale, le concept vaut pour lui-même comme devenir et comme mesure pour d'autres habiters. Si cela n'a pas été pour nous une enquête complète³³, le suivi du mouvement des Gilets jaunes a renforcé l'idée de l'habiter fort et de son apprentissage dans le cadre de formes articulées de mobilisation : occupation habitée des ronds-points, actes manifestants des samedis en zone dense et usages continus des réseaux sociaux. La mobilisation sociale se construit dans ce

³³ J'organise en avril 2019 une observation participante collective (et arrangée avec le collectif nazairien) de l'Assemblée des Assemblées de Saint-Nazaire avec plusieurs collègues du Crenau. En Loire-Atlantique, le mouvement des Gilets jaunes a été fortement hybridé par la Zad.

mouvement inédit et hétérogène comme une repolitisation du territoire. Dans la suite de Laurent Jeanpierre (2019) et d'autres collectifs académiques d'enquête, le mouvement des Gilets jaunes se lit comme la construction multi-située d'un habiter en conscience d'habiter — l'organisation généralisée de la parité dans le mouvement n'étant pas la moindre de ses caractéristiques. La répression de ses trois formes (destruction des ronds-points habités, sur-répression des actes manifestants, modification des algorithmes des réseaux sociaux) montre le véritable rapport institutionnel à cet habiter autonome.

52. l'agencement relation-diversité-commun ; vers l'écodesign

Ces trois mots ont une ampleur considérable et une territorialité illimitée. Contre leur réduction à l'abstraction et au slogan, je les décris au long de cette habilitation au plus près d'expériences réelles, je les montre au travail. L'agencement convoqué se tient au delà du grand partage Nature/Culture, Occident/reste du Monde, de l'accumulation de régimes binaires nous exposant à des alternatives infernales (Pignarre et Stengers, 2007). L'écodesign (écoconception, design écologique, etc.) renomme cet agencement notamment pour des groupes socio-techniques cherchant à se résilier. Je l'évoque en présentant le livre de Joanna Boehnert (2018, non traduit), *Design, ecology, politics ; towards the Ecocene*. Cet effort collectif prend aussi l'allure d'un nouveau régime de connaissances, les humanités environnementales, de dictionnaires spécialisés (Choné, Hajek et Hamman, 2016 ; Rochfeld, Cornu, Orsi, 2017) mais aussi de traductions fort tardives voire non encore advenues (*Ecological Literacy* ; Orr, 1991).

Relation ; au delà de la colonialité

C'est le mot qui définit l'écologie (science des relations du vivant). Je l'inscris dans la perspective de l'action humaine réflexive dans le milieu terrestre. La relation y tend alors vers la relation de qualité et la restauration des formes de souveraineté abîmées notamment par la persistance d'un agir colonial après son apparente disparition. Concept élémentaire, vécu, la colonialité a les manières d'une matière vivante et dangereuse, propre au surgissement et à l'incontrôlable comme dans un roman de Stephen King. La conflictualité, c'est s'opposer, la colonialité, c'est dominer structurellement ou être dominé structurellement dans toutes sortes de relations.

Nantes est l'un des plus grands ports négriers européens. Le dernier navire négrier pour l'Océan indien est armé clandestinement à Nantes en 1914, affirme Serge Daget, historien de la traite, dans les années 1980. Je revisite les signes qui font émerger pour un jeune Nantais blanc de cette époque ce qui sera nommé la culture noire atlantique (Gilroy, 1993, trad ; 2003) : *Gamako*, premier concert adolescent dans l'amphi D de la faculté des Lettres, chant et percussions ouest-africaines ; *Kunta Kinté* sur

Antenne 2, le héros de *Racines*, une des premières séries télévisées américaines afro-centrées qui témoigne des transformations survenues après la lutte pour les droits civiques ; le premier disque 33 tours que j'achète avec mon argent de poche à Euromarché, *Survival* de Bob Marley et les Wailers (1979), dont la pochette intérieure noire alterne textes et coupes de navires négriers, coupes qui seront exposées quelques années plus tard aux Anneaux de la mémoire, puis reconstituées dans l'actuel Musée d'histoire de Nantes³⁴. [...] Il y a deux ans, Angela Davis est invitée à Nantes à l'instigation de Françoise Vergès, la présidente du comité scientifique du Mémorial. Elle prononce à côté des officiel·les impassibles, dont le Préfet en grand uniforme, un discours sur la colonialité et les violences policières, puis se rend dans des squats de réfugiés et de sans-papiers. La visibilité des personnes noires à Nantes est alors en forte augmentation, c'est même aujourd'hui spectaculaire en certaines parties de la ville très diverses, quartiers, centre-ville, faubourgs. À l'été 2018, à la suite d'une longue série d'expulsions de bâtiments squattés, un bidonville de tentes de plusieurs centaines de réfugiés africains se forme dans un square du centre-ville. Il est expulsé en juillet par la préfecture, reformé et étendu, puis ré-expulsé le 20 septembre 2018 par la mairie de Nantes — celle-ci déclenchant, dans la précipitation, à la suite d'une décision de justice obtenue par les associations, le plan communal de sauvegarde pour organiser la prise en charge et le relogement de 798 personnes. [mon texte, 2018, en écho à l'enquête doctorale de Rossila Goussanou³⁵]

Cette trace de la grande colonialité atlantique incorporée dans ma ville natale se conjugue à deux formes minorées l'endocolonialité (pour les personnes issues des mondes colonisés) et l'autocolonialité (potentiellement pour tout le monde). Ces deux systèmes de domination s'annoncent lavés du fardeau colonial, vides de morale et de signes à priori, mais, dans ma perspective, il n'en est rien et comme le dit Achille Mbembe, à propos de la crise de la statuaire coloniale belge (juin 2020), « ce qui est à restituer, c'est la vérité ».

Produit d'une histoire de la prédation, le Nègre est en effet cet humain qui aura été forcé de revêtir les habits de la chose et de partager le destin de l'objet. Ce faisant, il porterait en lui le tombeau de l'homme. Il serait le fantôme qui hante le délire humaniste occidental. [...] Le néolibéralisme est l'âge au cours duquel ces digues s'effondrent les unes après les autres. Il n'est plus certain que la personne humaine se distingue tant de l'objet, de l'animal ou de la machine. Peut-être aspire-t-elle, quant au fond, à devenir un objet. Il n'est plus certain que la fabrication d'espèces et sous-espèces au sein de l'humanité soit un tabou. L'abolition des tabous et la libération plus ou moins totale de toutes sortes de pulsions, puis leur transformation en autant de matériaux dans un procès d'accumulation et d'abstraction sans fin, constituent désormais des traits fondamentaux de notre époque. [...] [Si] hier, le Nègre était l'être humain d'origine africaine marqué par le soleil de ses apparences et la couleur de son épiderme, tel n'est plus nécessairement le cas aujourd'hui. L'on assiste désormais à une universalisation tendancielle de la condition qui était autrefois réservée aux Nègres, mais sur le mode de l'*inversion*. Cette condition consistait en la réduction de la personne humaine en une chose, un objet, une marchandise que l'on pouvait vendre, acheter ou posséder. La production des « sujets de

34 sans oublier le match de football historique entre les Wailers et le FC Nantes en juin 1980 à la Jonelière, que je découvrirai des années plus tard.

35 <https://aau.archi.fr/equipe/goussanou-rossila/>

race » se poursuit, certes, mais sous de nouvelles modalités. Le *nègre* d'aujourd'hui n'est plus seulement la personne d'origine africaine, celle-là qui est marquée par le soleil de sa couleur (« le *nègre* de surface »). Le « *nègre* de fond » (en minuscule) d'aujourd'hui est une catégorie subalterne de l'humanité, un *genre d'humanité* subalterne, cette part superflue et presque en excès, dont le capital n'a guère besoin, et qui semble être vouée au zonage et à l'expulsion. Ce « *nègre* de fond », ce genre d'humanité, fait son apparition sur la scène du monde alors même que, plus que jamais, le capitalisme s'institue sur le mode d'une religion animiste, tandis que l'homme de chair et d'os d'autrefois fait place à un nouvel homme-flux, numérique, infiltré de partout par toutes sortes d'organes synthétiques et de prothèses artificielles. Le « *nègre* de fond » est l'Autre de cette humanité logicielle, nouvelle figure de l'espèce et si typique du nouvel âge du capitalisme, celui au cours duquel l'auto-réification constitue la meilleure chance de capitalisation de soi.

Achille Mbembe, *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, 2016, pages 164-165.

La colonialité est une pathologie de la relation. Les épidémies de surmasculinité surmoderne liée au croisement des nouvelles techniques de détection précoce du sexe du fœtus combinées à l'accès aux avortements médicalisés est une colonialité du genre. L'intersectionnalité (Kimberlé Williams Crenshaw, *Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur*, 1994, trad., 2005 ; Françoise Vergès, *Un féminisme décolonial*, 2019), énonce la complexité des dominations. De nombreux contre-anthropocènes occultés dans le récit national sont reconstitués par des habitant·es et des chercheurs/euses et il est devenu difficile de nier cette résistance à la forme coloniale de capture et de mort. La nier, c'est adopter un comportement négationniste et une part importante des institutions et des groupes politiques des sociétés réputées les plus modernes se présentent comme négationnistes à cet endroit. Pourtant résistances et marronnages de toute nature ont permis et permettent le maintien de la forme politique contre l'arbitraire, le maintien de la vie contre les comportements mortifères et l'insoumission à l'aliénation et à la folie elles-mêmes consubstantielles au statut de choses ou de sous-hommes de l'esclavage, des camps et de l'indigénat.

Approche minoritaire, la pensée décoloniale sud-américaine (Escobar et Restrepo, 2009 ; Escobar, 2014, trad. 2018 ; Ferdinand, 2020) enquête les anthropologies subalternes et vernaculaires, les ontologies alternatives au macro-récit de la modernité, défend un pluralisme de la raison, revendique une contre-poétique et une désobéissance épistémique. Soumise à des critiques disqualifiantes (essentialisme, différentialisme, anti-féminisme, refus de l'universel), le champ décolonial réintègre la question des subjectivités et la diversité socio-culturelle située. Plus que simplement attentive à cet enjeu, il revendique une perspective féministe indigène. Au regard des interrogations qui m'accompagnent dans la rédaction de cette habilitation, notamment le sentiment du caractère introuvable et irréaliste de l'utopie transitionnelle que provoque toute mise à

distance des recherches enthousiastes et des interstices extraordinaires, la transition socio-écologique ne semble pas pouvoir advenir seule dans la seule pensée de la modernité majoritaire. Ce n'est même pas une question de distance à parcourir. C'est l'ontologie même de la modernité qui structure nos impossibilités à enquêter au delà de nos habitudes et que le frottement décolonial vient convoquer. C'est aussi à ces endroits accidentés et inattendus que peuvent émerger des inédits.

Les modernités alternatives ou s'autodécoloniser

Qu'en est-il alors de la petite colonialité, à l'œuvre loin de l'ancien monde colonisé, dans les espaces démocratiques des pays industrialisés. Achille Mbembe dit que la France a décolonisé sans s'autodécoloniser. La colonisation a modelé la métropole : le monde colonial constitué en laboratoire débridé de la modernité, de l'urbanisme et de l'aménagement a façonné les disciplines (comme la géographie ou l'urbanisme) et exporté modèles et méthodes en métropole. La modernité s'est adossée aux pratiques arbitraires, dénigrantes et confiscatoires de l'État colonial à l'encontre des colonisés et de leurs environnements, mais aussi à son narcissisme et son désordre bureaucratique. Le rapatriement et le reclassement des agents coloniaux ont nourri activement ces pratiques en métropole. C'est aussi en raison de cette interaction coloniale entre métropole et colonie que les études transitionnelles doivent intégrer ce concept. Il ne s'agit pas seulement de l'endocolonialité décrite dans le contexte français par Matthieu Rigouste (2012) comme continuation de la colonialité racisée en métropole après les indépendances et production industrielle d'un contrôle social de type colonial sans limite de temps et d'espace que les nombreuses manifestations (interdites) *Laissez nous respirer !* de juin 2020 médiatisent à nouveau. En effet, ce détour par la répression questionne aussi l'autocolonialité. Il est pourtant peu de traces d'un tel concept dans la littérature scientifique. Lucien Kroll l'utilise occasionnellement dans sa dénonciation du mouvement moderne (2001). Deborah Danowski et Eduardo Viveiro de Castro évoquent l'autocolonisation dans *L'arrêt de monde*, leur contribution à *De l'univers clos au monde infini* (Hache (dir), 2014). Je définis l'autocolonialité comme l'exercice contemporain de pratiques de type colonial au sein même d'une société de droits — au delà des formes racisées de l'endocolonialité. Une colonialité de basse intensité à spectre large, aux formes diverses et discrètes, souvent naturalisées, qui affecte frontalement la relation. Grégoire Chamayou montre dans *Une société ingouvernable, une généalogie du libéralisme autoritaire* (2018) la plasticité et l'actualité d'un tel projet de domination renouvelé qui constitue l'un des contextes de la transition. « *La grande réaction qui s'est préparée dans les années 1970 ne fut pas tant conçue comme une alternative à l'État-providence que comme une alternative à la contestation de celui-ci.*

Ce fut une alternative à l'alternative. Sans doute aurait-on là une bonne indication pour savoir d'où repartir aujourd'hui : contre le libéralisme autoritaire, rouvrir le chantier de l'autogestion. »

Diversité ; pluriel et diversalité

La diversité est la condition même du maintien de la vie, que résume la géodiversité, l'ensemble dynamique de toutes les diversités présentes sur notre planète, c'est-à-dire de toutes les formes que prend la vie terrestre (incluant les objets non-vivants ou substrats de la vie, vivants à leur manière). Cette diversité est affectée par la mondialisation, à la fois ouverture géographique et diffusion généralisée du système capitaliste autoritaire. En revenant sur les périodisations de ce processus historique, Christophe Grenier (2019) réfute toute mondialisation avant la modernité ou l'interprétation des guerres mondiales comme antimondialisation alors qu'il s'agit au contraire d'une intensification de celle-ci. Le capitalisme comme civilisation et compression spatio-temporelle est le moteur global : la modernisation libre ou forcée pour atteindre la modernité. Selon Grenier, il ne faut pas confondre différenciation spatiale et géodiversité, inégalité et diversité. « [...] C'est bien, au contraire, parce que ces « multiples « érosions » [de la diversité] ont lieu dans des régions aux situations fonctionnelles similaires dans l'espace Monde que l'homogénéisation, loin de n'être qu'un vernis, est bien au cœur de la mondialisation. Pour qualifier les conséquences de la mondialisation sur l'espace, ces géographes emploient le terme de différenciation, jamais celui de diversification : à juste titre, ils ne sont pas les mêmes.[...] Cette différenciation ne produit qu'un nombre limité de types d'espaces – plantations tropicales, stations touristiques, réseaux autoroutiers, lotissements péri-urbains, centres d'affaire, etc. - reproduits dans diverses régions du Monde et qui se ressemblent tous au sein de leurs catégories respectives. Et considérons la diversification spatiale comme résultat de la spéciation, selon l'acception de Brunet : elle engendre des géographies singulières. La spéciation spatiale permet ainsi à la géodiversité d'avoir lieu. » Dans un autre article (2020, en relecture), Christophe Grenier montre que ce qui différencie le concept transitionnel des autres concepts réputés résilients (développement durable, modernisation écologique, croissance verte), c'est l'attention à l'augmentation de la géodiversité. C'est le seul moyen de produire des géographies singulières « permettant aux diversités biologiques et culturelles régionales d'avoir lieu ensemble, ce qui implique des territoires où elles puissent advenir et durer. » En répondant aux collapsologues (Diamond, 2005 ; Servigne et Stevens, 2015), en nourrissant l'hypothèse biorégionaliste, la géodiversité est ce qui exprime les alternatives situées. La diversalité (Confiant, 2001) évoque dans ce lexique les modernités plurielles au delà de l'universalisme asymétrique, tout comme

le fait l'universalisme latéral (Diagne, 2018) appuyé sur une philosophie de traduction non dualiste reconnaissant des langues non hiérarchisées.

Telles les lucioles brutalement disparues de Pasolini (pendant ma petite enfance), la biodiversité est certes concept et science, mais aussi se rapporte au monde sensible et politique au moment même de son affaiblissement majeur. Issue de l'écologie-science et de la conservation, la biodiversité incite à questionner la diversité dans d'autres domaines : diversité linguistique, bibliodiversité, diversité sociale et culturelle, etc. Ainsi, nous lisons un même régime dans la monoculture, qu'elle soit alimentaire (agro-industrielle), spectaculaire (arto-industrielle) ou scolaire (pédago-industrielle), etc. La diversité constitue une ressource ambivalente, valorisée mais aussi décriée et contrainte en actes. Uniformes, oligopole, chirurgie esthétique, mauvaises herbes, indésirables, glottophobie, banques de sperme, sont autant d'expressions des politiques de la non-diversité. La répartition de la biodiversité est elle-même complexe : les lieux favorables à la vie au sens des meilleures conditions énergétiques, des plus grandes connectivités biologiques, connaissent certes la plus grande biodiversité et la plus grande biomasse, mais les lieux aux conditions énergétiques contraintes et aux connectivités réduites ont une biodiversité limitée mais plus singulière parce qu'endémique. C'est le nulle part ailleurs. Ils constituent à ce titre des milieux plus originaux et plus fragiles tandis que les premiers constituent la biodiversité majoritaire, plus robuste. L'impact des activités humaines sur la biodiversité est très ancien. Une partie des paysages coloniaux ont été interprétés à tort comme des paysages vierges. Le travail culturel, paysager, agro-forestier, pédologique des sociétés amérindiennes précocement détruites par le choc microbien du 16^{ème} siècle le long de la côte est des États-Unis ou dans le bassin amazonien a été ignoré et (re)découvert récemment (Mann, 2005, trad 2007). La création de vastes écosystèmes agro-écologiques avant la modernité en dehors des paysages occidentaux européens ou de la plantation a ainsi été méconnue. En écho à la mise en exploitation désinhibée de ces frontières dites terra nullius, ce malentendu a nourri le courant conservationniste de la wilderness. Cette lecture erronée continue de structurer le naturalisme occidental et des politiques coloniales de fabrication de lieux et de paysages originels dans le monde entier et dans nos subjectivités (Blanc, 2020).

Politiser la biodiversité

Si la biodiversité est une condition de la vie au sens de sa propre continuité, elle diminue sous les effets de la modernité et de la croissance concomitante de notre propre espèce à toutes les échelles. Pour autant, de la biodiversité se crée à chaque instant, c'est la variabilité génétique découverte par Darwin et la porosité des frontières des espèces.

Mais l'expérience terrestre est contenue dans des limites marginalement dépassables. En l'état de nos connaissances et de nos ressources, nous sommes seuls de cette sorte-là dans cette région-ci de l'univers et incapables d'organiser un déplacement de notre société en dehors de la Terre autre qu'anecdotique. Ce matérialisme dépasse l'imaginaire techno-scientifique et artistique de la fuite dans l'espace, il se concrétise dans le renouveau du lexique de la condition terrestre — où la terraformation (de Mars) semble un imaginaire fort daté. La biodiversité et la diversité culturelle ont donc un cadre planétaire limité dont îles et insularité (Rapanui et les Galapagos étant deux cas particulièrement sollicités) ont été constituées en modèles réduits pour discuter de l'effondrement (Diamond, 2005, trad 2006) tandis que d'autres lectures plus informées montraient à la fois des régulations indigènes pré-coloniales remarquables quand le parc national moderne touristifié échoue à protéger (Grenier, 2000, 2014). Il faut alors repenser les politiques d'érosion et de réduction de la diversité dans ce cadre terrestre puissant mais limité — au sens de contraint par ses limites physiques. Une des politiques les plus visibles de la modernité est la montée scalaire ou la croyance à son efficacité (Rey, 2014) tant dans les organisations humaines (entreprise, métropole, école, empire) que dans la construction d'artefacts (champ, bâtiment, forêt, cité, réseau mondial). Une autre dynamique est la concurrence, productrice de nouveauté industrielle en raison même des diversités incroyables qu'elle détruit. Standardisation, monoculture, hygiénisme, chimie permettent ainsi de décrire des paysages agricoles mono-industriels dont la plantation esclavagiste a constitué un modèle de montée scalaire et de bureaucratisation appuyée sur la technoscience, la concurrence et la coercition. C'est en raison du contrôle de la distance par la vitesse et de la souveraineté par l'usage de la violence concentrée que les dispositions humaines à réduire la diversité ont le plus prospéré : destruction des formes d'échelle inférieure, empêchement de spéciations adaptatives, uniformisation des conditions de la vie. En urbanisme, le mouvement moderne, par ses provocations destructives, ses modes de standardisation (bâtiment, espace, non-humain, habiter) est un exemple remarquable de ce processus.

Écologiser le droit

Le droit de l'environnement a peu à peu construit une théorie de la compensation qui illustre de manière exemplaire le néolibéralisme progressiste. Si la séquence éviter-réduire-compenser émerge tôt dans le droit de l'environnement français, adossé au droit de la participation dès la fin des années 1970, les controverses persistantes sur les enquêtes publiques, les débats de la Cndp, les travaux des formations publiques intermédiaires dédiées à l'environnement, ont montré sa limite. Le double droit de l'environnement et de la participation fait aujourd'hui paravent de l'injustice

environnementale. Pour l'essentiel des projets, c'est le passage en conflictualité, c'est-à-dire la sortie des dispositifs réglementaires, en usant certes de ce double droit, qui permet d'obtenir des modifications substantielles. La compensation n'échappe en rien à cette critique, à l'échelle d'un projet comme d'un marché. La revue *Nature Sciences Sociétés* propose au printemps 2018 un dossier sur la Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, votée en août 2016.

C'est une loi hétérogène où l'on trouve en ordre dispersé diverses mesures, allant de grands principes fondamentaux, comme la non-régression du droit de l'environnement, à l'autorisation de cession de semences non certifiées ou encore à l'interdiction des cotons-tiges. Mais on ne trouvera rien sur les OGM ou les nouveaux produits d'édition du génome. Malgré un intitulé suggérant de grandes avancées, il est difficile d'y distinguer une ambition en faveur de la biodiversité, ou même une stratégie globale de conservation. Conformément à une approche d'économie libérale, les mesures de « reconquête » proposent de réguler les activités humaines, et surtout de compenser leurs impacts négatifs. La compensation semble, en effet, être devenue le maître mot de la réconciliation de notre modèle de développement avec l'environnement. [...]

En généralisant le recours à la compensation, la loi pour la biodiversité privilégie une logique de substitution d'éléments naturels et de marchandage entre les hommes. Ces rééquilibres ne constituent pas une politique de reconquête de la biodiversité et de garantie des droits fondamentaux. Catherine Aubertin et Florence Pinton, « Compenser plutôt que reconquérir », éditorial (extraits), revue *Nature Sciences Sociétés*, volume 26, numéro 2, avril-juin 2018.

Ici, à l'endroit de la biodiversité menacée, le nouvel esprit du capitalisme, devenu néolibéralisme progressiste, génère des dispositifs typiques des alternatives infernales. Pour sauver la biodiversité, il faut accepter de la marchandiser et croire à son caractère non situé et interchangeable. De cette manière, l'idéologie de la compensation permet à l'hubris de la modernité, habitus de la démesure et de l'invisibilisation des externalités, de renforcer l'érosion de la diversité sous les aspects de la modernisation écologique. Le sauvage a disparu de tels radars (Clément, 2004 ; Cochet et Durand, 2018) et toute idée de sa représentation politique.

Commun ; communer, les écologies habitées et la Commune

Le commun, les communs, le ou les bien(s) commun(s), communer. Voilà des mots soudainement à la mode : expérimentations politiques, actualité intellectuelle et éditoriale, imprégnation de la langue, contenus d'une grande variabilité. Comment lire cette effervescence que contredit la continuation des nouvelles enclosures, les captations de valeurs collectives menées dans des conditions déloyales, sinon en remettant le temps long au travail et en montrant comment le commun, objet historique, relation instituée d'usage collectif de ressources naturelles et culturelles, survit à la modernité et

réapparaît dans la surmodernité comme principe politique d'un projet critique. Ce commun réinventé a un contenu intrinsèque et constitue sa propre justification. Il a aussi une valeur externe comme critique des formes concurrentes d'organisation, capitaliste et étatique. Le commun, c'est sa force et sa faiblesse, est associé à une échelle optimale qu'exemplifie historiquement le communalisme. Le commun est une pensée territoriale, scalaire, celle de l'auto-gouvernement local. Il est aussi une raison commune (Dardot et Laval, 2014), pensée politique structurante outillant la transition socio-écologique. La Commune de Paris (mars-mai 1871, avant, après) a fondé pour le monde occidental un moment théorique et pratique du commun qui interpelle aujourd'hui la pensée transitionnelle. Ainsi celle-ci ne se nourrit pas simplement de la stricte histoire environnementale de la gestion des ressources. Dans *L'imaginaire de la Commune (Communal Luxury : The Political Imaginary of the Paris Commune, 2015, trad. 2018)*, Kristin Ross explique que le récent mouvement d'occupation des places l'a obligée à renouveler sa lecture de la Commune. En insistant sur le caractère de laboratoire communal de la Commune, son absence de projet prédéterminé, son auto-organisation progressive et la succession incrémentale de ses innovations, elle invite à prendre le *commoning*, le commun comme auto-institution des *communers* eux-mêmes, une enquête collective, c'est-à-dire une action collective robuste, exigeante et dangereuse qui requiert l'usage d'un verbe d'action plutôt que d'un mot figé. C'est ainsi que nous pouvons communer pour signifier que le commun est une relation plutôt qu'un objet.

Ross montre que l'inattendu de la Commune réoriente la pensée de Marx et Engels, et les fait communer, mobilisant la question de l'entraide et du communalisme pré-moderne (*l'obscina*, forme russe du commun rural). La pensée communarde se prolonge et s'affine dans la diaspora qui survit à l'élimination physique de ses acteurs/trices, loin de Paris. Cent cinquante ans après, la formule portée par Courbet « Luxe communal, splendeurs de l'avenir et République universelle » reste déroutante par sa radicalité. La forme de renoncement et de destitution qui accompagne le soulèvement communard demeure intrigante : Paris auto-gouverné renonce à être la capitale de quoi que ce soit. Mais l'optimum scalaire de l'auto-gouvernement local, pourtant très cosmopolitique dans le cas de la Commune et de la Zad, renvoie aux dissensus sur l'habiter, autour des mobilités et du polytopique (Lévy, Stock, mais aussi la pensée deleuzienne discutée par Labussière). Le *commoning* inclue une tentative de réécriture du droit comme l'exemple des *beni communi* italiens l'a montré (*communi* en italien renvoie aux municipalités). Dans un dossier de la revue *Tracés* (2016), Daniela Festa décrit la mobilisation italienne par le droit. « *Au cours de ces dernières années, la dimension juridique a été mise en avant comme un domaine à remanier en profondeur, bien au-delà du cercle restreint des juristes. Des sujets traditionnellement étrangers au discours et à la pratique du droit*

ont mis au centre de leur réflexion des thématiques comme l'usage, la jurisprudence, l'institution. Le débat renouvelle la question juridique, en se focalisant sur le caractère potentiellement redistributif du droit, et sur son rôle décisif dans le passage à l'institution. [...] Une utilisation contre-hégémonique visant à la dissémination de « précédents » et à la création des conditions générales de prolifération des commons. » Pierre Dardot, dans une lecture critique de l'ensemble du dossier, répond à cet argument en procédant à une analyse comparée des cas italien et espagnol.

Incontestablement, l'originalité du mouvement italien aura été dès le début de donner à voir une « alliance tout à fait inédite » entre mouvements sociaux et juristes, même si cette alliance a pu paraître « tourmentée ». [...]

Quelle que soit la grille de lecture adoptée, le mouvement italien ne peut être décrit comme s'il s'agissait d'une « occupation » prolongée plusieurs années durant (de 2008 à aujourd'hui). Il ne constitue pas *un* mouvement unique et d'un seul tenant, qui aurait connu des hauts et des bas tout en témoignant d'une constance et d'une continuité jamais prise en défaut, pas du moins si l'on donne à mouvement le sens de « mobilisation ». L'élaboration juridique a abouti à la définition technique des biens communs, elle a bien fourni sa « grammaire théorique » à l'indignation provoquée par le décret Ronchi de 2009 qui prévoyait la privatisation des services publics locaux (dont ceux de l'eau) et elle a été sans aucun doute poursuivie avec une remarquable ténacité jusqu'à aujourd'hui. Mais en même temps elle a rencontré des « expériences mûries de longue date en Italie » qui l'ont précédée, telles que les pratiques de l'occupation de « lieux voués à l'abandon ou à la spéculation », qui ont leurs propres rythmes et ne peuvent se réduire à des effets différés du travail des juristes. [...]

On est en revanche parfaitement fondé à parler *du* mouvement du 15M comme d'une séquence unique circonscrite dans le temps et dans l'espace : l'occupation physique des places y a duré environ un mois. Mais le terme prend alors un sens bien défini et beaucoup plus restreint, celui d'un événement. On n'y observe pas l'alliance des juristes et des acteurs sociaux propre à l'Italie, mais quelque chose de non moins singulier, à savoir le fait que la fin de l'occupation des places, loin de signifier la dissipation de l'immense quantité d'énergie concentrée dans l'espace-temps des places, a donné lieu à un redéploiement de cette énergie « en métamorphosant les territoires du quotidien », pour reprendre la formule du journaliste espagnol Amador Fernandez-Savater (2016). Des milliers d'initiatives ont proliféré : création d'assemblées de quartier, vague de défense des services publics, développement de la PAH (Plateforme des victimes des hypothèques) et de la lutte contre les expulsions, coopératives, jardins urbains, centres sociaux, nouvelles librairies, etc., qui sont autant d'*effets différés* de l'événement du 15M. Ainsi l'on peut dire que cet événement « a revêtu l'ensemble de la société d'une sorte de deuxième peau : une *surface extrêmement sensible* », un « espace de *haute conductivité* », « une *pellicule* ou un *film anonyme* où circulent des courants d'affects et d'énergies imprévisibles et ingouvernables ». [...] La conclusion est sans appel : il faut « rouvrir la peau », c'est-à-dire « reprendre l'expérimentation à ras le sol et à hauteur des formes de vie ».

Pierre Dardot, 2016, « Les limites du juridique », in « L'Italie des biens communs », revue Tracés, #16.

Le remarquable ouvrage collectif *Posséder la nature, environnement et propriété*

dans l'histoire (Garber et Locher, dir. 2018) continue cette discussion. Affichant sa volonté de déconstruire la propriété privée, il nourrit le lectorat français d'une variété d'approches fondées sur des études de cas et travaille la « peau » évoquée plus haut : colonisation ontologique par l'universalisme de la propriété mathématisée et cadastrée ; exclusion des subalternes de la propriété fondant le colorisme dans et par la propriété ; capture propriétaire du vivant par contournement des interdits sociaux et créations de monopoles ; labels, classifications organisant la création de capital symbolique structurant la propriété ; filières et discours techno-scientifiques chassant les usages habitants à toutes époques et en tous lieux de la modernité ; réfutation de la « tragédie des communs » par Elinor Ostrom, nouvelle référence scientifique majeure, décrivant l'ingénierie sociale qui a permis d'instituer des communs de gestion ; mise en évidence de l'efficacité des communs dans les espaces contraints et peu intensifiables assurant leur durabilité, approche que James C. Scott mobilise plus loin sous la forme de l'éthique paysanne vietnamienne, économie morale populaire de la « sécurité avant tout » contraire à tout projet privatif et spéculatif ; la géopolitique des communs, en lien avec la pacification sociale et d'autres institutions étatiques, contre tout romantisme ou orientalisme de la pensée des communs ; la révolution politique que constitue la naissance à partir des années 1960 d'un fort courant environnementaliste aux États-Unis depuis l'expérience vécue, puis sa défaite par la contre-révolution néo-libérale des années 1970 et 1980 réussissant à organiser la « renaissance » de la propriété et son extension à de nouveaux objets (vivant, atmosphère, Co2, données personnelles) faisant de la propriété plus que jamais « l'institution-phare de la modernité ». S'il est souvent répété que cette ré-émergence des communs doit se défier de toute nostalgie, reproduction du passé, il n'en reste pas moins que le commun a existé et existe encore dans la société française. L'émergence contemporaine des communs, même quand un champ inédit, le numérique, produit des communs eux-mêmes inédits, reste un bricolage, un réarrangement du rapport historiquement construit à la propriété. Dans la suite de travaux antérieurs à cette effervescence (Couturier, 2000), Sarah Vanuxem (2018) recontextualise le commun dans son travail théorique³⁶ sur le droit français en montrant une figure possible du propriétaire-habitant qui autorise les propriétés simultanées, la conservation de l'usufruit et l'accès aux utilités de la terre contre l'appréciation absolutiste de la propriété, elle-même discutable depuis l'histoire du droit moderne et pré-moderne (copropriétés multiples, mitoyenneté des murs, indivision, propriété communale et sectionnaire, personnalité juridique des non-humains, etc.).

36 Analyse comparée qu'elle mène entre les communs des petites « républiques berbères » de l'Atlas marocain, auto-modernisés sous le régime de la propriété en commun, et la suppression accélérée des communs sectionnaires des petites communes françaises (30 000 sections selon l'État, 100 000 selon les associations de défense, pour plus de 300 000 hectares), la capacité qu'aurait ce mouvement de défense de mobiliser les conventions pour la sauvegarde de la biodiversité ou le droit européen Natura 2000 .

Critiquant le projet de Parlement des choses³⁷ de Latour, elle discute de la possibilité de constituer les choses elles-même en parlement. Plutôt qu'un député humain représentant des non-humains dans un Parlement répliquant cette institution, c'est un tiers spécialisé (chamane, sorcière) qui agit comme diplomate entre humains et non-humains pour défendre les intérêts, non des parties, mais de la relation elle-même entre les parties. Plutôt que de procéder à une modernisation supplémentaire du droit surmoderne, il s'agit de l'hybrider avec les formes juridiques vernaculaires ou le droit occidental pré-moderne qui n'était pas sans accorder, dans sa jurisprudence médiévale, de nombreux arrangements et facilités aux animaux, même nuisibles, autour de la vie en commun.

De la Guyane, laboratoire transitionnel, à la mise au travail du commun dans la transition

Mes entretiens avec des acteurs/trices guyanais·es de la biodiversité dans le cadre d'une enquête du Ladyss (2016) m'ont permis d'observer la place spécifique en Guyane française des environnementalistes inter-agissant avec l'État français et la collectivité territoriale dans une grande proximité. Ce ressenti de la science environnementale provient de l'existence combinée d'une apparente *wilderness*, presque intégralement publique, et de la déqualification post-coloniale persistante de populations locales où la représentation politique est particulière et orientalisée par les cadres administratifs principalement métropolitains en rotation rapide sur ce territoire. La survie des groupes amérindiens, un temps menacés de disparition par la chute des effectifs, est aujourd'hui assurée par une reprise démographique certaine. La grande et fausse wilderness française est habitée. Cela constitue un problème concret que l'État français reconnaît dans les années 1980 et 90 sous l'effet du renouveau amérindien et de ses revendications (premier congrès amérindien guyanais en 1984). La longue et difficile création du Parc amazonien de Guyane est l'occasion d'innover sous tension et en dépit de la non-ratification par l'État français de la convention 169 relative aux peuples indigènes et tribaux (1989). S'il signe la Déclaration des Nations Unies sur le droit des peuples autochtones (2007), l'État français en rejette la notion et les droits collectifs afférents au motif de l'égalité des droits entre les citoyens. Les sociétés amérindiennes de Guyane française constituent des mondes alternatifs à la modernité, très fortement hybridés et fragilisés. Les sociétés marronnes installées le long du Maroni constituent une autre singularité dont la méconnaissance en France métropolitaine demeure difficilement explicable après vingt de commémorations de la lutte contre l'esclavage. Réincorporées dans le régime moderne en agissant comme transporteurs fluviaux lors du premier boom aurifère après l'abolition de l'esclavage, les communautés marronnes se sont fortement

37 <https://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2018-1-page-47.htm>

acculturées. Comme l'a montré Jean Moomou, premier docteur en histoire issu de la communauté marronne (2009), elles ont perdu progressivement une grande partie de leur capacité de transmission de la Coutume. Dans le même temps, Frédéric Piantoni (2009) documente la genèse par ces mêmes communautés d'une grande économie circulaire régionale trans-frontalière et fluvio-centrée à forte informalité qui se superpose à l'économie formelle contrôlée par l'État post-colonial et échappe, ainsi, d'une autre façon, au projet assimilationniste — « un pays en dehors » pour reprendre une expression haïtienne. Elles semblent alors avoir fabriqué une modernité alternative depuis un monde alternatif aujourd'hui disparu. Au delà de leurs différentes trajectoires historiques, ces communautés plus ou moins éloignées du régime moderne dominant ont bénéficié d'une reconnaissance partielle par l'État français, au travers de la création des zones de droits d'usage collectif (Zduc ; 1987). Malgré un bricolage juridique peu satisfaisant, ces zones ont été peu à peu créées pour les différentes communautés demandresses. Ce que montrent mes entretiens, dans la suite du rapport faisant bilan de cette expérimentation (Davy et Filoche, 2014), c'est la complexité de cette altération de la modernité et sa faiblesse juridique.

De ces entretiens croisés dans le système public de la recherche en Guyane, nous retenons la coexistence de formes variées : celles issues de l'histoire coloniale absolutiste sont profondément remaniées par le nouveau projet conservationniste de l'État français contemporain, aux prises avec ses responsabilités environnementales à des échelles internationales qui dépassent totalement l'échelle guyanaise. Ces formes sont articulées et négociées en prenant en compte des usages et des formes issues de trois des quatre communautés historiques de la Guyane (Amérindiens, Marrons et Créoles, sans les Métropolitains) pour créer des nouvelles formes juridiquement hybrides comme les zones de droit d'usage collectif (27 ZDUC ou assimilées, quasi exclusivement amérindiennes, créées à partir de 1987/1992³⁸), incluant habitat, abattis, chasse, pêche, collecte et protection de la biodiversité, dans une gestion communautaire de type ethnique (même, si pour respecter le régime constitutionnel française, les textes parlent de « modes de vie ») qui exclue les communautés ayant accédé au régime moderne de propriété (Métropolitains, puis Créoles, dans la seconde phase de la départementalisation), mais aussi les communautés issues de l'immigration légale (Hmongs) ou moins légale (Brésiliens, Haïtiens, Guyaniens, Dominicains, etc.). [...] Si nous recherchons une plus grande habitabilité, le dispositif des zones de droit d'usage en tant que forme mérite d'explorer une extension basée sur l'abandon de l'ethnicité pure (sans remettre l'autochtonie en cause, mais au contraire en étendant son champ) au profit de la gestion communautaire durable des espaces, y compris dans des espaces denses comme le littoral guyanais.[...]. Le rapport Cnrs-Ird de 2014, après avoir rappelé l'émergence de la revendication amérindienne guyanaise dans les années 70 et 80 et mis en évidence la fragilité juridique de ces dispositifs (adossée notamment au refus par l'État français de reconnaître pleinement l'autochtonie), explore ainsi les pistes d'une réforme des ZDUC, dans une approche collective et durable, socialement et territorialement dynamique, lieu de ressources, mais aussi de transmission de savoirs et d'identité, de devenir.

38 http://www.guyane.cnrs.fr/IMG/pdf/2014_rapport_ZDUC_final.pdf

Frédéric Barbe, *Les services écosystémiques culturels en Guyane française, entretiens croisés pour une approche multiculturelle*, rapport au Ladyss, septembre 2016.

Tout insatisfaisant qu'il soit, l'arrangement guyanais sur les zones de droits d'usage collectif constitue un apport contemporain précieux sur la question de la propriété dans l'expérience française. Les Zduc altèrent positivement le régime de modernité français depuis Lagwiyan, vaste périphérie coloniale déceptive depuis quatre siècles. Au même instant, loin de la Guyane, la contribution de la Zad au Plui de Notre-Dame-des-Landes décrit le territoire comme *zone environnementale habitée*.

Le commun apparaît ainsi dans toute sa complexité. Selon Pascal Nicolas-Le Strat (2016), il est un travail, « situé et continué », il est le travail, à chaque fois singulier, des différentes communautés de pratiques observées ici et là. Il est de cette manière une enquête écosophique (au sens des trois écologies), une recherche en plein vent. Ses difficultés principales sont d'abord sa banalisation réformiste (la disparition du commun par recyclage capitaliste ou étatique) mais aussi, et cela est peu souligné par les auteurs/trices mobilisé·es dans cette habilitation, enthousiastes, sa relative rareté que j'appelle ici l'empêchement ordinaire du commun. De fait, celui-ci est, selon Nicolas-Le Strat, par construction, oppositionnel, c'est-à-dire commun oppositionnel à l'ordre dominant de la modernité fondé sur la propriété privée. Il s'oppose au travers d'actes destituant et instituant (Lordon, 2019), il est travail d'émancipation et de capacitation. La conflictualité discutée dans mes enquêtes montre ces opportunités du travail du commun : la conflictualité, condition principale du commun, apparaît transitionnelle.

53. trouver les mots qui nous manquent

Mon goût pour la littérature et cette approche de la langue comme matière vivante obligent. Comment ne pas voir que nos difficultés à penser la transition s'inscrivent dans notre difficulté à chasser et inventer les mots pour avancer ? C'est une transition dans la langue (voir aussi les chapitres 2 et 6) qui se joue au moment même de notre questionnement ontologique. Mots, trouvailles, lexiques, vocabulaires, syntaxes, langues, traductions, nous sommes riches de nos inventions et de nos vigilances.

L'écodesign peut-il nous sauver ?

L'écodesign, renommant le triptyque relation-diversité-commun, peut constituer une modalité professionnelle d'une ontologie de la transition ou la trame d'une alphabétisation écologique de l'expérience professionnelle. L'écodesign représente un changement radical de nos manières de faire et de penser. « *Nevertheless, it is no*

exaggeration to say that the future rests on our capacity to become ecologically literate and capable of designing ecologically sustainable ways of living » (Boehnert, 2018). C'est une autre ontologie : *Designing with nature, on the other hand, disciplines human intentions with the growing knowledge of how the world works as a physical system. The goal is not total mastery but harmony that causes no ugliness, human or ecological, somewhere else or at some later time. And it is not just about making things, but rather remaking the human presence in the world in a way that honors life and protects human dignity. Ecological design is a large concept that joins science and the practical arts with ethics, politics, and economics* (Orr, 2004). L'écodesign ne décrit pas simplement la manière de faire de nouveaux objets, il s'intéresse à l'ensemble du réel dont l'existant ultra-majoritaire. Le chantier de l'écodesign y prend une toute autre ampleur. En effet

Les milliers de débats sur la « dématérialisation de l'économie » passent à côté d'un fait crucial : plus que les flux, ce sont les stocks (flux temporairement ossifiés) qui comptent. Ces stocks conditionnent les flux : indispensable « input » pour entretenir les stocks ; inévitable « output » du fait de la durée de vie finie des infrastructures. La taille des stocks (en particulier les réseaux routiers) et leur durée de vie sont les deux facteurs les plus déterminants pour évaluer les flux nécessaires au renouvellement et à leur maintenance. [...] Les courbes fascinent. Celle du ciment, mais aussi celles du plastique, du pétrole, des métaux rares et de bien d'autres matières (Smil, 2014). Pourtant, les courbes ne s'animent pas toutes seules. [...] Si ces chiffres peuvent, à condition d'être insérés dans un récit socio-politique consistant, raconter une histoire, ils ne doivent pas constituer le cadre du débat sur les crises écologiques ambiantes. Car le risque est grand de tomber dans une discussion technocratique qui se soucie peu des responsabilités pour se focaliser sur le prescriptif. Les courbes sans histoires, les effets sans causes, aboutissent à des : il « faut » – faire baisser cette courbe, rester sous tel chiffre, etc. [...] Imaginons, par un exercice de pensée, que ces graphes n'existent pas. Imaginons que nous n'ayons pas cet outil. Il n'y aurait, alors, plus de crise écologique ?

Nelo Magalhães, 2019, *Accumuler de la matière, laisser des traces*, revue en ligne Terrestres
<https://www.terrestres.org/2019/09/11/accumuler-de-la-matiere-laisser-des-traces/>

L'architecte et urbaniste barcelonaise Itziar González Virós a fait signe public de ce souci de l'existant majoritaire, lors du serment d'entrée dans son ordre professionnel, en jurant de ne rien construire mais simplement réparer. Cette professionnelle et militante, une fois élue, éprouve l'impuissance du politique face aux pouvoirs économiques dans une expérience que Patrick Bouchain en table-ronde à France-Culture³⁹ en 2014 retraduit comme l'apprentissage, si difficile en France, d'une capacité à former le politique, à travailler à côté de lui, à être médiatrice/teur, à outiller fortement les luttes pour instituer une démocratie active — plutôt que participative. Geneviève Pruvost en

39 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-2eme-partie/comment-habiter-la-ville>

montrant la politisation du moindre geste dans la culture socio-technique des chantiers participatifs montre la diversité d'autres méthodologies de l'écodesign en contexte français : échange bénévole de la force de travail contre gîte, couvert et formation ; cadre de la coopération salariée, horizontale et égalitariste des Scop ; libre association et auto-organisation de la société civile à la Zad.

Du point de vue des écoconstructeurs engagés et des zadistes, il va de soi que « les activités liées au travail (*occupation*) sont si fondamentales [...] qu'elles fournissent le schème, ou le cadre, de l'organisation structurelle des traits mentaux » (Dewey, 1976), lesquels schèmes déterminent en retour la reconfiguration des institutions éducatives, professionnelles, gouvernementales. Il s'ensuit que changer d'organisation et de conception du travail, c'est changer de société. Comment s'opère la bascule ? La singularité des alternatives écologiques étudiées réside dans la simplicité revendiquée du mode de conversion. [...]

Les alternatives écologiques et libertaires n'ont cependant rien d'homogène. [...] L'hétérogénéité, que certains qualifient de « biodiversité » et qui peut traverser chaque collectif de travail, n'est significativement pas érigée en obstacle. Le conflit, l'absence de modèle de référence, la dimension expérimentale, la libre circulation d'un projet à l'autre sont revendiqués comme une marque de fabrique libertaire : la myriade des propositions politiques, tantôt combinées, tantôt juxtaposées, forme un réseau qui ne vise pas à faire système, mais à s'étendre de cercle en cercle, redessinant les contours du politique (Ogien et Laugier, 2014) : il ne s'agit pas de « dire », mais de « faire » sous la forme d'une action directe — en ce qu'elle a lieu ici et maintenant —, non-violente — en ce qu'elle ne prend pas la voie des armes —, qui consiste à changer radicalement de mode de vie. Cette politisation du moindre geste ne peut que conduire à redéfinir la notion de travail qui prend le statut d'expérience tout à la fois politique, éthique, ludique et créative, susceptible de reconfigurer le monde (Dewey, 1976).

Geneviève Pruvost, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57 - n° 1 | 2015.

Le design évoque plus souvent une activité et un milieu professionnel dédiés à « la création d'un projet en vue de la réalisation et de la production d'un produit (objet, espace, service) ou d'un système, qui se situe à la croisée de l'art, de la technique et de la société⁴⁰ ». Face à cette conformité restreinte, des figures disparues comme celles de Victor Papanek donnent une historicité à la réhabilitation du design dans le cadre de la pensée techno-critique. *Design pour un monde réel ; écologie humaine et changement social* (1970, trad. 1974) est un livre radical qu'il dédie à ses étudiants « pour les remercier de ce qu'ils [lui] ont appris ». Mobilisant de nombreux objets, il ouvre des chantiers devenus banals, la critique du droit d'auteur et des brevets, l'éloge des compétences vernaculaires, des savoirs situés, le travail

40 Wikipédia, 2019. Une encyclopédie en ligne qui a radicalement renouvelé la démarche encyclopédique en combinant une fondation privée à but non lucratif, un ensemble simple de règles conditionnant le travail d'une communauté de contributeurs/trices, des donateurs inspirés par la philanthropie, une maquette hypertextuelle multilingue, des contenus sous licence libres. De l'écodesign certainement, que ses travers n'oblitérent pas.

collectif et la nécessité d'une rupture anthropologique « *Dans de nombreux secteurs, les designers doivent désapprendre. Alors peut-être pourrons nous parler de Survie par le design.* » Plus loin, les ateliers de l'Antémonde proposent dans *Bâtir aussi* (2018) un récit collectif issu d'ateliers d'écriture explorant la vie quotidienne après un effondrement. Multipliée dans un grand nombre d'ateliers tenus dans toute la France, cette démarche d'investigation à la fois poétique et socio-technique (des objets reviennent souvent, la machine à laver, la clef usb, le matériel son) est une forme de l'alphabétisation écologique que Joanna Boehnert imagine dans son livre. En obligeant les participant·es aux ateliers à s'intéresser à la technologie et au réalisme de la vie quotidienne, à faire d'une certaine manière l'éloge des corvées et d'objets techniques à entretenir tout en tenant la poésie ouverte, ce collectif travaille la possibilité d'ontologies modifiées.

L'alphabétisation écologique

Dans son livre de 2018, Joanna Boehnert propose une séquence historique : anthropocène/capitalocène > écocène. Dans le cadre des trois écologies de Guattari, un écocène, devant nous, est ce qu'il nous faut imaginer car il n'existe pas et nulle part (« *The transformative Ecocene describes a curative catalyst for cultural change necessary to survive the Anthropocene. The emergence of Ecocene depends entirely on what we do now.* »). Devant l'énormité du changement évoqué et son caractère irréel, l'écodesign apparaît comme une tâche ontologique appliquée. À la suite des précurseur·es, Boehnert liste un certain nombre de prises : la critique aisée de la violence symbolique du design, la trace d'une critique écologique d'extrême-droite comme garde-fou, les expériences réalisées, notamment « désigner la résistance » (l'expérience des Camps climat). Elle développe un vocabulaire dont la traduction est elle-même design : *ecological literacy* (alphabétisation écologique), *ecoliterate design* (design écologique, design écologisé, convivial), *ecopedagogy* (pédagogie relationnelle, écologique, écologisée, écopédagogie), *ecological rationality* (raison, rationalité écologique, écologisée), *socially responsive design* (design convivial, socialement efficace, sensible à la demande sociale), *energy literacy* (alphabétisation énergétique, culture de l'énergie, sens des énergies). Mais c'est David Orr qui publie une série de textes antérieurs, toujours inédits en français et qui permettent de dater « l'alphabétisation écologique » dans le contexte états-unien (*Ecological Literacy*, 1991) et d'y voir l'écodesign associé à une critique éducative et pédagogique pragmatique et puissante. De rares et fugaces occurrences en français sont visibles ici et là (Belarbi, 1996 ; Clary, 2005⁴¹ ; Charbonnier, 2022 ; etc.).

41 <https://journals.openedition.org/ere/4280>

En 2001, j'écrivais un petit essai pour la revue *Acrimed*. En affirmant que la « liberté d'expression n'est pas une marchandise », ce texte éclairait les subtilités du projet de l'écodesign. La critique de la publicité ne peut se satisfaire de la critique des contenus, mais doit se centrer sur sa massification et sa coercition des subjectivités.

Si la publicité n'a pas suscité davantage de résistances, c'est qu'évidemment la publicité est ambivalente. [...]

C'est qu'il faut retourner la question et abandonner l'analyse des contenus au profit de l'analyse des mécanismes juridiques et économiques. À ce niveau, l'ambivalence de la publicité disparaît au profit d'une logique industrielle et comptable. [...] C'est donc de la liberté d'expression qu'il faut discuter, non en censeur, mais en juriste et en politique, ces deux postures qui ont précisément pour objet de réguler la société. En faisant cet effort, on s'apercevra que la publicité est fondée sur un abus de pouvoir initial : la captation par les firmes de la liberté d'expression et son industrialisation progressive.

Au terme d'un siècle de développement capitaliste forcené, la publicité forme un méta-système. Elle constitue véritablement dans nos pays l'environnement de tous les autres environnements. La publicité est partout, à chaque instant, la référence première de toute chose. [...]

Ainsi, nous observons que les firmes procèdent habilement en faisant passer leur imposition idéologique relativiste, qui est bien plus que la simple promotion des produits commercialisés, pour l'essence même de la liberté d'expression. Par suite et fort logiquement, ces firmes nous font savoir par la voix de leurs hérauts auto-célébrés que l'acte de consommer est bien la forme ultime de la démocratie. [...]

La publicité, méta-paysage, [...] tend à devenir le mode de relation principal et malheureusement censitaire entre les sociétés et leur environnement, entre les sociétés, entre les humains, entre les hommes et les femmes. [...] Puisque propagande, publicité et communication forment aujourd'hui les discours obligés de la nouvelle société censitaire, la politique [et la fiction !] comme lieu de la vie démocratique se doit absolument et sans retard d'assurer sa propre reproduction, en bornant par le geste, la parole et par la loi les effets pernicieux et anti-démocratiques de cette affligeante trinité [propagande, publicité et communication].

Frédéric Barbe, *La liberté d'expression n'est pas une marchandise*, revue *Acrimed*, observatoire des médias, novembre 2001. <https://www.acrimed.org/La-liberte-d-expression-n-est-pas-une-marchandise>

La publicité par sa centralité naturalisée invite au travail sur soi, à l'action directe mais aussi à une action collective et politique résolue car elle impacte toute ontologie et tout projet d'alphabétisation écologique. Elle contrôle les conditions de l'emprise anti-écologique. Elle est empêchement de l'écopittératie. Il s'agit bien là de destituer et de changer le droit.

L'utilité de l'utopie transitionnelle — à quoi peut servir un mot vague ?

L'utopie transitionnelle est la toile de fond de cette habilitation — que l'on croit ou non à l'existence d'une transition vers une habitabilité durable des milieux terrestres

(« si tant est qu'elle existe et que quelqu'un l'ait rencontrée quelque part »). Exprimer la transition comme utopie, c'est la définir comme hypothèse de recherche, enquête collective, horizon d'attente, espace de délibération et d'action. La transition en tant qu'utopie apparaît de cette manière comme un lieu idéal de recherche et même l'autre nom de la recherche contemporaine. Nous pouvons créer autant d'observatoires et d'enquêtes transitionnelles que nous voulons, aux échelles et dans les lieux que nous voulons. En 2008, je publie un récit qui coche presque toutes les cases transitionnelles sans que le mot, pourtant, ne soit utilisé. *Interstices* est la chronique pérecienne d'un passage résilient quatre années plus tôt dans un jardin collectif préfigurant l'expérience de la Zad, dans la banlieue nantaise, le jardin de la Coutellière à Couëron, appelé simplement le jardin collectif ou même le jardin. Il montre les trois écologies au travail à l'échelle d'une petite communauté diverse et engagée dans une expérience locale puissante. En 2004, cette communauté n'utilise pas les référents transitionnels qui ne sont pas disponibles, mais un atlas composite (réunions et bibliothèque du jardin), mélangeant textes libertaires, de la gauche radicale, écologiques ou alternatifs et expériences directes transmises par fréquentation, issues des luttes paysannes et urbaines du pays nantais et d'autres lieux alternatifs, d'une expérience de la précarité économique, sociale et psychique. Comme plus tard la Zad, le jardin collectif accueille de nombreuses personnes en souffrance. Plusieurs des jardiniers/ières d'alors font partie du premier groupe d'occupant·es de la Zad qui s'installent en 2007/2008 avant l'appel international à l'occuper de 2009 et d'autres la fréquenteront assidûment. Je mets toutes ces personnes dans la mouvance transitionnelle mais elles ne correspondent guère aux catégories attendues de sa vulgate et n'utilisent toujours pas le mot en 2022. Au contraire : égale dignité des acteurs/trices, fort ancrage revendicatif, discrétion relative, refus des figures de leaders, anticapitalisme, antisexisme et anti-répression mêlées, mixité sociale, hospitalité inconditionnelle, esthétique du bricolage et de la décence commune, mais aussi conflictualité interne et autogouvernement difficile. Je place bien ce genre d'expérience au cœur de ma définition de la transition. La phénoménalité transitionnelle s'observe dans l'action. N'importe quel observatoire permet d'enquêter la transition, mais les situations de mobilisation sont à l'évidence des zones particulières au sens d'une performativité déjà là et d'une véritable mise à l'épreuve. Elle est l'un des cadres renouvelés de l'apprentissage de la mobilisation sociale (Simon, 2010). Cela questionne la séparation du champ politique des autres aspects de la vie sociale car comme l'écrit Scott, « *jusqu'à fort récemment, la plus grande partie de la vie politique active des groupes dominés a été ignorée parce qu'elle a lieu à un niveau qui est rarement reconnu comme politique* ». La recherche transitionnelle doit y chercher les signaux faibles et les expériences apparemment périphériques jusque dans les espaces réputés les plus hostiles à cette nébuleuse (les cités d'habitat social, le péri-urbain, les

villes petites et moyennes, le rural profond sont de bons candidats aux préjugés). Il s'agit de s'alphabétiser dans une littérature socio-écologique.

Apories du développement durable

Le capitalisme est une « économie de la décharge » des coûts socio-écologiques, écrit Grégoire Chamayou dans *La société ingouvernable, une généalogie du libéralisme autoritaire* (2018). Les conflits socio-environnementaux sont en réalité « la révolte des externalisés » et ainsi l'écologie populaire, *l'écologisme des pauvres*, existe-t-elle par ce fait même (Martinez-Allier, 2014). Face aux critiques, la pensée économique libérale autoritaire a développé, en méconnaissant la réalité et la complexité des milieux et des atteintes aux milieux, une théorie de gouvernance marchande des externalités négatives. Imaginée dans les années 30, conceptualisée dans les années 1960 aux États-Unis, expérimentée dans les années 1990, cette gouvernance traite la destruction du milieu en coût-bénéfices. C'est la naissance des marchés de droits à polluer, marchés artificiels qui s'appuient sur une triple mystification : négation de l'incertitude et sous-information en matière de pollutions, valorisation de la temporalité la plus courte, enfin consentement à payer bridé par la capacité à payer, montrant pourtant immédiatement le lien entre injustice sociale et injustice environnementale. La politique des services écosystémiques constitue un exemple encore plus récent de ces dispositifs destinés à protéger la « nature » en lui attribuant des valeurs monétaires. Je participe en 2015 et 2016 à un projet de recherche critique sur les services écosystémiques culturels coordonné par Nathalie Blanc, je suis confronté avec des acteurs métropolitains et guyanais à la difficile enquête sur un projet éloigné des représentations des enquêtés. Il existe une vulgate transitionnelle à déconstruire, c'est celle que nous croisons tous les jours sous les oripeaux du développement durable. Soit une coproduction institutionnelle et habitante sous la forme d'ensembles de gestes à effectuer soi-même et de politiques publiques sectorisées en partie superposables. Elle comporte également un aspect injonctif, éducatif et participatif. La transition-vulgate apparaît ainsi comme une transformation désirable dans les deux ordres, individuel et collectif mais aussi culturel et pratique.

Complémentaire à son acception fortement conceptuelle, le développement durable apparaît à différents égards comme un fait objectivable, quantifiable, mesurable, cartographiable, qui devient ainsi disponible pour un « gouvernement par les nombres ». [...] Si la formule circule, c'est parce qu'elle porte en elle des enjeux multiples, éventuellement contradictoires. Mais c'est aussi parce que l'usage de l'expression constitue, par lui-même, un enjeu. [...] Nous saisissons mieux, à présent, la façon dont « développement durable » contribue à l'élaboration d'un consensus : la concessive, qui se trouve être constitutive de « développement durable », exprime une tension que la formule, pour sa part, permet de neutraliser. [...]

C'est dans ce contexte plus large de l'analyse des discours institutionnels en tant qu'ils pratiquent différents types d'effacement, d'euphémisation et de déni du conflit (Krieg-Planque et Oger 2010) que l'on peut inscrire cette analyse de la formule "développement durable" comme opérateur de neutralisation de la conflictualité.

Alice Krieg-Planque, « La formule "développement durable" : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », *Langage et société*, vol. 134, no. 4, 2010, pp. 5-29.

Il faut faire droit à une dernière critique de la transition. Celle-ci serait la production et servirait les intérêts d'une catégorie, les classes moyennes blanches éduquées résidant dans des espaces favorisés du point de vue des conditions environnementales quelle que soit l'échelle envisagée. Cette critique n'est pas sans s'appuyer sur un certain nombre d'éléments factuels d'une sociologie des mondes français ou mondiaux de la transition. Une autre critique dénonce les mauvaises pratiques transitionnelles des dominé·es. Ces écologies ordinaires, subalternes et populaires, ce n'est pas dire qu'elles n'existent pas et qu'il faut les constituer, c'est que nous ne les rencontrons pas si facilement, qu'il faut aller les rencontrer et en ce sens les chercher. La vérité bien sûr est de dire que de nombreuses situations à travers le monde montrent qu'elles viennent nous chercher. Il faut repeupler la transition comme on repeuple les sciences sociales ou la société politique.

6 — Écologiser la littératie

Comme dit précédemment, la littératie reste mal connue dans la chaîne de recherche et de formation. Elle demeure de l'ordre du curriculum caché et du social naturalisé. Elle n'acquiert de la visibilité qu'en fin de cursus académique alors qu'elle devrait être au travail dès la première année et s'inscrire dans une perspective longue et diverse alliant folie expérientielle et labeur quotidien dans une expérience relationnelle qui fait de l'écriture individuelle un acte toujours empreint du collectif. Champ auto-référent, la littératie invite pourtant et fortement non seulement à l'analyse de pratiques collectives mais aussi à l'analyse réaliste de ses propres pratiques. Cette double enquête externe et interne confirme avec un registre argumentaire singulier détaché du fait littéraire qu'il n'est pas et ne peut pas être de chercheur non situé. Dire, lire ou écrire, c'est se situer, c'est être situé et situer. Contrairement à la croyance d'une réduction des cultures écrites, leur prolifération notamment numérique renforce l'exigence analytique.

Radicalités

Tenter une approche exigeante de ces questions en dépit des dualismes de la grande culture et de la culture scolaire, mais également du rouleau-compresseur des cultures de masse qui s'emparent aujourd'hui de nombreuses positions de la grande culture et déscolarisent à leur bénéfice, invite à mettre en débat la possibilité même d'une littératie écologisée. Si beaucoup des acteurs/trices professionnel·les semblent à cent lieux d'une telle hypothèse, des expériences alternatives sont visibles. J'en montre ici deux formes, l'une est une évolution critique de la filière lecture-écriture-édition, l'autre une extension de l'enquête à Notre-Dame-des-Landes. *Transitionner la littératie — entre matière, norme et subjectivité* invite à accepter le décentrement d'un certain nombre de nos postures et prérogatives issues de notre hubris de lettré·es, à reconnaître la langue comme matière vivante et la bibliodiversité comme une dimension écologique de la vie humaine et à entrer, enfin, dans la radicalité d'une chaîne de production en transition. *La Zad comme résidence d'écriture habitée* fait récit d'une expérience. Dans la suite d'une série de hauts lieux, Aran, le pays dogon et le Chiapas (Barbe, 2014) précédemment étudiée, j'explore la manière dont la Zad de Notre-Dame-des-Landes a constitué son habiter politique en développant une dimension de littératie informelle et insurgée dans et depuis un lieu périphérique. J'appelle cet agencement la résidence d'écriture habitée. Elle prend dans la Zad la forme d'un idéal-type qui se développe dans le contexte inédit de la crise des limites et fait écho à l'imaginaire de la Commune, autre résidence d'écriture habitée décrite par Kristin Ross. Je présente d'abord un vécu ordinaire par un court récit de littératie, celui de la dernière assemblée générale du mouvement contre le

projet d'aéroport et son monde, le 9 janvier 2018, quelques jours avant l'annonce de l'abandon du projet. Je propose ensuite une lecture de l'hypothèse à l'échelle de la zone en reliant le système des dispositifs observés à la question du commun et des communs de littératie. Enfin, la preuve par la bibliomasse, la bibliodiversité et la bibliocontinuité clôt la discussion. Ce concept inédit de résidence d'écriture habitée surpasse l'outil de résidence habituellement mobilisé par la médiation littéraire. Avant comme après l'abandon du projet, avant comme après la dislocation de la coalition anti-aéroport, la question des fantômes, de ce qui il y a déjà là ou de ce qu'il reste quand il ne reste presque plus rien, est alors posée. Que fait la littératie de la Zad alors que celle-ci n'est plus ou plus tout à fait la même ? Elle est son fantôme, réaliste, proliférant, mobile, actualisant l'imaginaire communard depuis le péri-urbain. Elle nourrit ou dérange les vivant·es. Le travail du commun oppositionnel se poursuit.

61. transitionner la littératie — entre matière, norme et subjectivité

Il existe une certaine identité entre les dynamiques de la littératie et celles du pouvoir d'agir. La lecture-écriture présente une forme mélangée de mobilisation émancipatrice et de contrôle social dont les effets font souvent l'objet de préjugés ou de constructions institutionnelles contestables. Pour Bernard Lahire, la question de la pauvreté a ainsi été partiellement réduite à celle de l'illettrisme (2000, 2005).

Très concrètement, les militants disposent de beaucoup moins de grilles d'évaluation et de hiérarchisation des comportements pour ce qui est des activités physiques et artistiques qui sont justement plus souvent pensées dans la logique d'un épanouissement de l'enfant que dans celle d'une transmission des connaissances : on parle de « s'exprimer par la peinture », de « l'intérêt des peintures du point de vue psychologique », etc. Ainsi, à la différence de la lecture, l'évaluation des activités de peinture conclut que « les enfants sous-prolétariens ne semblent pas avoir notablement des aptitudes différentes des autres enfants ». [...]

Le problème social « illettrisme » s'est développé en fait parallèlement à celui d'échecs scolaires ; il en est en quelque sorte le demi-frère puisqu'il concerne en principe les populations sorties du système scolaire mais que l'on continue à évaluer à l'aune de compétences scolaires, compétences scolaires qui se sont largement secondarisées puisqu'on est passé d'une définition du lire/écrire du type lecture/déchiffrage à lecture/compréhension et du type écriture/copie à écriture/rédaction. Le problème de l'illettrisme partage pour partie les mêmes grandes conditions objectives, notamment institutionnelles, d'apparition que celui d'échec scolaire et tend aujourd'hui à se substituer à lui puisqu'on qualifie d'illettré, au mépris d'une grande partie des définitions en circulation les enfants encore scolarisés, le cabinet de Ségolène Royal ayant même parlé en 1999 du rôle de l'école maternelle dans la prévention de l'illettrisme. L'illettrisme ne peut apparaître que lorsque des adultes sont d'une manière comme d'une autre, par stages de reconversion, par stages d'insertion sociale, de formation, à nouveau scolarisés. C'est la scolarisation des adultes pour des raisons de crise de

l'emploi qui amène à une vision scolaire de la société à grande ampleur.

Bernard Lahire, 2000, *L'illettrisme ou le monde social à l'aune de la culture*, Conférence à l'Université de tous les savoirs, <http://www.sociotoile.net/article86.html>

Ici, la scolarisation du regard social dans le contexte du chômage de masse produit un nouveau regard fortement déficitaire sur les personnes peu lettrées. Pourtant, c'est d'ailleurs ce que défend Bernard Lahire en évoquant ses grands-parents espagnols émigrés en Algérie française et très peu lettrés, on peut être « illettré » et mener une vie convenable. En redonnant à la langue sa qualité de matière vivante, on fait un grand pas dans la compréhension des effets de monopole, de rente et d'exclusion attachés à la maîtrise de l'écrit. Si la transition est fondée sur l'égalité (ou égalité) des personnes, il faut agir sur tous les mécanismes naturalisés de la langue et de la littérature qui produisent de la discrimination.

La langue comme matière vivante

Progressivement, ma recherche doctorale s'est remplie de socio-linguistique. Une présence puissante entre intime et social : la question de la créativité des langues, de toutes les langues. Ordinairement représentatif de l'échec de l'enseignement des langues en France, je relie celui-ci à un malaise linguistique singulier (raideur, infirmité, fermeture) qui n'est pas sans lien avec la thématique de la relation. Ce malaise linguistique à la fois national et post-colonial (Achille Mbembé, 2010) se fonde sur la croyance, en dépit des évidences de la vie quotidienne, à un monolinguisme national standard alors qu'il est à la fois historiquement tardif et inachevé d'une part, et d'autre part enrichi aujourd'hui par des formes nombreuses et très variées de multilinguisme fonctionnel, incluant de nouvelles variantes du français, par exemple, le riche français du Mali ou divers sociolectes. Nous vivons dans l'ombre rigoureuse d'une langue standardisée, distinctive et obligatoire, patriarcale, supprimant le plurilinguisme à l'intérieur des frontières par la scolarisation obligatoire monolingue et un centralisme linguistique identitaire — que réfute, par exemple Jaurès, dans ses chroniques de *La Dépêche* début vingtième, en recombinaut laïcité, plurilinguisme et progrès social (Blanc, 2007) contre le centralisme républicain et le régionalisme conservateur du Félibrige. Par ailleurs, dans son ancien empire colonial, une francophonie largement fantasmée se révèle essentiellement forme post-coloniale issue de l'action publique des états ouest-africains avant les premiers effets des politiques d'ajustement structurel des années 1980, créolisant les langues africaines. J'observe au Mali cette francophonie post-coloniale : conflits et effets délétères de la rente linguistique francophone, variété des désagréments qu'en subissent les nombreuses non-francophones, majoritairement

femmes de milieux populaires et ruraux. Il est légitime de faire l'hypothèse que la perception endogène de l'exclusion par la non-maîtrise du français participe de l'éclatement actuel de la société malienne. J'ai pu observer en Corée du Sud combien l'apprentissage de l'anglais, l'envoi des enfants en études dans un pays anglophone et, pour toutes, le marquage visuel des espaces favorisés par des inscriptions en anglais de plus en plus visibles à mesure du gradient social, étaient structurants de la hiérarchie sociale et spatiale.

Le concept de spéciation linguistique va à l'encontre de l'idée assez commune que la mondialisation nous emmène vers une langue unique. La recreation est possible et permanente. Pourtant, la majorité des langues du monde sont effectivement menacées dans leur existence parce qu'elles sont les langues de très petites communautés affectées par les effets gravitationnels des plus grandes langues. À cet égard, le babélisme que Daniele Morante (2009) décrit comme une vision superlative, baroque et erronée de la diversité linguistique dans le monde non-occidental vu depuis l'Occident constitue une idéologie anti-relationnelle : la langue unique serait la seule possibilité de l'équilibre. Ce babélisme irrigue la grande culture française, sa culture administrative et politique et les rentes linguistiques anciennes et nouvelles qui s'y déploient sur la durée, en lien avec l'arrivée successive de groupes immigrés concurrents. Aujourd'hui, les préconisations aux parents allophones ou exogames ont changé. Le choix de la langue ou des langues à transmettre en famille redevient un acte souverain réglé par l'attractivité globale de chaque langue et les stratégies parentales. La stigmatisation est devenue rare même si de nombreux personnels éducatifs, de la crèche à l'université, continuent de véhiculer divers stéréotypes contre le plurilinguisme (Nocus et al., 2014). De manière inespérée, le plurilinguisme apparaît même comme un des rares critères positifs pouvant équilibrer la batterie d'indicateurs « toujours déficitaires » d'un quartier populaire. Pourtant, sans même faire retour sur l'idéologie néo-coloniale du Syndicat national des éditeurs français relevée en 2012 dans mon doctorat, le rapport de préfiguration de l'Agence nationale de la langue française pour la cohésion sociale (Lepaon, 2016) apparaît d'une cruelle indifférence à ces évolutions. Il envisage le plurilinguisme dans les territoires d'outre-mer montrant une adaptation néo-coloniale de la souveraineté linguistique largement fantasmatique. Mes entretiens sur les services écosystémiques culturels avec des acteurs locaux en Guyane française (Barbe, 2016) montrent que l'apprentissage scolaire (intervenants en langue maternelle ; 1997, 2010) en langues amérindiennes (5) ou marronnes (2) y est réalisée aujourd'hui de manière bricolée, paupérisée et même insincère, et que le principal capital actuel de ces communautés reste de fait leur reprise démographique, leur protection par le droit international et leur propre sens politique. La langue créole et les langues des habitant·es dépourvu·es de titre de séjour des

nombreuses communautés immigrées ne sont par ailleurs pas prises en compte. L'introduction du créole apparaît même chez les locuteurs/trices créoles guyanais·es (Hidair, 2008) comme un débat aussi clivant que celui que j'ai observé au Mali à propos de l'enseignement en langues nationales. Pourtant, de nombreuses études internationales menées dans de nombreux pays multilingues montrent que l'apprentissage en langue première (maternelle) crée de la confiance intime et sociale, renforce la qualité des apprentissages fondamentaux et n'affecte pas l'apprentissage ultérieur d'une autre langue seconde à l'école. En Guyane, au delà des nombreuses monographies et travaux de recherche des linguistes de l'IRD, la première étude de psycho-linguistique sur ce dispositif date de 2011 (Nocus et al.). *L'école plurilingue en Outre-mer, apprendre plusieurs langues, plusieurs langues pour apprendre* (actes de colloque, 2014) recense des enquêtes de même type menées au sein du programme plurilingue outremer (Ecolpom) dans d'autres territoires d'outre-mer. La situation guyanaise montre aussi comment le plurilinguisme se comporte en réalité et qu'il n'est pas la somme de monolinguisms, mais une autre réalité.

Depuis, divers travaux ont été menés qui ont permis de documenter l'extrême diversité des situations (géographiques, scolaires). Ils ont permis de mettre en évidence le plurilinguisme qui caractérise la population guyanaise à différents niveaux : chez les individus, dans les villes et villages du département, dans les écoles. Ils concluent à la nécessité de ne plus considérer la situation guyanaise comme « une somme de plusieurs monolinguisms » ni de la regarder « par le biais de représentations aréales et fondées sur les communautés ethniques. » (Léglise, 2007). Les propositions en matière d'éducation dont nous avons fait état jusqu'ici se focalisent essentiellement sur les langues dites régionales, point de vue qui, selon nous, présente trois écueils : a) il laisse de côté de nombreuses langues parlées dans le département, b) il s'inscrit dans un enseignement « dyadique d'un bilinguisme strict » (Coste, 1991 : 176) qui a pour objectif la mise en place de compétences en L1 et en L2 séparément au lieu de viser une réelle compétence plurilingue (Alby & Léglise, 2005) et enfin, c) il se focalise sur des situations scolaires considérées comme monolingues, alors qu'elles sont, au plus « monoethniques » mais toujours plurilingues. [...]

Les enseignants, de leur côté, doivent être préparés à gérer toutes les langues de la classe. C'est pourquoi Alby et Launey (2007) proposent, d'une part, que la formation des enseignants se construise sur la notion même de plurilinguisme et que, d'autre part, l'école elle-même « reconnaisse la pluralité des langues, des pratiques, des compétences et des vécus langagiers [de ses] acteurs. » (Mondada, 2002 : 215).

Sophie Alby & Isabelle Léglise, 2007, « La place des langues des élèves à l'école en contexte guyanais. Quatre décennies de discours scientifiques » in Mam-Lam-Fouck S., *Comprendre la Guyane aujourd'hui*.

Le sociolinguiste Philippe Blanchet a donné un éclairage efficace et accessible de ces questions, sans rien omettre de l'élaboration des langues standard comme procédé d'exclusion sociopolitique ni de la reproduction par des minorités linguistiques

agissantes des mêmes procédés que ceux reprochées aux langues officielles qu'elles veulent remplacer. Je l'invite en conférence-débat fin 2016 à l'Ensa de Nantes pour présenter *Discriminations : combattre la glottophobie* (2016) en compagnie d'un sociolinguiste malien, Mohomodou Houssouba, à la fois passeur et discutant de mon doctorat, alors en résidence d'écriture à la Maison Julien Gracq à Saint-Florent-le-Vieil. Parce qu'il présente en fin d'ouvrage des pistes et des principes pour combattre la glottophobie (les discriminations linguistiques), Philippe Blanchet interroge la fonction du chercheur au plus intime de chacun de nous. Il ne s'agit pas simplement d'observer et de constater, il est possible de modifier des pratiques collectives mais aussi de faire évoluer nos comportements individuels pour réduire ce type de discriminations. Et ce n'est pas rien car nous sommes imbibés de glottophobie. C'est à cet endroit qu'il apporte le plus à l'alphabétisation écologique. L'idéologie glottophobe caractéristique de la modernité structure les mécanismes sociaux dominants et la plupart de ses subjectivités. Le mythe du locuteur natif monolingue et de la langue figée structure l'enseignement des langues, disqualifie les autres types de locuteurs/trices et produit rentes et exclusions. Il est possible, selon Blanchet, et pour tout le monde de concilier en tension le respect sous contrainte de certaines formes dominantes et le jeu de variation, de créativité et d'interpolation des langues (orthographe rectifiée, écriture inclusive, accent, créativité lexicale, syntaxique, etc.). L'idéologie glottophobe peut ainsi être mise en mouvement de manière consciente et ses effets réduits sans pour autant déconstruire ni perdre la langue — ouvrant de nouvelles capacités à contourner les novlangues étatique et marchande, elles-mêmes performatives et dynamiques.

Ainsi, respecter la diversité, accepter la variabilité, réduire les stigmatisations portées par les cultures linguistiques institutionnelles ouvrent une perspective transitionnelle construite sur l'égalité des acteurs/trices et de leurs langues. Le plurilinguisme est une relation démocratique. Mais cette perspective est un combat qui n'est pas moins difficile que celui de l'écologie environnementale. Nicholas Evans, dont je fais la recension de *Ces mots qui meurent. Les langues menacées et ce qu'elles ont à nous dire* pour la revue *Espacestems.net* en 2013 montre l'acceptation tardive de la diversité linguistique par la modernité et la construction progressive d'un intérêt pour cette diversité. Il montre aussi que la spéciation linguistique est économe en moyens pour peu que des conditions d'isolement relatif et surtout d'intérêt soient réunies. Dans les petits groupes claniques aborigènes, la formation de nouvelles langues relève d'une idéologie volontariste de la distinction et « un ou deux personnages influents sont capables à eux seuls d'imposer une nouvelle variante ». Cette approche de la langue comme matière vivante vient éclairer la transition à l'endroit de ses points les plus faibles : la question éducative et la question linguistique. Parce qu'elles structurent la relation dans la

construction de la subjectivité enfantine, puis dans les modes d'existence ordinaire de la vie adulte, les politiques de la langue et de la littératie sont au cœur de l'alphabétisation écologique. Elles présentent un avantage extrême. Éloignées de la croissance verte ou du développement durable au sens d'une métrologie des ressources physiques à préserver et des externalités négatives à réduire, elles parlent d'écologie et de transition dans des registres habituellement peu mobilisés, ceux de la relation démocratique.

La bibliodiversité

L'Alliance internationale des éditeurs est un réseau international(iste) d'éducation populaire pour une culture de la littératie démocratique et de la diversité éditoriale articulée dans le concept de bibliodiversité. C'est, de ce point de vue, l'antithèse de l'idéologie du Syndicat National des Éditeurs français.

La bibliodiversité est la diversité culturelle appliquée au monde du livre. En écho à la biodiversité, elle fait référence à une nécessaire diversité des productions éditoriales mises à la disposition des lecteurs. Si les grands groupes participent, par l'importance quantitative de leur production, à une certaine diversité éditoriale, cela ne suffit pas à garantir la bibliodiversité, qui ne se mesure pas uniquement en nombre de titres disponibles. Les éditeurs indépendants, bien qu'ils se soucient de l'équilibre économique de leur maison d'édition, sont avant tout préoccupés par les contenus qu'ils publient. Leurs ouvrages peuvent apporter un autre regard et une autre voix, à côté de l'offre éditoriale plus standardisée des grands groupes. La production éditoriale des éditeurs indépendants, et les moyens de diffusion qu'ils privilégient (librairies indépendantes notamment) pour la porter aux lecteurs, sont ainsi indispensables pour préserver et enrichir la pluralité et la diffusion des idées.

On peut attribuer l'invention du terme bibliodiversité à des éditeurs chiliens, lors de la création du collectif « Editores independientes de Chile » à la fin des années 1990. L'Alliance internationale des éditeurs indépendants a fortement contribué à la diffusion et à la promotion de ce terme en plusieurs langues, notamment grâce aux Déclarations de Dakar (2003), de Guadalajara (2005), de Paris (2007) et du Cap (2014). Depuis 2010, la Journée internationale de la bibliodiversité est célébrée tous les 21 septembre (jour du printemps dans l'hémisphère Sud).

Extrait de la *Déclaration des éditeurs et éditrices indépendants pour faire vivre ensemble et renforcer la bibliodiversité*, 2014 — <https://www.alliance-editeurs.org>

Le concept de bibliodiversité que j'ai étendu dans mon doctorat (bibliomasse, bibliotope, bibliocontinuité) et fait traduire dans des langues où il n'existait pas encore (coréen, bambara) suggère l'on peut transitionner la littératie. Il s'appuie aussi sur le recyclage des idées darwiniennes en matière de construction de la diversité (Moretti, 2008). Nous voyons par ces recherches qu'il est possible de relier même la littérature la plus littéraire à une écologie intégrale, à la transition socio-écologique. Mais il faut la relier plus encore aux logiques les plus apparentes du champ. Nous pouvons pour cela utiliser les approches par la matérialité, le cycle de vie et les contextes d'usage. Nous

pouvons, nous aussi, repeupler les sciences sociales en intégrant ses propres objets-phares, les livres, ainsi que tous leurs adventices. Quel système réorganisé permettrait alors de conserver la plus grande diversité éditoriale et la meilleure qualité relationnelle en minimisant les externalités négatives ? Nous verrons plus loin les réponses de la chaîne technique mais il faut d'abord s'interpeller. Qu'est-ce qu'un éditeur ? Comment circulent les livres ? Comment sont-ils appropriés ? Comment les bibliothèques sont-elles attaquées par des instances qui nient leur qualité de commun ? Comment se débrouiller face à l'incommensurable de la bibliothèque mondiale où une écologie de l'attention étendue devient la condition d'un devenir habitable dudit lecteur/lectrice (Bayard, 2007 ; Rancière, 2008 ; Sloterdijk, 2012 ; Citton 2014) ? Que signifie la féminisation de la littérature évoquée dans de nombreuses enquêtes ? À quel moment dois-je écrire ? Faut-il écrire plus ou mieux ? L'hubris de l'auteurice, comment l'identifier et la recevoir ? La maîtriser, la réguler ? À quel moment préférer le non-agir ? Qui lit ? L'écologie habitée questionne l'intimité de l'être-en-littérature. C'est exigeant : pourquoi lire, écrire, pourquoi publier, comment juger de la pertinence d'écrire ou de ne pas écrire, de se connecter, de se déconnecter, d'alimenter, de télécharger, d'effacer, de disparaître, de choisir les échelles d'édition de ses textes et celles de ses engagements, éditer, corriger, réécrire, qu'est-ce que cela veut dire, qu'est-ce que « faire écrire », « faire parler », « faire lire », comment penser la notoriété, la spécialisation, etc. C'est un champ entier de questions (une zone à occuper) qu'il faut mettre au travail. C'est, en tous cas, ne pas se suffire d'une littérature organisée conjointement par le capital et l'État et dénaturiser la littérature. Écrire de manière transitionnelle serait ici prendre soin de la relation dans l'écriture et discuter les questions qui se posent à cet endroit de la vague d'écriture qui nous emmène quand elle arrive (l'écriture comme surf : beaucoup d'attente, peu de vagues). Au delà d'une réponse argumentée à la réhabilitation académique du tourisme, mon texte *Le voyage masse* (2016) se présente comme un outil pour entrer en écriture avec ses propres récits de voyage, de vie, de travail, etc., seul·e ou plus encore en collectif sous la forme de l'atelier d'écriture à monter soi-même. Il décrit le passage à l'écriture comme un pouvoir d'agir à portée de main et ses conditionnalités. En ce sens, il n'est pas très différent des situations critiques et des pistes pour s'en sortir que décrit Howard Becker dans *Écrire les sciences sociales* (1988, trad. 2004). Tenant compte de l'accélération des circulations des objets, j'appuie fortement sur le passage à l'acte et les processus collectifs bien sûr, mais aussi sur l'anticipation des réceptions, notamment sur le fait d'être lu par ceux que l'on met en récit. Voilà une situation que l'actualité éditoriale ou géopolitique nous rappelle régulièrement. Alors, dans ce contexte général, la position (qui est en fait une relation) d'éditeur/trice apparaît centrale et pourtant bien trop souvent réduite à des postures techniques ou commerciales, voire totalement évidée (*L'édition sans éditeurs*,

Schiffrin, 1999). L'éditrice qui prend au sérieux l'idée d'alphabétisation écologique discute, fait partager et évoluer toutes les questions posées dans ce paragraphe. Par ailleurs, la transition doit s'inviter dans les outils de la médiation littéraire et de la littérature. Cet appel à la réflexivité et à l'inventivité transitionnelles ne peut que renouveler et étendre les formes d'ascèse propres à toute activité humaine sérieuse, ici cette sorte « d'ascèse linguistique (Orwell) et le respect scrupuleux des contraintes logiques propres à un langage clair (Debord) » (Garcia, 2015) contre la langue louche et la novlangue.

La chaîne de production

Les questions gênantes portent souvent sur la physique de l'économie du livre et du numérique : surproduction, gaspillage des ressources et de l'énergie. Cela commence par l'invisibilisation des milliards de stylos, feutres et assimilés que nous jetons chaque année, de millions d'ordinateurs obsolètes ou irréparables et leurs gourmands stockages distants de données. Mais les questions portent aussi sur la construction sociale et économique d'ensemble du champ, marquée en France par la présence d'un oligopole à franges éditorial et d'un réseau de distribution dense, soutenu et régulé par l'État au travers du prix unique, d'aides financières importantes et d'une représentation professionnelle outillée et contrôlée par les acteurs dominants et agissant comme tels. Elles portent également sur notre position (à chacun de nous) dans ce champ et la manière d'y circuler et d'y faire relation (en conscience de ce que cela représente pour ceux qui n'en sont pas, rappelle Merklen ; 2013). Pour l'approche environnementale, celle du développement durable, oxymore encore très utilisé dans ce milieu, nous parlons bien surproduction, concurrence, productivisme, publicité, empreinte carbone, déforestation, délocalisation, fret routier, capitalisme cognitif, data-centers, destruction et gâchis — et ce n'est pas rien de se le dire (en général, personne n'en parle en réceptionnant des palettes ou en stockant des fichiers). La venue dans les imprimeries, par exemple pour le calage d'une couverture, permet d'apprécier sur deux décennies l'amélioration des conditions de travail et la réduction des risques professionnels spécifiques aux intrants et à la gestion des locaux (solvants, encres, pigments de coloration, solutions de mouillage, colles, produits de nettoyage, décapants ; espaces de travail, aspiration et ventilation). Pourtant le label Imprim'vert créée en 1998 par les instances professionnelles n'évoque dans sa communication que les externalités environnementales, c'est-à-dire la réduction quantitative et qualitative des rejets, sans évoquer du tout la question de l'amélioration de la santé au travail qui en est pourtant significativement affectée — rappelant combien l'humain semble toujours détachée des labels environnementaux.

L'imprimerie, c'est une industrie bruyante, numérique, commercialement tendue sur un marché au moins d'échelle européenne (concurrence des pays sud- et est-européens et d'imprimeurs en ligne sans localisation visible, adossée à la concurrence dérégulée dans le transport routier). Si les auteurices devaient fabriquer elleux-mêmes leurs livres, les tirages seraient plus réduits. Si le transport routier coûtait plus cher, l'impression en proximité demeurerait une règle commune. On n'a jamais produit autant de livres, déplacé de livres sur les routes, autant pilonné de livres aux durées de vie si courtes. La physique de l'édition du marché inclue les coûts de la surproduction (qui est aussi une stratégie d'éviction des plus petits éditeurs), de stockage et, in fine, le pilon des éditeurs (25 % des livres fabriqués en France, soit 142 millions d'ouvrages invendus détruits ; Basic, 2017) et le désherbage de plus en plus systématique des bibliothèques fondé sur des normes de livres et de stockage par habitant. Il témoigne de l'enrichissement des bibliothèques et de la prolifération littéraire dont elle accueille une part certaine. Il n'est néanmoins pas sans poser de questions. Souvent utilisé pour réduire les coûts des bibliothèques et valoriser la numérisation et l'édition électronique, le désherbage a été mené parfois dans des conditions catastrophiques. Dans sa remarquable *Apologie du livre, demain, hier et aujourd'hui* (2011), Robert Darnton retrace l'histoire du désherbage précoce et enthousiaste des bibliothèques étasuniennes et des pertes que celui-ci a causé, ouvrant le débat nécessaire sur les qualités du livre papier et les limites des formats de substitution — contre les emballements et forçages en faveur du livre électronique que j'ai observés en Corée du Sud où l'État et les grandes firmes construisent, notamment auprès des scolaires, en dépit d'une population très attachée au livre papier, la demande future de lecture électronique. Le devenir écologique de la littérature n'est pas contenu dans sa transformation numérique, grande consommatrice cachée de ressources énergétiques et minérales et il n'est pas vrai que le modèle actuel soit durable. Ni que ce débat soit même accepté par les acteurs dominants : le monstrueux pilon évoqué précédemment est régulièrement défendu par les représentants de la profession parce que prétendument garant de la diversité. Il rappelle pourtant des débats voisins sur la destruction des fruits et légumes des années 1970, ou plus récemment les réglementations imposées aux supermarchés.

Un livre français, évolutions et impacts de l'édition en France est une petite étude diffusée en 2017 par le Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information, spécialisé dans les questions transitionnelles et financée par la Fondation Charles Léopold Mayer, fondation rencontrée lors de mon doctorat et qui finance elle-même l'Association internationale des éditeurs indépendants. L'étude brosse un portrait anti-transitionnel de cette filière : concentrée, non durable, non conscientisée et se fournissant de plus en

plus sur un marché international à bas coût et baissier. Les filières françaises de l'impression et du papier matière première sont désintégrées par la concurrence aux nombreuses externalités négatives, sociales, environnementales et intellectuelles. La forte réduction des parts locales de l'impression allongent les circuits de transport. Des « forêts fantômes » lointaines (en référence aux hectares fantômes de Marx ; Foster, 2000, trad. 2011) fournissent depuis les pays émergents les imprimeurs de moins en moins locaux des éditeurs français.

Comme illustré ci-dessus, l'aval de la filière en France capte l'essentiel de la valeur économique générée par la vente de livres. En amont, les activités liées à la fabrication du papier ne représentent qu'environ 9 % du prix final du livre, alors qu'elles génèrent la moitié des coûts sociétaux, en particulier en Amérique latine où se concentrent de plus en plus les approvisionnements français. Il semblerait donc que les échelons qui subissent les plus fortes pressions économiques (fabricants de pâte à papier, papetiers, imprimeurs) et dont la marge diminue soient ceux qui génèrent le plus de coûts sociétaux.

Par ailleurs, il nous a paru intéressant de comparer le montant des coûts sociétaux à l'excédent brut d'exploitation des éditeurs, afin de mettre en perspective, d'un côté les dépenses mutualisées par la société (en Europe et en Amérique latine), et de l'autre les gains que privatisent ces acteurs (car ils ont le plus d'influence sur la chaîne et captent la plus grande part de valeur en intégrant la diffusion et la distribution). D'après les données compilées par Xerfi, l'excédent brut d'exploitation généré par les principales maisons d'édition sur les ventes de livres du segment « noir » peut être estimé à environ 70 millions d'euros en 2015. En vis-à-vis, notre évaluation fait apparaître que les coûts sociétaux de la filière s'élèvent à plus de 51 millions d'euros, soit presque 75% de ce montant.

Autrement dit, pour chaque euro de bénéfice généré par l'édition d'un roman en France, il existe un coût caché environnemental et social de 75 centimes à la charge de la société (française et internationale).

Bureau d'Analyse Sociétale pour une Information citoyenne, *Un livre français, évolutions et impacts de l'édition en France*, 2017, page 37.

L'étude de 2017 évoque des pistes techniques : les nombreuses certifications sociales et environnementales ont des impacts parfois positifs, mais sont surtout très difficiles à mesurer ; l'usage de papier recyclé dans l'édition française stagne (10 %) malgré la hausse du papier collecté (en dépit même de la désorganisation de la politique de collecte) et des perspectives de réduction de 25 % des coûts sociétaux par ce biais ; l'impression numérique à la demande dans des formats adaptés qui réduirait les invendus reste marginale ; l'usage de liseuses et de livres électroniques avec un seuil de basculement estimé à 128 livres et une consommation annuelle moyenne de 12 livres par an et par personne en France ne permet pas de conclure à l'intérêt stratégique de cette technologie marquée par ailleurs par l'obsolescence programmée et l'usage de ressources rares et géopolitiquement cruelles dans leur mode de production. Le livre

papier reste un low-tech majeur⁴² (Bihouix, 2014). Alors comment aller vers une filière écologisée, lutter contre l'ignorance ingénue ou construite des professionnel·les, explorer la géographie de la filière comme un milieu, un territoire, questionner le pilon autour des logiques de rotation et d'éviction et même croire à une utopie du livre circulaire. La liquidation d'Arjowiggings au printemps 2019, l'unique usine de papier recyclé d'impression en France à Bessé-sur-Braye dans la Sarthe (580 salariés), productrice des papier recyclé Cyclus, a lieu dans l'indifférence générale : protestation insignifiante des imprimeurs et éditeurs conscientisés, rares soutiens politiques, utilisation limitée et tardive par les syndicats ouvriers de l'argument transitionnel (ou simplement circulaire). L'absence de l'État, du Ministère de la Transition, est frappante, dans un moment exceptionnel d'incohérence politique : de très nombreux acteurs publics veulent du papier recyclé (le moins cher possible) pour faire signe et la seule usine du pays est fermée dans un contexte capitalistique néo-libéral caricatural.

Paradoxes

Dans *Lire dans la gueule du loup, essai sur une zone à défendre, la littérature* (2016), Hélène Merlin-Kajman nomme son dispositif de recherche « transitions ». Elle se saisit d'une autre transitionnalité, celle de Donald Winnicott, d'où vient notamment l'expression « d'objet transitionnel ». Elle ne la raccorde pas à la transition socio-écologique. Sa démonstration par l'habiter de la littérature est pourtant si puissante que le lecteur averti des deux choses ne peut faire autrement que de marier ces deux transitions. De même, si elle n'utilise que le terme « littérature », ses élargissements constants autour de la littérature comme relation sociale évoquent plutôt la littératie — nous retrouvons ce problème du concept difficilement transposé évoqué avec Hoggart.

Selon [Winnicott], cette aire de pure potentialité ne concerne pas que le passage du bébé d'un stade indifférencié à un stade bien individualisé. Elle concerne en quelque sorte définitivement ou constitutivement chacun de nous, car « l'acceptation de la réalité est une tâche sans fin » dont « la tension peut être soulagée par l'aire intermédiaire d'expérience, qui n'est pas contestée (arts, religions, etc.). Au niveau collectif aussi existe donc quelque chose comme une aire potentielle permettant à chacun de jouer, non selon les règles de la réalité sociale, de ses institutions et de ses conventions, fussent-elles celles des loisirs, mais selon un jeu libre et créatif qui ajuste les motions du monde interne aux exigences du monde externe. [...]

Il me paraît plus pertinent de penser les phénomènes transitionnels non à partir des objets qui peuvent y figurer, mais à partir de la scène qui les favorise. Nous ne sommes jamais placés en spectateurs devant eux, mais en acteurs de leur jeu, ne serait-ce qu'en le protégeant ou le facilitant. Les phénomènes transitionnels ne le sont pas par essence : ils dépendent de la scène qui les entretient et

42 dont le faux teaser en ligne « Book » donne une vision très convaincante et drôle.
https://www.youtube.com/watch?v=Q_uaI28LGJk

leur donne proprement cette qualité. [...]

L'aire transitionnelle se présente aujourd'hui, à mon sens, comme une zone à défendre. Mais comment ? Je dirais : en l'occupant. D'où le choix qui a été le mien. Je suis sans cesse partie de situations concrètes de partage littéraire pour interroger la théorie, non l'inverse.

Hélène Merlin-Kajman, *Lire dans la gueule du loup, essai sur une zone à défendre, la littérature*, 2016, Gallimard, pages 11 à 19.

Le recours à la transitionnalité winnicottienne permet de penser plus facilement un « habiter la transition » en littérature. Bertrand Guest, dans son essai *Révolution dans le cosmos ; essai de libération géographique : Humboldt, Thoreau, Reclus* (2017) parle de la littérature comme médiation écologique. « *L'écologie politique n'a de sens que si elle se pense, s'écrit et se pratique par et pour un collectif de non-spécialistes. La capacité médiane du littéraire lui est indispensable [...] pour donner lieu aux débats nouveaux lorsqu'ils engagent des sphères de discours qui ne s'écoutent plus, comme la politique et la nature, rendues imperméables l'une à l'autre avec la spécialisation disciplinaire du 19^{ème} siècle. Or, la puissance démocratique du littéraire n'existe que s'il se détourne des Belles-Lettres pour être "le nouveau régime de l'art d'écrire où l'écrivain est n'importe qui et le lecteur n'importe qui"* (citant Rancière). *Les sciences ne peuvent être démocratiquement pratiquées et moralisées (c'est-à-dire accompagnées d'une conscience et d'une éthique) que si tout le monde accède au langage où elles se font.* La transition recèle dans cette perspective un autre régime de l'art. « *Absent des Belles-Lettres, des critères essentiels de la littérature sont l'adresse à un lectorat pluriel et disparate ainsi que la conscience, qui y est liée, de travailler entre plusieurs langues.* » Nous nous trouvons alors en cet endroit devant l'hypothèse paradoxale qu'une majorité des actrices expertes de la littérature sont sensibles ou sensibilisées aux questions transitionnelles et qu'elles constituent une part significative et structurante de la niche socio-culturelle des politiques transitionnelles en France, et, pour autant, que ce même groupe expert ne s'applique pas à lui-même ou partiellement les processus réflexifs et les démarches dérivées que peut générer la mobilisation socio-écologique. Il ne s'agit pas de questionner la morale du groupe, mais de montrer comment les agencements face à des questions complexes peuvent se construire dans des indifférences et des refus, mais aussi dans des expérimentations variées et des politiques publiques. C'est ici que la mobilisation socio-écologique, celle par exemple de l'Association pour l'écologie du livre (éco-responsabilité/interprofession/bibliodiversité)⁴³, créée en 2019 pendant le temps même de cette écriture, montre la réalité de l'alphabétisation écologique.

43 <http://ecologiedulivre.org>

62. la Zad comme résidence d'écriture habitée

Si l'expérience de la Zad m'a transformé, cela ne s'est pas produit spécialement dans le domaine de l'écriture, mais là aussi. Dans mon habiter discontinu de la zone, l'écriture de quelque nature qu'elle soit s'est articulée de manière ordinaire à d'autres activités telles que marche, réunion, débat, manifestation, entretien, fête, atelier, plantation, divagation, amitié, etc., constituant les conditions réelles d'une enquête. Il y a eu continuité de mes actes et cela a considérablement enrichi mon rapport à la lecture-écriture en réduisant les oppositions entre les activités réputées intellectuelles et celles réputées manuelles. Si j'ai beaucoup écrit, c'est d'abord parce que j'ai fait beaucoup d'autres choses et ait été pris dans une relation. En tant que chercheur-auteur-lecteur-éditeur doté de propriétés facilement repérables et repérés par les groupes auxquels je participe, « j'écris » (Fabre, 1993) effectivement à propos de la Zad, en dehors du champ académique : premières mentions dans le *Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire* (2009), large place, voire inspiration globale de la seconde édition de ce même guide (2016) par la Zad, participation au collectif d'écriture et d'édition du second grand livre sur la Zad, *C'est quoi c'tarmac ?* (2011), écriture et mise en ligne d'un récit poétique feuilletonné sous pseudonyme (2012-2013), édition de la carte de la Zad à 20 000 exemplaires dans cinq éditions successives et affichée dans un nombre de lieux considérable, notamment dans les métropoles nantaise et rennaise (2016 et suivantes). Je rédige aussi (j'initie et finalise le plus souvent) des tracts et communiqués de presse du Collectif Sud-Loire, parfois des contributions plus personnelles. L'une d'elle est diffusée dans le *Zadnews*, le journal papier interne de la Zad qui publie toutes sortes de textes et en constitue une des archives majeures. En raison notamment du constat de l'absence initiale des sciences sociales sur la zone (qui contraste avec le sur-investissement lors de l'abandon), je procède progressivement à un enrichissement de ma présence, en tant que chercheur. Je propose une première communication scientifique au Fig 2014 devant une centaine de participant·es, deux communications en colloque en 2016 (*La Zad de NDDL et Nantes Métropole, un couple ouvert à deux battants*) et 2017 (*La Zad de Notre Dame des Landes* qui devient en 2018 un chapitre d'ouvrage sous le titre *La Zad de Notre-Dame-des-Landes, haut lieu, résidence d'écriture, commun(s)*), un long article dans un numéro thématique de *Norois* sur les conflits en 2016, intitulé *La Zad de Notre-Dame-des-landes ou l'habiter comme politique*. Enfin je communique dans le premier colloque dédié tenu en novembre 2018 à Nantes, quelques mois après la décision d'abandon : *Haut lieu de l'habiter en conscience d'habiter, coalition hétérogène et refondatrice, monstre métropolitain, etc, peut-on apprendre de la Zad et de ses mondes* (et chapitre de l'ouvrage issu du colloque, 2021). En 2020, en même temps que j'écris cette habilitation, je contribue à l'ouvrage

collectif autour de la linéologie de Tim Ingold, *Entre les lignes, anthropologie, littérature, arts et espace*, 2021) avec un chapitre intitulé *Écrire dans le territoire, en controverse, en invention sociale : explorer une politique transitionnelle de la lecture-écriture*. Voilà comment mon écriture s'est formée dans un engagement personnel et scientifique situé dont elle a constitué une variation car la résidence d'écriture a d'abord été d'abord une résidence tout court, c'est-à-dire une expérience refondatrice de soi au sein de collectifs.

Réciproquement, la littératie m'est apparue au fil du temps comme une composante majeure de l'habiter de la Zad, pourtant réputé rustique, quotidien, oral, teinté sinon d'anti-intellectualisme du moins d'un contentieux non seulement avec les médias, mais aussi avec l'école en ce qu'elle est aussi l'État, la littérature officielle des collectivités et la présence des chercheur·es — en raison également d'une césure spatiale et culturelle entre occupant·es, (dits) arraché·es et politiques, non-lettré·es et lettré·es, parfois très visible, singulièrement amplifiée lors de l'expulsion de 2018, et qui n'emporte pas mon raisonnement. Dans cette lecture, la Zad est un ensemble de littératie proliférante caractéristique des hauts lieux habités : constellations d'auteurs/trices (vernaculaires, établi·es, voisin·es ou visiteur·es), ensemble varié de pratiques observables et d'écritures incluant formes habituelles (ateliers de production, bibliographies, bibliothèques, mise en scène, mise en réseau, mise en centralité) mais aussi écritures in situ comme les graffitis, panneaux, pancartes ou la D 281, route départementale véritablement saisie comme écriture. Cette « route des chicanes » se présente en effet jusqu'en 2018 comme un dispositif d'écriture manifeste, discuté lors des échanges pour sa réouverture pour ces raisons, causes des tensions dont elle a été le centre pendant cinq ans et jusqu'au dernier moment enjeu symbolique du processus d'abandon-expulsion par l'État, polarisant les violences, les destructions et les dissensions du printemps 2018. Je mobilise ainsi l'expression bien connue de « résidence d'écriture », issue de la médiation culturelle⁴⁴ et de la patrimonialisation littéraire, pour la transformer en un concept susceptible d'éclairer les littératies subalternes ou du contre : une résidence d'écriture informelle et non subventionnée, insurgée et habitée. Je relie ce concept à la question des communs, invité en cela par la pratique de la réunion, de l'atelier d'écriture et de la bibliothèque qui définissent, en dehors de leurs captures institutionnelles, des communs d'écriture et de lecture classiques dans les sociétés

44 La médiation littéraire est transformée en ressource territoriale dans les années 1980 et 1990. Elle utilise notamment la nouvelle part d'animations et d'interventions des auteurs en résidence dans son dispositif d'action culturelle territorialisée. Chaque géohistoire politique locale colore les dispositifs. Je les vois assez hétéroclites et littéraires, voire patrimonialisés en Pays de la Loire. Mathilde Roussigné (2018) les décrit pour le dispositif « Écrivains en Seine-Saint-Denis » dans le référentiel littéraire communiste en cours d'éclatement, mais aussi dans une sensibilisation nouvelle à la « classe créative » où l'artiste en résidence montre « le dynamisme des acteurs et l'attractivité du territoire ». Par sa production propre de textes, l'auteur fait aussi monter le territoire dans la bibliothèque mondiale. Dans tous les cas, les gains espérés sont autant du côté des habitants locaux et extérieurs que dans la recherche d'une plus grande mobilisation ou cohésion des services.

alphabétisées. De cette résidence d'écriture collective dans le haut lieu politique naît une bibliographie située. Elle est appuyée sur un répertoire cumulatif qui fait transmission et une inscription dans des réseaux pré-existants suffisamment puissante pour les modifier. Cette bibliographie inédite est certes mal dénombrable et répétitive, mais aussi diverse, peuplée de formes qui échappent peu ou prou à l'enregistrement officiel (photocopies, auto-éditions ou éditions directes, petites éditions, écriture in situ, textes en ligne, livres d'occasion, etc.) comme de formes mainstream de l'édition parisienne. Pour ancrer ce concept de résidence d'écriture habitée dans le réel de la Zad, je fais d'abord récit de l'Ag du mouvement du 10 janvier 2018 à la Wardine, dernière réunion avant l'abandon du projet le 17 janvier. Mené sous forme d'un court récit de littératie, il propose une immersion dans une expérience concentrée en enjeux et émotions (nous sommes à quelques jours de l'annonce gouvernementale) pour tenter d'incarner l'ensemble de la proposition — celle d'un concept de résidence d'écriture habitée adossée à un haut lieu politique.

Une réunion remplie de littératie — l'Ag du mouvement du 9 janvier 2018

Depuis le sabotage, le 15 mars 2017, par lancer de peinture et de merde humaine, d'une conférence de presse tenue à la Vacherit, le lieu historique du mouvement, les Ag sont déplacées dans un autre lieu occupé, la Wardine, à moins d'un kilomètre, sur une route vicinale étroite où le stationnement et la circulation sont difficiles. Je suis venu plusieurs fois à la Wardine, notamment en 2013, pour un concert mémorable de Klee Benally, chanteur rock navajo, militant autochtone, venu diffuser son film documentaire sur la résistance à la construction d'une station de ski sur le San Francisco Peak en Arizona, produisant sa neige artificielle avec des eaux de sortie de station d'épuration de la ville de Tucson amenées par camion. J'ai également dormi sous tente dans le champ voisin plusieurs fois et assisté, sous chapiteau, en août 2017, à une conférence de Starhawk et Isabelle Stengers, organisée par la bibliothèque du Taslu et médiée par Jade Lindgaard, la journaliste de Médiapart souvent croisée à Nantes ou sur la Zad. La conférence est intitulée *Être sensible : le rôle des rituels et des esprits dans l'activisme*. Cette contextualisation du site, un lieu de vie végétal accueillant nombre de personnes arrivant sur zone, à proximité de l'Ambazada, projet internationaliste de convergence des luttes, me permet de rappeler comment l'inscription territoriale se construit, comment elle est réelle, comment aussi la multiplication de l'offre littéraire située amène physiquement de nouvelles personnes sur le Zad. Pour aller écouter Starhawk en août 2017, je covoiture avec trois Nantaises, chanteuses affirmées, notamment sur des répertoires de chants de lutte, manifestation féministes. L'une d'elles a d'ailleurs un des livres de Starhawk dans son sac, exemplaire usé, annoté, plein de bouts de papier et elle

ira la voir à la fin de la conférence. Mais c'est la première fois ou la « vraie » première fois selon elles (en dehors d'un grand rassemblement festif ou d'un concert) qu'elles viennent à la Zad, ce que je leur présente comme étant un paradoxe au vu de leur activité et de leur féminisme en actes. À cela, elles me répondent que « la Zad, elles ne sont pas assez militantes, elles ne sont pas assez légitimes », que ce n'est pas vraiment pour elles. Ce jour là, pourtant, elles sont au cœur de la Zad, une centralité littéraire, à quelques mètres d'une ancienne étable occupée, avec une éco-féministe américaine historique, une philosophe belge et une journaliste française. L'efficacité de la montée sur la Zad se vérifie encore ce soir là.

Nous sommes donc le 9 janvier 2018. Nous arrivons en retard, des dizaines de voitures sont déjà alignées, des gens marchent dans la nuit humide et la boue avec leur frontale ou leur téléphone portable à la main, nous croisons des voix et des visages connus. Je ne sais pas encore que je vais prendre des notes. La réunion a déjà commencé. Plus d'une centaine de personnes y passent entre 20h45 et 23h45, une légère majorité d'hommes, tandis que les prises de parole sont très paritaires. Un homme et une femme (elle surtout — une occupante historique qui a participé à l'écriture du livre collectif de 2011) régulent et facilitent la réunion, deux hommes se relaient pour le compte-rendu, une autre femme, assise en tailleur sur une table, organise les tours de parole, tou·tes sont des occupant·es, alors que les participant·es sont autant des habitant·es historiques, des paysan·es, des militant·es habitant hors zone. La plupart des orateurs/trices sont interpellé·es par leur prénom. Voilà qui nous ramène dans l'atelier d'écriture. Les prises de parole se succèdent respectueusement (on s'excuse en cas d'erreur) sur la base d'un ordre du jour écrit au feutre bleu sur un tableau plastifié. Il n'y a pas de micro mais une qualité d'écoute certaine et tou·tes sont compris·es malgré le grand nombre. Au bout de quelques minutes, l'envie me saisit et je commence à griffonner quatre pages de mon agenda d'un gribouillis que je retrace le lendemain matin. En effet, si très peu de gens prennent des notes, les textes sont partout et structurent l'organisation de la réunion et les actions prévues. D'abord des annonces de rendez-vous, puis plusieurs personnes lisent chacun·e un texte en lien avec la médiation et le devenir de la Zad. Cette scène de lecture est coutumière en Ag, On y répond sans ambages que certains textes utilisent trop le copier-coller, les lectures sont totales ou partielles, les renvois à la réécriture ou à des commissions fréquents. Puis l'assemblée prépare la réaction collective du mouvement à l'annonce gouvernementale de fin janvier : les deux communiqués communs sont prêts et lus, d'abord en cas de maintien du projet puis en cas d'abandon, c'est l'occasion de nombreux rires. Les commissions de préparation du rassemblement festif du 10 février sont ensuite présentées, des feuilles A3 affichées en donnent les indications et sont consultées en cours et en fin de réunion.

Le reste de la réunion est occupé par deux gros dossiers, d'une part la création d'une « entité préfigurative », associative et légale (mot tabou pour certain·es participant·es, provoquant à nouveau quelques rires) et « porte-stylo » de l'Assemblée des usages et de l'Inter-composantes, permettant de signer des documents avec les institutions pour la gestion post-abandon du territoire, et d'autre part, la « normalisation » de la départementale 281, dite « route des chicanes », retirée en 2013 du réseau routier départemental, lieu spectaculaire, aimé, mais aussi ambivalent, clivant. La présentation de « l'entité préfigurative de gestion de la zone après l'abandon » est faite par un occupant très investi dans *Sème ta Zad* et les projets agricoles. Cette demande vient pourtant du réseau Copain et des organisations paysannes qui pointent « l'urgence absolue » à agir afin que l'entité soit opérationnelle avant l'annonce gouvernementale. L'orateur évoque le contexte, différents scénarios, résume un document de six pages produit par un petit groupe issu de l'Assemblée des usages. Compte-tenu de la technicité et de l'intérêt différencié des composantes, la discussion est renvoyée aux lectures de chacun·e et à un agenda très serré. Porté par un jeune homme socialisé longuement à la Zad au contact des militant·es agricoles, le document présente une technicité quasi diplomatique. Sa densité conceptuelle et logistique contraste avec les apparences et l'appareil médiatique de dénigrement de la Zad comme lieu du n'importe quoi. L'atelier d'écriture est ici réellement de haute tenue. L'entrée par la littératie montre, à un moment crucial, comment toutes les formes sont mobilisées. Cette assemblée générale présente nombre de points communs avec un atelier d'écriture nord-américain (et non français) : on se connaît bien, on écrit peu, mais on pratique la lecture voix haute, sans micro devant une centaine de personnes, la critique est sollicitée, reçue, souvent constructive, l'attention est forte, on s'interpelle, mais avec beaucoup de précautions, la demande de réécriture et de renvoi au travail discret semble naturelle, des documents circulent en papier et sur des listes, des adresses mails s'échangent, il y a des affichages. Elle n'est pas non plus sans écho aux descriptions des réunions publiques et des écritures de la fin du second Empire : on peut visualiser la littératie de la Commune dès la première réunion publique autorisée à Paris, le 19 juin 1868 et elle continue de se développer bien après son éradication militaire.

La départementale 281 pose une autre question. Haut lieu de la défense de la Zad, occupée précocement, défendue, perdue, reprise, ré-habitée, cette route est devenue un axe routier hors-norme. S'il n'existe plus dans le réseau officiel, on peut l'emprunter en traversant un paysage poétique entre Mad Ma(r)x et éco-fantasy alternative : nombreux obstacles, carcasses de voitures brûlées, peintes, écrites, fleuries, déchets de tous ordres, débordements et reprises végétales, stationnements sur la chaussée de véhicules divers,

constructions terre-bois sur la route de type tour de guet, chicanes, fossés, le tout mal accessible aux engins agricoles. Les abords en sont très habités et on croise piéton·nes, cyclistes et chien·nes. Un certain nombre d'habitant·es s'y trouvent dans des positions devenues conflictuelles à l'échelle de la Zad. Depuis longtemps, une forte pression (Coordination, Acipa, Copain, riverain·es) existe pour normaliser la D 281. Cette route apparaît ainsi très clivante. La réunion va le montrer à nouveau et montrer aussi comment cette route occupée constitue une écriture de plein exercice dans le mouvement, l'écriture de celles et ceux qui écrivent le moins de textes dans le mouvement. Bien sûr, ce n'est pas le mot « écriture » qui est employé directement dans la réunion (la grande culture française autorise difficilement ce genre d'hypothèses) mais le mot « symbole ». Et dans cette route extraordinaire décrite contradictoirement dans l'Ag, les orateurices séparent à plusieurs reprises le symbole et la pratique. Ils séparent l'écriture que constitue la D 281 « modifiée » (un événement/dispositif de littératie composé d'écrits directs et indirects, issu d'un alphabet constructif décalé) et ce qu'on peut appeler l'usage ordinaire et la sécurité routière d'un axe départemental qu'on parcourt « normalement » à 90 km/h, et plutôt au delà de la vitesse autorisée. Dans son discours d'abandon du projet, le 17 janvier 2018, le premier ministre Édouard Philippe fait de la réouverture immédiate de la D 281 une condition du non-recours aux forces de l'ordre. Le 25 janvier, au terme d'une série de réunions et de longues discussions sur place, plusieurs centaines de personnes appelées par le mouvement dégagent la route de ce qui s'y trouve, dans une grande tension entre habitant·es mais aussi dans l'intimité de nombreux participant·es à l'action : dégager la route, c'est permettre la poursuite des négociations et une évolution de la Zad comme territoire d'invention et de communs, c'est permettre aux paysan·nes piliers de la lutte de circuler normalement mais c'est aussi pour ces mêmes personnes détruire eux-mêmes une part significative de la poésie du mouvement, d'une écriture subalterne, obnubilée et émancipatrice à la fois, sur une route départementale quelque part en France. C'est un moment d'une grande violence subjective qui sépare profondément et durablement le grand collectif, comme chaque rencontre d'ancien·nes habitant·es de l'Est, loin de la Zad, me le montre, rappelant une longue conflictualité interne et dénonçant une privatisation de la Zad (Morel et Darrot, 2018).

Une résidence d'écriture habitée, un commun d'écriture et de lecture — naissance d'un concept

C'est Francis Chateaufort qui me pousse à écrire au plus vite cette hypothèse de « résidence d'écriture ». Il la cite dans son intervention du 13 septembre 2018, à Paris, au séminaire *Habiter la transition. Des pratiques existantes aux politiques de*

transition : circulations et ambiguïtés (réseaux Acdd et ReHal) en référence à ma propre intervention, le 9 juin 2017, à Marseille, dans une session du séminaire annuel de l'EHESS *Controverses environnementales et anthropologies de la nature* qu'il co-organise. Il me suggère en riant de le faire assez vite — avant que quelqu'un d'autre ne l'écrive à ma place. Pourtant, cette hypothèse ne naît pas à Notre-Dame-des-Landes, elle s'y déploie plutôt en une manière d'amplification de ce que j'expose dans mon doctorat (2012) puis dans un long article de la revue *Cybergeo* intitulé *La montée des îles Aran dans la bibliothèque mondiale, une glocalisation littéraire* (2014).

Les îles Aran ressemblent sur un siècle et demi à une résidence d'écriture fonctionnant en l'absence de toute politique publique dédiée, une résidence d'écriture non formelle. C'est étonnant et spectaculaire. L'observation de cette spirale éditoriale montre un puissant effet de système. Reliée au large patrimoine oral vernaculaire et aux écrits gaéliques d'autant plus cités qu'ils sont rares et objets incontournables du spectre politique et identitaire, la production de textes et d'images massivement assurée par des non-îliens est largement auto-référente. Elle parle abondamment, d'une part, des conditions de la littératie en mouvement sur les îles, d'autre part, les auteurs se lisent, se citent les uns les autres et construisent une intertextualité puissante, abondée ultérieurement par les guides touristiques. [...] Nous pouvons observer ainsi un véritable *darwinisme littéraire* sur Aran, où la diversité du fait littéraire se construit dans un usage différencié du territoire.

Extrait de l'article cité en référence, *Cybergeo : European Journal of Geography* [en ligne], Politique, Culture, Représentations, novembre 2014.

Le processus aranais hybride des habitants dissemblables (vernaculaire, savant, artiste, touristique, etc) et se singularise dans la quantité et la diversité des capitaux et des contradictions mobilisées. Il procède d'abord d'une rencontre improbable entre une petite communauté archipélagique de la baie de Galway dotée de propriétés singulières (« pureté » du gaélique quotidien et bilinguisme anglais-gaélique en voie de généralisation, faible division du travail, relation intense au milieu et mondialisation modernisatrice par les émigrés et le pouvoir colonial tardif, mais aussi conflit colonial et émigration de masse, intégrisme catholique et sacré vernaculaire, touristification et déprise démographique) et le monde — une rencontre typique de la mondialisation. C'est un lieu qui voit la naissance du récit anthropologique de type égalitaire et pré-transitionnel (Synge, *The Aran Islands*, 1907) mais aussi celle du grand paysage documentaire mondialisé actualisant le face à face dramatique, voire fascinant, entre l'homme et les éléments (Flaherty, *Man of Aran*, 1934). Cette dualité politique et artistique est complétée, contredite, régulée par d'autres écritures venues d'ailleurs, mais aussi par des écritures autochtones, celle d'îliens pratiquant tant le récit que la fiction, dans et hors l'archipel. Si cette résidence née d'un folklorisme savant dessine souvent une sorte d'orientalisme adaptable à toute contrée (Saïd, 1980 ; Staszak, 2006, 2015), ici un irlandisme de pacotille, la masse critique de cette résidence d'écriture en crée les

figures alternatives à travers une littérature indigène et/ou subalterne. Deux figures îliennes sont un peu connues. Il y a d'abord Pat Mullen, un émigré en Amérique revenu à Aran, premier acteur touristique de l'île, sorte de *local hero* entre Synge et Flaherty, incarnant une posture complexe que j'ai interprétée dans l'article, en dépit même du contexte catholique intégriste de la nouvelle république d'Irlande, comme profondément « queer ».

Man of Aran a heureusement un double de papier. Pat Mullen, l'îlien « homme-orchestre » [le régisseur du tournage, le fixe-ur-interprète-homme-à-tout-faire en quelque sorte] de Flaherty, écrit son *Man of Aran* en utilisant le tournage comme mise en scène et dramaturgie de la société d'Aran et de sa périphérie. Publié en 1935 par une maison new-yorkaise reconnue et réédité en 1970 par les presses du MIT, le récit se présente comme une autobiographie thématique par l'expérience cinématographique. On peut le rapprocher, pour la richesse de ses apports et de ses choix d'écriture, des littératures prolétariennes (Ambroise, 2011) de l'entre-deux-guerres définies par Henry Poulaille, mais également, et de manière plus singulière, de Synge lui-même. Si les récits de Synge et de Mullen ne sont pas tout à fait superposables, ils restituent les altérités de façon ouverte et construisent un dispositif qui renseigne le bilinguisme et ses porosités, validant l'ensemble par du collectage : ils sont étrangement proches. Des anecdotes aux controverses, ils laissent au lecteur le soin de faire son opinion.

Extrait de l'article cité en référence, *Cybergeo : European Journal of Geography* [en ligne], Politique, Culture, Représentations, novembre 2014.

Dans le même article, je représente cette constellation aranaise des auteurs et des écritures par des axes et des graphes à la façon de Franco Moretti pour en montrer les dynamiques mais aussi la diversité et l'historicité des formes (de l'interculturalité quotidienne au prix Nobel). Aux différentes échelles de compréhension mobilisées (la personne, la famille, l'île, l'archipel, la société irlandaise en voie d'émancipation, les mondes britannique et étasunien de l'émigration, l'Europe continentale), la résidence d'écriture informelle non subventionnée d'Aran s'inscrit parfaitement dans les régularités du développement des littératures nationales décrites dans *La République mondiale des lettres* (Casanova, 2008). Ce qui fait l'exceptionnalité de cette résidence d'écriture, c'est la concentration en un point haut remarquable d'un grand nombre de ces régularités, en l'absence d'un donneur d'ordre (du type Académie suédoise pour le prix Nobel ou milieu littéraire fortement organisé), mais en présence d'un événement ou d'un objet fondateur, d'une situation. À Aran, il s'agit du tournage du documentaire de Flaherty qui s'inscrit pour les îliens eux-mêmes comme la date majeure de l'histoire de la société locale au vingtième siècle (Stoney et Brown, 1978), lui-même lié à la première touristification de l'île par des linguistes et des archéologues cinquante ans plus tôt et au récit précurseur de Synge. Il y a un avant et un après *Man of Aran*. À Notre-Dame-des-Landes, l'événement majeur du vingtième siècle prolongé, c'est la lutte de cinquante ans contre

un projet d'aéroport, c'est la Zad, ébauchée dans les années 1970, qui naît au tournant des années 2010. D'autres hauts lieux présentent des caractéristiques similaires, le pays dogon mis en scène par Marcel Griaule et Jean Rouch (Doquet, 2005), le Brésil nordestin du cinéma brésilien de l'après-guerre ou la Jamaïque post-coloniale des sound-systems. Mais la résidence d'écriture la plus proche de celle de la Zad est celle du Chiapas zapatiste. Contemporaine de la naissance de l'internet (et donc plus facilement mondialisée), explicitement politique, insurgée et toujours active, elle inspire profondément la Zad. Brian Gollnick, universitaire nord-américain, en a donné une interprétation remarquable dans *Reinventing the Lacandon, subaltern representations in the rain forest of Chiapas* (2008) — un livre subtil et magnifique (non traduit).

J'utilise à sept reprises l'expression de résidence d'écriture dans cet article de 2014. La résidence d'écriture de Notre-Dame-des-Landes dont j'observe peu à peu les mille facettes s'impose alors dans ses similarités avec Aran ou le Chiapas, mais aussi dans ses analogies, toutes choses égales par ailleurs, avec les résidences d'écriture que je connais aujourd'hui en France comme dispositif littéraire territorialisé ordinaire et subventionné. Ce qui est premier, c'est le surclassement sans discussion possible de ces résidences d'écriture formelles issues des politiques publiques de lecture-écriture par la résidence d'écriture informelle de la Zad, une résidence d'écriture incommensurablement habitée. Le changement d'échelle relève du basculement. Malgré son caractère non dirigé et non subventionné, cette résidence est durable (ancrage, extension, renouvellement), massive (forte bibliomasse), diverse (forte biodiversité) et dynamique (traduction sortante, multilinguisme de nombreux supports, situations internationalistes). Décrire cette résidence d'écriture de la Zad, c'est en fait procéder à une reconfiguration lexicale d'une expression technique par intégration scalaire et culturelle. Dans la résidence d'écriture formelle, nous trouvons des éléments structurels généralement associés : auteur/trice, bibliothèque, bibliographie, éditeur/trice, territoire, co-présence et intervention, atelier d'écriture, gratification économique, matérielle ou symbolique, orientation (contexte, commande, référence, objectif), financeur. Dans la résidence d'écriture informelle du haut lieu politique, tous ces éléments se trouvent également associés mais déformés et étendus par les effets de l'insurrection et de la médiatisation. L'auteur/trice souvent solitaire devient partie de la multitude (Negri et Hardt, 2004). La bibliothèque est ré-instituée en commun où les livres circulent, portés et prêtés par la multitude à elle-même. La bibliothèque formelle émerge au bout de quelques années mais dans une configuration politique et militante exceptionnelle : la bibliothèque du Taslu (2016) réinvente de manière démonstrative les bibliothèques du mouvement ouvrier et de l'éducation populaire. Les maisons d'édition concernées par la Zad sont nombreuses même si elles sont peu connues pour la plupart, l'auto-édition ou pour être plus juste,

l'édition directe, est massive (tracts, brochures, fanzines, journaux, sites, livres). Le territoire est pris dans une tourmente de littératie et de nombreux noms de lieux sont créés et inscrits sur place et dans des cartes : la résidence d'écriture est fondatrice d'elle-même au sens des grands récits et elle s'auto-engendre dans les lieux mêmes qui sont à la fois renommés et inscrits dans leur généalogie (les landes privatisées lors de la révolution agricole du 19^{ème} siècle, les haies des années 1970 bien mieux conservées qu'ailleurs, même la biodiversité, au sens des écologues, rehaussée et révélée par les inventaires participatifs des Naturalistes en lutte devient une écriture). L'atelier d'écriture est mobilisé en tant que tel (l'expérience du *Journal Intime Collectif* en est le meilleur exemple) mais la plupart des réunions tendent aussi à se comporter comme des ateliers d'écriture où les processus de partage et d'apprentissage tirent profit des règles de bienveillance et de conduite raisonnée des ateliers. La résidence d'écriture s'entend évidemment multimédia et multisupports : la vidéo s'impose au sens de l'auto-média démultiplié par la montée généralisée en accès et en compétence numérique et dépassant au travers de nombreuses astuces la question de l'anonymat et de la protection des personnes, le son par la radio de la zone installée dans un bus près de la Wardine, comme les ateliers du Zad social rap⁴⁵ tenus à la Grèce et hors-zone. Les gratifications dans tous ces registres sont nombreuses et se caractérisent d'abord par la multiplication des actes d'écriture, même dans les groupes en apparence les moins lettrés, au frottement de parcours d'écriture dissemblables. Si l'inclinaison apparaît militante, libertaire ou tout simplement émancipatrice, c'est qu'elle contraste très fortement avec les phénomènes de censure de la parole et de l'écriture que rencontrent les acteurs/trices entretenant des liens de dépendance économique et/ou politique avec les institutions métropolitaines voisines marquées par une action publique excessivement structurante confinant au contrôle social. Ici, le Zadnews publie même les textes anonymes. Enfin, le financeur n'est plus un exécutif local ou un service de l'État, mais la multitude dans sa contre-économie, son contre-anthropocène (Chateaufreynaud et Debaz, 2017). La résidence d'écriture informelle et non subventionnée réduit, au quotidien et dans l'action, les séparations que la résidence d'écriture littéraire et le monde littéraire (la littérature pour la littérature, comme don) maintiennent avec la vie ordinaire.

Nous avons tenté de montrer comment le développement de la multitude n'était ni anarchique ni spontané, mais relevait au contraire d'une forme d'organisation résultant de la collaboration entre des sujets sociaux singuliers. À l'instar de la formation des habitudes, de la performativité ou, mieux, du développement des langages, cette production du « commun » n'est ni dirigée depuis un centre de commandement ou un cerveau, ni le résultat d'une harmonie spontanée entre les individus. Elle a lieu dans un espace *intersticiel*, dans l'espace social de la communication. La multitude est forgée à travers les interactions sociales collaboratives.

45 <https://zad.nadir.org/spip.php?article5127>, <https://soundcloud.com/zadsocialrap>

Michael Hardt et Antonio Negri, *Multitude, guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, 2004.

La résidence d'écriture informelle, non subventionnée et finalement insurgée repolitise la langue, la lecture-écriture et le fait littéraire en tant que transversalité du mouvement. Enfin, cette résidence d'écriture porte un nom, celui de la principale commune impactée par le projet d'aéroport, Notre-Dame-des-Landes. La forte charge symbolique d'une telle nomination dans la société française contemporaine, urbaine, laïcisée, individualisée et marchandisée peut-elle avoir eu des effets significatifs ? Si cette hypothèse se prête difficilement à une construction scientifique réfutable, nous dirons simplement qu'un certain nombre de mes interlocuteurs/trices ont, comme je l'ai, l'intime conviction que Notre Dame des Landes est l'un·e des acteurs/trices pluriel·les, humain·es et non-humain·es qui ont amené la question du sacré dans le dispositif intellectuel, l'expérience et la littératie de la Zad, en nourrissant l'autochtonie, la naturalité et un sentiment de puissance collective et individuelle, dont l'abandon du projet et les conditions mêmes de cet abandon peuvent témoigner. Enfin, qualifier cette résidence d'écriture informelle, non subventionnée et insurgée directement comme espace d'apprentissage de la mobilisation sociale (Simon, 2010), comme commun de lutte (Dardot et Laval, 2014) ou commun oppositionnel (Nicolas-Le Strat, 2016) ou même simplement comme commun de lecture-écriture, élément fonctionnel de ceux-ci, c'est bien rendre justice à la littératie, à sa plasticité, à sa performativité, à sa poésie. La résidence a doté le collectif qui l'a inventée et administrée de manière décentralisée, d'une efficacité décuplée — d'une capacité renouvelée de s'affranchir de la peur. Ici, sans résidence d'écriture habitée, pas de commun(s), pas de Zad, pas de coalition, pas de mouvement, mais une infrastructure capitaliste déraisonnable en construction dans une zone rurale relique. Je nomme ce qui vient d'être longuement décrit comme formant concept sous l'appellation de résidence d'écriture habitée : une prolifération littératique non dirigée dans un haut lieu qu'elle co-construit, théâtre multi-échelles d'une lutte située et d'un habiter politique dominant. Né de la pensée par cas analysant un monde encore peu dense (les îles Aran), puis montée en généralité au travers d'une petite série diachronique de lieux présentant des similarités post-coloniales (pays dogon, Chiapas, etc.), le concept est précisé et développé grâce à l'observation d'un nouveau cas, contemporain, puissant, analogique et numérique, dans un monde dense. La résidence d'écriture habitée met en centralité un espace de première périphérie. Comme figure carnavalesque, elle participe d'un renversement temporaire et intersticiel de l'ordre socio-spatial. Elle est la figure littératique réaliste que prend la zone d'autonomie temporaire fantasmatique d'Hakim Bey (1991). Par réappropriation usagère d'un terme technique tenu aujourd'hui par le monde de la médiation littéraire comme par désir de simplicité et d'efficacité du langage, tous deux caractéristiques de la langue vivante,

nous pouvons également et simplement écrire et dire que la Zad est une résidence d'écriture (tout court). La résidence d'écriture est alors une propriété de la Zad définie en extension, mais aussi, en même temps, un concept en soi, défini en compréhension dans le champ des *litteracy studies*. Un mois après avoir écrit ces lignes, j'explique mon interprétation de la Zad comme résidence d'écriture et des Ag comme ateliers d'écriture à John Jordan, militant anglais lié aux luttes contre l'extension de l'aéroport d'Heathrow, installé avec sa compagne française, Isabelle Frémeaux, à la Rolandière. Il réagit en comparant les expériences anglaise et française. En France, me dit-il, quand une lutte démarre, on commence par écrire un texte, au Royaume-Uni, on fait une action, presque n'importe quelle sorte d'action. Ce qui s'est passé sur la route des chicanes montre combien nous pouvons ouvrir notre perception de ce qu'est réellement la littératie, de ce que sont réellement un événement ou un dispositif de littératie.

Une bibliographie multi-échelles multi-supports — ce que produit une résidence d'écriture habitée.

Bien sûr, cette description pragmatiste de la résidence d'écriture habitée peut être tempérée ou réfutée face aux conflits besogneux, réunions houleuses, silences militants comme jactances farfelues — du sentiment de dissociation et de perte que produisent les pressions, tensions et négociations permanentes et que les violentes destructions du printemps 2018 changeront de nature en explosant le mouvement. Mais ce serait prendre les effets d'une plus grande souveraineté, d'un plus grand pouvoir d'agir, pour les signes concentrés de leur échec immédiat. Il faut inviter contre les effets sociaux différés de la culture scolaire à penser positivement la diversité, la remise en cause et en mouvement, l'inédit, l'erreur, la transmission, l'apprentissage, le bouillonnement, l'essai, l'échec, la tentative, l'interstice, etc. Il ne faut pas avoir honte d'un tel bricolage et de ses ratés. Il faut au contraire l'accepter et ce que nous constatons, c'est l'efficacité d'un tel processus d'écriture. D'abord, et d'une manière qui paraît sous-estimée, il produit des effets distants dans le temps et l'espace. Certes, il y a l'immédiateté des réseaux sociaux et des médias mais la littératie participe d'autres échelles. Elle nourrit le processus de construction de représentations distantes dans le temps et l'espace, dans le contexte de la rationalité et la factualité objectivable, mais aussi dans des formes moins considérées, affects, idéologie, sacré. Cette question des effets à distance en temps et en espace oblige à intégrer et penser les autres hauts lieux politiques mobilisés, passés, présents et futurs, mais aussi la périphérie de la résidence, c'est-à-dire l'ensemble environnant des médias de masse et des propagandes aménageuses. Régulièrement, en fonction des conjonctures, cette littératie dominante prend des formes véritablement pré-fascistes au regard de ce que nous connaissons de la zone. L'écart entre le réel observable et sa mise

en scène médiatique peut alors paraître terrifiant ou burlesque en même temps. Cet effet de miroir angoissant ou comique, mais aussi la force acquise par des produits de la résidence d'écriture elle-même m'incitent à évoquer la question des fantômes pour rendre compte de cette forme de puissance.

Les approches et représentations des fantômes varient en fonction des sociétés, cultures et des systèmes de croyances. Si le Littré les définit comme « l'image des morts qui apparaît surnaturellement », on voit combien ils mobilisent à la fois les sens, les perceptions et mettent en jeu la question des normes. Ils font intervenir à la fois savoirs, sensations, expériences, lieux de leur ancrage mais aussi temporalités diverses (depuis celles de leur vie avant la mort, de la mort, jusqu'au temps de leur apparition ou la durée de leur présence). Leurs apparitions peuvent être abordées selon deux angles différents. En premier lieu, le fantôme désigne une manifestation surnaturelle de ce qui a été, ou de ce qui n'est plus, dont les formes et les modalités de présence sont génératrices de discours et d'expériences, et modifient la perception des espaces. De manière plus métaphorique, le fantôme est trace d'une époque ou d'un événement qui hante le présent. Ces approches se complètent : la première fait du fantôme un objet d'études renvoyant à la présence d'êtres et de temporalités autres dans un espace donné. La seconde considère le fantôme comme un outil d'analyse des modalités d'entrecroisement entre temporalités et espaces. La combinaison de ces deux approches fait vaciller un certain nombre de dualités telles qu'incarnation/désincarnation, passé/présent, rupture/continuité, visible/invisible, vie/mort. Elle souligne par ailleurs que la présence des fantômes est toujours liée à un lieu : on habite les espaces des fantômes, qui eux-mêmes s'invitent dans notre quotidien. Il existerait donc une géographie des lieux hantés, des lieux chargés, que ce numéro se propose d'explorer via différents types de contributions.

Géographies des fantômes, appel à communication de la revue *Géographie et cultures* pour un numéro spécial consacré aux fantômes, Francine Barthe-Deloizy, Marie Bonte, Zara Fournier et Jérôme Tadié, mai 2017.

Dire qu'il y a des fantômes dans la résidence d'écriture habitée, ce n'est pas peu dire. Elle en est remplie. De Rémi Fraisse, jeune botaniste tué par la gendarmerie mobile le 26 octobre 2014 à Sivens, aux fouilles archéologiques préventives contestées et jamais terminées, en passant par toutes les figures de l'histoire sociale locale et internationale convoquées, par la place prise par les non-humain·es, le véganisme et les antispécistes, mais aussi par des figures hybrides mêlant le fantôme classique aux icônes issues de la culture de masse (super-héros, télévision, bd), par le retour à la nuit non urbaine (marcher dans l'obscurité, dans la forêt, sous les étoiles, dans le brouillard, dans la boue), par le spectre policier toujours latent (hélicoptère, gyrophares, gaz lacrymogènes, explosions, policiers masqués, infiltrés), à des formes construites faisant écho à la fantasy (cabanes aux formes organiques ou déchetistes), au brouillage des identités, la liste des fantômes de la Zad est longue et inachevée. Le fantôme se réinvente en permanence dans la résidence d'écriture. Mais la résidence d'écriture agit aussi elle-même comme un fantôme. Quand le député de Rezé (entretien, 2013) ou tel autre élu de

la Métropole affirmaient que « *si Notre-Dame-des-Landes ne se fait pas, il n'y aura plus jamais d'aménagement possible en France* », nous voyons là quelque chose qui ressemble à un fantôme prospectif, extrêmement agissant. Il me paraît que les porteurs du projet en attribuant eux-mêmes à la contestation (la Zad, la résidence d'écriture) un pouvoir d'annihilation quasi-globale de la modernité en France l'ont en fait puissamment renforcée sans que factuellement aucun élément n'ait en apparence bougé. Décrire ce haut lieu comme habité par des fantômes ou étant lui-même un fantôme ne constitue donc pas un acte de désobjectivation du réel, mais au contraire une tentative de continuer à l'objectiver même lorsque la rationalité classique paraît avoir cédé le pas à d'autres formes d'humanité (Despret, 2015). La littératie des humain·es et de leurs fantômes est un aspect central de la performativité. Malgré les expulsions programmées puis réalisées par le rejeu théâtralisé des violences, le ou la fantôme circulant·e de Notre-Dame-des-Landes est avec nous pour un moment.

D'autre part, il y a bien des effets de pouvoir à l'intérieur de la zone. La littératie n'est pas émancipatrice par nature. De ce point de vue, la Zad peut être considérée à la fois comme un événement de littératie affectant des groupes, des territoires et des questions, et comme l'espace de développement d'un dispositif capable de produire une puissante sociodicée de haut lieu politique, et notamment une bibliographie consistante.

La rhétorique identitaire, manifestation des transformations de l'espace social objectivé dans le discours revendicatif d'un groupe dominé ou en déclin, ou encore confronté à la contestation de son pouvoir, est un « discours performatif » dont le but est de redéfinir les frontières du monde social. C'est à partir de l'étude de l'idée de « région » que Pierre Bourdieu étudie « la force de la représentation », c'est-à-dire cet « acte de magie sociale » qui « institue une réalité en usant du pouvoir de *révélation* et de *construction* exercé par l'*objectivation dans le discours* ». Il montre ainsi combien il s'agit d'une question de déplacement de frontières, autrement dit d'imposition de la « définition légitime des divisions du monde social ». Par ailleurs, la revendication identitaire, revendication d'une *place*, comme dans les cas régionalistes ou nationalistes, passe par l'expression publique. Cette « dialectique de la manifestation », pour suivre le raisonnement de Bourdieu, qui s'exprime notamment dans les manifestes d'artistes, vise par une opération « quasi magique » à faire exister publiquement et à « arracher la particularité qui est au principe du particularisme à l'impensé, voire à l'impensable » [...] L'effet de cette réalisation sociale est bien entendu la reconnaissance par « l'autre » mais aussi la constitution comme groupe capable de générer son unité et les instances capables de porter les intérêts spécifiques du groupe. [...]

La littérature est un élément central dans la constitution, et le maintien, de la sociodicée des groupes. [...] La forme artistique littéraire est non seulement dotée d'une légitimité sociale et d'exemples nombreux et largement diffusés de l'efficacité de son pouvoir prophétique, mais elle partage avec la langue, son support, cette capacité de délimiter, voire d'imposer une existence sociale. Accéder au marché symbolique des biens littéraires en imposant une spécificité esthétique propre à un groupe dominé et donc le représentant, c'est dépasser – même par la subversion de l'usage académique, qui,

nous y reviendrons, s'impose souvent en dernier ressort –, le statut de ceux qui ne se parlent pas mais sont parlés. Parvenir, au moyen de l'expression littéraire, à une réappropriation de ce qui fait la singularité ontologique d'un groupe, c'est, en contestant le rapport de force symbolique de cette parole qui ne se parle pas au regard des normes dominantes, donner une forme légitime à ce qui était considéré jusqu'alors comme un stigmaté. La langue, et sa forme sublimée, la littérature, sont des instruments essentiels de la domination politique et symbolique.

Hervé Serry, La littérature pour faire et défaire les groupes, *Sociétés contemporaines*, 2001/44, Presses de Sciences Po, pages 6 et 7, (cité dans mon doctorat, 2012, p. 68 et 69).

Cette interprétation implique le dépassement de la notion restrictive de littérature (même étendue au delà du canon littéraire) évoquée par Hervé Serry. La bibliographie de la Zad inclut le fait littéraire étendu, mais aussi d'autres faits habituellement considérés comme non littéraires qu'ils soient dispositifs de production ou productions. Avant de livrer une matrice théorique de cette *bibliographie multi-échelles et multi-supports — [de] ce que produit une résidence d'écriture habitée*, j'évoque trois formes du dispositif de la résidence d'écriture de Notre-Dame-des-Landes : la renomination des lieux, le Zadnews et le Journal intime collectif. Comme la carte affichée à l'accueil de la Rolandière le montre et à l'instar de la route des chicanes évoquée précédemment comme écriture de ceux qui écrivent le moins dans la zone, beaucoup de lieux de la Zad ont été nommés ou renommés par les occupant·es, tandis que d'autres, préservés des destructions, gardaient leurs noms originaux.

Depuis le début de l'occupation de la Zad en 2007, les occupants s'amuse avec les noms des lieux qu'ils occupent. Certains gardent les noms d'origine mais la plupart en inventent de nouveaux qui nous racontent une part de leurs histoires ... *Le Champ de la Discorde* rappelle la controverse autour de la motorisation de la zone ; *Bison Futé* permettait de surveiller l'arrivée de la police, faire l'*infotraffic* et guider les nouveaux arrivés par la Paquelais ; Les *Vraies Rouges* font écho à leurs voisins des *Fosses Noires* et entre les deux, le champs des *Rouges et Noires* ; le *Gourbi*, la cabane située sur la parcelle de la maison de M. Gourbi, détruite pendant les expulsions, prend le nom de son ancien propriétaire ; la *cabane flottante* est plantée au milieu d'un étang ; la *Boîte Noire*, était à l'origine constituée de trois murs noirs de décor de théâtre, *PuiPlu*, la maison qui se voit, puis plus, etc... Cette toponymie constituée d'une multitude d'histoires écrites au présent se découvre au travers de ces paysages hors-norme et hors des institutions. Elle est à l'image de ce territoire vivant où les noms se réinventent rapidement au fil des installation et déplacements des habitants, des nouveaux campements, des constructions et destructions de maisons, des modifications du paysage et de l'évolution des usages. Il s'y développe un imaginaire foisonnant, imprégnant le territoire et continuant de le créer. Pour se repérer dans ce territoire, pour y développer des activités ou organiser sa défense, les cartes de l'Ign ne suffisent pas. D'où le besoin de cartographier soi-même le territoire et les usages qui s'y inventent.

La Zad de Notre-Dame-des-Landes, Martin et al., version de travail 2018 pré-édition.

Cette renomination se déploie dans les têtes, dans des signalétiques artisanales, mais

aussi sur des cartes et notamment celles du Sig créé par le groupe CartoZ regroupant dès 2014 des occupant·es et des militant·es nantais·es, ainsi que la carte sensible éditée en 2016 par l'association à la criée. La cartographie évolue fortement entre 2009 et aujourd'hui, des cartes bricolées au trait, mal photocopiées, au pillage bientôt recomposé et parodique des matrices Ign (deux mini-atlas sont ainsi fabriqués en grande quantité, pour la circulation sur zone, puis pour les chemins de randonnée créés dans la Zad), enfin aux outils professionnels médiés par des expert·es issu·es de la métropole et de la Zad permettant de produire des cartes numériques et artistiques. La renomination des lieux n'est pas un folklore mais une écriture fonctionnelle dotant la résidence d'écriture d'une cartographie autoréférente capable de socialiser arrivant·es et visiteurs/euses, de nourrir une sociodicée d'en bas, mais aussi d'outiller la négociation post-abandon avec l'État et les groupes rivaux.

Le Zadnews est le journal gratuit de la zone, produit et diffusé chaque semaine dans les lieux de vie. Il y est souvent visible, parfois déjà désagrégé par les manipulations car sa forme est assez brute : un ensemble de feuilles A4 recto-verso, parfois imposant, relié par une agrafe dans le coin gauche, maquette ultra-simplifiée. Les contributions sont déposées dans des boîtes aux lettres ou envoyées par mail. Le groupe Zadnews publie alors quasiment sans censure⁴⁶ et même des textes anonymes. C'est un objet touffu qui commence par l'agenda des réunions et des rendez-vous de la semaine, souvent très dense, puis se succèdent des compte-rendus de réunions et toutes sortes de textes, parfois ésotériques ou très techniques. Peu de journaux de ce type existent, c'est une évidence. Le Zadnews, malgré sa discrétion située et sa quasi-invisibilité pour les visiteurs/euses extérieur·es, constitue un outil majeur de la sociodicée de la Zad (avec la radio, aujourd'hui disparue, et le site web). Une double enquête du Zadnews en close et distant reading constituerait une approche utile pour mieux comprendre la place qu'il a pris en tant qu'outil ordinaire de la résidence d'écriture. Dernier dispositif évoqué ici, le Jic pour Journal intime collectif est un atelier d'écriture singulier inventé à Paris en 1994 par Caroline Sarrion au sein de l'association Vinaigre. Placée en dehors du champ littéraire, la perspective est celle d'une émancipation par le partage collectif des subjectivités dans un atelier d'écriture aux règles simples, élémentaires et répétitives. Voici le mode d'emploi actualisé en 2014 pour le Jic de la Zad.

Les sessions du Jic sont ouvertes à tous ceux qui souhaitent apporter au moins un texte (en tête ou sur papier) . Il n'y a pas de spectateur. Pour y participer, il faut écrire un texte (ou plusieurs) décrivant une scène observée dans l'espace partagé (ici la Zad). Les textes décrivent des scènes ou paysages réels,

⁴⁶ La censure existe bien sûr sur la Zad. Au printemps 2018, un carnet de chants de lutte de la Zad, chants par ailleurs souvent chantés en public et bien connus, n'a pas été mis en ligne sur le site <https://zad.nadir.org> en raison de paroles d'un chant jugées machistes et sexuellement agressives.

des personnages anonymes ; sont écrits de manière strictement descriptive ; sans psychologie ou jugement de valeur, sans utiliser le pronom « je » (> il ou elle etc.), sont écrits au présent ; sont précédés de la date, de l'heure et du lieu ; font minimum 3 lignes. Au cours des sessions, les textes sont lus et débattus à l'aulne de cette charte. Sans discussion sur l'intérêt ou le bien-écrit des textes. Les textes rentrent ou pas dans l'œuvre collective. NB : il y a beaucoup de choses qu'il est impossible de dire avec le Jic.

Extrait du troisième recueil du *Journal intime collectif de la Zad*, <http://ejic.com/PDF/Recueil-JIC-ZAD-n3.pdf> (consulté le 12 mars 2018) ; cette présentation de 2014 peut être comparée à celle proposée en 1994, <http://www.ejic.com/pratique.html#>, pour en percevoir la maturation et l'adaptation.

Le dispositif du Jic est mis en œuvre sur la Zad en 2012-2014. Caroline Sarrion est alors installée à l'est de la zone. Sa sensibilité politique est proche de celles de la route des chicanes et de la zone non motorisée. Ses postures sont structurées par l'affirmation permanente de l'inconditionnalité de l'accueil, critiquant les sensibilités dites politiques de l'ouest de la zone. Cela n'est pas sans exigences et parfois difficultés relationnelles. De fait, le travail du Jic sur la Zad est peu connu des acteurs/trices actuel·es de la littératie de la zone, ayant pourtant elleux-mêmes mobilisé·es ultérieurement l'outil atelier d'écriture. Je contribue en 2013, en complicité avec Marc Vayer, illustrateur nantais produisant de nombreux relevés dessinés de la Zad, à deux sessions du Jic. Installés à chaque fois dans des lieux de vie différents (les Planchettes, le Gourbi), nous ne sommes que cinq ou six, rejoints en cours de route par des personnes de passage que Caroline, par sa personnalité et son ancrage, réussit à convoquer dans l'atelier, mettant ainsi à l'écriture des gens qui n'y avaient pas pensé quelques instants plus tôt et qui probablement ne seraient jamais venus à un tel atelier. Le processus d'écriture s'engage, il tire parfois parti de l'environnement immédiat. Mais c'est l'animatrice adossée aux règles simples et efficaces du Jic qui institue à chaque fois l'atelier. Pour avoir observé de nombreux ateliers ailleurs, j'attribue à ceux du Jic une véritable originalité : mélangeant personnes motivées et personnes de rencontre, dans le cadre d'un habiter politique et d'un in situ de lutte, il met les gens à l'écriture, efficacement, dans une perspective singulière : contribuer par sa subjectivité à une écriture collective dotée d'un sens certes variable mais cohabitant. Les personnes présentes dans l'atelier écrivent bien des textes et nourrissent ainsi le Jic comme archive vivante de la zone, diffusée en ligne et en papier. Une partie des textes est mobilisée dans le chapitre « L'âge de Zad » du *Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire* (2016), constitué de textes issus de la zone. Atelier d'écriture singulier par sa durée et sa stratégie, le Jic constitue un dispositif peu visible mais efficace dans ses actes d'institution de l'écriture à des endroits où elle est peu présente ou dominée, un véritable dispositif subalterne de littératie, une forme d'éducation populaire dotée en propre d'une stratégie à travers quelques règles simples et faciles à partager.

Le répertoire lui-même n'est pas pur réceptacle froid des textes écrits, il est vivant. En adossant dynamiques de contrainte et d'initiatives, la matrice des productions et dispositifs met en valeur quatre périodes différentes ; a) la naissance au milieu des années 1970 d'un conflit d'aménagement dans un contexte de contestation et de mobilisation sociale incluant les paysanneries de l'Ouest et utilisant, face à la littérature aménageuse, le théâtre de l'opprimé paysan, des marches, des fêtes, des barrages, des tracts, des affiches, avec un premier livre de référence *Dégage !... On aménage* écrit par des alliés (De Legge et Leguen, 1976), publié dans la région et qui cite Lacoste, publié la même année ; b) l'émergence dans la décennie 2000 d'un conflit socio-écologique dans un tout autre contexte marqué par les rebonds du mouvement altermondialiste, les forums sociaux, la lutte contre les GPII, la perception du néo-libéralisme dans ses effets anthropologiques et environnementaux, mais aussi très fortement par la métropolisation sans contre-pouvoir ; les outils s'enrichissent, tracts, affiches, mais aussi internet, vidéo, radio, événementiel, etc, un deuxième livre de référence, *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances* (Collectif Sudav, 2011) ; c) l'explosion créée par les effets de l'intervention policière ratée de 2012 ouvre véritablement la haute période de la résidence d'écriture. Parler ici d'une explosion de littérature, c'est aussi accepter de ne pouvoir la représenter exhaustivement. Nous sommes ici dans l'indénombrable qui échappe aux outils des institutions comme à ceux du chercheur. L'explosion de littérature que produit la maturation d'une telle résidence d'écriture a peu de chances de ne pas avoir d'effets dans le temps et l'espace. d) la bifurcation, enfin, et la mise en commun/en fantôme de la zone à partir du projet de l'État de normaliser la Zad après l'abandon du projet d'aéroport. C'est le moment de forte académisation de la production mais aussi de reformulation politique des enjeux et des modes de vie par le groupe devenu dominant dans la Zad post-abandon et qui se confronte, dans son projet de renouvellement, à ses détracteur·es distant·es. Quatre ans après l'abandon, les effets de pouvoir et de rancœur sont puissants. La mise en mémoire est le théâtre des querelles.

La Zad échappe donc à l'éradication par l'ouverture d'une nouvelle forme d'écriture qui vise à négocier avec les autorités jusque dans les détails de l'action publique locale et à les éduquer au sens de Latour (2018) : « *la Zad de Notre-Dame-des-Landes a déjà enseigné à l'État français une leçon assez pénible : alors que toutes les procédures (enquêtes, expertises, référendum) qui caractérisaient un « état de droit » avaient conclu à la nécessité d'un aéroport, la décision finale, a pourtant été de ne pas le construire. Les zadistes ont donc révélé un énorme trou dans les procédures de cet « état de droit » : l'alignement des formes de délibération et d'expertise ne prouve strictement rien sur la justesse d'une décision. [...]* Bien qu'il puisse paraître étrange

d'appeler des activistes à endosser le rôle d'instituteurs des autorités, le cas est en fait général. Se confier aux réponses de l'État, comme les partisans de l'aéroport l'ont fait si longtemps, c'est attendre trop de ses capacités. [...] C'est ce que John Dewey appelle le paradoxe des « problèmes publics » et la raison pour laquelle l'État est toujours, d'après lui, « à réinventer ». L'appareil gouvernemental sait ce qu'il aurait fallu faire devant les problèmes qui sont apparus dans le passé récent (ou du moins on peut le créditer de cette capacité dans des pays qui ont des habitudes de libertés) [...] Il est de bonne politique de toujours considérer l'État comme un élève un peu retardé, dont les compétences dépendent entièrement des senseurs avec un s, des censeurs avec un c, des éducateurs et des instituteurs capables de le diriger. Seul, il est aveugle et sourd. » En octobre 2018, les occupant·es produisent une contribution de type professionnel (*Zone d'Attachement Durable, contribution de l'Association pour un Avenir Commun dans le Bocage à la construction d'un projet de territoire post aéroport du Grand Ouest*) pour nourrir le futur Plan local d'urbanisme intercommunal mis à l'étude dans les mois qui suivent la décision gouvernementale d'abandon. Ce travail montre que même les outils très désincarnés comme les Plu peuvent être saisis pour transitionner (Bories, 2018). La relecture pré-diffusion que je fais avec d'autres de cette contribution suggère que les contenus analytiques de la littérature institutionnelle peuvent supporter un fort enrichissement par la radicalité socio-écologique. Les médiateurs de l'État n'ont pas dit autre chose dans leur rapport de décembre 2017 : *« Les nombreuses auditions menées par la mission de médiation ont mis en évidence les questions connexes, nombreuses, posées par les débats sur le projet d'aéroport, et dont la résolution a été gelée dans l'attente d'une décision concernant l'aéroport. La décision prise, quelle qu'elle soit, devrait maintenant permettre de reprendre ces questions, dans une approche constructive et partagée. [...] Définir un contrat de territoire, sur le modèle des « Contrats de transition écologique » (CTE) mis en place par le gouvernement pourrait être l'occasion de cicatrifier les plaies des conflits passés, en construisant avec les acteurs locaux un projet dynamique, reconnu par l'État au plus haut niveau. »* Le 29 septembre 2018, dans une ambiance un peu plus apaisée, une des oratrices du week-end de rassemblement Terres communes parle à propos de ce travail de pérennisation d'une expérience de modernité alternative et d'éducation de l'État, de « barricades de papier ». Au regard des heurts idéologiques et physiques du printemps 2018, cette approche n'est nullement consensuelle.

1960-1970 | NAISSANCE AMBIANCÉE

1968/1970 /1972, 1^{er} projet OREAM / DATAR
ample littérature grise de l'aménagement

Théâtre de l'opprimé paysan
Mai ouvrier, paysan, étudiant en Pays nantais

1976 Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*

Crises pétrolières et autres, gauche au pouvoir

1990, brève réactivation du projet NDDL comme troisième aéroport parisien

1970, Lambert, *Paysans dans la lutte des classes*

1976 *Dégage, on aménage*, premier livre sur le projet et le conflit

Luttes Plogoff, Larzac, Pellerin et abandons suite à la médiation politique de 1981

2000-2010 | ÉMERGENCE RELATIONNELLE

Propagandes nécessaires (métropole, région)

2003, Conférence particulière du débat public

enquêtes publiques, forages

Tournant participatif

Tournant néolibéral

Low-cost

1997, Mairie de Bouguenais, *NDDL, un transfert à haut risque*

Acipa, Vigie citoyenne, fêtes annuelles sur zone, premières manifestations à Nantes, affiches

2008, Barbe, *Interstices*

2009, premier *Guide indigène de détournement de Nantes et Saint-Nazaire*

2009, premier Camp climat adossé à la fête annuelle, appel international à occuper (tracts, sites, fanzines, auto-médias)

2010-2018 | MATURITÉ ET EXPLOSION

2012, Ayrault, premier ministre

César, échec de l'opération d'évacuation par mobilisation et nationalisation du conflit

Commission du dialogue

2016, Consultation pour avis

2017 (juin) médiation Hulot, (décembre) publication du rapport « Où atterrir ? »

2018, abandon du projet sur la base du rapport des médiateurs

2011, second livre sur le projet, *C'est quoi c'tarmac, profits, mensonges et résistances*

grève de la faim et accord politique

Zad, Zadnews, Jic, automédias

ZAD PARTOUT

multiplication exponentielle des produits littéraires

de toutes sortes, multi-supports, multi-échelles

troisième projet éditorial lié à la Zad, Collectif

Mauvaise Troupe, 2014, *Constellation*, 2016,

Contrées, 2017, *Défendre la Zad*

création de la bibliothèque du Taslu

2018-... | INSCRIPTION, REBOND ET FANTÔME/COMMUN

Retour à l'ordre post-abandon

Normalisation de la route des chicanes et campagnes de destruction de lieux de vie

Transfert partiel du débat sur le ré-aménagement de Nantes-Atlantique, mais mal engagé

Rétrocession des terres État > Conseil Départemental

Transferts politiques à Nantes

Interactions et soutien aux exilés, aux mouvements sociaux

Réduction du stress policier

Renouvellement des Conventions d'occupation provisoires, intégration PEAN (septembre 2019)

Concurrences dans la ré-attribution du foncier

Pérennisation d'une Zad de basse intensité

La Zad comme contre-anthropocène

Dislocation de la coalition, dissolution de l'Acipa, fragmentation et réduction de la Zad, gestion

contractualisée difficile (conventions d'occupation précaires concédées à des projets individuels)

Groupe urbanisme/paysage *Défendre et habiter*

(pétition et articles) et reprise par des figures

intellectuelles, Lindgaard (dir), *Éloge des mauvaises herbes, ce que nous devons à la Zad*

Nouvelle association issue de l'Acipa et Association pour un avenir commun dans le bocage

Création d'un fonds de dotation, communication

Nouvelles parutions, magazine *Zadibao*

Écriture des dossiers nominatifs insérés dans des

<p>Novembre 2018, 1^{er} colloque sur l'abandon du projet d'aéroport à NDDL (faculté de droit et Ensa Nantes) Confinement #1 et #2, destruction de plusieurs Zad (Brétignolles, Le Carnet), Roybon (après l'abandon du projet de Center Parks), 2020 Visites régulières de groupes d'étudiant·es et de chercheur·es sur la Zad Soulèvements de la Terre, Invasion zapatiste (2021)</p>	<p>projets collectifs, contribution Plui <i>Prise de terres</i>, (automne 2019), manifeste réactualisé de la Zad post-abandon/post-expulsion 2020/2021, nouvelles émergences (École des tritons, base arrière, Black Bocage, projet d'imprimerie, etc.) Texte « subalterne » en préparation sur les occupant·es perché·es de 2010-12 Récits dissidents en cours d'édition.</p>
---	--

tableau 10 | matrice bibliographique de la résidence d'écriture habitée de Notre-Dame-des-Landes

Cette matrice bibliographique (dispositifs et objets) atteste de l'existence de la résidence d'écriture. Elle permet d'expliquer comment cette littérature de lutte a doté le mouvement anti-aéroport d'une efficacité qui n'a rien à envier à celle des actions directes engageant en apparence davantage et immédiatement les corps. Écrire et faire sont ici enchevêtrés. Écrire et lire, c'est faire et faire, c'est aussi écrire et lire, en référence à la fois à *How to do Things with Words* (Austin, 1962 ; *Quand dire, c'est faire*, 1970) et *Is there a Text in this Class ? The Authority of Interpretive Communities* (Fish, 1980 ; *Quand lire, c'est faire, l'autorité des communautés interprétatives*, 2007). Cette efficacité s'est construite sur un usage de la littérature éloigné de la croyance littéraire et de l'expérience scolaire qui la reproduit. Elle a réinventé une politique de contre-modernité alternative attestée au 19^{ème} siècle, de Joseph Jacotot à Louise Michel : éducation horizontalisée et performance de l'émancipation de soi. C'est une actualisation que n'aurait sans doute pas désavoué Richard Hoggart lorsqu'il mettait en garde le mouvement ouvrier anglais des années cinquante contre ses lacunes en matière d'imaginaire et de stratégie culturelles. L'expérience de la Zad contribue ainsi à la refondation d'une gauche plausible et/ou à celle d'un mouvement écologique, social, culturel à nommer et capable d'architecturer et d'instituer cette nébuleuse transitionnelle métamorphique. La Zad comme expérience a pris corps dans une diversité d'horizons et d'agirs exceptionnellement saisis ensemble et qui ont fait centralité à un moment donné, contre toute attente, enchevêtrés à la physique de l'habiter comme action directe, à proximité d'une métropole revendiquant l'exemplarité transitionnelle. Nous voyons aussi dans la résidence d'écriture de Notre-Dame-des-Landes l'inspiration de ce que Joanna Boehnert appelle *ecological literacy* dans son livre que me prête John Jordan. C'est-à-dire la recomposition d'un système de pensée, de langage et d'action inspiré par les pensées critiques de la modernité, incluant mais dépassant l'écologie scientifique. L'alphabétisation écologique, ça existe.

7 — Des sciences sociales publiques

Deux enquêtes sont ici sollicitées pour discuter de la place de la recherche loin de l'académie — au milieu des gens. Comment pratiquer sérieusement l'échelle locale des sciences sociales et comment la perspective transitionnelle en est-elle affectée ? La recherche est alors une performance mettant le chercheur à l'épreuve dans un pli du réel qu'il n'a pas toujours choisi au sens de la neutralité axiologique. J'analyse ici la relation du chercheur à l'événement, aux personnes qu'il y rencontre et aux prises qu'il y opère, aux postures et temporalités qu'il adopte, aux effets qu'il produit ou que son action peut suggérer. C'est aussi la possibilité de déplacer la place du/de la chercheur·e dans la société comme plusieurs interlocuteurs/trices ordinaires m'en ont fait spontanément la remarque dans l'enquête YelloPark, inversant le préjugé anti-chercheur·e. La première proposition, *L'événement YelloPark ou le surgissement comme enquête*, s'intéresse à une enquête brève, heurtée, concentrée, surgissante. Elle porte sur un projet urbain de la métropole nantaise annoncé en septembre 2017, celui de détruire le grand stade public de football de la Beaujoire, construit en 1984, manifestement fonctionnel et réputé, mais présenté comme vétuste et dépassé, pour privatiser un stade neuf de même capacité au sein d'un grand ensemble densifié de 1500 logements, de bureaux et de commerces sur une grande parcelle stratégique de vingt-trois hectares, au bénéfice de deux acteurs privés choisis sans appel d'offres. Caractéristique de la ville entrepreneuriale et de l'accumulation par dépossession à l'échelle métropolitaine française, une dynamique globale que David Harvey (1989 ; 2004) a qualifié de nouvel impérialisme, ce projet est totalement inattendu. Préparé clandestinement, il est mené en accéléré avec de très importants moyens de légitimation (propagande, dénigrement, concertation) dans un forçage démocratique opportuniste profitant de la recomposition de la vie politique mais aussi du raidissement hiérarchique métropolitain.

Performer

Dans l'enquête YelloPark, je participe, seul chercheur visible sur le terrain, à une arène paradoxale : le football est une centralité dans différents registres, dont celui de la localité, mais c'est aussi un espace politiquement et culturellement dominé, recelant des catégories elles-mêmes dominées. Livrable annexé, *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain* (mai 2018, 64 pages), contient mon récit du projet et la grille d'analyse transitionnelle que je propose aux lecteurs/trices de cet ouvrage d'intervention vendu à plus de 1300 exemplaires en deux ans. En raison même de l'existence de ce livrable, je m'attache ici plutôt aux conditions et aux effets de la performance de recherche, sans perdre de vue qu'elle a porté une approche pragmatique et radicale du commun loin de

ses zones de confort — le travail du commun dans un grand stade de football. La seconde enquête est plus longue et plus diffuse (2008-2018). C'est le bidonville rom, attendu de l'attractivité métropolitaine et des contradictions d'un régime européen libéral. Quartier d'habitat précaire immigré et communautaire, il est objet de l'attention durablement spectaculaire des médias et des politiques, et le centre d'un marché socio-institutionnel émergent. En raison même de mon acculturation au réseau Urbarom⁴⁷, l'Observatoire européen des politiques publiques à destination des groupes dits « Roms/Tziganes », j'utiliserai peu ce terme de rom. Plus facilement tzigane, car c'est le mot utilisé préférentiellement par les habitant·es rencontré·es ici, mais aussi roumain, nationalité quasi-exclusive de ces groupes dans l'agglomération nantaise ou plus encore habitant·es des bidonvilles. *Les politiques publiques du bidonville tzigane, résister à l'endocolonialité* se saisit d'un objet proliférant au sens, non qu'il est numériquement impressionnant mais qu'il est sur-exposé par l'action publique et sur-documenté par les médias et les chercheur·es, sans que, pour autant, une action publique cohérente advienne. Il exprime la colonialité ici et maintenant, le culturalisme, la naturalisation des problèmes sociaux, le racisme mais aussi le paternalisme autoritaire, la primauté accordée au droit de propriété sur les autres droits et le refus de relation de type démocratique. C'est ainsi qu'il s'est imposé à moi comme un objet transitionnel de plein droit, montrant comment les trois écologies sont toujours à l'œuvre ensemble.

71 — l'événement YelloPark ou le surgissement comme enquête

Je me suis soumis dans le temps de cette habilitation à une performance scientifique, sociale et intime au fort potentiel heuristique. Cette idée de performance, c'était d'abord, de manière contre-intuitive, en complément de mon appétence pour la slow science, la discrétion et les longues fréquentations, désirer le temps accéléré et bref d'une situation, de préférence peu confortable, voire même heurtée — là où on se cogne aux limites. À cet endroit d'un événement singulier qui certainement ne s'arrêterait pas à la soutenance, la recherche, l'écriture et l'agir se confondraient. L'espace protégé et discret de la recherche se recouvrirait plus fortement avec celui des usages ordinaires, des rivalités et des controverses publiques. Il serait certainement possible d'y prendre des coups et donc nécessaire de se protéger, de sentir la peur et de la maîtriser, d'avoir réfléchi et de réfléchir régulièrement au sens de l'action et à la nécessité d'être léger et subtil afin que les vicissitudes de l'action en train de se faire ne conduisent ni au renoncement ni à la sortie de route. Là, je serai « chercheur parmi les gens »⁴⁸. Il fallait donc trouver quelque

47 J'invite Olivier Legros à Nantes en 2009, dans le cadre des cafés géo que j'organise alors en dehors du campus..

48 Cette expression vient de Bruno Plisson, architecte-conseil de la ville de Rezé et enseignant à l'Ensa de Nantes. Il revendique le « construire parmi les gens » en lieu et place du « construire pour les gens » et du « construire avec les gens », invité à une séance de notre séminaire de master « habiter la transition socio-écologique » du 16 mai 2018, Ensa Nantes.

chose qui soit plus qu'une matière à penser, occupant certes l'esprit et l'intelligence, mais qui puisse se vivre comme une véritable matière à expérimenter. Le chercheur, au travail dans son entièreté, dans la tempête d'un événement, crée ses propres lignes, sa propre perturbation. Il réalise un peu du potentiel de la recherche transitionnelle à cet endroit précis du monde social. Avant d'être saisi par l'événement YelloPark (Yp) à la fin de l'automne 2017, j'explore différentes pistes de performances possibles. L'événement surgit dans les médias le 19 septembre 2017. Il s'impose à moi comme sidération puis rapidement comme objet d'enquête nécessaire dans le cadre de ma veille urbaine, puis enfin comme la possibilité immédiate d'une enquête « parmi les gens ».

Prendre sa place

Je ne suis pas plus informé de l'inattendu projet métropolitain que la quasi-totalité des acteurs/trices et toute une phase exploratoire est nécessaire pour transformer ma sidération en un premier point de vue. Je visionne plusieurs fois la conférence de presse tripartite de la maire-présidente, du promoteur et du propriétaire du club. Reprise par la plupart des médias sans aucun recul ni enquête, cette conférence auto-réalisatrice se présente comme une caricature d'acceptabilité et de performativité, mais aussi comme la monstration très exagérée⁴⁹ d'une alliance solennelle entre acteurs publics et privés du projet. C'est seulement le 5 novembre que j'envoie mes premiers mails de demande d'entretien à des acteurs du football nantais, l'un déjà rencontré en 2010, l'autre jamais, et que je passe un appel téléphonique à un troisième qui est aussi le père d'un partenaire de ballon. Je participe le 25 novembre à la première réunion publique de la concertation privée marquée par une première manifestation de la Brigade Loire (collectif d'ultras nantais), puis deux jours après, à la première réunion de contre-expertise organisée par l'association À la nantaise (association de supporters travaillant sur les valeurs du club et l'actionnariat populaire). J'en parle avec mes partenaires de football du mercredi, ainsi qu'à l'un de mes fils et ses amis, eux-mêmes footeux. J'en parle à l'école d'architecture avec des collègues et des intervenant·es.

J'ai aussi dans le même temps présenté à un ami lui-même éditeur une sorte d'avant-projet d'écriture qui lie le projet urbain, le football et la transition, et traduit un premier état de mise en hypothèse de ma recherche. Je commence le 2 décembre 2017 une écriture au format académique vite abandonnée sur le fond comme sur la forme. Début février 2018, après la multiplication de mes actes de recherche, l'ouverture d'une seconde concertation privée, cette fois-ci garantie par la Cndp, et la nomination de deux garants, j'entame un nouveau processus d'écriture dans une intention devenue publique :

49 Jusqu'au baise-main filmé, adressé à la maire-présidente par le propriétaire du club.

être lu de tout·es, médier des questions transitionnelles vers les habitant·es et le monde du football, mais aussi médier des questions issues du monde du football vers les sciences sociales et le public indifférent à cet objet, opérer des croisements, provoquer l'attention et une forme de lecture en rupture dans le temps même du projet — formuler publiquement l'hypothèse du commun. Ce manuscrit deviendra en mai 2018 *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain — forcer, détruire, privatiser, densifier*. Ce texte d'intervention est édité par l'association à la criée, imprimé à 1500 exemplaires, diffusé localement en kiosques et librairies le 15 mai, veille de la séance de clôture de la concertation. Il ne passe pas inaperçu. Je provoque une perturbation volontaire de la situation observée mais bienveillante au sens de l'impeccabilité factuelle. J'interviens deux fois dans la concertation garantie : oralement le 7 mars 2017, puis par oral et écrit le 16 mai (interventions de cinq minutes, texte de 17000 signes). Je suis également sollicité pour co-animer plusieurs réunions publiques de contre-concertation (riverains et supporters). Cette enquête ne se déroule donc pas dans une perspective linéaire mais plutôt sous la forme d'une spirale créant de nouvelles perturbations et opportunités à mesure des tours que j'effectue dans l'arène. Certain·es diront que j'ai été pris au jeu. La seconde vérité de la recherche est certainement de cet ordre et, au fond, elle me convient : il faut bien faire son travail, de son mieux et jusqu'au bout.

Avant d'entrer plus avant dans le récit de recherche, je souhaite revenir sur cette idée d'une heuristique enrichie. Une première occasion de discuter ces points m'est offerte par une présentation de mon projet d'habilitation dans le séminaire sciences sociales de mon laboratoire en mars 2018 avec notre collègue Élisabeth Pasquier en discutante. Je retiens des échanges la malice d'Anne Bossé, qui comprend, à mon récit, qu'Yp est un banc d'essai idéal pour mon habilitation, un cadeau du terrain. Nous discutons de notre capacité et légitimité à intervenir dans une concertation. J'explique mon intervention orale du 7 mars à l'invitation d'un acteur critique, la Brigade Loire, collectif d'ultras engagé dans un important travail de contre-expertise. Seul chercheur présent sur la totalité du projet, dans les cinq minutes qui me sont alors imparties, je dis parler « depuis les sciences sociales » : je renomme différents aspects du projet, dés euphémise le récit adressé au public par les porteurs du projet et invite l'acteur métropolitain, très absent, à venir dans la concertation car il est, à l'évidence, l'acteur principal et dominant du dossier. J'expose ensuite aux collègues les formes de gratification, être reconnu, invité et remercié par des acteurs/trices de différents types pour les échanges, les idées, les méthodologies, se sentir légitimé en portant le projet critique de notre corporation à un endroit où elle est peu visible : je vais à cet endroit parce que c'est pertinent, mais aussi parce qu'aucun·e autre chercheur·e n'y va. Laurent Devisme revient sur mes difficultés à rencontrer l'acteur métropolitain, maître d'ouvrage caché et fuyant, et pose

l'hypothèse que je suis un chercheur « situé », peut-être inquiétant. Enseigner et transmettre une certaine culture du projet ne comptent pas pour rien et je fais face ici à un événement qui contredit totalement les orientations de mon enseignement « situé » et celui de nombreux/ses collègues, le ridiculise, l'atomise, le valorise par contraste. Je suis mis en cause professionnellement par le projet. Ce sentiment est aussi ressenti par nombre d'acteurices de l'écosystème urbain nantais, entre humiliation et bizarre.

Je connais déjà par mes lectures la géohistoire du nouveau stade de l'Olympique lyonnais réputé premier « stade privé » français malgré des investissements publics considérables de différents ordres — et modèle revendiqué du Yp. J'ai visité le chantier de rénovation du stade Geoffroy-Guichard à Saint-Étienne avec Jean-Michel Roux et Aziz Kali. Je m'implique encore à l'automne 2017, en même temps que surgit Yp, dans l'appel à recherche lancé par Jean-Michel Fourniau, Laurence Monnoyer-Smith et l'équipe du Gis Démocratie et participation. Et je revendique l'égalité dignité des intelligences, ce qui est particulièrement utile dans un travail au croisement du monde du football, du projet urbain et de la participation. Mais ce qui permet mon intervention forte dans le projet, c'est aussi mon capital d'autochtonie qui me sécurise, me légitime, rend possible l'activation tranquille des autres types de capitaux utiles à la recherche, mais aussi permet de résoudre différentes difficultés et de circuler dans le système d'acteurs/trices. Je ne suis pas un chercheur local mais quand je cherche localement, il y a des effets de facilitation. S'il prend beaucoup du répertoire de recherche formel, le mode de recherche développé s'appuie sur une plus grande informalité des actes de recherche et sur des capacités d'action que j'ai moi-même instituées préalablement — et qui se prête bien à un conflit marqué par la clandestinité initiale, la rétention d'informations et l'autocensure de nombreux·ses acteurices. Ainsi, la production et l'édition en trois mois d'un ouvrage vendu dans cent cinquante points de vente et en ligne est aujourd'hui exceptionnelle. Grâce aux outils d'édition développés depuis 2007 dans le laboratoire à la criée, j'ai pu le faire et ce n'est pas rien dans la perspective d'une recherche socialement utile et accessible. L'heuristique enrichie vient du croisement de tous ces capitaux et du fait même que je n'ai pas à justifier de ma présence. Je suis déjà là et je fais avec. Je fais aussi l'aveu, bien que je n'ai jamais défendu une quelconque identité nantaise, que j'ai ressenti et ressens toujours de la honte qu'un tel projet ait pu se développer dans ma ville. Cette confession indigéniste paraîtra peut-être curieuse, elle est fortement agissante.

Si des ami·es ou des collègues me disent trouver cette publication d'intervention courageuse dans un monde où la parole est libre au péril des intéressé·es, ce n'est pas pour moi que je m'inquiète mais pour les étudiant·es que j'encadre. Ce point a failli

arrêter le projet de publication : que les effets de cette recherche puissent être reprochés par certain·es acteur·ices dominant·es à d'autres que moi, et notamment à des étudiant·es avec qui je travaille. J'en ai de fait très rapidement un premier écho. C'est toutefois la certitude que mon travail de recherche sera validé, épaulé et conforté par la plupart des lecteurs/trices professionnel·les (de ceux tenu·es par sujétion économique ou hiérarchique au silence public) et des enseignant·es-chercheur·es en sciences sociales/urbanisme qui m'a permis de dépasser cette inquiétude. C'est aussi la sécurité intérieure que procure une certaine forme d'inclinaison orwellienne. Ainsi je respecte les règles publiques de la controverse (confrontation des arguments et critique des preuves sous le contrôle de la raison) et aide à son entière constitution, comme je m'appuie publiquement sur le registre de la légalité. Par ailleurs, je n'ignore rien des intérêts particuliers des opposant·es au projet. J'interroge le droit émergent de la participation et de l'environnement étendu au projet urbain, avec les différentes sortes d'acteur·ices concernées dans une arène de projet, elle-même en mouvement en raison même de l'instabilité dudit projet. Le travail de recherche se décompose en trois dynamiques a) une observation participante rapidement émancipée, b) une médiation publique affirmée à travers la publication d'un ouvrage d'intervention à forte visibilité, et c) enfin, un droit de suite dont le contenu se définit au fur et à mesure ; un projet d'article scientifique rédigé avec l'aide dialogique de discutant·es extérieur·es (j'avais pensé pouvoir en trouver au sein de la Cndp) et porterait sur le double droit de la participation et de l'environnement : un projet de carte sensible du quartier du stade avec l'association d'habitant·es et un groupe de supporters ; un « service après-vente » lors des municipales 2020 ; l'accompagnement de l'association d'habitant·es de la Beaujoire vers une commande d'étude en maîtrise d'usage interpellant élu·es et bureau des projets nantais. Dans cette enquête, je mobilise l'arène et m'intéresse au devenir d'un problème public (défendu par les élus porteurs comme un projet privé ; « ce n'est pas notre projet.⁵⁰ ») et aux catégories de l'action publique (préférence, propagande, privatisation, instrumentalisation). Je reprends ici des éléments de la balistique sociologique de Francis Chateaufort (2011).

Les processus laissent de nombreuses traces dans les dispositifs et les institutions, mais aussi dans les mémoires individuelles — surtout, on y reviendra, le souvenir assez vif de moments où une toute autre trajectoire était possible. Trois questions de fond accompagnent l'étude des causes individuelles ou collectives : quels sont les éléments qui contribuent aux changements de régime observables ? Comment se produisent les points d'irréversibilité ? Quels sont les effets d'apprentissage pour les acteurs puisque que chaque trajectoire, ratée ou réussie, peut servir de modèle dans d'autres processus ? Quand une cause chemine sur une longue durée, en alternant moment forts et périodes

50 Pascal Bolo, vice-président de Nantes Métropole, intervention de clôture lors de la séance finale de la concertation YP, le 16 mai 2018.

muettes, mobilisations et démobilitations, victoires et défaites, elle incarne pour ceux qui la portent un enjeu vital qui dépasse les enjeux exposés sur la scène publique actuelle. [...] Tous les dossiers présentent des points d'inflexion sur lesquels il est heuristique de se pencher pour saisir les interactions entre portée objective d'une cause — le chemin parcouru, inscrit dans des dispositifs, des milieux et des représentations — et portée subjective et intentionnelle — les différentes visées des acteurs eux-mêmes.

Francis Chateaufort, *Argumenter dans un champ de force, essai de balistique sociologique*, 2011, éditions Petra, pages 166 et 167.

Bien sûr, l'événement Yp, préparé hâtivement dans la clandestinité, surprend la quasi-totalité des participant·es à l'arène qui va se constituer. Par sa singularité innovante, il est d'abord difficile de le raccorder à des causes durables. Mais la rencontre avec les actrices montre en réalité que les supporters/trices autant que les riverain·es vont l'inscrire très rapidement dans différents types de causes. J'en identifie plusieurs, la plus surprenante est l'affirmation très forte par les riverain·es de la croyance à la participation en raison même de la longue acculturation au dialogue citoyen porté par la collectivité nantaise — contre le discours de la collectivité au même instant et la figure rhétorique répétée du vice-président de Nantes Métropole : « il n'y a pas d'alternative ». Les sarcasmes anti-localistes des deux garants de la Cndp dans leur exégèse publique de cette affirmation participative lors de la séance des contributions montre aussi comment le scepticisme de deux experts garants de la participation peut les empêcher, à cet instant, de prendre au sérieux quelque chose qui ressemble à l'acculturation réelle d'un groupe d'habitant·es à la participation active et à n'y voir qu'une prétention provinciale ou un argument de circonstance.

Les journalistes locaux traitent aussi des causes « subjectives et intentionnelles ». Ils font circuler en off leurs hypothèses lors des entretiens qu'ils mènent : le projet Yp est ainsi vu comme le nouvel « os à ronger » des élus écologistes après l'abandon du projet d'aéroport afin de reconstituer la distinction intra-majoritaire avec le parti socialiste. Il apparaît aussi, effet du tabou nantais, que le conflit de Notre-Dame-des-Landes n'est que très exceptionnellement mobilisé publiquement dans l'arène du Yp. Malgré ce qu'il a apporté à l'analyse de la participation, et notamment la double intervention ratée de la Cndp (débat public de 2002-2003 et consultation pour avis de 2016), mais aussi la mobilisation d'autres dispositifs par l'État court-circuitant la Cndp (commission du dialogue, 2012-2013 ; groupe des médiateurs du gouvernement Philippe, 2017) qui ont utilisé d'autres méthodologies et documenté progressivement l'argumentaire d'abandon du projet. Pour différentes raisons, aucun·e actrice n'y fait publiquement référence. Sauf le promoteur, qui invite sur son compte twitter, de manière très provocatrice, à la création d'une Zad, un de ses adjoints qui cite quelques mois plus tard dans un autre

tweet trois lignes de mon article de 2016 dans *Norois* pour me disqualifier. Pour le vice-président de Nantes Métropole, l'intervention de la Cndp sur un projet métropolitain est même une « première » et devient un argument de validation. Le terme de concertation garantie prend alors le sens d'une labellisation positive par l'État. Il apparaît peu à peu que la Cndp est un acteur polysémique et non le simple garant d'un dispositif juridique. J'alimente en données de l'enquête plusieurs fois, entre mai et juillet 2018, la nouvelle présidente de la Cndp, Chantal Jouanno ainsi que d'autres personnes familières de l'institution. Dans ce contexte, la Cndp n'apparaît ni comme un cadre, ni comme une règle, mais comme une partie prenante plutôt floue de l'arène, apparemment satisfaite des conditions de cette concertation (entretien 2019). Des expertises venues du droit ou de la médiation (Struillou, 2018 ; entretien Bourg et Madré, 2018) viennent pourtant éclairer les limites de cette institution et la réalité incertaine de l'adossement juridique de la participation à l'environnement.

Modifier l'arène en conscience

Yp est un très grand projet urbain : un milliard d'euros, une parcelle de 23 hectares, la destruction d'un très gros équipement public, sa privatisation, un quartier privé, une clinique, du tertiaire, des parkings silo et enterrés, dans une zone très bien desservie mais aussi saturée de circulation automobile. C'est en même temps un mini-monde, une petite arène où le nombre d'acteurices est restreint et augmente peu. L'importance du tutoiement en témoigne. Il y a certes quelques rares séances de concertation à forte affluence mais on est plus souvent autour de la très petite centaine (dont une trentaine de dirigeants et salariés du projet Yp) avec une baisse tendancielle de fréquence. On peut dresser la liste assez stable des participants collectifs à l'arène de projet. Il y a d'abord les porteurs, dirigeants et employé·es, toujours en nombre dans les réunions : le groupe de promotion immobilière Réalités, la holding Flava Group possédant le FC Nantes, une agence parisienne de communication, Res publica, puis les agences d'architecture et d'urbanisme pour le projet et pour le stade, les nombreux invités enthousiastes appelés à s'exprimer longuement, parfois un très petit groupe d'élue·s métropolitain·es, plus souvent un ou deux cadres. Ces porteurs (très masculins) sont renforcés au fil des actes de projet d'entrants cherchant à s'employer, issus notamment de la sphère socialiste impactée par la vague macronienne. Il y a des participant·es de la culture foot : des groupes de supporters/trices rapidement critiques (Brigade Loire ; association À la nantaise ; Esprit Canari) ou d'autres rapidement favorables au projet (Rolling Stars, association de supporters accédant au match en fauteuil ; Allez Nantes Canaris, association historique travaillant avec le club). Il y a des habitant·es du quartier, en nombre (mais seulement de sa partie pavillonnaire, ceux de la cité

d'habitat social resteront quasiment invisibles), quatre associations de riverain·es dont deux se constituent spécialement en lien avec le projet. Il y a Berdj Agopyan, architecte du stade (livré en 1984), âgé, qui vient plusieurs fois en contre-expertise, accompagné de son fils ou de sa belle-fille, respectivement directeur financier et architecte cogérant l'agence Agopyan. Ils font des croquis et des chiffrages pour le projet alternatif des opposant·es. Il y a un groupe significatif de journalistes locaux, visibles et identifié·es.

La nationalisation du conflit au delà de la phase publicitaire initiale est discrète. Plutôt critique et anecdotique dans la presse sportive, l'information est très rare dans la presse généraliste à l'exception d'un article du Monde et d'un autre dans Médiapart, puis d'une tribune tardive dans Libération⁵¹ que j'initie avec quelques signataires des milieux concernés. Il y a des étudiants de divers disciplines (architecture, géographie, sciences politiques) réalisant un mémoire ou une étude collective. En réalité, seul le groupe des militant·es et élu·es écologistes vient enrichir significativement l'arène en s'y engageant dans les deux derniers mois de la concertation. Leur réunion publique est le seul dispositif de débat contradictoire que j'ai pu observer. Au printemps, ils participent à l'obtention du mois supplémentaire de délai et rédigent une contribution écrite. En septembre, ils réclament le report du vote de cession et la reprise de la concertation. Le groupe des commerçant·es ambulante·es réuni en association, hostile en début de concertation, bénéficie d'une rencontre à huis-clos. Ayant obtenu des engagements de maintien en place, illes se retirent, sauf exception. Il y a des individuel·les dont le nombre est mal mesurable. Souvent proches du supportérisme, illes apportent en one-shot une parole expérientielle directe. Il y a deux autres chercheuses travaillant sur la participation et le pouvoir d'agir dans le quartier d'habitat social voisin qui observent à distance l'arène d'un point de vue différent du mien, discontinu, critique de la critique pour l'une d'elles. Les joueurs professionnels et les autres salariés du club apparaissent peu : une phrase passe-partout du capitaine Léo Dubois en entretien télévisuel en tout début de projet. À la fin du dernier match de la saison, trois joueurs alors possiblement en partance pour un autre club, dont le buteur Emiliano Sala, brandissent devant les caméras les banderoles jaunes « oui à la rénovation » tendues par des supporters de la tribune Loire. D'autres groupements politiques ou associatifs interviennent : discrets communiqués d'Attac et de groupes locaux d'Insoumis n'emportant pas leur présence active, contribution écrite de Nantes Forum Patrimoine sur la valeur du stade, de l'association Nexus sur l'intermodalité transport, vif travail d'enquête d'Anticor en juillet et à l'automne. Une activité régulière est observable sur les réseaux sociaux, lieu d'échauffourées digitales récurrentes. Sans savoir mesurer l'audience de ces réseaux, je constate qu'ils permettent une expression langagière plus relâchée et polémique — les

51 https://www.liberation.fr/france/2019/03/05/le-stade-de-la-beaujoire-un-commun-en-transition_1713271

tweets mettent souvent en lien Yp et un tweet promotionnel de la métropole ou d'un élu pour en montrer les contradictions. Les réseaux pimentent la concertation, la révèlent et semblent même garantir son existence réelle.

Il y a les deux garants que la Cndp a nommés et qui apparaîtront faibles et laxistes. Ils se montreront également lors de la séance des contributions écrites du 14 mai 2018, en justification permanente d'eux-mêmes devant les critiques et représentant pleinement les valeurs de la Cndp — sans toutefois réussir à convaincre les opposant·es sur ce point. Le boycott de cette avant-dernière séance par la Brigade Loire, le principal collectif d'ultras porteur d'une longue contribution très documentée sur les évolutions des stades français, en avait témoigné préalablement. L'examen des conditions réelles de la concertation pose la question de son efficacité dans la constitution d'une arène de débat fonctionnelle, consistante et élargie, fondée sur une culture démocratique et ce qu'un chercheur est fondé à en dire publiquement. C'est pour diverses raisons qu'une arène peine à s'ouvrir, évolue en vase-clos et donne même l'impression que la participation aux réunions baisse au fil du temps. C'est en tous cas un résultat de mon enquête : la participation officielle ne correspond pas à ce qu'elle annonce. La diffusion de mon livre est l'occasion de discuter nouvellement du projet avec des gens éloignés du monde du football (libraires, patron·nes de bar, militant·es, enseignant·es-chercheur·es, élu·es, mais aussi toutes sortes de gens) qui, des mois après l'annonce du projet, deux concertations, des clashes publics, plusieurs manifestations, des réunions de contre-concertation, une pétition ancrée dans le territoire, m'affirment parfois le découvrir et n'en avoir jamais entendu parler. L'intensité publicitaire des médias privés et des réseaux a été très forte mais la puissante communication publique métropolitaine s'est gardée de s'en emparer au delà de la phase d'annonce. Je vois une réelle précaution des institutions prises dans leurs contradictions, mais aussi la preuve empirique que la presse publique est extrêmement efficace dans la diffusion des informations liées au projet urbain. Elle domine la littérature locale. Je tiens donc pour acquis que l'arène ne s'est guère étendue au delà des groupes initialement concernés pendant la concertation en raison même de la soudaineté du projet, de son portage politique agressif mais numériquement et médiatiquement réduit, et de son enfermement relatif dans un sphère plutôt exclusive et aussi dépolitisée (Beaud, 2011), le monde du football. Mais le travail des garants en apparaît aussi coresponsable. Non seulement, l'arène ne s'est guère développée mais les méthodologies frontales ont été exclusives et n'ont jamais permis de cartographier la controverse. Celle-ci a du déborder du cadre garanti par la Cndp pour permettre la confrontation des dissensus et des données complémentaires. Cependant, il s'est passé beaucoup de choses et les conditions d'une extension ultérieure ont été réunies discrètement et patiemment. La contre-expertise produit et publicise un

contre-projet de qualité professionnelle, la mobilisation dans le monde du football et dans le grand quartier est certaine. Il y a là les éléments d'une relation collective au projet construite pendant les deux phases de concertation (et à côté d'elle) qui modifient le processus.

Le discrédit de la participation vécu et rapporté par les participant·es, sentiment de mascarade et de dédit des politiques élu·es sur la promesse du dialogue citoyen et de la coconstruction, leur est bien attribué comme aux deux entrepreneurs mais aussi sous une forme atténuée à la Cndp. La concertation est un dispositif et une expérience au rythme épuisant : une réunion officielle par semaine pendant les trois mois de la concertation garantie, deux la dernière semaine, des échanges et des réunions d'habitant·es ou d'associations, des contacts presse et l'expression régulière sur les réseaux sociaux, de nombreuses lectures de pièces en ligne, parfois très techniques, de la fouille de données, la rencontre avec les élu·es, des documents à produire dans des délais très courts, des discussions sur les stratégies à adopter. Dans cette surcharge inattendue, intense et accélérée, l'inégale capacité à concerter entre élu·es et professionnel·les du projet et les autres apparaît abyssale. Cette surcharge pèse sur les individus et les affecte dans leur vie personnelle. Elle constitue, à mon sens, la raison même de l'organisation de ses modalités pratiques : dans le cas du projet Yp, c'est une variante civile de la stratégie du choc (Klein, 2008), méthodologie du capitalisme de dépossession. C'est aussi une application paradoxale du choc de simplification dans des procédures accélérées de projet. La concertation à grande vitesse est exemplaire en ce sens qu'elle remplit quantitativement tous les signes de l'excellence (nombre de réunions, de participants, de documents mis en ligne, de contributions, de versions du projet, etc.) et s'affranchit ainsi de tout risque politique mais aussi de contentieux lié à la participation, risque juridique pourtant déjà très faible.

Cette inégalité des capacités effectives à concerter ne s'exprime pas dans tous les registres. Les porteurs du projet disposent certes de moyens humains et économiques considérables, mobilisent des capitaux politiques et spectaculaires. Mais, rapidement, au delà de sa masse, ce discours apparaît très pauvre en diversité. Les contenus initiaux sont constitués de slogans simplistes (« zéro argent public », « jeu à la nantaise », « nature en ville », « lutte contre l'étalement urbain », etc.). Ils vont vite apparaître sans rapport avec la controverse en train d'être cartographiée par les actrices critiques, plus agiles. Ces arguments sont néanmoins répétés jusqu'au ridicule comme l'illustre le discours de la maire-présidente au Marché de l'immobilier international de Cannes en mars 2018, retranscrit dans mon livre. La Métropole produit pendant la concertation deux courts documents écrits, consultables en ligne, qui éludent la question des

alternatives et sont sans rapport avec les questions des participant·es, l'énormité du projet et les moyens de cet acteur. Si ce dialogue échoue, il apparaît également, selon plusieurs opposant·es, que dans ce projet où tout se fait dans l'urgence ses promoteur·es se servent au fur et à mesure dans les contenus de la contre-expertise pour enrichir leur propre projet et éviter des formes de ringardisation (par exemple, un musée du FC Nantes ou la construction d'immeubles en bois pour soulager un bilan carbone catastrophique). Dans le même esprit, le 24 avril 2018, l'exécutif métropolitain intervient directement en conférence de presse pour recadrer le projet et apaiser la contestation : il supprime la tour de grande hauteur et revient à la fourchette basse du nombre de logements. Ces reprises des produits de la contre-expertise sont limités. Ils témoignent néanmoins de la qualité des expertises, même en arène réduite, de leur circulation et de leur croisement, d'une certaine forme d'efficacité. Cette contre-concertation est le produit de la rencontre des différentes contre-expertises permises par les capitaux et les relations déjà existantes à l'annonce du projet, inscrites également dans des causes déjà existantes, mais variables. Les riverain·es doivent ainsi s'acculturer au stade voisin alors qu'elles n'en partagent pas forcément la culture tandis que les footex/ses doivent accepter que la parcelle, c'est d'abord les riverain·es et que leur travail commun se fait à la couture du stade et de la ville. Dans ce contexte, les acteurs tiers spécialistes des coutures urbaines offrent des prises stratégiques. Je suis un de ces acteurs. Le cabinet Agopyan, acteur historique et un peu distant (l'agence est installée à Antony et défend d'abord du capital symbolique et professionnel) en est un autre : il devient au fil du projet un contributeur très efficace dans la contre-expertise.

Un petit groupe d'acteurs hétérogènes construit un projet alternatif global dans une contre-concertation mi-publique, mi-privée. Est-ce cela le travail du commun dont parle Pascal Nicolas-Le Strat ? Mon livre d'intervention publié le 15 mai archive cette qualité de projet née de la critique habitante et passionnée. À cet endroit, le choix que j'ai fait de me montrer en tant que chercheur libre de sa parole vis-à-vis de l'acteur public m'a situé en apparence dans un camp : celui des opposant·es contre celui de la collectivité et des entrepreneurs. C'est pour moi une lecture partielle de ce travail dont je défends, lorsque je le présente, la bienveillance et le soin apporté à éviter les agressivités de quelque nature que ce soit, et dont, je pense, qu'il emporte la conviction de la majorité des professionnel·es engagé·es, même à minima, dans des démarches réflexives : on ne peut pas faire du projet comme cela (ni enseigner le projet comme cela). De cette façon, je suis dans la contre-concertation comme je suis dans les deux concertations officielles. Je suis le même, seules les conditions changent. Mon apport le plus avancé est de formuler publiquement l'hypothèse du commun à propos du stade. Je le fais en croisant deux éléments que manipulent déjà un certain nombre de personnes dans l'arène : la

notion de bien public rare à longue durée de vie (c'est à « nous ») et l'idée que les supporters créent, outre la billetterie et les achats de produits dérivés, une très grande partie de la valeur expérientielle et réputationnelle du stade, c'est-à-dire de sa valeur sociale et médiatique (« sans nous, il n'y a plus d'ambiance, plus de club »), et donc également financière — le jeu de football non formel étant lui-même considéré comme un commun élémentaire de jeu par la refondation adaptative des règles à chaque nouvelle situation. Il existe deux autres raisons conjoncturelles : d'une part, le retrait déjà ancien de l'exécutif métropolitain à l'égard du football professionnel à Nantes, un club titré et très connu qui n'a pourtant jamais été valorisé, à l'étonnement de beaucoup, dans la politique d'attractivité métropolitaine, et d'autre part, le discrédit profond de l'actuel propriétaire du club, dont les sorties verbales, l'intrusion récurrente et infructueuse dans la vie de l'équipe, les casseroles entrepreneuriales et fiscales reprises par la presse d'investigation, constituent l'adjuvant. L'hypothèse du commun vient en situation de crise : crise d'un projet lui-même produit d'une double crise de gouvernance préalable. C'est donc à l'invention d'une multiplicité de formes sociales et physiques que je consacre ma deuxième lettre ouverte⁵² : quels outils sont à notre disposition ? C'est quoi le commun ? Je croise les outils et les expériences de l'urbanisme participatif à l'imaginaire d'un stade réel devenu commun et dont la gouvernance comme la physique se mettent à évoluer. Je cherche les qualités disponibles, les prises transitionnelles. Elles sont nombreuses. Je mets la plasticité des communs à l'épreuve dans un contexte proche du municipalisme (Biehl, 2014 ; Durand Folco, 2017) en explorant un objet inattendu pour le commun, le stade marchandisé, espace de politisation.

La Cndp valide le 18 juillet le bilan en demi-teinte des deux garants⁵³ mais sa présidente, Chantal Jouanno, qui a reçu le 16 juillet les opposants au projet se montre en interview à la presse régionale bien plus tranchante. Elle laisse entendre qu'un débat public aurait été préférable (c'est une décision de son prédécesseur) et réclame de reprendre le travail sur les alternatives, d'assurer une transparence complète sur le calcul du prix de cession et un bilan environnemental. Elle reprend l'expression de « maître d'ouvrage caché » que j'ai utilisé dans nos échanges. « *Enfin, s'agissant des décideurs, il y a bien sûr le maître d'ouvrage légal, YelloPark. Mais l'autre décideur majeur, que je considère être un maître d'ouvrage caché, c'est la Métropole, qui ne s'est pour autant pas affichée plus que cela lors des débats. Elle doit être plus présente et lever l'ambiguïté et la confusion auprès de la population*⁵⁴ ». À l'orée de la nouvelle saison du

52 Ces lettres ouvertes aux élus métropolitains et à la Cndp constituent une sorte de service après-vente de mon livre. Elles sont consultables ici : <http://www.alacriee.org/le-catalogue/>

53 Mon livre, pourtant très bien documenté (presse et réseaux sociaux, envoi de SP à la Cndp) dans le temps d'écriture du rapport, n'est pas cité.

54 Ouest-France, 19 juillet 2018, *FC Nantes. Nouveau stade : « la métropole, maître d'ouvrage caché »*, Stéphanie Lambert, entretien avec Chantal Jouanno.

projet Yp, les deux concertations sont closes et deux garants sont à nouveau nommés pour aller jusqu'à l'enquête publique. Le 12 septembre, le vote de cession des terrains par le Conseil communautaire prévu le 5 octobre est reporté au 7 décembre. La tension monte. La perturbation additive de ma présence en tant que chercheur situé et visible est difficile à mesurer. Peut-être ai-je réellement médié des questions de transition socio-écologique loin de sa niche socio-culturelle — notamment en développant autant qu'en nommant sur la base de ce que j'entendais, l'hypothèse du commun par l'écologisation d'un existant, ici un grand stade de football. En ce qui concerne la possibilité d'une transition et d'un travail du commun, comme pour la mise au jour des mécanismes de pouvoir dans la métropole, Yp est un éphémère moment de vérité. Le 9 novembre 2018, suite à des perquisitions du parquet national financier chez le propriétaire du club, la maire-présidente annonce le retrait du projet. Le jour même, les archives en ligne de la concertation privée pourtant garantie par la Cndp, sont effacées par les porteurs privés du projet : comme si ce projet n'avait jamais existé (Philip K. Dick n'aurait pas fait mieux). Seule la contre-expertise continue le travail de projet sur la base de l'enquête collective qu'elle amenée.

Autocolonialité et droit de suite

Si certains peuvent penser que la question post-coloniale est d'abord sur le terrain, dans les tribunes ou sur le marché international, lui-même racisé, des joueurs de football, la présence ancienne au sein du club de joueurs noirs, africains, afro-descendants ou des territoires français du Pacifique, aimés et valorisés, participant de la légende nantaise et française du football, vient questionner cette manière de voir. Dans cette enquête, je n'ai pas observé une culture ou de faits racistes au stade de la Beaujoire. Alors, l'autocolonialité dont je parle maintenant (et à la différence de l'endocolonialité) ne serait-elle pas, au delà de toute racisation, tout simplement le processus de capture lui-même. Forcer, détruire, privatiser, exploiter, n'est-ce pas là la base du geste colonial. Bien sûr, la forme prise dans le projet Yp peut faire sourire, il ne s'agit que d'un stade et d'un milieu lui-même « pourri par l'argent » selon une formule reprise par des personnes de gauche validant la privatisation du stade pour solde de tout compte. Mais, non, il faut résister à cette lecture réductrice et accélérationniste. Dans une hypothèse basse, le grand stade est un bien public rare existant (situé) dont la propriété permet d'assurer la régulation d'un autre objet au statut mixte, le club de football professionnel que je décris comme une entité de marché territorialisée mixte et une institution porteuse d'usages et de valeurs. Dans une hypothèse haute, c'est le commun qui est mobilisé. Les conditions du gré à gré, le vent de la rapine, la préparation clandestine et en même temps le sentiment d'une grande impréparation du

projet (lacunes, outrances, arrivée d'amis politiques recalés, etc.), la suffisance culturelle imaginant que le projet susciterait l'enthousiasme, la taille du groupuscule à la manœuvre (quelques grands élus, deux entrepreneurs, un minuscule entre-soi local en lien avec des groupes financiers extérieurs), les effets d'autorité, de hiérarchie et de censure, la perspective du vote métropolitain automatique, tout cela nous rapproche d'une ambiance compradore et de ce qu'on appelle un coup d'état, fomenté dans l'élite même contre l'ordre légal — un coup d'état urbain pour le différencier de formes plus sanglantes. Mais ce qui permet au conflit de prospérer en dépit de ce contexte, c'est d'abord une certaine diversité de l'écosystème nantais dans différents ordres : la culture des professionnel·les de l'urbain, l'autochtonie/autonomie du football local, les effets politiques du conflit de Notre-Dame-des-Landes, l'acculturation des habitant·es aux questions de participation et de transition, la transformation accélérée du territoire que chacun peut observer, etc. C'est l'existence de contre-pouvoirs aux statuts divers, habitant·es, Cndp, associations, chercheur·es manipulant les catégories du droit et de l'aménagement, etc. Malgré le portage bruyant, insincère et autoritaire du projet, certains outils de communication de la métropole n'ont pas été mobilisés. Je vois là des contradictions manifestes au sein même de la structure de métropolisation dont les actrices les plus exigeant·es ou parfois les mieux doté·es ne peuvent cautionner un tel projet et ne l'ont pas fait et s'en sont pour certains ouvertement expliqués au cabinet. Tout cela contribue à l'existence temporaire d'un petit commun oppositionnel malgré les contradictions de position et de culture. La décomposition de la politique métropolitaine en contexte macronien redouble l'impression de colonialité.

Cette autocolonialité serait l'incarnation domestique du fait et de la culture coloniales au sein même d'une société souveraine protégée par le droit. Les catégories ou les environnements ainsi autocolonisés n'en seraient pas hasardeux : objets ou groupes mal dotés, mal défendus, peu légitimes, incompetents, peu ragoutants, nouvelles frontières de proximité, faciles à saisir. Il ne serait pas nécessaire que ces groupes ou environnements soient racisés au sens fort : être populaire, logé, péri-central, fragile, peu nombreux, invisible, âgé, non défendu, constituer une catégorie dominée, suffit. Ce n'est pas nouveau. C'est pour cela que je cite Zola et *Au Bonheur des dames* dans *La Beaujoire, enquête sur un coup d'état urbain* et que j'y donne à lire des micro-fictions parodiant le répertoire d'œuvres traitant de la spéculation urbaine. L'autocolonialité, c'est une des formes que prend le capitalisme, mais loin d'être la seule, d'autres manières existent et d'autres méthodologies, plus affables. L'autocolonialité, c'est le croisement du capitalisme et de la colonialité dans les interstices mal défendus des espaces souverains. Si je ne l'ai pas développée dans le chapitre 5 de l'habilitation, et en raison même de la présente démonstration, l'autocolonialité enveloppe la catégorie des

grands projets. C'est difficilement contestable à Notre-Dame-des-Landes. Les formes autocoloniales de l'aménagement autoritaire du territoire (les « conflits volontaires » des années 1960 et 1970 tels que les appelle l'Oream) et le projet d'aéroport lui-même sont recyclées dans la métropolisation des années 2000 à l'aide d'un répertoire typique de la colonialité. Ces « mauvaises terres » dépeuplées par l'action publique doivent accueillir un aéroport privé se substituant à l'actuel aéroport public pour apporter la croissance et le rayonnement international à la métropole, dans un territoire pourtant extra-métropolitain. L'autocolonialité est aussi le produit d'une logique de montée scalaire typique des milieux dirigeants de la modernité, dont la métropolisation nantaise comme « petit Paris » en construction constitue un cas d'école. La militarisation progressive de la Zad, entre 2009 et 2013, puis son rejeu bref et violent du printemps 2018, laissent peu de doute sur une forme d'asymétrie de type colonial. La mobilisation de 2500 gendarmes, de drones, d'un hélicoptère tournant nuit et jour, d'auto-mitrailleuses tirant en série différents types de grenades (plus de douze mille au printemps 2018), des centaines de tirs d'armes dites non-létales, des machines de destruction/évacuation des matières, des contrôles d'identité, la surveillance et l'espionnage du corps social, les arrestations, la justice expéditive, les centaines de blessé-es, la pollution chimique des corps, des environnements, celle de la langue ré-affectée au dénigrement haineux, ont montré la réalité des violences. Ce n'est certes pas la même chose que la violence structurelle de l'endocolonialité mais cela échappe à la logique ordinaire de l'action policière ou de la répression ordinaire d'une conflictualité ponctuelle. Cette autocolonialité inspire à Nantes une spirale de sur-répression des manifestations sur la voie publique dont les journées les plus spectaculaires rappellent des états de siège de la contre-insurrection (endo)coloniale. L'autocolonialité, ce n'est donc pas que de la théorie.

Le 19 mai 2018, entre 18 et 20 heures, l'association à la criée opère une vente sauvage de mon livre *à la criée* au milieu de l'espace de déambulation et d'accès au stade délimité par les dix-neuf commerçant·es ambulante·s. C'est Nantes-Strasbourg, le dernier match de la saison 2017-2018. La Brigade Loire a organisé en fin d'après-midi une manifestation animée de plusieurs milliers de personnes aux abords du stade. Les gens sont détendus, souriants. Illes vont lentement, de tous âges, en groupe. Les femmes sont nombreuses. Il fait beau et chaud. Certain·es, plus jeunes ou plus vifs/ves, sont déjà un peu alcoolisé·es et nous blaguent. Je croise quelques étudiants de géographie à qui j'ai présenté mon enquête lors d'une intervention. Je discute avec des lecteurs/trices et des non-lecteurs/trices. Il y a de l'insouciance, sinon du bonheur sur ce parvis — et en même temps du concernement. J'ai apprécié la manifestation joyeuse et un peu folle de la fin d'après-midi, considérée possiblement comme infra-politique. C'est un moment

d'enquête rare (c'est sans doute aussi la première fois qu'on vend un livre de sciences sociales à la criée à l'entrée d'un stade) et d'échange avec de nombreuses personnes aux opinions et aux références très différentes. C'est aussi l'occasion de rencontrer librement des ultras. Ceux-ci partagent avec la Zad un habitus d'anonymat et de semi-clandestinité défiant la surveillance policière. Ils ne sont qu'un ou deux à intervenir dans les médias et obtiennent des journalistes de n'apparaître que sous leur prénom. Ils ont aussi un rapport singulier à l'action directe. L'un me dit que ce livre, c'est bien, et que je dois aller le vendre directement dans la tribune Loire. À l'objection que les stadiers ne nous laisseront pas rentrer les livres, il me propose de les faire rentrer comme ils font rentrer les fumigènes. « Tu sais, on a l'habitude de faire rentrer des trucs ». C'est sans doute aussi de cette manière qu'il faut faire rentrer le commun dans le stade. Pascal Nicolas-Le Strat (2016) montre qu'il faut dépasser la vision consensuelle du commun. « *La conception classique du commun laisse entendre que les personnes qui s'engagent le font sur la base d'un intérêt commun. Un accord préalable serait indispensable, un compromis devrait être posé avant toute chose. À l'inverse, je pense qu'un commun n'a de chance d'aboutir que si des personnes aux intérêts divers, voire disparates, acceptent de s'impliquer collégalement dans un processus, en ayant conscience qu'il leur appartiendra de définir et de délimiter ce processus, de le caractériser et de le négocier. Les partenaires s'engagent d'un commun accord mais sans nécessairement s'accorder sur l'ensemble d'une perspective.* » Il apparaît difficile de dire à ce stade que le projet alternatif à Yp se développe réellement à la manière d'un commun et d'aucuns diront que c'est une lecture irréaliste, mais montrer le contraire paraît également fragile. Nous sommes dans le mouvement. Qui sait dire quand le commun est au travail ? Nous communons peut-être. L'apport du chercheur a alors été de contribuer, par sa pratique publique de l'échelle locale des sciences sociales, à enrichir une situation située.

72. les politiques publiques du bidonville tzigane, résister à l'endocolonialité

Mon intérêt de recherche pour les habitant·es roumain·es vivant en bidonville dans l'agglomération nantaise a été nourri par les expériences et les liens créés pendant mes voyages personnels en Roumanie et Bulgarie et, plus certainement encore, pendant un échange scolaire que j'organise avec le lycée d'Ineu, ville roumaine jumelée à Rezé, en juin et septembre 2006 — avec l'aide notamment d'un couple français roumanophone engagée dans le jumelage. En 2010, suite à une série d'expulsions et aux discours anti-tsiganistes d'élus de la commune, nous créons une association d'intermédiation à Rezé, rejoint par une jeune femme franco-roumaine, bilingue, ancienne salariée d'Hors la rue en région parisienne. Cette expérience associative deviendra progressivement le lieu d'une recherche en participation observante émancipée, partagée avec ce groupe doté de

capitaux relationnels spécifiques, notamment biographiques, linguistiques et amicaux. Elles établissent des états de vie très fins, discutent des stratégies habitantes avec les personnes concernées, réalisent des voyages dans les villages d'origine des familles — dans une politique intime fondée sur une recherche empirique engagée qui ne « s'écrit » pas. Pour ma part, je communique en colloque en 2014 (« L'espace en partage », Rennes, laboratoire Eso) *L'antitsiganisme dans une métropole attractive, entre réinvention paradoxale et déni des spatialités ordinaires*. J'interviens également à plusieurs reprises en formation continue (policiers municipaux, travailleurs sociaux). J'emmène des étudiant·es à la rencontre d'habitant·es en bidonville et squat à Nantes et Grenoble. Je rédige de nombreux textes avec d'autres membres de l'association et du collectif RomEurope de l'agglomération nantaise : statuts d'association, récits de vie, rapports, notes techniques, recensement, un article pour la revue métropolitaine *Place publique*, communiqués de presse, des tracts — parfois en bilingue français/roumain. L'engagement dans ce terrain naît d'un voisinage et d'une pré-connaissance critique de la « question rom » évoquée en introduction, mais aussi de la force de l'antitziganisme des élus et techniciens rencontrés pendant cette période — un sévère négationnisme administratif. Il y a le surgissement du bidonville en 2008, devenu invasion dans la bouche du maire socialiste de la commune. C'est pour « nous » un moment de flottement et de rencontre avec ces ressortissant·es roumain·es principalement originaires du sud-ouest de la Roumanie. C'est un moment unique et nous en sommes tou·tes certainement nostalgiques : il s'est passé quelque chose pour « nous ». Certain·es d'entre « eux », parmi ces premiers/ères habitant·es des bidonvilles rezéens avec lesquel·les nous sommes toujours en relation, plus distante, expriment également cette sorte de nostalgie : il s'est passé quelque chose pour « eux » aussi et cela s'est étiré et délité par la suite.

Le processus de migration s'appuie sur les ressources des personnes déjà expérimentées. Diverses migrations antérieures ou concomitantes nous sont évoquées : Serbie, Israël, Italie, Allemagne, banlieue parisienne, France de l'est, les traversées européennes. La migration accompagne l'effondrement socio-économique des *județe* d'origine (désindustrialisation, accaparement agricole, disparition des services publics, désinclusion des habitant·es tziganes). Le déplacement est financé en partie par la manche qui rapporte beaucoup à leur arrivée — et bien plus qu'aujourd'hui. La rotation est importante : les habitant·es inexpérimenté·es viennent découvrir, tester les lieux et leur capacité à émigrer, certain·es reviennent avec leurs enfants ou d'autres parents, d'autres retournent en Roumanie ou partent vers d'autres lieux de migration. Nous appelons intermédiation le travail mené par les membres de l'association, français·es et roumain·es, c'est-à-dire un travail en commun pour obliger la relation entre habitant·es

des bidonvilles et collectivités. Cette intermédiation va durer plusieurs années d'un rapport de force constant, complexe et épuisant, marqué par des dizaines d'expulsion des mêmes bidonvilles dans la commune (des centaines à l'échelle de l'agglomération). Une étudiante en architecture, Jade Maillard, en a tenté la difficile cartographie lors d'un stage de recherche que j'encadre au Crenau en 2019, donnant matière à deux notices de l'Atlas social de l'agglomération nantaise coproduites avec elle en 2021. Cette lutte pour le droit à la ville, mais aussi pour les droits civiques d'une minorité racisée, peut être montrée comme l'œuvre de militant·es principalement blanc·hes. Certes, je la décrirai souvent comme paternaliste en tentant d'expliquer comment une telle chose peut se mettre en place mais je montre aussi une lutte partagée entre habitant·es légales et illégales, blanc·hes et racisé·es, d'une commune de banlieue, visible dans des actions communes légales et d'autres moins : réunions, délégations en mairie, manifestations, anticipations des expulsions, occupations, fêtes.

Dans un contexte maniaque et en dépit de la modicité des effectifs en cause, l'actualité roms en bidonvilles a rythmé la vie politique et médiatique de la dernière décennie et c'est Daech, avec ses meurtres de masse, qui a, d'une certaine façon, renvoyé ces subalternes déceptifs à leur obscurité. Malgré cette cacophonie, la lutte locale a donné lieu à une série de gains. Certains sont discutables : ils ont réduit l'activité associative indépendante et mis sous contrôle la forme précaire mais aussi intéressante du bidonville, son autonomie et ses liens informels — au profit d'une bureaucratisation hygiéniste de l'habiter (stabilité, confort, tranquillité, etc.). Pendant la campagne municipale de 2014, le nouveau candidat socialiste que nous connaissons pour l'avoir fait venir sur un bidonville après qu'il ait écrit sur son blog des propos très dénigrants, demande à nous rencontrer : il souhaite que « la question rom » ne soit pas un sujet de campagne et promet de ne plus expulser, puis de créer une Conférence citoyenne sur le sujet en vue d'une réorientation de la politique municipale. Le processus aboutit à l'automne 2017 à l'ouverture de deux terrains conventionnés relogant en caravanes d'occasion avec blocs sanitaires neufs la quasi-totalité des habitant·es des bidonvilles roumains de la commune. Toute autoconstruction est interdite et les logements sont donc plus petits. Sur la base notamment de l'expérience nantaise et rezéenne et d'autres communes beaucoup plus petites, une maîtrise d'œuvre urbaine et sociale est également créée en 2018 par Nantes Métropole avec le soutien de l'État et du Département. Elle est dédiée à une quantité annuelle définie par avance d'une nouvelle catégorie euphémisée de l'action publique, les Migrants de l'Est Européen Non Sédentarisés ou Mens, client·es dominé·es d'une politique sociale racisée administrée par les acteurs/trices professionnalisé·es d'un petit marché social à base ethnoculturelle. Ces gains paradoxaux m'incitent à réduire progressivement ma présence

et à sortir peu à peu du terrain où j'étais apparu en chercheur en cours de route. Une première trajectoire de recherche se clôt même si l'interconnaissance n'a pas disparu. Une seconde phase de recherche est envisageable parce que des archives nombreuses existent et que cette géohistoire particulière n'a pas réellement été archivée par la recherche. Mais est-ce utile ? Que doit faire exactement la recherche ? C'est ce que je vais discuter maintenant.

Comment construire une politique publique de la précarité

La recherche propose des descriptions réalistes, discutables et vérifiables au sens de l'existence d'un terrain réel. Même si nous avons été nombreux à dire et écrire, avec d'autres, habitant·es et chercheur·es, comme les géographes Olivier Legros ou Samuel Delépine que nous invitons plusieurs fois à Nantes ou Martin de Oliveira, que l'approche culturaliste et mythologique constituait un déni de la réalité et l'une des causes du problème, nous avons partiellement échoué, notamment avec certain·e·s élu·es et technicien·nes. Toutefois, dans une commune de 40 000 habitants, l'outil de la Conférence citoyenne précédemment évoqué a été propice à des évolutions sur ces registres du retour à l'ordinaire et au réel.

« En 2010, il faut se poser la question de l'efficacité et de la pertinence d'une approche fondée sur des stéréotypes. On ne peut pas considérer les Roms comme un peuple à part, comme une nation. Pour nous, chercheurs réunis au sein d'UrbaRom, ce n'est pas une question qui ne peut être qu'ethnique. Les Roms sont très différents les uns des autres. Il faut s'intéresser aux gens, aux individus. On a des images de représentation qu'on n'arrive pas à transpercer. La plus grave c'est l'idée du peuple pauvre qui n'en est pas un. Il est très dangereux de faire de la pauvreté des Roms une caractéristique culturelle. Et jusqu'au niveau associatif, parfois, on en arrive à maintenir [...] Je reconnais que j'ai changé de regard. Au début des années 2000, j'étais enthousiasmé par cette idée de grande minorité européenne, supra nationale. Les Roms, « fils du vent ». Et j'en suis revenu, parce qu'on se trompe en raisonnant comme cela. [...] Ceux qui sont venus ici sont des migrants comme n'importe quels autres migrants. Cette caractéristique « Roms » qui est mise en avant, on ne peut pas la négliger, mais je pense qu'on devrait avant tout les considérer comme des migrants de l'Union Européenne. Le mot le plus important, c'est la diversité des familles. La plupart sont venues ici pour accéder à un « vivre mieux », pas toujours en raison de persécutions en Roumanie. [...] À première vue, on voit arriver des Roms qui ont l'air de tous se ressembler, mais individuellement ils n'ont pas les mêmes objectifs, ni les mêmes besoins. Pour accompagner, proposer des solutions adaptées, cela suppose une approche plus fine sur le terrain et c'est plus difficile, notamment pour les travailleurs sociaux. [...] D'ailleurs, on voit bien que certaines familles jouent une carte plus individuelle. Dans le sud du Maine-et-Loire par exemple, des familles Roms se sont installées à l'écart des communautés. En milieu rural, dans des habitations diffuses, on les voit beaucoup moins que dans les zones urbaines. On pourrait parler d'une stratégie d'invisibilité, une manière d'échapper aux politiques globales qui leur sont destinées. »

Ne pas considérer les Roms comme un peuple à part, entretien avec Samuel Delépine, Frédéric Lossent, Le Canard social, Nantes, 14 avril 2010.

Ce type d'argumentation, nous l'avons tenu très vite, et sans jamais baisser les bras. Cette pensée des habitant·es ordinaires et divers·es s'est pourtant heurtée à un ensemble de représentations qu'il faut expliciter. Il y a une mythologie du nomadisme et de la liberté, un orientalisme dont j'observe les effets. Portées par la littérature, le cinéma et la musique, ces représentations majoritairement positives sont aussi solidement ancrées dans le récit canonique de la migration depuis l'Inde dont j'ai tenté de réduire localement l'usage public. Actualisée par l'émergence de la scène des musiques tziganes et l'existence de fanfares françaises festives aux répertoires partiellement balkaniques, par la présence très forte sur les terrains de photographes amateurs ou professionnels attentifs aux corps des jeunes femmes et des enfants, cette sensibilité a alimenté les clichés. Les collectivités les ont utilisés au début dans leurs journaux dans une iconographie à la fois esthétisante et victimaire. Mais cela n'a pas duré et la communication publique s'est ensuite tarie au profit d'interventions orales des élu·es du type « humanité et fermeté ». La rivalité avec les Voyageurs est apparue très vite comme une réalité de la concurrence des allocations et des attentions, mais aussi comme un argument des élu·es pour ne pas agir et ne pas fragiliser leur croyance dans le droit de la propriété. La confusion entre immigré·es roumain·es et Voyageur·e·s français·e·s dans l'esprit de nombreux/ses habitant·es a aussi contribué à renforcer le verrouillage du problème. Cet orientalisme s'est doublé progressivement (au sens de la formation d'un préjugé) d'une dimension essentialiste particulière, celle de la mauvaise minorité, sale, amoral, prolifique, aux usages déficitaires et malhonnêtes, à la structuration délinquante et asociale. Ces stéréotypes sont attestés chez les élu·es et les cadres de l'action publique, et illes les ont diffusés. Mon interprétation de leurs discours est que ces personnes ont ressenti l'arrivée d'immigré·es roumain·es pauvres et racisé·es comme une injustice dans le contexte du développement métropolitain — fardeau, anomalie, dissonance. Les « Roms » échappent alors à la culture et à l'injonction antiracistes très forte dans l'agglomération nantaise où l'extrême droite réalise des scores faibles. Des propos déplorable (et aussi illégaux et impossibles à l'égard d'autres communautés) ont été tenus publiquement par des élus et des cadres, en réunion, parfois face à nous, en délégation franco-roumaine, dans la presse locale et nationale — « il faut être réaliste : on n'intégrera jamais les 1200 roms de l'agglomération. » (Gilles Nicolas, adjoint à la tranquillité publique de Jean-Marc Ayrault, journal 20minutes, 14/09/2014). Le discours policier a alimenté une parole souterraine, les élu·es rapportant régulièrement en privé des informations en provenance de la police : tel référent roumain du terrain et membre de l'association est en réalité le caïd de l'agglomération, etc. Le principal terrain sur lequel nous nous rendons est un moment surveillé avec les méthodes du grand banditisme : eux et nous sommes filmé·es depuis

des planques installés chez certains riverains, de jour et de nuit. Pourtant rien ne sortira de ce déploiement et la police dans ses rondes endocoloniales muettes et automobiles au milieu des caravanes défoncées reste cet acteur ventriloque et insaisissable participant à la racisation discrète mais efficace des bidonvilles que nous tentons au même instant de déraciser. Je range dans la même registre argumentaire la vocation à rentrer au pays ou les programmes parfois baroques de codéveloppement avec la Roumanie lancés par Nantes Métropole. « Vous seriez plus heureux chez vous. » Ces programmes sont toujours présents dans le cahier des charges de la Mous, en 2019.

Dans ce contexte racisé et conformiste, une politique publique cachée de désinsertion s'est mise en place précocement et a doublé les programmes officiels d'insertion à la fois bureaucratiquement coûteux et numériquement réduits, et dont il a toujours été impossible de mesurer l'efficacité tant ce dossier est devenu peu à peu tabou. En se fondant sur un répertoire opportuniste et souvent insincère de défense de la propriété contre les squatters (danger, insalubrité, nuisances, projet urbain imminent), les collectivités ont poussé les propriétaires attentistes ou compréhensifs à demander, obtenir et faire exécuter les expulsions des groupes des friches qu'ils occupaient. La police a mené de nombreuses expulsions extra-judiciaires. La cartographie de cette politique d'expulsion dans le stage de recherche évoqué plus haut s'appuie sur les archives des avocat·es, de Médecins du Monde et la mémoire des habitant·es et des militant·es, permettant de reconstituer la territorialité de la politique publique menée pendant quinze ans. Ni la collectivité, ni la préfecture n'ont voulu partager leurs données. Un temps, Médecins du Monde a tenu une chronique des expulsions, de la dispersion et de l'éloignement progressif des groupes aux confins de l'agglomération : certainement plus de cinq cents expulsions depuis 2002 sur le territoire métropolitain, un contentieux de masse. Certaines sont discrètes et les habitant·es partent d'elleux-mêmes. D'autres sont organisées avec le concours de centaines de policiers et de vigiles, en présence d'élus·es et du cabinet du préfet, série d'opérations dont le coût est très élevé (frais de justice, de police, de nettoyage et de clôture, défonçage et/ou remblaiement des sols, blocs, etc.). Pour une grosse expulsion, le coût analytique ne peut être inférieur à plusieurs centaines de milliers d'euros. Le coût est aussi territorial et paysager. Peu à peu les friches nantaises sont bouleversées et rendues inaccessibles en une grande enclosure racisée. Le coût social n'est pas évalué. La relation de proximité des habitants précaires est constamment remise en cause : scolarisation, santé, voisinage, intégration, etc. Il est enfin de l'ordre du logement. L'expulsion détruit les habitats, empêche le durcissement et l'amélioration des conditions de vie, favorise le secret et la délinquance interne et externe qu'elle prétend pourtant combattre. Un bidonville historique, sur une emprise SnCF derrière le Min, a longtemps été épargné et a présenté de fait une

morphologie beaucoup plus proche du bidonville durcifié que du terrain de caravanes. C'est donc l'habiter même qui fait l'objet d'une destruction régulière et systématique. Devant la répétition de ces faits et leurs justifications réitérées jusqu'au déni, je lis l'emprise maniaque d'une politique et d'une république ou métropole de la malveillance.

La recherche doit évaluer cette politique de désinsertion contre les empêchements administratifs et politiques. La politique d'insertion menée parallèlement s'articule aux évolutions nationales et aux injonctions européennes (création d'une petite agence gouvernementale, la Dihal — délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement, séries de circulaires sur les bidonvilles, changement du vocabulaire, accès à des financements, échanges d'expériences). Elle est organisée à Nantes autour d'un certain nombre de guichets locaux spécifiques à la population des bidonvilles roumains, créés et financés pour elle depuis longtemps (premier terrain officiel, 2005). Le contrôle social sur les terrains d'insertion nantais est fort autant que possible et les sorties du dispositif ont été nombreuses. L'entrée dans le logement ordinaire est certaine mais hétérogène, limitée et fondée, pour les familles du dispositif sur un tri social dont la logique n'apparaît pas clairement aux habitant·es. Des petites communes ont également développé des programmes d'insertion auto-produits moins onéreux et soutenus par des réseaux non-professionnels de l'interconnaissance engagée. La ville de Rezé a créé son programme dans un style intermédiaire, professionnel et associatif. Une partie de ces programmes sont regroupés aujourd'hui dans la nouvelle Mous. La vérité serait de dire que nous ne savons pas grand chose de l'efficacité de ces différents programmes. Parmi les personnes qui ont accédé au travail salarié (chantier, maraîchage), ainsi qu'à un logement social, combien l'ont fait par leurs propres moyens, grâce à leurs démarches, à leurs relations françaises non racisées comme racisées ou par les programmes officiels ? Je propose cette enquête sur l'insertion et la sortie de bidonville (une réplique locale de l'enquête nationale⁵⁵ menée en 2015 par Trajectoires) dans l'axe transition du Popsu 3, mais elle est refusée par la Métropole qui la commande pourtant un an plus tard à Trajectoires. L'action de plaider et de critique menée pendant toutes ces années au niveau local a néanmoins produit des effets. Une Mous métropolitaine a finalement bien été créée en incluant des expériences municipales très hétérogènes. La parole publique antitziganiste a été réduite. Depuis le début de la présidence Hollande (circulaire interministérielle du 26 août 2012), la pensée éradicatrice-inefficace de l'État s'est enrichie du plaidoyer et de l'effet cumulatif de ses propres engagements. Dans cette évolution, les chercheur·es du champ ont été des contributeurs/trices durables, intellectuel·les et organisationnel·les. La jurisprudence a un peu évolué grâce à la condamnation régulière d'acteurs publics méconnaissant de manière grossière les droits

55 http://www.trajectoires-asso.fr/admin/uploads/file/TRAJECTOIRES_Du-bidonville-a-la-ville.pdf

fondamentaux des habitant·es précaires (scolarisation, domiciliation, eau potable, déchets, etc.).

Mais les intentions publiques évoluent-elles vraiment ? La récente instruction du 25 janvier 2018 (*Instruction du Gouvernement visant à donner une nouvelle impulsion à la résorption des campements illicites et des bidonvilles*, non parue au JO) pourrait sembler acter enfin d'un tournant relationnel. Mais sa lecture attentive montre plutôt qu'il s'agit toujours de résorber des bidonvilles et même de les prévenir dans une logique d'action fonctionnaliste et autoritaire (le bidonville saisi de sa naissance à sa mort). Le maire de Rezé, dans son intervention lors de l'atelier sur la résorption des bidonvilles organisé par la Dihal le 29 mars 2018 à l'Assemblée nationale, en donne une version un peu différente, certainement plus juste : « *à partir du moment où sur un territoire, on sort du conflit, que l'on va sur le consensus, parce que cette ville de Rezé comme d'autres villes qui se sont exprimées tout à l'heure, ce sont des villes solidaires, si on est capable d'expliquer vers quoi on va, pourquoi, et avec les moyens dont on dispose, et bien, ce consensus là, il est valide, aujourd'hui, on a mis en place les préconisations, elles sont déjà bien engagées et on a deux ans pour aller au bout de la démarche d'insertion, mais ce que je peux dire déjà, c'est que sur la ville de Rezé, la question de la présence de Roms ne fait plus débat. Je ne vois pas de citoyens qui viennent me voir ou m'écrire pour me dire, monsieur le maire, ça va pas, les Roms, les Roms, les Roms ...* » Cette enquête rezéenne illustrée par l'évolution pragmatique d'un maire ordinaire mais aussi par les trajectoires d'insertion variées et souvent difficiles des habitant·es du bidonville, montre que l'endocolonialité peut être réduite dans certaines conditions de convergence et d'interconnaissance d'un habiter communal, et cela sur plusieurs mandats consécutifs. Croire au transfert des modèles entre suds et nords, à une perception positive des dynamiques de l'auto-construction habitante, ressource sociale gratuite et autoréférente, faire reconnaître à l'État et aux collectivités des zones d'expérimentation urbaine qui questionnent l'ancrage des populations démonétisées et la vision sacralisée du droit de propriété, c'est autre chose. Peut-on vraiment repenser le bidonville ailleurs que dans l'ailleurs ? La métropole apprend-elle de ses bidonvilles ? Au terme d'une observation de dix années, il est possible d'en douter et de ne voir que des reformulations de plus en plus efficaces du conformisme racisé. C'est une politique publique de la précarité qui a été menée en dépit de l'existence simultanée d'une politique publique d'inclusion partielle — la main droite de l'État et des collectivités défaisant l'œuvre de la main gauche. L'appel d'offre du marché de la Mous en 2019 (un marché unique à 600 000 €) n'a pas un seul mot sur l'initiative ou la représentation habitantes. La déshumanisation du projet est totale et cet appel d'offres semble annuler à cet instant toute forme de pensée relationnelle ou même participative. Cette politique

publique incohérente produit des « persona non grata » (Berger et Charles, 2014) et les meilleures conditions possibles pour que se développent des activités loin de la loi.

Arts de résistance de l'informalité communautaire

Les bidonvilles en France ne constituent pourtant pas une nouveauté. C'est au contraire une réapparition qui a semblé d'autant plus inattendue que cette histoire du logement de fortune, précaire, illégal et racisé a été longtemps cachée dans les histoires familiales comme dans les récits officiels. L'apparition du bidonville tzigane est d'ailleurs l'occasion pour certaines familles d'origine immigrée d'un surgissement lui-même inattendu : le récit longtemps tu du bidonville (maghrébin, portugais) des parents ou des grands-parents. Dans l'agglomération nantaise, les habitant·es des derniers camps de transit sont relogé·es en habitat social au tout début des années 1980 par les nouvelles municipalités de gauche. Il y a bien eu une politique publique de résorption des bidonvilles articulée à la politique du logement social qui a en fait disparaître presque totalement les traces dans le nouveau paysage urbain. Parce qu'il est associé à la misère, à la délinquance, à l'exotisme, à la mendicité et à l'humanitaire, le bidonville est rarement montré comme communauté politique. C'est un ensemble de grand·es précaires, d'assisté·es ou de délinquant·es le plus souvent dépeint dans le trop ou le trop peu. Les travaux sur les bidonvilles des Trente glorieuses ont montré le rôle complexe de ce type d'habitat, de l'urgence absolue à l'opportunité économique de mettre de l'argent de côté : espace de relégation et de contrainte, de sociabilité, espace-refuge, espace-tremplin. Y rester est un enfermement mais en sortir est un coût multiforme, y compris financier. Le bidonville qui n'est pas gratuit mais très bon marché est aussi une protection économique. La vie dans le bidonville se construit sur un certain ordre communautaire avec différentes hiérarchies, obligations et services, différentes formes de représentation interne et externe des habitant·es. Sa territorialité est forte : expulsé, ses habitants cherchent à le réinstaller au plus près. Le bidonville est un morceau de ville dont la sous-intégration physique ne dit pas tout et son habiter ne doit pas être caricaturé.

Le bidonville historique dont nous parlons, celui des années 1950 à 1980, est d'origine coloniale (étymologiquement, le Maroc sous protectorat français). Il est manifestement racisé (les Portugais étant eux-mêmes fortement racisés à leur arrivée en France ; de jeunes Portugais participent à la marche pour l'Égalité en 1983). Dire cela, c'est faire l'hypothèse que l'autoconstruction sans moyens ni titres n'est pas du tout considéré aujourd'hui comme quelque chose d'acceptable pour la population non racisée. À tel point que les tentatives d'autoconstruction de sans-abris français, habitat

informel autochtone, sont l'objet de contrôles et de destructions actives — les occupations de cabanes de jardin et assimilés faisant également l'objet d'une surveillance certaine. Gaspard Lion a montré à travers son enquête au bois de Boulogne (2014) la figure des bois refuges et combien la tolérance des collectivités est faible et en baisse dans ce domaine, fondée, quand elle existe néanmoins sur des résistances loin de la commande hiérarchique (affirmation d'empathie des policiers municipaux nantais demandeurs d'une formation « publics roms »). Les personnes qui préfèrent l'habitat précaire auto-construit à la rue et au centre d'hébergement voient leurs cabanes détruites dès qu'elles apparaissent et la qualité de leur habitat régresse alors vers la tente bon marché. Dans les espaces centraux, le développement de la prévention situationnelle autorise la généralisation des dispositifs qui empêchent tout détournement des formes urbaines pour la mise à l'abri de soi (Terrolle, 2016). Les « cabanes » de Notre-Dame-des-Landes pourtant souvent très esthétisées et célébrées par des professionnel·les de l'urbain ont connu le même enjeu de représentation déficitaire : elles ont été très fortement stigmatisées en tant qu'habitat anti-moderne et ridicule. Il existe une continuité d'action et de pensée entre la destruction des lieux de vie de la Zad, celle des habitats auto-construits du bois de Boulogne et celle des bidonvilles racisés : le dénigrement de formes urbaines jugées pauvres, dangereuses et passéistes, la défense jusqu'au-boutiste du droit de la propriété supérieur à tout autre droit, une relation totalement dissymétrique entre autorités et habitant·es. Dans ce contexte, le mot bidonville a été imposé par des chercheur·es, des militant·es, des associations, contre les termes de l'État et des collectivités (camps, terrains, campements illicites, terrains sauvages, etc.) — les Roumains et les Bulgares utilisant le mot « platz » pour nommer le bidonville et le squat, appellation née dans la migration (Cousin, 2015).

Les sans-abris du bois de Boulogne, nous dit Gaspard Lion, « *revendiquent [pourtant] le droit à décider de ce qui constitue un abri salubre ou insalubre, digne ou indigne – bref, à être appréhendés comme sujets de parole. Tout se passe pourtant comme si l'imposition du paradigme de l'exclusion, conjointement au développement de la « raison humanitaire », contribuait à les placer aux « bords du politique », rendant leurs discours totalement inaudibles, leur protestation insensée. » La question de la pauvreté est de moins en moins appréhendée en termes de rapport social, d'inégalités, d'injustices ou de violences, mais de plus en plus en termes d'exclusion, de souffrance, de détresse ou de traumatisme. [...] Se dégage ainsi une conception de la vulnérabilité définie par des causes individuelles ou par l'absolu d'une condition, qui permet une prise en charge dépolitisée, de type humanitaire et/ou policière. Prédissant à un traitement coercitif et répressif de ces situations, cette conception essentialiste de la vulnérabilité peut alors justifier des rapports de domination, sans*

qu'il n'y ait vraisemblablement de hasard à ce que les habitants jugés « vulnérables » se trouvent être considérés comme les plus indésirables (Agier, 2008). C'est d'abord parce que le droit au logement leur est dénié, et que leur place dans les bois est contestée, que la représentation de ces habitants comme étant entièrement démunis, « sans abri » est possible. L'appropriation de l'espace à laquelle ils parviennent n'est en effet quasi jamais reconnue pour ce qu'elle est – la constitution d'une habitation – ni leur parole prise comme l'expression d'un droit de cité, ou de la défense d'une solution raisonnée.⁵⁶ » Il en va de même pour les Roumain·es en bidonville malgré des capitaux statutaires encore plus faibles. L'action publique nantaise en les renommant comme *Mens* (Migrants de l'Est Européen Non Sédentarisés) renouvelle localement un orientalisme particulariste, antitziganiste et déqualifiant, tandis que les sans-abris français et d'autres nationalités apparaissent davantage appréhendés sous le signe du déficit, de la souffrance et de la vulnérabilité individuelles. L'apparition récente de bidonvilles d'exilé·es africain·es, concentrés dans le temps et l'espace, spectaculaires, enrichit cette gradation raciale de l'action publique. Dans ce contexte changeant, dérapages autocoloniaux et endocoloniaux sont constitutifs de la relation même. Ils sont observables simultanément, chacun dans leur registre propre, aux dépens d'une véritable écologie du sans-abrisme et du bidonville nécessaire à la compréhension réaliste des situations.

Les arts de résistance de l'informalité communautaire sont des arts discrets mobilisant des capitaux à faible empreinte et pour ces raisons jugés infra-politiques et ignorés. Il faut les reconstituer pour proposer un récit réaliste de l'expérience. C'est d'abord le repérage de lieux adéquats et la construction à la fois rapide mais aussi continue d'habitats sans droit, ni titre, ni prestataire. Si à Nantes, la caravane d'occasion à peine roulante est devenue la figure du bidonville infiniment expulsé et surexposé dans le paysage et même sur les routes au temps de l'expulsion, ce n'est pas le cas partout. Ici, les caravanes, plutôt exiguës, sont habillées de constructions en matériaux récupérés qui s'élaborent au fur et à mesure de l'élargissement de l'horizon temporel du bidonville : des locaux ultra-spécifiques (église, poulailler, fumoir à cochon, bar, etc.) apparaissent comme les formes ordinaires du logement (cuisine, salon, séparation enfants/adultes, décoration, entretien des parties riveraines, électrification, etc). Ces constructions sont abandonnées et détruites lors des expulsions. En accord avec un certain nombre de militant·es, la persistance des habitant·es du bidonville apparaît comme le principal art de résistance et le plus autonome, un habiter fort qui joue aussi du malentendu comme résistance (Clavé-Mercier et Olivera, 2016). Certes, certain·es sont reparti·es, lassé·es ou déçu·es, mais la majorité a persisté dans son désir d'habiter ici et le coût politique de

⁵⁶ <https://www.metropolitiques.eu/Vulnerables-indesirables-Le-cas.html>

leur mise à distance est devenu de ce fait de plus en plus élevé puisque ces personnes devenaient de plus en plus françaises à mesure du temps passé. Les enfants notamment, comme nous le voyons et comme la littérature le confirme, sont nombreux/ses à perdre l'usage fonctionnel de la langue roumaine au profit d'une double compétence romani/français prouvant par là la réalité, même quand elle est jugée médiocre, de leur scolarisation. Cette persistance n'est pas un mince travail. Le repérage de nouveaux lieux de vie, leur accès rapide, de nuit, malgré des obstacles parfois complexes, le transport très rapide avec peu de véhicules de beaucoup de caravanes, le jeu avec la police, les négociations tendues entre groupes concurrents, exigent des formes de collaboration complexes, spécialisées et rémunérées. Cette persistance est aussi sociale dans une relation aux acteurs publics déceptive et difficilement compréhensible, même pour des Français·es. Si cette idée de persistance peut être mise intellectuellement en tension avec une forme de nonchalance ou de non-agir, elle n'en reste pas moins un ensemble exigeant de compétences pratiques et de décisions politiques clandestines. La résistance infra-politique est visible dans la variété des relations et des rapports de force construits avec les acteurs français : passer les diagnostics sociaux, participer ou faire participer à des dispositifs offerts par les acteurs publics ou associatifs (accepter des bacs de jardinage même si jardiner n'est pas un désir à cet instant), emmener les enfants à l'école alors que le bidonville a été expulsé dans un autre secteur ou que la commune a déssectorisé les enfants du bidonville dans toutes les écoles de la commune, etc. Il y a un jeu constant entre l'injonction publique et le désir privé ou communautaire qui crée la variété des situations et leur instabilité. Dans l'esprit du travail de James C. Scott, *La domination et les arts de la résistance, fragments du discours subalterne* (1998, trad. 2008), ce double jeu (texte caché/texte public) qui vise à préserver l'autonomie présente en contexte moderne un effet pervers visible : il a tendance à nourrir le paternalisme des acteurs de la politique publique, du moins de ceux qui le veulent bien. Le « Rom » est demandeur (la manche le prouve au quotidien) et reste à sa place.

Ce paternalisme contredit d'autant plus le discours de la participation et du dialogue citoyen que les Roumain·es deviennent des citoyen·es communautaires comme les autres en 2014 au terme de la période transitoire. Il contredit l'axe relationnel de la transition socio-écologique. Dans le contexte du vingtième siècle roumain, la culture habitante a été elle-même construite dans cette schizophrénie texte caché/texte public. La culture associative des habitant·es roumain·es en bidonville est radicalement différente de la culture associative française, comme le cadre politique. Au delà de la progression linguistique, une forte acculturation à l'agir politique français est nécessaire pour habiter les rapports de force en France — une capacitation qui n'est nullement organisée par les acteurs qui s'en réclament pourtant. Toutefois, contre l'idée

d'habitant·es précaires à la dérive, l'expérience rezéenne et nantaise atteste de nombreux exemples de cette acculturation associative : participation à la vie de l'association dans ses premiers temps, nombreuses délégations communes (mairies, préfecture) avec réunions de préparation, participations à des manifestations locales ou nationales, coproduction d'événements festifs, de rédactions de textes, prises de parole en français face à la presse, etc. En revisitant tous ces moments, je peux dire que ce sont les acteurs publics qui en général ont limité, moqué ou refusé cette participation des habitant·es des bidonvilles et entretenu ainsi indirectement les pratiques les plus paternalistes dans les associations. La parole des habitant·es présent·es dans les délégations mixtes a été confinée par les interlocuteurs publics au registre du simple témoignage, la parole politique étant adressée aux Français·es. Je fais récit de deux brèves situations.

En 2010, devant la menace d'une nouvelle expulsion, nous préparons avec les habitant·es du plus grand bidonville de la commune une délégation pour rencontrer le maire de Rezé. Pour réduire la lenteur des traductions observée les fois précédentes, nous proposons que ce soient les personnes qui parlent le mieux le français qui intègrent la délégation mixte. Ceci est accepté et finalement, ce sont trois femmes qui sont désignées, de différents âges qui toutes trois ont un niveau intermédiaire ou plus de français, les meilleurs niveaux du bidonville. La plus jeune se dispute même avec son mari devant nous car il ne veut pas garder l'enfant pendant son absence. Nous finissons par partir. Nous sommes reçus en mairie par le maire et deux adjoints (affaires sociales, tranquillité publique). Notre délégation est très féminine puisqu'il y a aussi des Françaises et je suis le seul homme. Le maire, en réponse à notre première prise de parole, dans une attaque très paradoxale, nous reproche très violemment d'avoir amené des femmes pour apitoyer les élus. Il nous reproche à nous, Français·es, devant les femmes roumaines, de les avoir instrumentalisées et d'avoir une approche misérabiliste et déloyale.

En 2013, dans la suite du changement de majorité présidentielle, le préfet reçoit avec le sous-préfet à la ville une délégation associative de toute l'agglomération. Il y a plusieurs Roumain·es. Le préfet nous dit qu'il connaît bien le problème parce que son fils a épousé une Roumaine. Il valorise la culture tzigane et dit aux Roumain·es présent·es qu'il est très important de la conserver, notamment en restant ou en revenant en Roumanie. Prenant à témoin l'une des Roumaines assise en face de lui, il obtient de celle-ci une réponse également paradoxale au regard des propos qu'il vient de tenir. Elle lui dit qu'elle et sa famille souhaitent quitter la culture tzigane, qu'elle et son mari sont évangélistes et qu'elle souhaite vivement intégrer la vie moderne.

La colonialité prend ici des formes complémentaires : l'impossible politique d'éradication, au coût politique impossible à payer, s'articule à un très fort paternalisme des acteurs publics et associatifs — les premiers influençant les seconds dans ce sens. L'existence d'un commun oppositionnel est ainsi fracturée par la racisation, le culturalisme et le paternalisme. Le commun avorte quelque peu. Il semble ainsi que l'autonomie politique des habitant·es des bidonvilles a baissé au fil du temps, qu'elles ont délaissé l'effort associatif en se pliant aux formes de l'action publique qui ne les reçoit que dépolitisé·es. Même si nous sommes quelques-un·es à rappeler régulièrement

aux acteurs publics l'intérêt et même l'obligation légale qu'il y aurait, par exemple, à organiser des élections de représentant·es de locataires dans les terrains conventionnés, nos demandes semblent venir d'une autre planète. Les habitant·es en bidonville s'illes ne sont plus des fantômes dans un pays fantôme sont devenu·es une clientèle captive et muette, souvent déceptive, dans un petit marché social initié par une pensée endocoloniale indurée. Cette dépolitisation imposée n'emporte pas toute l'autonomie, celle-ci se développe dans d'autres directions. Les dynamiques habitantes de sortie du bidonville en témoignent (Trajectoires, 2015 ; actualisation en cours).

En écho au deuxième chapitre de l'habilitation, il faut faire droit ici à la culture orale urbaine. En s'inspirant d'un autre texte de James C. Scott (*Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, 2009, trad 2013), je reviens sur cette partie de la représentation mythologique des mondes tziganes, l'art de ne pas être gouverné et la faible place de la culture écrite. À l'évidence, une frontière culturelle existe, elle est fréquemment nommée. Elle est aussi poreuse, il y a des personnes non issues de la communauté dans le bidonville. Des familles s'évaporent toutes seules et se mettent à distance. Des familles se distendent ou se coupent, des couples divorcent. Il y a aussi des villages déplacés. Il s'agit bien de toutes ces frontières. Mais la mutation de la société roumaine comme la migration sont facteurs de vif changement social. La question de la contraception, de l'âge au premier enfant, de la décohabitation intra-familiale, etc. sont à regarder comme pour n'importe quel groupe — effets attendus ou paradoxaux. La relation qu'entretiennent les personnes vivant en appartement avec leurs proches restés en bidonville témoigne de la force de la vie sociale et familiale, à fortiori en contexte d'immigration. Dans son livre, Scott parle d'une région, la Zomia, un nom inventé en 2002 pour désigner un ensemble de hautes-terres caractérisées par une grande diversité ethnoculturelle et des formes diverses d'insoumission aux États centralisés de six pays du Sud-Est asiatique. Région montagnaise, la Zomia offre un abri tant militaire que socio-techno-économique. Scott fait lui-même le parallèle avec des populations nomades ou flottantes ailleurs dans le monde comme les Tziganes : faible sédentarité, forte oralité et évitement de la culture écrite, relation distante à l'accumulation, économie fugitive, faible transparence externe (état-civil, institutions, etc.). Que faire de cette comparaison, sinon réduire dans la figure du régime moderne le romantisme libertaire de son auteur. L'acculturation est forte et la variation intra-culturelle est elle-même très forte, plus forte que les variations régionales en Roumanie, dit Martin de Oliveira. Ainsi, l'importance donnée à la culture orale, à l'interconnaissance directe contre les bureaucraties hiérarchisées et distancées de l'écriture intéressent en réalité tout le monde et pas seulement ces groupes présentés comme furtifs.

Donner un sens à la recherche

En essayant de représenter cette vie immigrée réaménagée dans ce qui ressemble à des minuscules camps de l'Onu installés dans les friches d'attente d'une ZAC rezéenne pilotée par Frédéric Bonnet, faut-il applaudir aux gains obtenus ? C'est aux personnes les plus directement concernées d'en juger d'abord. La mise à l'abri n'est pas un vain mot. L'hygiène de la douche, des toilettes et du linge propre ne se discutent guère, l'eau potable, la protection contre le froid, durer dans les lieux, tranquillement. Un maire et son équipe municipale tiennent parole dans une démarche lente, persistante et modeste — malgré les réticences diverses que nous avons exposées. Les stéréotypes publics sont réduits depuis l'institution municipale. Tout cela n'est pas si fréquent. En un sens, l'objectif d'intermédiation de l'association créée en 2010 a abouti. Cela étant, peu ou pas d'études publiques ont tenté d'évaluer les politiques publiques du bidonville tzigane. Que produit l'articulation de deux politiques publiques aussi contradictoires ? La seule étude réalisée met en évidence l'éclatement des types de trajectoires : on sort majoritairement du bidonville sans l'aide de la politique publique. Les évaluations issues du care non gouvernemental, maintenant anciennes (Michèle Mézard que j'entretiens à l'occasion d'une réunion du Collectif national RomEurope fait sa première intervention avec Médecins du monde dans un bidonville rom à Gennevilliers en 1993) mettent d'abord en évidence les dégradations issues de la politique publique de désinsertion : les expulsions de bidonvilles, loin de diminuer, ont au contraire prospéré sur toute la période, culminant ces dernières années et produisant à flot continu et loin du droit (procédures non contradictoires, sans trêve hivernale, avec destruction et confiscation de biens, etc.) les effets délétères connus de précarisation et de générations sacrifiées. Tous ces rapports issus du milieu associatif montrent, de plus en plus, le refus de coconstruire tant avec les associations françaises qu'avec les habitant·es. C'est pour cela que d'autres termes ont été peu à peu mobilisés (indésirables, bidonvilles) pour dé-ethniciser, déraciner, resocialiser et réurbaniser la lecture de la situation. « *Médecins du Monde a récemment décidé de renommer ses « missions Roms » en « missions squats-bidonvilles ».* Pourquoi cette évolution terminologique ? "Il y a vingt ans, il fallait mettre en avant les conditions de vie de populations dont on ne connaissait rien. Mais aujourd'hui, la curiosité a laissé place à la stigmatisation", analyse Martin Duteurtre, coresponsable de la mission en Île-de-France. Le terme de « Roms » a aussi trop tendance à gommer la diversité de communautés qui regroupent des Roumains, mais aussi des Serbes, des Bulgares.⁵⁷ »

57 <https://www.medecinsdumonde.org/fr/actualites/reportage/2014/07/15/apres-plus-de-20-ans-daction-au-coeur-des-bidonvilles-tout-reste-faire>

Cette évolution a été celle de nombreux acteurs/trices résistant à une description essentialiste, naturalisée et raciste des bidonvilles. La préfecture de Loire-Atlantique, par exemple, par la voix du Préfet lui-même, lors d'une grande table-ronde en janvier 2011 avec les services de l'État, les élu·es métropolitain·es et les associations (représentées également par plusieurs habitant·es en bidonvilles, roms et non-roms), dit ne connaître et n'avoir à connaître que des « ressortissants roumains » mettant en difficulté la parole ethnicisée d'elu·es présent·es ce jour-là. Une communauté de travail s'est quand même formée. La recherche dans toutes ses dimensions et toutes ses échelles a contribué à une évolution des discours de l'action publique et associative. La Dihal et le collectif national RomEurope regroupant lui-même plusieurs grandes associations du care et de la solidarité, en ont été des acteurs majeurs avec les collectifs et acteurs locaux. Pourtant, les bidonvilles persistent malgré des comptages assez stables (15 000 à 25 000 personnes) tandis que prédomine l'expulsion brutaliste. Quand bien même des dispositifs élaborés sont mis en place, les habitant·es du bidonville restent frappé·es d'un stigmatisme multiforme qui les placent en dehors de la solution. Plus que toute autre groupe, ces habitant·es sont tenu·es en dehors du pouvoir d'agir. Ils sont le problème et ne peuvent être une partie de la solution. C'est à cette difficulté que la recherche doit se confronter. Une fois que le bidonville a été décrit, re-décrit et encore décrit (travaux de recherche, enquêtes administratives, récits journalistiques, mémoires d'étudiant·es, œuvres artistiques, etc.), que les mentalités ont partiellement résisté à la racisation antitzigane ou s'en sont éloignées, le bidonville est pourtant toujours là, non en tant que forme ascendante accompagnée mais résidu obscène régulièrement détruit et déplacé. Comment cela impacte-t-il la recherche ?

Il est difficile de penser qu'une éthique de la recherche puisse diminuer ses principes inconditionnels et ne pas se soucier d'en voir l'opérationnalité et l'effectivité. Qu'au bout de quinze ans de bidonvilles, la métropole nantaise ne se sente toujours pas concernée par l'accès à l'eau potable, toujours prise artisanalement par les femmes sur des bouches à incendies souvent éloignées et dangereuses d'accès, reste au delà du sens commun : à cet endroit précis, qu'est-ce qui rend possible cette malveillance intersectionnelle ? Les chercheurs·es que je connais dans les romani studies sont engagé·es dans des formes de revendication normative (inconditionnelle, non négociable) des droits garantissant les conditions de l'habitabilité contemporaine aux habitant·es des bidonvilles. Ils répondent à la question de Kim Hopper : quand on a pris la mesure des limites de l'écriture et des représentations, comment faire pour continuer en tant que chercheur ? Quand on a échoué à faire lire Arjun Appadurai aux Dgs et aux élu·es, faut-il passer par d'autres écritures ou d'autres formes que l'écriture, bref qu'est-il possible de faire ? Kim Hopper, traduit dans *L'engagement ethnographique* (Cefaï, dir, 2010) discute longuement les

conditions de possibilité d'une recherche dans un contexte voisin, le sans-abrisme aux États-Unis. Son texte (2003 pour la version originale) s'appelle *De l'ethnographie à l'engagement, les limites du témoignage pour les sans-abri*. Cela fait alors plus de vingt ans que les homeless ont peuplé les rues des grandes villes étasuniennes. « *Si une préoccupation nous a animés, c'est celle de témoigner : rendre fidèlement compte des « menus détails » d'une réalité, qui, d'un point de vue structurel n'aurait jamais dû exister (pas dans cette proportion, en tous cas). Nous n'avons jamais cherché à ségréguer ces marges, tout au contraire. Toutefois, non sans ironie, pressés de réduire la focale ethnographique, nous avons peut-être négligé la profondeur de champ, triché avec la dimension du temps, pris des raccourcis dans le questionnement, omis de revenir aux applications pratiques.* » Il attire alors notre attention sur la fascination pour l'objet de l'enquête, son caractère exotique dans le proche, son hystérésis mouvante (les ajustements successifs d'un système emballé suite à une perturbation initiale). Au lieu de l'abrasif, dit-il encore, nous avons produit du pittoresque. « *Bien écrire pouvait être une forme de revanche, mais contre qui exactement ?* » L'engagement doit être le pendant du témoignage en anthropologie, cette discipline qui valorise le bien-être des groupes qu'elle étudie. Au terme de ce texte inquiétant et motivant à la fois, Hopper propose enfin aux chercheur·ses de s'intéresser davantage aux opérations de traduction de leur recherche et d'en assurer le service après-vente. Le/la chercheur·e doit parler plusieurs langues à plusieurs publics et se rendre accessible aux praticien·nes. Il incite à une politique de recherche relationnelle, collaborative, publique, engagée, multivocale, etc. Cela permet au chercheur de ne pas s'enfermer dans le marché et le dispositif de l'étude, ni dans l'ethnographie des détails. « *Nous devons chercher ailleurs. [...] Nous devons [...] aspirer à une meilleure compréhension des solutions alternatives, qui renvoient autant à des arrangements et à engagements « préventifs », méconnus comme tels, qu'à des mesure de réforme, clairement conçues à cette fin.* » Renvoyant la lutte contre le sans-abrisme aux questions politiques, urbaines et sociales (« le logement, ça marche », « le modèle doit être l'emploi », « comment on évitait le sans-abrisme dans le passé », etc.), Kim Hopper en vient à questionner l'écologie (c'est mon mot) ou plutôt les trois écologies du sans-abrisme — la question de la folie y étant aussi récurrente. Il y a donc des questions de cadrage et d'échelle des phénomènes, des questions de méthode et d'objectifs tenus dans des éthiques diverses. En ce qui me concerne, le travail d'archive et d'évaluation peut continuer (quantifier les politiques publiques, inventorier les dynamiques spatiales, documenter les trajectoires, etc.) mais la question de la traduction et de la multivocalité paraît centrale : elle permet de reconsidérer la relation et même peut-être de l'imposer à certains moments, tant des interlocuteurs divers confient régulièrement combien les élu·es décisionnaires et les cadres A ne lisent pas, pas même les résultats des recherches qu'ils financent sur des sujets qu'ils ont

sélectionnés. C'est donc au dépassement de l'écriture académique et de ses fictions qu'appellent Kim Hopper et l'enquête menée à Rezé. Si la politique publique de résorption des bidonvilles devient contre-productive au sens d'Illich (opinion commune à un certain nombre d'acteurs/trices français·es critiques), comment faire pour qu'aux libertés (au sens d'Amartya Sen) du bidonville informel s'ajoutent (au lieu de s'y substituer) d'autres libertés apportées par le monde formel ?

8 — Écologies ordinaires, subalternes et populaires

Dès les premières années les *subaltern studies* ont été confrontées à la question de la légitimité du discours du chercheur sur son « objet » lorsqu'il s'agit de personnes. Dans un article fondateur, Gayatri Spivak (1988), membre active du groupe, posait la question « le/la subalterne peut-il/elle parler ? » et donnait sa réponse : « s'il/elle pouvait parler, il/elle ne serait pas subalterne » car ce qui définit la condition subalterne c'est justement l'invisibilité, la négation et l'impossibilité de parler pour soi compte tenu des conditions objectives.

Béatrice Collignon, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *ÉchoGéo*, 1 | 2007.

Il s'agit d'explorer, loin des représentations dominantes de la transition, les signaux faibles d'une utopie réaliste et irréaliste. La première proposition *Une écologie populaire du vélo* invite à chercher les situations vélo partout où la politique vélo ne les attend pas, loin des niches valorisées, et de les réintégrer dans le système des mobilités. Le terme populaire provoque ici l'espace de l'enquête, car, par ailleurs, de nombreux segments des classes populaires ont une bien moindre empreinte écologique que les classes plus favorisées alors même qu'ils sont souvent montrés comme anti-transitionnels dans leurs comportements et leurs imaginaires. En suivant Rancière et sa description du peuple comme construction situationnelle, la transition peut faire peuple ou pas : nous n'en savons rien avant l'enquête. Dans cette proposition, je déconstruis autant le fonctionnalisme des politiques vélo que le mode de connaissance du monde du vélo lui-même, caractérisé par la pauvreté des enquêtes mobilités-déplacements et l'ignorance généralisée de l'habiter du vélo. Le renouveau des politiques vélo est fondé sur le fétichisme de la part modale et l'hypothèse est ici que l'expression même de politique vélo doit être abandonnée. Face au fascisme automobile (*motor fascism*) et au fonctionnalisme qui le reproduit en permanence, comment inventer une politique des mobilités habitables et durables. Pour cela, l'expérience directe de l'enquête à vélo apparaît très heuristique. Elle autorise une prise d'agilité sociale par les usagers/ères qu'il est habituel de nommer expertise d'usage (en vélo urbain). Les apports de cette expertise ne se réduisent évidemment pas à l'analyse de voirie aménagée ou non mais questionnent un monde du vélo qui s'articule au quotidien au système des mobilités. La création d'enquêtes à vélo (des intensifs ou des studios de projet pour les étudiant·es, des formations in-situ pour les élu·es et les technicien·es, avec des habitant·es) est indispensable à l'émergence d'un système réaliste des mobilités transitionnelles.

Émergences

La proposition *Autochtonie de l'écologie sud-coréenne, corps vivant de la transition démocratique* propose un décentrement géographique en questionnant un terrain second

de mon doctorat en littératie : un ensemble de lieux, personnes et questions rencontrées lors de mes différents séjours en Corée du Sud en 2000, 2011-2012, 2014-2015 et 2019. Par diverses mises en relations⁵⁸, j'ai participé ou observé des situations qui rappelaient mes expériences françaises, le jardin collectif de Couëron, les pédagogies alternatives, les luttes antinucléaires ou la Zad dans le contexte d'une croissance verte (*low carbon green growth*) sud-coréenne alors très agressive, nouvelle mythologie du mouvement moderne et produit d'exportation éco-compatible dans l'aire d'influence asiatique et plus. Dire de la modernité sud-coréenne qu'elle est subalterne n'est plus exact, son émergence a fait centralité. Néanmoins cette modernité singulière, géopolitiquement enserrée, procède d'une double acculturation coloniale modernisatrice (japonaise puis américaine) qui a produit le modèle développementaliste sud-coréen. Pour autant, la longue transition démocratique (révoltes des années 1980, élection de Kim Dae-jung en 1998, destitution et condamnation de la présidente conservatrice Park Geung-hye en 2017) a été portée par plusieurs dynamiques autochtones, et de fait subalternes. Elles ont permis de résilier les aspects les plus violents de cette modernité autoritaire et d'autres issus du patriarcat local. Parmi ces dynamiques, l'écologie sud-coréenne apparaît comme l'une des matrices efficaces de la transition démocratique produisant une altération politique remarquable dans son environnement régional — une petite résilience sud-coréenne. Ce chapitre est à la fois un état de la connaissance mais aussi le plus exploratoire de tous en raison des effets d'éloignement, de langue, d'organisation de la vie scientifique, de logistique et d'interculturalité. Il est aussi le plus projectuel. Les études coréennes n'éludent pas les questions socio-environnementales comme je le vérifie encore aux journées d'études coréennes du Rescor en septembre 2018, mais celles-ci ne sont pas saisies dans leur ensemble et dans une perspective transitionnelle comparée. Il y a place pour un séminaire franco-coréen sur l'alphabétisation écologique.

58 Je n'ai pas évoqué tant que cela ma présence dans le champ culturel coréen en France. Initié enfant à la culture coréenne par la fréquentation d'une amie de mes parents, expatriée sud-coréenne, Han Kza, une des premières étudiantes sud-coréennes en France (1964), bientôt mariée à un Français et engagés eux-mêmes dans l'aventure situationniste, je publie avec elle un long entretien dans les Cahiers de Corée en 2003, après avoir publié *Made in Korea* en 2002. Récit de voyage remarqué à l'époque par quelques coréanologues français comme un texte singulier de « quelqu'un qui avait compris quelque chose sans faire partie du milieu » (conversation avec Alain Delissen en septembre 2018), il reste pour moi mon premier texte véritable de géographe et de cartographe, de chercheur. D'autres contributions ont suivi : un récit de Coupe du monde (2003) ; une série de lectures de *Made in Korea* en librairie ; des communications dans les réunions de Racines coréennes, l'association d'adopté·es d'origine coréenne que je fréquente pendant plusieurs années ; une communication dans un colloque de l'université de Nantes suite à l'ouverture d'un centre d'études coréen (financé par l'État sud-coréen) en 2014, doublée d'une notice jumelle sur le blog du Rescor la même année (*La transition socio-écologique en Corée du Sud*) ; mon travail de doctorat a été présenté deux fois à Paris dans des lieux représentatifs des champs concernés (Corée et littératie) : une fois en 2014 dans le cycle de conférences de la Bulac (Bibliothèque universitaire des langues et civilisations) intitulé « Littératures en mouvement : éditer, dévoiler, traduire l'espace littéraire mondial », dans une intervention que je coconstruis avec mon ami et collègue malien Mohomodou Houssouba (*Exister dans l'espace littéraire mondial, prix Nobel et stratégies éditoriales au Mali et en Corée du Sud*), une autre fois en 2015 au séminaire pluridisciplinaire d'études coréennes du Centre Corée de l'Ehess et de l'Umr 8173 Chine, Corée, Japon (*Littératie et construction nationale : la littératie sud-coréenne dans la globalisation*, discutant Lee Kil-ho, Université Paris Ouest Nanterre) ; enfin, j'interviens en 2016 dans l'une des tables-rondes (*Jardins secrets et marges urbaines*) du forum « Urbanités coréennes », forum cinéma-sciences sociales organisé par le Centre de recherches sur la Corée de l'Ehess, le Seoul Institute et la Cité de l'Architecture, dont le contenu est repris dans le livre éponyme (*Urbanités coréennes, comprendre la ville coréenne par ses films* ; Gélezau et Joinau, 2017).

81 — une écologie populaire du vélo

Le vélo comme science (la science du vélo, la vélologie) est un exemple remarquable de *small science* — « dans le double sens de sciences « terre-à-terre », savoirs du prochain (le sol, le climat, l'écologie, la ville) et de sciences séculières, savoirs qui engagent la nature comme corrélat interne, multiple, animé, sujet à controverses et perpétuellement in fieri de l'activité concrète des scientifiques. » (Danowski et Viveiro de Castro, 2014). Le vélo se place à l'opposé de la *big science* des surmodernes et des accélérationnistes, mélange hétérogène de matrice numérique et de géo-ingénierie. Mais tout le monde n'est pas convaincu que la science du vélo soit réellement une science et soit intéressante. Des cadres de l'action publique et toutes sortes d'acteurs/trices tiennent au contraire le vélo pour anecdotique et lui appliquent d'ailleurs des formes de pensée magique quand ils semblent accepter ou promouvoir l'idée qu'une plus grande part modale vélo constituerait néanmoins un objectif collectif désirable. Peu de thèses sont financées⁵⁹, l'investissement vélo par habitant, intellectuel ou financier, reste dérisoire. Cette très faible légitimation des petites sciences, ici celle du vélo, doit être raccordée aux formes discrètes du grand partage, décliné entre ce qui est important, la mobilité routière absolutiste et ce qui ne l'est pas et même l'emmerde (pour dire le registre d'énonciation principalement convoqué), c'est-à-dire le fait anthropologique et géographique de circuler à vélo (musculaire) sur les chaussées. Je défends donc les *bicycle studies* tout en contestant dans le même temps la capture surmoderne de ce champ, c'est-à-dire sa réduction à une approche segmentée et normative. Je m'intéresse en réalité aux mobilités transitionnelles avec l'entrée marche et vélo. Les *mobility studies* sont un savoir stratégique dans lequel les données temps-mobilité des bilans coûts/avantages des grands projets d'aménagement participent à leur propre validation. Volontairement faussées par la Dgac au fin fond de complexes feuilles de calcul, ces données erronées ont servi à cautionner pendant quinze ans le projet de construction d'un nouvel aéroport à Notre-Dame-des-Landes (Verchère, 2016 ; Madré, 2018). Mais les *mobility studies* sont plus que simplement des données quantitatives, elles concernent l'écologie politique. « *The analysis of mobilities transforms social science. Mobilities make it different. They are not merely to be added to static or structural analysis. They require a wholesale revision of the ways in which social phenomena have been historically examined.* » (Urry, *Mobilities*, 2007). Nous serions même entrés dans une grande transition des mobilités, thèse séduisante et partiellement documentée défendue par Frédéric Héran que j'invite dans une session du séminaire nantais « Circulation des modèles urbains » en 2017.

⁵⁹ Voir les recensions sur <https://cyclops.hypotheses.org>

La science du vélo (répéter pour convaincre) interroge en premier lieu la vitesse. En réécoutant aujourd'hui Paul Virilio et sa technocritique de la vitesse (*Vitesse et politique*, 1977), il est intéressant de penser au vélo et à la marche. Au delà d'une telle expérience de pensée, la revendication d'une économie politique de la vitesse est devenue aujourd'hui une politique temporelle, une écologie du temps pour les objets comme pour les habitant·es (capacité à interagir, à durer, à évoluer, à être déconstruit). L'Italie a expérimenté les bureaux du temps dans les années 1990, la France a peu suivi. La rupture de la discipline du temps et de la croyance à la synchronisation, c'est-à-dire la critique radicale de la modernité depuis le temps, sont des moments de l'alphabétisation écologique. Pourtant, aujourd'hui, l'injonction métropolitaine de rouler à vélo produit des comportements qui peuvent laisser penser que le vélo urbain est là tout au contraire « pour nous faire gagner des précieuses minutes ». Les comportements de type automobiliste à vélo, les livraisons débridées et l'explosion subventionnée de l'usage des vélos électriques en témoignent. Le vélo offre bien d'autres qualités que de simplement refaire de la vitesse et de regagner du temps dans la ville congestionnée.

Dans les années 1970, Ivan Illich et Jean-Pierre Dupuy (son éditeur français) ont théorisé le concept de « vitesse généralisée », montrant que la vitesse réelle de la voiture recalculée en intégrant les temps de travail nécessaires à son accès et au temps d'usage du véhicule lui-même aboutissait à une sorte de vitesse moyenne, la vitesse généralisée, très faible, inférieure à celle du vélo. Sur la base de travaux récents, Frédéric Héran en a proposé une synthèse critique (2009). « *La vitesse n'est donc pas qu'une question de temps, de déplacement ou de travail, elle est aussi le moyen d'accéder à des ressources plus nombreuses et plus variées et c'est ce qui lui confère un attrait considérable.* » Quiconque utilise vélo et voiture sait ce qu'il en est du choix exprimé par cette tension réaliste entre faible vitesse généralisée et accès à des ressources précises à des moments précis — ces ressources pouvant être aussi des emplois déqualifiés à horaires atypiques situés dans des lieux distants non desservis par les transports en commun. « *Au total, la vitesse généralisée de l'automobiliste qui était encore, il y a quarante ans, un tiers moindre que celle du cycliste, lui est maintenant supérieure d'un quart.[...] Alors qu'elle était pour [Jean-Pierre Dupuy] de l'ordre de 4 à 14 km/h en automobile et de 14 km/h à bicyclette, elle est maintenant d'environ 13 à 23 km/h pour la voiture et de 12 à 18 km/h pour le vélo, selon l'hypothèse retenue pour la vitesse du cycliste.* » Seule la densité urbaine donne un avantage décisif au vélo en matière de vitesse généralisée, justifiant l'usage que je fais de l'expression vélo urbain. De fait, la représentation d'un déclin automobile général sous les effets spontanés de ses propres externalités négatives sur sa propre vitesse apparaît illusoire. Le vélo est lent et petit comparé aux véhicules à moteur. Cette lenteur et cette petitesse sont des qualités favorisant les interactions

sociales, la mobilité fine, la bifurcation et la variabilité des allures, l'autonomie des parcours et leur caractère collectif. Le vélo est une *slow mobility*. Il partage avec le *slow food*, le *slow tourism* ou la *slow research* de nombreux points communs. « *La lenteur réclamée par la slow science est aussi nécessaire à ce que j'appelle la friction, c'est-à-dire aux échanges avec les autres disciplines et plus généralement avec la société. Aujourd'hui, on considère qu'un scientifique qui lit le journal perd son temps. Le fast contre lequel je lutte est celui qui transforme le monde scientifique en une armée capable de ravager ce qu'elle traverse car elle doit arriver à temps.* » (Stengers, 2013).

Véhicule efficace, convivial et frictionnel, le vélo naît dans la modernité européenne et devient d'un usage fonctionnel et massif dès le premier vingtième siècle après avoir intégré de nombreuses inventions et baissé ses coûts de production en industrialisant celle-ci. Le caoutchouc et le macadam (que les cyclistes réclament avant les automobilistes) en sont deux intrants majeurs. Montrer le vélo comme un objet industriel issu de la modernité réclamant une voirie roulante mais objet technique déjà transitionnel parce qu'offrant un ensemble d'externalités positives assez extraordinaire, c'est déjà évoquer la possibilité de modernité alternative depuis un objet technique — l'écodesign de la fin du 19^{ème} siècle réinventé. Le vélo est une des inventions les plus géniales de la modernité parce que le vélo est transitionnel par construction : c'est le meilleur rendement énergétique connu dans le monde des objets techniques quoique ne consommant aucune autre énergie que celle fournie par les cyclistes (en dehors de sa production, de son entretien et de ses infrastructures). Frédéric Héran a rendu compte des nombreuses externalités positives des habiters cyclables. Elles offrent un énorme potentiel pour pratiquer et financer les politiques des mobilités transitionnelles. Le rapport avec la santé, la qualité de l'air, des espaces publics, le sentiment de sécurité, l'échelle d'accessibilité, etc., bousculent des dizaines de comptabilités qui semblent n'avoir au départ aucun rapport avec le vélo. Le *mobility turn* réclamé par John Urry et qui travaille l'hypothèse d'un *After the car* (Dennis et Urry, 2009) dans un système pourtant verrouillé (*a locked-in way of life*) peut s'appuyer de manière réaliste, à fortiori dans les zones densément peuplées, sur la marche et le vélo dans des espaces publics réappropriés — le maintien d'infrastructures de transport public particulièrement consommatrices demeurant indispensables aux échelles métro- et mégapolitaines. C'est en écrivant cela que l'on peut réellement se confronter à la réduction des empreintes énergétiques dans leurs différentes expressions. Comme le dit John Urry, la voiture n'est pas un moyen de transport, c'est un système et une culture qui structurent la troisième modernité jusqu'à aujourd'hui. La réhabilitation de la culture de la marche et du vélo n'apparaît plus alors comme une politique publique sectorielle mais comme une renégociation généralisée et conflictuelle contre l'emprise automobile.

Critique du fonctionnalisme appliqué au vélo

D'où parler du vélo sinon depuis le vélo ? Je propose ainsi à plusieurs acteurs/trices du système vélo nantais de constituer un groupe de recherche informel⁶⁰. C'est ce groupe qui communique dans la session thématique *Le vélo dans tous ses états. S'appropriier les mobilités cyclistes* des premières Rencontres Francophones Transport Mobilité à Lyon (8 juin 2018). Nous sommes quatre cyclistes urbain·es qui apprenons à nous connaître dans un réseau cycliste émergent qui fait l'objet d'une capture institutionnelle partielle. Nous connaissons beaucoup d'autres cyclistes dans ce réseau. Nous travaillons dans des associations investies totalement ou partiellement dans le vélo, notamment sur la vélonomie et l'éducation populaire. Nous travaillons dans une école d'architecture où nous organisons depuis quatre ans des situations d'enquête et de projet avec des étudiant·es en licence et master : « Vélo et logement social », « Expertise d'usage en vélo urbain », « Villes Mobilités Autonomies ». Nous discutons de nos expériences dans une démarche de proximité à l'expérience et de rupture avec la part modale. En observant à posteriori nos échanges, nous témoignons d'une approche empirique issue de la diversité de nos expériences nantaises, françaises et étrangères, et apprécions, sans défaitisme aucun mais avec une humilité raisonnable, les limites des « politiques vélo » en France :

- > leurs difficiles mises en place et leurs contradictions
- > leurs faibles résultats statistiques en matière d'augmentation de la part modale
- > leurs espérances de croissance parfois inspirées par la pensée magique
- > la croissance de la part modale du vélo électrique et son assimilation au vélo
- > la fiction techno-politique d'un « vélo moyen » et d'un « cycliste moyen » qui n'existent pas
- > les modes de connaissance par les enquêtes et les études scientifique peu divers et étroits
- > la fascination pour des modèles cyclables étrangers historiquement difficiles à imiter
- > les retours en arrière menés par des équipes municipales ou de hauts responsables politiques
- > l'existence certaine d'un « parti anti-vélo » informel et victimisé, à prendre au sérieux
- > la réalité que des personnes sont coincées dans des pratiques modales qu'elles réprouvent pourtant
- > la croyance au sein de la pensée fonctionnaliste à l'aspect accessoire et anecdotique du vélo
- > l'existence de frottements et de concurrences pour les usages des voiries et des espaces publics
- > la possibilité que l'intérêt pour le déplacement à vélo masque l'ensemble des usages du vélo
- > la possibilité que le vélo soit enfermé dans des niches sociales et spatiales exclusives
- > la possibilité que la communication vélo des collectivités nourrisse ces exclusivités
- > la possibilité que la politique vélo soit elle-même enfermée dans son approche fonctionnaliste
- > la croyance que la politique vélo, c'est d'abord du béton, de la peinture et des panneaux
- > etc.

Extrait de la communication aux Rencontres Francophones Transport Mobilité, Lyon, 8 juin 2018.

60 Frédéric Barbe, géographe, Ensa Nantes, laboratoire Crenau/Aau Loïc Boche, chargé de projets formation mobilité à vélo, référent projets vélo-école adulte et plans de mobilité entreprises, Place Au Vélo, Nantes, Marie Cornuel, coordinatrice technique de terrain atelier 60B, à la Bottière, Écopôle, Nantes, Jean Favreau, architecte jeune diplômé, Ensa Nantes, laboratoire Crenau/Aau.

Nous sommes des acteurs/trices de la transition des mobilités et, chacun·e à notre manière, profondément acculturé·es au vélo, à différentes sortes de cultures et d'objets vélo. Mais notre distance critique nous fait voir le vélo comme moyen, expérience et comme rapport de force — au sens d'un habiter du vélo qui engage la personne et la société. Celui-ci est mixte, issu certes de la politique publique mais d'abord du développement du système vélo côté habitant (les nouveaux cyclistes) et militant (les personnes qui agissent collectivement en faveur du vélo) ou entrepreneurial (les commerçant·es et professionnel·les qui vivent du vélo).

Face aux plans de déplacements urbains et aux parts modales, nous posons le vélo comme relation et comme anthropologie mobile. Le système automobile structure les mobilités quotidiennes et l'agencement même du monde moderne : la pratique du vélo y semble toujours gênante, déviante ou oppositionnelle. C'est un rapport de force. Lutter contre la violence automobile est décrite comme une véritable révolte habitante dès les années 1970 (Héran, 2017) dont l'histoire académique reste à faire. L'usage du vélo est massivement une résistance infra-politique à la surmodernité. Timothy Mitchell a montré dans *Carbon democracy* (2011, trad. 2013) comment l'économie mobile du pétrole a réorienté la démocratie en détruisant le caractère situé, autonome et complexe des industries charbonnières qui fondait une partie de la force du mouvement ouvrier. La disponibilité quasi-illimitée en hydrocarbures et la facilité d'usage ont permis le développement des sociétés que nous connaissons aujourd'hui. Dans cette histoire, le paradigme des mobilités fait partie des tournants importants des sciences sociales. John Urry (2007) en donne la définition suivante : « *l'assemblage complexe [des] différentes mobilités, qui peuvent produire et potentiellement entretenir des liens sociaux sur des distances variées et multiples* ». Loin de proclamer l'annulation généralisée de la distance, il met plutôt en lumière l'extraordinaire matérialité de toutes les infrastructures de transport et les inégalités qui la composent. L'éloge mensonger des mobilités dans la mondialisation a également été critiqué montrant « *la mondialisation non comme un système de mobilité fluide infinie et sans contrôles, mais comme un système qui produit également des clôtures, des pièges et des confinements* » (Caletrio, 2016). Cette assertion aux grandes échelles de la géopolitique est également valable dans la construction ordinaire de l'espace urbain par la fréquence socialement différenciée des effets de coupure produisant des ségrégations, des évictions, des coûts d'accès et des mises en danger (Héran, 2011) des populations vulnérables : enfants, personnes âgées, piéton·nes, cyclistes, mais aussi habitant·es pauvres et/ou racisé·es, bref toutes sortes de subalternes — pour qui, pourtant et de toutes façons, faire du vélo n'est pas prévu dans la forme urbaine contemporaine.

Tim Cresswell (2016) expose les conditions du choix pour une transition vers des mobilités décarbonées. Au delà du fixisme technologique, il s'agit d'abord de moins se déplacer et plus lentement, de relocaliser production de biens et activités, de changer les significations associées à la conduite et de promouvoir une image plus réaliste de la voiture. Cresswell rappelle que la transition venant d'en haut est souvent technologique tandis que *« les formes de transition émanant de la base sont en règle habituelle moins attachées aux technologies. De fait, elles se structurent souvent davantage autour du refus de la technologie que du développement de nouvelles technologies et prônent parfois même l'adaptation d'anciennes technologies en perte de vitesse. L'exemple le plus évident est celui du vélo. Il existe de nombreuses organisations dans le monde qui militent pour l'utilisation des vélos dans les grandes et petites villes et ailleurs, là où le vélo est déjà présent. Ils militent pour la transformation des infrastructures, afin de faire du vélo une pratique plus sûre et un choix plus facile, plutôt que pour un saut technologique qui générerait des profits importants. Ainsi, certaines des mesures de transition qui émanent de la base portent bien plus sur les pratiques, sur des changements de modes de vie, sur les choix que nous faisons, que sur des transformations technologiques coûteuses que les intérêts émanant du sommet, en particulier les intérêts des grandes entreprises, sont bien plus enclins à développer »*. Dans ce contexte, la recherche est certes tournée vers le présent et la question du changement, mais elle doit aussi revenir sur l'éviction du vélo dans l'après-guerre occidentale et aujourd'hui dans d'autres lieux (Chine, Afrique de l'Ouest). Il appartient aux historien·es de l'environnement mais aussi aux chercheur·es des autres disciplines d'ouvrir une histoire de l'éviction du vélo. Cela est d'autant plus facile que nous sommes contemporain·es de cette éviction dans le contexte français et que des habitant·es âgé·es (certain·es font toujours du vélo à 75 ou 80 ans) en ont connu un usage autrement puissant. L'effondrement des parts modales est plus tardif que ce nous pensons spontanément. Les pays à très forte part modale (Danemark, Pays-Bas) connaissent une telle situation parce que leurs parts modales ont cessé de baisser très tôt dans les années 1970 et que ces pays n'ont pas connu nos parts modales minuscules. La perte de l'écosystème vélo, quand elle a été radicale, offre de toutes autres conditions politiques à la transition des mobilités. Il ne s'agit pas d'imiter les pays de grande cyclabilité qui n'ont pas connu cet effondrement mais d'inventer les inédits des nouvelles mobilités transitionnelles. Le retour du vélo par le sport, la glisse, le tourisme, la batterie électrique, les infrastructures et le capitalisme de service, des investissements routiers très coûteux peuvent aussi se constituer en prédatrices du renouveau des pratiques cyclables indigènes les plus transitionnelles. Nous pouvons de fait imaginer une ville cyclable sans signalisation ni infrastructure vélo, au sein d'un système vélo épais⁶¹

61 « un réseau cyclable continu, maillé et de sécurité homogène qui a vocation à couvrir l'ensemble du réseau de voirie, avec des

surpassant le système automobile. Nous pouvons même imaginer Mad Max à vélo dans une collapsologie réaliste.

En croisant l'effet de parc, l'effet communautaire, l'effet de réseau et l'effet de sécurité par le nombre, un cercle vertueux de renaissance de l'écosystème vélo semble possible. Mais ce qu'Olivier Razemon appelle le pouvoir de la pédale (*Le pouvoir de la pédale : comment le vélo transforme nos sociétés cabossées*, 2014) offre une prise un peu différente. Il y a une revendication et une imagination — dans une approche spinoziste du vélo, ce serait même la puissance de la pédale dont il faut discuter, une puissance véritablement vélorutionnaire. De même, le concept de vélonomie⁶² venu des ateliers d'auto-réparation nourrit les modernités alternatives. Le faire soi-même de ces ateliers s'inscrit dans un ensemble de prises sur le temps, l'argent, l'objet, le genre, caractéristiques d'une altération de l'ontologie moderne et d'une reprise d'autonomie. Dans cette optique, le vélo est même l'un ou le dernier objet technique à être réparé par son/sa propriétaire. On voit ici la distance abyssale qui sépare ces ateliers de ce qu'on appelle le vélo en libre-service ou free-floating. Ce sont deux ontologies différentes. Lorsque le chargé des mobilités actives de Nantes Métropole dit très sérieusement aux étudiant·es qu'il ne travaille pas pour les 2 % de cyclistes militant·es mais pour les 98 autres %, nous entendons une confirmation de cette dualité. Frédéric Héran a montré dès 2000 combien « *les maires — et plus généralement les décideurs et les leaders d'opinion — sous-estiment fortement l'adhésion des populations à des politiques de modération de la circulation automobile et favorisant l'usage des transports publics, de la bicyclette et de la marche.* » Au delà des effets de lobbying et d'autocensure, Héran pointe la sociologie des élus déterminant leurs pratiques modales caractéristiques du tout-automobile. Sous-estimant fortement la part des déplacements à pied, le traitement trompeur des statistiques des déplacements urbains met également en scène en France des mobilités automobiles majoritaires tandis qu'en Allemagne on les présente comme minoritaires. Enfin, la réalité d'un nimby du vélo (« je suis pour le vélo, mais surtout pour que les autres en fassent ») ne doit pas cacher les choix modaux forcés du fait de

aménagements (pistes, bandes ou couloirs bus-vélos) sur les artères limitées à 50 km/h, des zones de circulation apaisée (zones 30, zones de rencontre et aires piétonnes) sur toutes les voiries où la vie locale domine, des double-sens cyclables dans les rues à sens unique et des passages dénivelés pour franchir les coupures urbaines (grandes voiries, voies ferrées, voies d'eau) », « de vélos fiables, dotés des équipements nécessaires et d'un prix néanmoins abordable pour être capables d'assurer des déplacements fréquents, dans des conditions de confort et de sûreté suffisantes », « de nombreux services tels que des dispositifs de stationnement au domicile comme à destination (gares, lieux de travail, d'achats...), un atelier de réparation dans chaque quartier, un service de location de bicyclettes de la demi-heure à l'année, une signalisation des itinéraires, un plan du réseau, des applications numériques », « de règlements rendant obligatoires, notamment, les double-sens cyclables dans les rues à sens unique, les cédez-le-passage au feu rouge ou les dispositifs de stationnement dans les immeubles, usines et bureaux », « une communication présentant les avantages du vélo dans les domaines économiques, environne-mentaux et de la santé, pour les individus comme pour la collectivité, et déclinée selon les public », « une formation des plus jeunes au savoir rouler, des adultes qui ne savent pas cyclo et de tout le monde aux règles d'une cohabitation sereine sur la voirie » ; Frédéric Héran, 2018,

<https://www.cc37.org/le-systeme-velo-par-frederic-heran-forum-vies-mobiles/>

62 « La vélonomie, c'est comme l'autonomie, mais en laissant moins de place à l'auto ! » ; (Filizetti, MBengue et Ploton, 2011)

décisions publiques à forte inertie. En réalité, ces contradictions montrent que le potentiel des situations vélo est bien plus grand que ce qu'il en est dit. Cela devrait inciter les chercheur·es à les prendre plus au sérieux.

Chercher le vélo où il n'est pas

Nous menons une première enquête exploratoire avec une promotion d'étudiant·es de licence 3 en 2016 dans le cadre d'un ensemble de cours et de td sur le logement social. Il s'agit de documenter une absence réelle ou supposée, celle du renouveau du vélo urbain, dans différents quartiers d'habitat social de l'agglomération nantaise. Le vélo dans le logement social est un angle mort du projet urbain et des perspectives des bailleurs comme des élu·es. De même que « le Malien n'aime pas lire » (premières réponses dans mes enquêtes de 2011 à Bamako), l'habitant de logement social « n'aime pas faire du vélo ». C'est aussi excitant parce que l'Ensa Nantes compte beaucoup de cyclistes. L'école est même probablement l'entreprise avec la plus grande part modale vélo de toute la Loire-Atlantique. Toutefois, ce n'est pas visible dans les enseignements ni dans l'organisation des lieux, ni dans son imaginaire : le parking couvert dans un entresol invisibilise les vélos et seul·es des vélorutionnaires persistant·es assurent la visibilité du phénomène aux abords. Il n'y a alors pas d'atelier vélo. Mon intérêt pédagogique et de recherche pour les mobilités est ridiculisé publiquement par le directeur sans qu'aucun·e collègue ne réagisse. Je demande aux étudiant·es de documenter des situations vélo dans le logement social, dans les quartiers ou îlots qu'ils parcourent en travaux dirigés (texte personnel inédit de 1500/3 000 signes accompagné d'une image personnelle et inédite). Les travaux sont regroupés par quartier et livrés fin décembre. Dans cette brève exploration, la qualité vient du grand nombre et de la diversité des propositions. Textes et images sont mis en ligne⁶³ assortis de ce texte (extraits).

Occupons-nous alors des questions ouvertes par les étudiant·es et (re)lisons leurs textes. D'abord acceptons, au regard du nombre et de la diversité de la centaine de leurs contributions, la figure multiple du vélo à la manière ample et systémique de Frédéric Héran dans son *Retour de la bicyclette* (2014) : cet objet dépourvu de conscience, mais fortement investi comme soumis à de multiples démembrements et sévices (du temps, des conditions bio-climatiques ou des acteurs eux-mêmes), nous intéresse. « Non-humain » qu'on va questionner dans des quartiers dits populaires où il semble peu présent (c'était du moins l'un des éléments de l'hypothèse proposée aux étudiant·es), alors qu'il a été longtemps un outil de déplacement majoritaire des classes populaires, pour les hommes mais également pour de nombreuses femmes, et, qu'au même moment, le vélo semble incarner un mode désirable, voire injonctif, pour les classes moyennes diplômées des espaces urbains centraux des métropoles. [...]

63 <https://transition-socioecologique.nantes.archi.fr/2017/02/06/le-velo-urbain-peut-il-etre-populaire-retour-sur-une-collecte-de-recits-velo-dans-des-quartiers-dhabitat-social-nantais/>

Le vélo, réputé pour sa discrétion et sa faible emprise à l'échelle du plan de déplacement urbain, est un encombrant une fois rendu dans les lieux de vie de ceux et celles qui l'utilisent. La question de son stockage dans l'espace public, les parties communes ou le logement sont donc particulièrement bien documentées. Le vol en est une régulation majeure (dans la disparition, mais suggère-t-on, parfois aussi dans l'apparition) dans l'ancien comme dans le neuf, et les récits montrent d'abord la diversité des situations par quartier, par bâtiment, par bailleur, par foyer. À la diversité des contraintes, chacun s'adapte : relative indifférence aux rares aménagements (accroche-vélo, casiers) relevés, mais solutions effectives, dans de rares locaux vélo encore en activité, dans des halls ou des paliers (parties communes donc), dans la cave, dans une entrée, une chambre et un balcon. Nulle stratégie de bailleur n'est évoquée, le local vélo quand il existe encore semble mal accessible, de mauvaise qualité, voire anxiogène, les caves peu sûres ou saturées. Des locaux vélos pourtant tout récents sont aussi à l'abandon (Pré-Gauchet). Le vélo apparaît donc comme un encombrant domestique que chaque situation locale arrange plus ou moins facilement (tolérance, insécurité, gêne, évitement, impossibilité). Comment alors repenser cette première entrée, en tant qu'architecte, en tant que bailleur, élu ou habitant, si ce n'est par l'ouverture à la variété des expériences locales et extérieures, par l'évocation nécessaire à la fois du retour de la confiance sociale, mais aussi de la prévention des vols de vélo et de l'inaction des services de police en ce domaine (que tout cycliste volé pourra vérifier lors de ses démarches). Dès la question du stockage, nous voyons bien qu'il s'agit d'une question globale, une exigence pratique de culture vélo et d'écosystème urbain chez tous les acteurs. Entre l'invisibilité du vélo et son démembrement, il y a du travail pour tout le monde, pour les architectes aussi, et d'abord les architectes de l'existant, les architectes qui réparent, améliorent et participent à l'actualisation socialement utile des bâtiments et des espaces publics. L'évolution de la réglementation (arrêtés portant sur le stationnement des vélos dans les bâtiments de 2011 et 2012, issus de la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010) invite à agir, mais certainement à ne pas se contenter de notices techniques purement mathématisées, mais à penser l'habiter des lieux avec vélo.

Le vélo urbain peut-il être « populaire » ? retour sur une collecte de récits vélo dans des quartiers d'habitat social nantais, (titre original du texte mis en ligne sur le blog de l'école) Vélo urbain et « populaire » font-ils bon ménage ? (titre modifié par la revue) Frédéric Barbe — avec les étudiants de licence 3 de l'École d'architecture de Nantes, récits et photographies, Place Publique, #64, automne 2017

Les étudiant·es ramènent des paroles habitantes, « c'est plus pratique avec les transports en commun », « tout est aussi trop près dans le quartier », invitant à contextualiser, relocaliser et situer les parts modales. L'enquête vélo déborde. En raison même de leur bonne desserte en transports en commun, la croissance métropolitaine génère dans plusieurs de ces quartiers des parking-relais « sauvages ». Les habitant·es résistent à la réponse de la collectivité : des parkings protégés mais payants pour les locataires sociaux. Le vélo apparaît comme une parmi les mobilités disponibles, chaque habitant·e ayant une double allocation de mobilité, celle que la collectivité et le marché lui facturent, et celle qu'elle fabrique lui-même. À l'absence supposée du vélo, les étudiant·es opposent le vélo de l'enfance et questionnent à la fois la transmission,

l'initiation et l'entrée dans l'âge adulte. Ils ont croisé les affairments inattendus des ateliers vélo — des objets « qui marchent » (ce genre d'objets que tout le monde dit rechercher). Le vélo valorise ici l'engagement corporel des enfants (et rejoint la balance des bénéfices sociaux du vélo évoqués par Frédéric Héran), dans le quartier même où il structure une partie de leur temps et de leur espace. Les vélos circulent eux-mêmes dans la fratrie, la famille étendue, la bande d'enfants. Qu'est-ce qui empêche ces jeunes de continuer à faire du vélo quand illes deviennent adultes ? On pense à la séduisante culture de la motorisation. Les étudiant·es rencontrent aussi un certain nombre d'adultes à vélo exprimant la pluralité des conditions et des expériences de vie dans le logement social concentré. Ils observent aussi la cohabitation des cyclistes venus de territoires voisins et des jeunes cyclistes du quartier dans des espaces ou des équipements repris ou produits par la rénovation urbaine. Le vélo peut ainsi vite rejouer le « nous » et le « eux » évoqué avec Denis Merklen.

Construire une politique de mobilités habitables et durables

Dans l'expression « expertise d'usage en vélo urbain », l'adjectif urbain renvoie à la densité qui donne au cycliste une performance relative incomparable (coût, rapidité, fluidité, etc.) dans la ville congestionnée ou interdite aux voitures. La cyclabilité promue par Razemon, Héran et les associations y apparaît heureuse. Nicolas Soulier (2012) voit dans le vélo l'une des ressources qui permettent de réhabiter la rue et de décoloniser la ville. Mais il existe une autre manière d'entrer dans le vélo, c'est celle de l'accidentologie. Plusieurs sources m'apprennent que la métropole nantaise ne partage pas les données d'accidentologie. Les données nationales montrent pourtant que l'accidentologie n'est pas sans lien avec les écologies subalternes. Comme Matthieu Grossetête le montre dans *L'enracinement social de la mortalité routière* (2010), c'est d'autant plus vrai que la sociologie des accidents est une connaissance experte connue et identifiée mais tenue secrète par les autorités.

« En France, c'est politiquement incorrect de parler de cela [...], vous voyez tout le temps que les noirs, les hispanos, la sécurité routière suivant la race comme aux États-Unis, c'est pas possible en France. Ce sont des règles, c'est une idéologie au sens péjoratif, la laïcité et autre, la France, la République une et indivisible et la CNIL (Conseil national informatique et liberté) ne laisse pas ces données d'ordre personnel [...]. Deuxième chose on a des outils limités, on a que la première catégorie de la CSP, pour faire plus ça serait très compliqué surtout de le demander aux forces de l'ordre [...]. On voit un frémissement, chômeurs, sans papiers, sans permis, sans assurance. Il ne faut pas, de toute façon ça sera délicat à faire. Pour le moment, ce n'est pas une chose prioritaire [...]. De toute façon ça n'a rien de nouveau parce que dans tous les domaines de santé, on sait que ce sont les riches qui se soignent mieux, non pas seulement parce qu'ils ont de l'argent mais parce qu'ils sont attentifs, c'est les gens éduqués qui vont être tout de suite à l'affût du fait qu'il faut pas faire ça, ce sont

des différences sociales ça. ».

[Entretien avec le secrétaire général de l'ONISR, avril 2005]

« Tout se ramène au comportement ce qui paraît vrai en partie, mais c'est une excuse facile pour se décharger de certaines responsabilités. C'est tellement plus facile de dire qu'on est tous des mauvais conducteurs, c'est bien pour la communication. Dans une approche systémique, il n'y a pas que l'automobiliste qui est responsable, il y a celui qui a fait la route, la voiture, la réglementation, chacun contribue à l'insécurité routière. [...] Il y a aussi le système d'assurance qui fait que l'on cherche un responsable, tout est orienté dans ce sens là. ».

[Entretien avec le responsable du bureau de l'éducation routière de la DSCR, octobre 2005]

Matthieu Grossetête, « L'enracinement social de la mortalité routière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 2010/4 (n° 184), p. 38-57

Matthieu Grossetête fait une longue démonstration de ce qui pourrait être considéré comme un acquis ancien des sciences sociales mais qui n'a en réalité nullement infusé la société. « *La mortalité routière obéit à des régularités statistiques, en ce sens, elle est un fait social, c'est-à-dire « le produit d'une entité collective et non pas d'un événement ou d'un acteur singulier ».* L'addition des caractéristiques socioprofessionnelles de chaque décès routier individuel détache ainsi l'accident de la circulation du seul hasard des destins personnels pour l'inscrire dans l'ordre du probable, l'ordre social, celui des destins collectifs ». Le terme d'accident demeure pourtant hégémonique. On a beau le renommer systématiquement en collision, l'usage persistant du terme est un véritable tour de passe-passe du fatalisme de la modernité. « *[L'accident], à la fois comme mode d'exposition public et comme catégorie de pensée, devient, au sens statistique, l'expression d'un arbitraire social qui universalise le rapport d'une minorité au problème, donc masque la mortalité routière ordinaire, celle des classes populaires, qui est nettement plus probable, c'est-à-dire moins accidentelle ou aléatoire que celle des cadres supérieurs notamment. La représentation dominante, qui fait de la mortalité routière un événement accidentel, ne vaut que pour les « classes dominantes. [...] Dès lors, mourir sur la route apparaît, à l'issue de cet examen, comme une souffrance de classe d'autant plus évitable que l'on connaît désormais mieux les accidentés. Si l'on ne peut que se satisfaire des chiffres de mortalité routière enregistrés à partir de l'année 2002 – en dessous de la barre de 5 000 tués annuels sur le territoire national en 2009 pour plus de 8 000 en 2001 – la réduction du nombre de morts par accidents de la circulation semble vouée à se heurter à la persistance d'une mortalité routière d'origine populaire (à plus forte raison en période de crise économique), à laquelle les pouvoirs publics ont largement contribué par plus de 35 ans de cécité sociale.* ». Il en va pour le vélo comme pour l'automobile. La mortalité y est socialement et spatialement différenciée. Les statistiques 2017 de l'Observatoire interministériel de la sécurité routière permettent de documenter la mortalité des mobilités actives : 32 %

des personnes tuées en agglomération sont des piétons (45 % dans certaines métropoles et le Grand Paris), 7 % sont des cyclistes (mais 22 % à Strasbourg pour une part modale vélo de 8 % et 23 % à Rennes Métropole pour une part modale de 4 %). Ce sont aussi des personnes jeunes ou âgées. Les piétons et cyclistes représentent 25 % des tués chez les 0-14 ans et 36 % chez les 65 ans. « Depuis 2000, le nombre de piétons tués a baissé de - 43 % et celui des cyclistes de - 37 % (soit une baisse de - 3,2 % et - 2,6 % par an en moyenne). Ces gains ont été obtenus pour l'essentiel dans la première moitié de la période. Depuis 2010, on observe une stabilité chez les piétons et une hausse de + 18 % chez les cyclistes. » La vulnérabilité n'est pas rien, le modèle de la sécurisation par le nombre n'est pas un invariant magique. La petite science doit enquêter.

La cyclabilité, telle qu'elle est montrée par les enquêtes, les récits ou les statistiques présente une grande variabilité. Dans un tel contexte, il est à craindre que l'application uniforme de méthodes standardisées, automatisées et peu subjectives, de modèles verticaux, ne soit pas le processus le plus efficace. L'enquête en elle-même est alors sinon la politique publique, du moins peut la constituer grandement. L'objectif de recherche de la petite science du vélo peut être de dégager par l'enquête collective située et habitée, par le renouvellement régulier de celle-ci avec de nouveaux groupes, étendue à de nouveaux lieux, des expériences, des ambiances, des usages, des trouvailles, etc. permettant de constituer une politique publique réaliste compatible avec les dynamiques habitantes portant les mêmes objectifs. En octobre 2018, je participe au sein du Crenau et d'Eso-Nantes à un tour de table Popsu 3 et contribue à la création d'un des axes de la proposition faite à la métropole et au Puca. Il est intitulé *Dynamiques sociales de la transition écologique : articuler savoirs et pratiques des habitants et des professionnels*. J'y dépose avec Jean Favreau, architecte sortant d'école engagé dans un processus de thèse Cifre sur la cyclabilité, une proposition de recherche-action sur les mobilités.

Les mobilités transitionnelles et le système vélo.

Interroger les acteurs publics, habitants et privés, en investissant notamment des entrées inédites telles que les signes faibles de la culture vélo (là où on pense ne pas la trouver), l'accidentologie comme matière réflexive (la vulnérabilité corporelle du cycliste comme piste d'action publique positive), les effets d'échelle (situations, territoires, organisations) qui contribuent à structurer la croissance du vélo, mais aussi en développant l'expertise d'usage, l'interconnaissance dans le système d'acteurs des mobilités actives et le regard sur l'économie de la politique publique du vélo.

Outre le rendu formel, la finalisation de cette entrée se traduira par l'organisation de deux sessions de formation test (un intensif vélo : module de formation élus-techniciens experts et non-experts), adossées à un outil de connaissance locale et partagée sur le monde du vélo. Cette formation test sera organisée une fois avec NM et une fois avec le Conseil départemental, l'intérêt de ces deux collectivités se retrouvant notamment sur la diffusion de la culture vélo loin du centre-ville, de « l'autre côté du périphérique ».

proposition Crenau/Eso-Nantes à Nantes Métropole dans le cadre du Popsu 3 coordonné par le Puca, octobre 2018 (proposition refusée par NM).

La proposition se nourrit des cadres posés dans cette habilitation. Le droit à la recherche y est adapté au monde politique et professionnel. Il échappe ainsi aux apories du pacte de non-lecture. L'enquête est habitée entre professionnel·les expert·es et non-expert·es dans les lieux mêmes (le vélo, l'espace public, la voirie, le logement, etc.) d'un usage très contrasté entre participant·es. La distinction entre savoirs théoriques et pratiques n'est pas annulée mais recomposée dans une pratique informée capable de s'observer et de se dire au sein d'une relation de recherche inscrite dans la matérialité d'une expérience partagée. C'est une coproduction. Le vélo n'est placé là que partie prenante dans un système de mobilités, et non en son sommet. Être en transition, ici, ce n'est pas faire du vélo point, c'est accepter que cela se complique. C'est reformuler de manière réaliste les échelles de temps et d'espace pour des mobilités durables et habitables. Aujourd'hui, en France, seul un infime groupuscule imagine ce que veut dire réellement une part modale vélo à 20 ou 30 %. La plupart des technicien·es et des élu·es n'en ont strictement aucune idée ou imaginaire comme illes n'ont aucune idée de l'expérience vélo avec la part modale actuelle. Depuis ces différentiels d'expérience, nous ne parlons pas la même langue et l'action publique en est affectée. Le produit attendu de la recherche est en même temps sa modalité d'émergence.

82 — autochtonie de l'écologie sud-coréenne, corps vivant de la transition démocratique

La Corée du Sud m'a été le théâtre d'une expérience heureuse de l'altérité. Dans une série de séjours discontinus et un lien distant continu, j'y ai vécu, en 2000 (en y puisant la matière de *Made in Korea*, 2001), entre 2011 et 2015, puis à nouveau en 2019, une tension créatrice entre la vie surmoderne et sa critique, tension incarnée dans des rencontres, des émotions et des expériences parfois bouleversantes. Cette expérience sud-coréenne a été aussi été partagée loin de la Corée, à la Zad, en 2018, avec l'accueil d'un ami « activiste » coréen, et en 2020, avec un débat public en ligne avec des habitant·es de Jejudo. En 2011-2012, lors de mon enquête doctorale, j'aborde les questions transitionnelles en Corée du Sud. Il y a dans cet intérêt socio-écologique une curiosité exploratoire pour l'habiter mais d'abord la déviation de mon hypothèse initiale sous les effets de l'enquête. Venu pour vérifier l'acceptabilité du front de numérisation de la lecture-écriture dans l'un des pays réputés les plus numérisés du monde, je commence en réalité, au delà de l'observation du forçage numérique de la population lectrice, à décrire la normalisation de la littératie sud-coréenne c'est-à-dire sa capture par le capitalisme exportateur qui caractérise la pensée dominante du pays et qui est

incarné par l'État profond et les grandes firmes issues de la colonisation japonaise et de l'occupation américaine. Faire de la culture écrite sud-coréenne une matière d'exportation, projet de ces acteurs, oblige à modifier de manière très substantielle le produit concerné pour le rendre exportable. Enquêtant aussi des francophones expatriés durablement et bilingues, je croise avec Benjamin Joinau, acteur bien connu des études coréennes, « un constat objectif et une certaine désillusion politique et sensible ». Nationalisme surmoderne et sorcellerie capitaliste sont particulièrement efficaces dans la capture et la neutralisation des alternatives qui apparaissent dans la société. Menant mon enquête dans la temporalité de deux présidences conservatrices de combat (2007-2017) aujourd'hui closes, je rencontre, en 2014-2015 notamment, chez beaucoup de personnes intéressées par les questions transitionnelles un certain désarroi et une confiance sociale affaiblie — celle d'un mouvement social qui est systématiquement défait par l'État central et se réfugie dans les micro-projets et dans les petites arènes des municipalités expérimentant la participation.

Je reçois d'abord l'expérience sud-coréenne à travers sa critique transitionnelle — ou du moins minoritaire, par exemple quand on parle du *small business*, une catégorie difficile à transposer dans le contexte français et qui apparaît, en Corée du Sud, comme une valeur de gauche (nationale, subalterne, populaire). J'ai découvert des formes du genre différentes, et, comme au Mali, l'existence d'une parole souterraine, d'un texte caché puissant circulant dans toutes sortes de réseaux. Le 16 avril 2014, le Sewol, un ferry qui emmène notamment en voyage scolaire à Jeju des lycéens originaires d'Ansan, une grande ville de la région de Séoul, fait naufrage. Il y a 304 victimes, principalement lycéennes. Ce genre de catastrophe n'est pas inédite en Corée du Sud : l'effondrement du grand magasin Sampoong à Séoul en 1995 avec 502 morts et 937 blessés reste l'un des principaux accidents de ce type à l'échelle mondiale ; l'incendie du métro de Daegu en 2003 fait 192 morts et 151 blessés. Toutefois, le naufrage du Sewol, aux conditions extravagantes, prend très rapidement les tours d'une saga complotiste mélangeant absurde coréen, écologie, carences politiques, corruption et manipulations des services secrets. Le drame du Sewol est un moment de vérité de l'expérience sud-coréenne. Il va trouver son théâtre dans un campement permanent de parents des victimes dans l'artère centrale de Séoul pendant plusieurs années et une activité politique, policière et judiciaire intense. Il entraîne in fine la condamnation de l'État et de fil en aiguille (factuellement pour d'autres motifs) en février 2017 la destitution puis l'emprisonnement de la présidente conservatrice Park Gun-hye, fille du dictateur Park Chong-hee, figure clivante de l'émergence surmoderne, assassiné par le directeur de la K-Cia en 1979. Son prédécesseur, l'ex-président Lee Myun-bak, dont la biographie épouse d'une manière aussi forte la surmodernité coréenne, est également emprisonné

depuis le 22 mars 2018 pour faits de corruption. C'est une investigation de l'ordre du moment de vérité transitionnel.

Le régime de surmodernité ou l'excellence sud-coréenne comme concentration

Les continuités sont certaines dans l'histoire coréenne : radicalité des inégalités sociales et de la concentration du pouvoir dans la société et le territoire. Le couple fonctionnel aristocratie lettrée sinisante et forte centralisation politique de la période classique est reproduit sous des formes nouvelles aux périodes ultérieures. Cette double hiérarchisation se trouve transfigurée pendant la période coloniale : toute la société est mise en branle par la technoscience et la coercition de l'occupant japonais. Le pays est rebrassé, reformaté, siphonné. Il le sera à nouveau après 1945, puis pendant la haute croissance, puis aujourd'hui à nouveau. Le changement sur un siècle est extraordinaire. À la libération (août 1945), les autorités d'occupation américaines suspendent au Sud les instances provisoires locales et s'appuient sur les élites collaborationnistes et la police coloniale. Alors que la gauche coréenne est massivement représentée dans cette zone, les autorités d'occupation et l'extrême-droite armée construisent pour des décennies les conditions d'une dictature efficace : les leaders libéraux sont éliminés, une contre-insurrection sanglante est menée à Jeju après le soulèvement du 3 avril 1948 et dans les monts Jiri entre 1948 et 1950 ; un puissant système coercitif à idéologie anti-communiste est mis en place. Après la guerre de partition, la spectaculaire transformation de la période coloniale loin d'être annulée est puissamment coréanisée. La révolution du paysage, l'exode rural, l'urbanisation et l'industrialisation, l'émergence de groupes industriels choisis, guidés et contrôlés par l'État, l'organisation hyper-centralisée et la diffusion descendante des transformations sociales, la surveillance généralisée, le scientisme, l'éducation compétitive et la recherche du progrès technique : c'est tout le dispositif colonial qui est ainsi indigénisé et intensifié. L'instrumentalisation de la menace nord-coréenne permet de museler toute opposition et les capacités nouvelles de l'État sud-coréen rendent possible la haute croissance dans un contexte d'opportunités géopolitiques. Les demandes matérielles des troupes américaines stationnées en Corée, la participation à la guerre du Vietnam, la position sur la ligne de front des blocs ou l'avantageux traité de réconciliation avec le Japon procurent des ressources inespérées. D'autres dynamiques sont néanmoins toujours actives : essor du sentiment national maintenant restreint (mutilé) à la Corée du Sud et de la langue coréenne, traînes des pensées réformatrices de type Sirhak ou Tonghak⁶⁴.

64 De la fin du 17^{ème} au début 19^{ème} siècle, le mouvement Sirhak est une tentative de réformer par le bas le confucianisme officiel, en valorisant les sciences, le travail et les questions sociales. Fin 19^{ème}, le mouvement Donghak est d'abord un mouvement politique et religieux indigène et syncrétique (mélange d'éléments bouddhistes, confucianistes, chrétiens et marxistes) considéré comme illégal. Diffusé clandestinement à travers toute la Corée, il prend une tournure révolutionnaire lors de la grande révolte paysanne du Chollado en 1894-1895. Mouvement rural, nationaliste et engagé dans la lutte des classes, il est un des piliers d'une

De nombreux chercheurs (Delissen, 1995-2006⁶⁵ ; Cumings, 2011 ; Kim et Vogel, 2013) ont montré la complexité du changement et infirmé la vulgate résistancialiste construite ultérieurement en récit national tout comme le mythe d'un consensus productiviste pendant l'émergence économique. Après la phase de croissance débridée, les normes environnementales internationales sont progressivement mises en œuvre — notamment après la participation sud-coréenne à la Conférence de Rio de 1992, qu'obtient une coalition associative et que financent des grandes entreprises, provoquant dans cette contradiction politique une première crise de gouvernance de la pensée environnementale sud-coréenne. La création subséquente du premier Ministère de l'Environnement de plein exercice en 1994 favorisera la dynamique décentralisation des deux présidences de gauche (1998-2008 ; Yooil Bae, 2009 et 2013). Malgré des préconisations qui soulignent la poursuite de dégradations environnementales et sanitaires importantes, le rapport 2006 de l'OCDE sur les indicateurs environnementaux sud-coréens fait l'éloge des nombreuses actions entreprises. Il acte de l'existence en Corée du Sud d'une véritable « démocratie environnementale en construction ». Le Ministère de l'Environnement augmente fortement ses activités. Les liens avec les associations sont approfondis, la mesure et l'information sont multipliées. Les enquêtes publiques participatives sont étendues à la plupart des grands projets d'aménagement. L'accès aux procédures judiciaires est facilité et de nouvelles protections sont mises en place. Les statistiques traduisent la très forte activité de contestation d'aménagements (polders, tunnels, golfs, destructions de terres agricoles, etc.) et leur diffusion loin de Séoul — un tiers des Ong recensées par le Ministère de l'Environnement sont en province. Paradoxalement, les transferts de compétence de la décentralisation fragilisent dans un premier temps la surveillance environnementale tandis que les manières autoritaires du centre (imposition, menace, coercition, manipulation, achat, etc.) demeurent massives dans certains dossiers. Entre 2008 et 2017, l'État coréen des deux présidences conservatrices remet en cause ce dialogue porté par un engagement local et une expertise citoyenne de plus en plus importants. Incarnée par un président très éloigné des valeurs socio-écologiques, la croissance verte à bas carbone est alors le nouveau nom donné au projet national exportateur et globalisé de l'élite sud-coréenne

Ce raidissement, lui-même remis en cause par le retour de la gauche au pouvoir entre 2017 et 2022, porte la promesse d'atténuer les externalités négatives du développement économique et de trouver de nouveaux axes de croissance avant les autres concurrents asiatiques. Pourtant, la confusion entretenue entre de vieilles méthodes et de vieux

contre-histoire de gauche de la Corée.

65 Voir ses séminaires, <http://cre.ehess.fr/index.php?167>

objets contestés (les grands projets, la construction, les barrages ou le nucléaire comme activités nationales-exportatrices) et de nouvelles énergies ou de nouveaux modes de production, le numérique, la culture, l'éolien, en fait une politique particulièrement ambiguë. Sous ces présidences conservatrices, l'adossement du nouveau capitalisme coréen à un scientisme renouvelé comme à un esprit de précaution mal assuré offre peu de convergence avec l'idée de transition socio-écologique. Outil de dépolitisation et d'exportation, la croissance verte est une nouvelle normalisation d'un segment de la société coréenne : l'intégration de l'écologie dans un régime de marchandisation généralisée contrôlé par l'État et les grandes firmes, dans lequel l'espace national joue tout autant comme laboratoire pour les politiques d'exportation que pour lui-même. En raison de toutes ces contradictions, la croissance verte n'est finalement pas devenue l'opérateur de neutralisation du couple démocratie/socio-écologie. Elle a été dévoilée et critiquée. Yun Sun-jin, professeure d'études environnementales à la Seoul National University que je rencontre en 2013 et 2019, publie en 2010 dans *Global Asia* un texte assez virulent. Elle y discute la capture du mot « green » dont le gouvernement sud-coréen extirpe toute critique socio-écologique pour ne retenir que la réduction des émissions de CO² et de quelques autres polluants (« *the original concept of green has been distorted [...] [to create] a growth-biased green discourse* »). Elle internationalise ensuite le conflit dit des 4 rivières, un énorme projet d'aménagement fondé sur une technoculture de l'eau qui n'a plus cours dans les pays européens et qui mobilise 40 % du budget du green new deal sans avoir été soumis aux règles d'évaluation et de concertation. Elle explique enfin que la croissance verte est une sous-catégorie du développement durable pensée pour les pays encore en prise avec la pauvreté de masse et non pour des pays industrialisés comme la Corée du Sud. Elle termine son papier sur l'espace de (non)coopération de l'Asie du Nord-Est, région économique et bio-climatique, invitant les trois pays à coopérer au delà de l'illusion de la croissance verte.

La culture surmoderne est enracinée dans le pouvoir sud-coréen. S'il s'est engagé précocement dans une politique nucléaire ambitieuse illustrant la volonté de puissance dès les débuts de la haute croissance, le développement du nucléaire civil, dans le contexte de la Guerre froide, dissimule le désir récurrent de posséder des armes nucléaires et les activités clandestines de l'État sud-coréen ont été bien tracées (Hong in Kim et Vogel, 2013). Pendant la haute croissance, l'énergie nucléaire incarne l'idéologie scientiste, conjuguant indépendance, efficacité et plus tard, capacité exportatrice. Issu du programme d'assistance scientifique signé en 1956 avec les États-Unis (*Atoms for peace*), le nucléaire civil est d'abord restreint à un petit réacteur de recherche (1959) et au Kaeri (Centre coréen de recherche nucléaire). En 1970, l'opérateur public Kepco lance la construction du premier réacteur avec les grands opérateurs américains du

nucléaire. Les vingt-trois réacteurs actuels à eau pressurisée de type Westinghouse coréanisé sont répartis dans trois centrales sur le littoral de la Mer de l'Est (1976, 1978 et 1988), affectées en novembre 2017 par un séisme inattendu et anxiogène, et une autre au bord de la Mer Jaune (1986). Ils produisent un tiers de l'électricité nationale. Les déchets sont stockés sur place et la recherche d'un site de stockage a échoué à neuf reprises devant les oppositions locales jusqu'à la mise en œuvre d'un référendum local adossé à des subventions massives que les électeurs/trices de la région de Gyeongju ont accepté en 2005 : l'Andra se félicite d'être inspirateur et partenaire de ce centre de stockage⁶⁶. En 2008, la politique de la croissance verte à faible intensité de carbone prévoit encore d'augmenter massivement le nombre de centrales en Corée du Sud, mais aussi de faire de cette industrie un grand marché d'exportation à l'échéance 2030, avec un objectif de quatre-vingt centrales exportées, notamment en Asie, dans le monde arabe et en Europe de l'Est (4 l'ont été aux Émirats-Arabis-Unis et la première entre en activité en 2020). Cette posture messianique a été malmenée depuis 2011 par la catastrophe toujours en cours à Fukushima et plus récemment par une série de scandales liés aux effets d'une culture professionnelle fermée et laxiste, enfin par le séisme de 2017. Le nouveau président Moon Jae-in et son gouvernement (le sociologue Choe Myung-rae, entretenu à Séoul en 2013, est devenu ministre de l'environnement) annoncent alors une sortie (très) progressive du nucléaire.

Controverses démocratiques ou controverses socio-écologiques ?

Le Cheonggyecheon est la rivière historique du Séoul d'avant la haute croissance. Après 1945, le développement industriel et commercial du quartier de Dongdaemun entraîne l'altération progressive du Cheonggyecheon. Polluée, réduite, entourée de taudis et d'ateliers textiles insalubres, la rivière est progressivement couverte à partir de 1958. En 1976, une autoroute urbaine surélevée y est construite. Le 13 novembre 1970, au bord de cette rivière agonisante, Jeon Tae-il, jeune ouvrier et militant syndical des sweatshops de Dongdaemun, s'immole par le feu en tenant dans ses mains un exemplaire du Code du travail. En 2014, je visite la statue en bronze et la plaque biographique commémorative dressées en son hommage sur un pont enjambant le Cheonggyecheon. Le premier octobre 2005, au terme de deux ans et demi de travaux colossaux, Lee Myung-bak, nouveau maire conservateur de Séoul et futur président inaugure le Cheonggyecheon restauré. La populaire promesse de campagne et l'aménagement routier dégradé deviennent le nouvel axe vert et bleu majeur du centre-ville dans la plus grande zone de chalandise de Corée du Sud. Sa forte fréquentation tant nationale qu'étrangère en fait aujourd'hui un haut lieu touristique mythifié. L'effet sur

66 <https://www.andra.fr/coree-du-sud-une-installation-de-stockage-en-surface-pour-les-dechets-radioactifs>

l'îlot de chaleur urbain central est fort et sensible. C'est sur cet aménagement urbain audacieux que Lee Myung-bak capitalise son image d'homme politique eco-friendly. En octobre 2007, en compagnie de l'ancien vice-président américain Al Gore, il est désigné *Hero of environment* par Time Magazine. En février 2008, malgré les controverses sur son programme de grands travaux et dans un contexte de faible participation électorale, il est élu président de la république. Les trajectoires socio-spatiales d'un ouvrier du textile et d'un maire conservateur se relie au Cheonggyecheon, rivière agonisante devenue artefact hydrologique et écologique publicitaire.

En 1970, le suicide politique du jeune ouvrier vient du groupe même qui entraîne la croissance sud-coréenne à la force de son corps, le nouveau prolétariat surexploité des grands centres urbains. Son geste constitue l'événement symbolique fondateur d'une alternative de gauche en Corée du Sud face à la dictature anticomuniste soutenue par les États-Unis. Cette alternative de gauche dans un pays où la gauche est alors interdite (car relocalisée mentalement de l'autre côté de la frontière inter-coréenne) se nourrit des stress économiques et policiers mais aussi de nouveaux stress écologiques. Les scandales environnementaux se multiplient à proximité des sites industriels et dans le monde agricole : insalubrité de nombreux logements populaires des nouveaux quartiers sous-intégrés, dégradation de la qualité de l'eau et de l'air, maladies professionnelles spectaculaires dans l'agriculture et l'industrie. Au même moment, Choi Yul, un leader étudiant emprisonné de 1976 à 1982, construit en prison une culture environnementale internationale grâce notamment aux livres envoyés par Amnesty International. De nombreux accidents industriels sont médiatisés dès la fin des années 70. En 1985, à Onsan, 40 000 personnes contaminées par les rejets d'une usine sidérurgique sont relogées et indemnisées par le gouvernement dans une première expérience de « zone spéciale de traitement de la pollution » (Bidet, 2003). La corruption endémique, notamment dans les marchés du Btp, est révélée par des catastrophes spectaculaires liées à des constructions réalisées en dessous des normes ou soumises à des contraintes exagérées. La famille elle-même est touchée. Un système d'adoption internationale initialement américain, puis élargi vers l'Europe du Nord-Ouest, place des enfants nés à 90 % de mères célibataires. La persistance de ce système, malgré l'émergence et la plus grande tolérance sociale, comme le regard sur le devenir des adoptés, deviennent dans les années 2000 une urgence politique à résoudre. En 2014, pourtant, je visite avec mon amie journaliste un centre d'accueil d'enfants handicapés qui a défrayé la chronique. Géré par une petite Église indépendante, il vient d'ouvrir une *baby-box* digne de Michel Foucault et dont nous comprenons qu'elle est aussi une forme de communication pour attirer bénévoles et dons. Cette baby-box est une sorte de placard à double entrée, doté d'une sonnette et pris dans l'un des murs du bâtiment : elle est destinée à l'abandon d'un

bébé. Nous passons du temps à jouer avec et à faire manger les enfants qui sont tous handicapé·es (comme le sont les quelques enfants déposé·es dans la baby-box, nous dit le pasteur). Aller de la chimie à l'adoption-abandon en passant par la publicité ou la migration intérieure, c'est montrer que la question environnementale est prise dans le même système. La haute croissance autoritaire est une trajectoire socio-spatiale totale qui perdure, naturalisée dans toutes les dimensions quotidiennes. La description qui en est faite ici est dissonante : à la fiction du miracle coréen, il faut opposer la réalité d'un ensemble de pathologies socio-environnementales à forte inertie. À sa sortie de prison en 1982, Choi Yul crée la première association environnementale nationale en Corée du Sud (aussitôt interdite). Il dirige aujourd'hui la Green Korea Foundation et a purgé une peine d'un an de prison en 2013 pour ses activités militantes dans le conflit des 4 rivières. En plusieurs secousses violentes tout au long de la décennie quatre-vingt, cette alternative de gauche sourcée d'écologie a réduit la dictature sud-coréenne et a rendu possible quelques années plus tard une véritable alternance politique avec l'élection à la présidence de Kim Dae-jung (1997-2002), puis de Roh Moo-hyun (2002-2008).

À Séoul, en 2003, l'énorme chantier urbain du Cheonggyecheon, ré-inventant une rivière morte tuée par la croissance, est lancé par un maire conservateur ambitieux issu de la promotion interne des très grandes entreprises coréennes. La Sky road, sorte de promenade botanique nationale installée en 2017 sur une bretelle autoroutière désaffectée dans le centre de Séoul rejoue cette attractivité, mais la visite des lieux en 2019 en est néanmoins décevante. Le Cheonggyecheon, ce nouveau linéaire de nature en ville est un des espaces du nouveau Séoul positionné comme la capitale culturelle de l'Asie et dont l'écologie urbaine, ou du moins une version particulière de celle-ci, constitue l'un des piliers. C'est dans la critique forte (Cho, 2010) – une rivière sans eau, alimentée par un pompage énergivore dans la Han⁶⁷, une eau filtrée, des berges où il n'est pas facile voire interdit de s'arrêter, un espace touristifié de très forte maîtrise et une gentrification remarquable qui élimine les très petits commerçants installés sous l'autoroute – que se rejoignent et se télescopent les figures de Jeon Tae-il et de Lee Myung-bak. Le premier vit l'environnement industriel et populaire du quartier et y décrit, pour les combattre, les effets de la haute croissance. Discipline et biopolitique caractérisent l'action autoritaire de l'appareil d'État construit par le dictateur Park Chong-hee (1961-1979). Mais la critique porte aussi sur la destruction des corps par les conditions de travail et de vie. Dans *A Single Spark* (아름다운 청년 전태일, littéralement *A Beautiful Youth*, Jeon Tae-il, 1995), un film de Park Kwang-su coécrit avec Lee Chang-dong, on voit le contremaître faire des injections d'amphétamines aux ouvrières pour

67 Chaque jour, 120 000 m³ sont pompés dans la Han et 20 000 autres dans des eaux souterraines. Entretien et énergie consommée sont très importants.

qu'elles tiennent les cadences. À tout cela, Jeon Tae-il oppose le droit du travail et l'action sur sa vie. Prenant de la théologie de la libération comme du pouvoir d'agir (forte tradition locale de formation mutuelle et de contre-culture), le concept de *minjung* désigne le peuple acteur. Concept lié à la lutte des classes, il sera ultérieurement enrichi et balancé par les approches environnementales. Surnommé « Bulldozer », Lee Myung-bak est un acteur important de l'élite sud-coréenne. Protestant, dirigeant d'entreprise reconverti dans la politique au sein du parti conservateur, doté d'une expérience internationale liée aux gros contrats étrangers asiatiques et moyen-orientaux, amateur de machines et de grands chantiers, il efface le passé malheureux de la haute croissance pour lui substituer un paysage urbain eco-friendly et fortement attractif. L'approche systémique, celle du bassin-versant ou celle du bassin de vie des travailleurs pauvres, est ignorée. En quelque sorte, symboliquement, la restauration du Cheonggyecheon efface le suicide de Jeon Tae-il, mais aussi vingt ans d'alternatives écologiques.

Cette relecture de l'émergence sud-coréenne par les trois écologies évoque l'ouvrage collectif *Une autre histoire des Trente glorieuses, modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre* (Pessis, Topçu et Bonneuil, dir, 2013). Un équivalent de ce livre pour la Corée du Sud paraît la même année : *The Park Chung Hee Era, the transformation of South Korea* (Kim et Vogel, dir, 2013). Mais la restauration à toute allure du Cheonggyecheon entre 2003 et 2005, est au delà de cette histoire. Loin de se réduire à la seule production d'une nouvelle urbanité attractive, elle révèle un processus exemplaire de détournement de la question socio-écologique. La technique et le développement durable sont utilisés pour faire consensus et levier dans l'agenda politique de l' élu décisionnaire : la pensée aménageuse n'est systémique que dans le système électoral. Les sondages effectués pendant la campagne électorale montrent un large soutien des électeurs/trices à la proposition du candidat Lee Myung-bak, sans que, pour autant, les conditions et la philosophie de cette restauration aient été éclaircies préalablement. Peu à peu, deux visions et deux groupes occupent l'espace du débat. Du côté des porteurs du projet, le nouveau maire issu du secteur de la construction et doté d'une vision autoritaire et techniciste, l'agence publique dédiée à la restauration qu'il crée pour conduire l'opération, mais aussi une instance participative ad hoc, le Comité citoyen pour le Cheonggyecheon comprenant des Ong, des chercheur·es, des entrepreneurs et des journalistes. Peu à peu, les dissensions au sein de ce comité participatif et sa faillite permettent l'émergence d'un groupe indépendant contestant non pas l'objectif de la restauration, toujours très populaire mais sa méthodologie, son agenda et sa philosophie. La contre-expertise menée par le Comité des citoyens pour le Séoul soutenable critique l'approche simpliste et hâtive de l'aménagement en cours : contre l'idée d'un pompage d'eau dans la Han, le Comité

préconise une alimentation en eau soutenable envisagée à l'échelle de la restauration du bassin-versant du Cheonggyecheon ; contre l'idée d'un espace touristifié et high-tech, il revendique un espace civique et écologique ; contre la gentrification, il interroge la question sociale dans le processus de restauration écologique. De nombreuses associations de la mouvance environnementale participent à ce débat public et travaillent avec succès l'opinion publique. De fait, l'histoire ainsi « révélée » du Cheonggyecheon me sera beaucoup racontée. En 2013, je rencontre Cho Myung-rae, alors professeur d'urbanisme dans le College of Social Sciences de la Dankook University, président de l'association de sociologues environnementalistes et de l'Ong Environmental Justice. Il est l'auteur du principal article (2010) sur la restauration et partie prenante du groupe de contre-expertise. Nous faisons l'entretien dans les nouveaux espaces public, vastes et conviviaux, de la nouvelle mairie social-démocrate de Séoul. Il dit que l'impossibilité d'un compromis entre les deux groupes est venu de la capacité des autorités à diviser l'opposition notamment celle des petits commerçants mais aussi de l'agenda politique du maire. Lancée le 1^{er} juillet 2003, un an après son élection, le Cheonggyecheon restauré est inaugurée en octobre 2005, soit dix mois avant le terme du mandat. Ce succès urbain et médiatique, opéré sur la rivière emblématique du cœur de la capitale travaillée et ré-aménagée successivement par tous les pouvoirs, est un élément clef dans la construction de sa carrière, dans son succès à la primaire conservatrice, puis dans son élection consécutive à la présidence de la république en décembre 2007. C'est un tournant dans la représentation de la croissance verte, point de rencontre inattendu entre controverse démocratique et controverse socio-écologique. En réalité la même controverse.

Au delà de la LCGG, l'ontologie altérée d'une modernités différente

En 2011, je dors dans une petite Zad de la région métropolitaine de Séoul, en plein hiver, dans un container à ondol installé par l'Église catholique : les activistes au rez-de-chaussée et les prêtres à l'étage le dimanche, pour préparer la messe donnée sur le site. Cette Zad, je ne l'ai pas cherchée, c'est une éditrice qui m'y amène. Dumulmeori est un lieu remarquable à la pointe de confluence des deux rivières Han à une trentaine de kilomètres en amont de la capitale. On y accède facilement par l'autoroute ou en train. Autrefois apprécié des peintres avec son bouquet d'ormes multiséculaires au bord de l'eau, ses lotus, ses roselières et sa batellerie, il est maintenant photographié et filmé par les nombreux/euses visiteurs/euses venu·es en famille. Un jardin écologique payant sur la rive voisine est accessible par un pont de barques. L'ambiance naturelle, la variété des formes paysagères, le limon, la relation à l'eau qui court, le brouillard sur les nappes d'eau, les zones humides, la neige, le fleuve réuni coulant au milieu des montagnes

boisées, tout concourt à valider l'appellation « ceinture verte » de Séoul. Il y aurait ici un morceau de Corée inaltérée dans lequel des citoyen·es viendraient se ressourcer et apprécier la qualité des paysages d'avant la haute croissance. La réalité est plus heurtée. Dumulmeori est partiellement traversé par l'autoroute suspendue qui longe la Han. Le bruit routier est régulier. Il est vrai que la perception sud-coréenne du bruit n'est pas celle du visiteur français. Le niveau d'eau est contrôlé. Dumulmeori se trouve dans le lac de barrage de Paldang (1973). De riches terres limoneuses ont été ennoyées. La batellerie est morte. L'agglomération de Séoul y a trouvé sa réserve en eau potable. Au regard de l'explosion urbaine de Séoul, les périmètres de protection se sont multipliés (1971, 1975, 1982, 1990). L'agriculture productiviste y a été interdite précocement. L'agriculture biologique moderne y est née. Appauvris par les conséquences du barrage et des protections, mais très proches du plus gros marché de consommateurs de Corée, des habitant·es ont développé l'un des premiers groupements de produits bio en circuit court. Si je viens à Dumulmeori en février 2012, c'est parce que je suis invité à venir passer mon dimanche à jardiner dans une zone de maraîchage biologique menacée par un projet de parc. Avant le début des expulsions, la zone concernée par le projet d'aménagement compte une vingtaine de maraîchers travaillant principalement sous serre dans des surfaces très réduites d'un à deux hectares. En février 2012, il ne reste que quatre réfractaires. Les autres exploitants ont accepté de partir avec leur indemnité. Le projet public de parc récréatif, gratuit, facile d'accès, se présente comme écologique.

En 2012, la mise en concurrence de l'agriculture biologique avec un parc récréatif peut surprendre. Sur place, un dispositif militant impressionnant est en place. Deux vastes serres sont dédiées à la lutte. L'une est celle des paysans et des collectifs de soutien. L'autre est gérée par l'Église catholique. Une autre structure partiellement couverte permet de dire la messe en plein air et d'accueillir différents événements. À l'entrée, un panneau en forme de poisson annonce (en coréen) : « on préfère un jardin tout fou à un parc bien rangé. » Mais l'essentiel du matériel militant est dédié à la lutte contre le projet-phare de la présidence Lee Myung-bak, le projet des 4 rivières. Celui-ci prévoit le recalibrage des quatre principaux fleuves de Corée, des endiguements et de nouveaux barrages pour améliorer la qualité de la ressource en eau. En 2012, le conflit des 4 rivières n'est plus à son paroxysme. De très nombreuses manifestations de toutes sortes ont eu lieu dans toute la Corée. L'essentiel des arguments et contre-arguments ont été exposés, incluant la contre-expertise de spécialistes occidentaux ou japonais. De nombreux livres ont été publiés. La majorité des aménagements prévus sont réalisés ou en cours de réalisation. En 2012, le mouvement écologiste a perdu ce combat. Il a fait l'objet d'une répression qu'il n'avait plus connu depuis une quinzaine d'années. Le conflit micro-local de Dumulmeori portant sur quelques hectares s'inscrit comme traîne

de ce plus vaste ensemble. Lors de ma visite en octobre 2013, le changement est spectaculaire. L'ensemble de la zone a été nettoyé et arasé, un gros bloc de granite est installé sur un terre-plein à la pointe de confluence et sert déjà de spot photographique, des allées piétonnes ont été tracées, l'éclairage est en cours d'installation. De nombreux panneaux explicatifs valorisent le projet et l'un d'eux dénigre a posteriori l'activité précédente. Sous l'autoroute suspendue, de nouveaux parkings ont été installés, plus loin boutiques et guinguettes. Dumulmeori est méconnaissable, le paysage a été bouleversé. Le combat a été perdu. Le visiteur, qui, en 2012, a dormi et jardiné plusieurs journées au milieu d'une riche ambiance collective est lui-même déprimé et altéré par le spectacle. Les militant·es recontacté·e· en octobre 2013 sont dans un état d'esprit assez proche et ne veulent même pas regarder les photos du désastre sur mon smartphone.

Raconter l'écoblanchiment de Dumulmeori, c'est accéder aux échecs du mouvement socio-écologiste pendant les deux présidences conservatrices (2008-2017) et rappeler la fragilité politique de toute perspective transitionnelle. La coalition à Dumulmeori est vaste, composite, autour des quatre paysans réfractaires. De nombreuses associations à objet social ou environnemental en font partie : des groupes issus d'autres conflits, des entreprises du bio (comme Heuksalim, enquêtée ultérieurement), des élu·es, syndicats, familles, personnes⁶⁸, l'Église catholique, des étudiant·es. Ceux qui m'invitent (et me traduisent au fil de l'eau une partie des échanges en anglais) gèrent un café alternatif au centre de Séoul. Sur des parcelles prêtées par les exploitants, elleux ont leur propre jardin collectif. D'autres jeunes rencontrés sur place explorent, sinon apprennent déjà le métier. La contre-expertise et le faire-ensemble tiennent le moindre geste politisé. Le syncrétisme caractérise l'ambiance. Le prêtre catholique assiste à une cérémonie chamannique orchestrée par les jeunes urbains et les paysans, en hommage au fleuve. On partage un cidre de riz (makgeolli) bio préparé dans une grande jarre en terre par une voisine. L'un des paysans, bouddhiste, vient de se convertir au catholicisme. Le rapport à la terre est médié par des prosternations en cercle, des contacts avec le sol. Au delà du sacré, les questions identitaires bourgeonnent au sein même de la controverse : de l'école au travail, de la gestion du temps au genre, de l'alimentation à la musique. Dans cette ré-invention d'une culture, la forte dimension nationale est articulée à toutes les formes d'ouverture vers l'extérieur. Le lieu est circulant.

Je viens de décrire le conflit socio-écologique de Dumulmeori comme une situation défaite. C'est aussi un lieu d'invention où il s'est passé quelque chose et qui demeure malgré la défaite. Les entretiens que je réalise en octobre 2013 visent à équilibrer cette approche par cas (une expérience située) par une approche plus réticulaire (des

⁶⁸ L'un d'eux se définit avec humour comme activiste en formation. Plusieurs sont en retrait professionnel : démission et réorientation professionnelle, jobs mal payés mais à fort temps libre. La critique de la société coréenne capitaliste est réelle.

entretiens diversement situés). Je cherche à mieux comprendre un réseau, une contre-société en rencontrant des responsables et militant·es écologistes. L'hypothèse est que l'écologie en Corée du Sud, à cause de la rapidité du changement et de la complexité des identités, prend une forme et une centralité différentes de celles que nous connaissons en Occident (Kern, 2010). Pour autant, le système surmoderne résiste, recycle, force et innove. Les entretiens se déroulent dans des conditions très diverses : bureaux de grosses organisations dans le centre de Séoul (Korean Federation of Environmental Movements, Hansalim), espaces plus modestes et moins centraux, entre quartiers périphériques, lointaine banlieue aux marges de la campagne et Corée de l'envers (Green Party, Back to Farm Movement, Heuksalim), sans oublier les cafés et restaurants, lieux de sociabilité majeurs de l'expérience sud-coréenne (journalistes, militant·es). Professionnel·les ou militant·es, les acteurs/trices rencontrés·es semblent partager des valeurs communes, l'histoire même de ce mouvement, son ancrage local et national, ses thèmes et ses hauts lieux. La tradition de formation mutuelle et de forte littératie, la présence de nombreux intellectuel·les dans les réseaux locaux, sont des faits de long terme. Outil majeur de la transformation de la société coréenne pendant la colonisation japonaise, cette forme de société civile indigène a constamment inquiété la dictature de Park Chung-hee. La présence continue d'un groupe hétérogène d'intellectuel·les indépendant·es appelé *chaeya* (« un non-parti, un non-groupe d'intérêts, une opposition extra-parlementaire construite sur des fondements moraux »), organisé sur des réseaux horizontaux et disposant d'une forte capacité à produire, à diffuser et à discuter des textes dans tout le pays, contredit les pratiques verticales de l'État autoritaire et atteste l'existence historique d'une société civile indigène consistante (Park, in Kim et Vogel, 2013). La très forte croissance des scolarités depuis les années 60 a renforcé les effectifs de ce groupe qui interagit avec d'autres catégories plus populaires, plus provinciales, plus localisées.

Enfin, l'expérience de double transition écologie/démocratie en Corée du Sud a aussi été le laboratoire d'une politique publique efficace de retour à l'équilibre des naissances entre filles et garçons, équilibre altéré dans certaines parties de la société par des pratiques d'avortement féminicide après la détermination précoce du sexe de l'enfant, notamment en rang deux ou trois, à partir du milieu des années 1980. Cette colonisation du genre par la masculin est un problème d'échelle mondiale : plusieurs aires culturelles (Chine, Inde, Vietnam, Asie centrale, Balkans, Caucase) aux fortes variations internes, ethniques, sociales et territoriales, représentant plusieurs milliards d'habitants, sont aujourd'hui concernées à des niveaux divers par ces pratiques souvent inscrites dans une forme culturelle locale, historiquement connue mais activées par des dispositions de la modernité (basse fécondité, diagnostic prénatal, avortement sélectif) ; la masculinisation

de la population mondiale progresse depuis 1955 et ne baissera pas avant 2030 malgré la plus grande longévité féminine. « *Ce sont bien le développement éducatif, le progrès économique et la maîtrise croissante de la fécondité qui sont à l'origine de cette soudaine vague de discrimination visant les naissances féminines. La démographie a ici retrouvé sa capacité à faire de la statistique un révélateur de comportements privés réputés invisibles, avec un détail auquel aucune autre science sociale ne pourrait prétendre. La démographie fournit aujourd'hui aux études de genre les moyens d'apprécier les contours, l'ampleur et les répercussions d'une des formes de discrimination sexuelle les plus radicales qui soient* » (Guilmoto, 2015). Les situations sont très diverses à travers le monde et seul le système de parenté patrilinéaire semble pouvoir les relier. Cela laisse penser que des pays ayant des systèmes de parenté proches actuellement indemnes de discrimination prénatale pourraient éventuellement la développer (Maghreb, Proche-Orient, Nigeria). Les démographes cherchent donc à repérer des régularités permettant de construire des cycles et des modèles. Le cas sud-coréen pourrait constituer les éléments d'un modèle résilient la surmasculinité à la naissance, montrant celle-ci comme un ajustement temporaire des systèmes patrilinéaires à la modernité. La Corée du Sud a produit une politique publique dès la fin des années 1980 : interdiction du diagnostic prénatal et de l'avortement sélectif, condamnations de médecins, campagnes dans les médias et politiques de promotion féminine et d'égalité juridique entre les sexes (Kim, 2004). Si l'émancipation féminine a rendu possible des mariages qui ne l'étaient pas auparavant (homme plus jeune, femme ayant déjà été mariée, avec un étranger), elle a aussi créé davantage de célibat féminin et une immigration de femmes asiatiques pauvres (philippines, vietnamiennes) notamment en zone rurale. Les questions de genre et d'égalité ont encore agité la dernière campagne présidentielle (mars 2022), dominée par l'apparition d'un courant néo-masculiniste.

Pourquoi cette politique de réduction de la discrimination prénatale des filles a-t-elle réussi en Corée du Sud et pas en Inde ou en Chine, pays qui ont pourtant aussi développé des politiques publiques de ce type ? Est-ce réellement le produit d'une politique publique ? Peut-on raccorder cette dynamique aux trois écologies ? Comment relier le désir d'enfant, l'avortement, la préférence de sexe, l'égalité des droits, les stratégies familiales et éducatives à la transition sociale et écologique ? Qu'est-ce qui fait qu'un petit pays émergent économiquement et démocratiquement a pu réussir ce que deux grandes puissances échouent à faire ? La Corée du Sud a des lois répressives sur l'avortement qui ne sont que très peu appliquées. L'interdiction de l'avortement en 1912 sous la colonisation japonaise est renouvelée après-guerre mais il va être banalisé sous la dictature de Park Chung-hee au début des années 1960. Ce double standard permet en

effet à l'État de favoriser une baisse déjà très rapide de la fécondité (aujourd'hui une des plus basses du monde) en intégrant l'avortement (illégal) dans son répertoire anti-nataliste de fait — sans oublier l'adoption internationale déjà évoquée. Il y a aujourd'hui toujours énormément d'avortements en Corée du Sud et pourtant le ratio garçons/filles à la naissance est bien revenu à la normale. « *Quand les féministes sud-coréennes ont commencé à se mobiliser sur la question de l'avortement comme droit, dans les années 1990 mais surtout à partir de la fin des années 2000, elles ont pris soin de marquer leur distance avec la manière dont il était pratiqué jusque-là. Parmi les mouvements féministes, les analyses divergent quant à la manière dont cette pratique reflétait ou non une liberté des femmes ; mais tous ont le souci d'extraire la question de l'avortement des seuls enjeux démographiques, afin de l'inscrire dans un combat plus large en faveur du choix et de l'autonomie des femmes. [...] On peut parler ainsi, pour la Corée du Sud, d'un statut très particulier de l'avortement, dans les représentations et dans le droit. À certaines exceptions près, il est interdit par la loi, mais les politiques démographiques autoritaires ont contribué à en généraliser la pratique. Dans ce contexte, les relations que cette pratique entretient avec la question du choix des femmes et avec les luttes féministes apparaissent d'une manière particulièrement complexe.* » (Galmiche, 2018). La fin de cette tolérance vis-à-vis de l'avortement vient à la fois de l'État néo-nataliste inquiet d'une fécondité très faible et des lobbies chrétiens très actifs. L'inscription du débat sur l'avortement dans la question plus large du droit des femmes à l'autonomie est donc tardive. Tenu sous la dictature dans un double standard patriarcal et anti-nataliste, puis massivement dérouté vers la discrimination féminine prénatale aux débuts de l'émergence, l'avortement se transforme maintenant en une question féminine et féministe dont s'emparent des associations et des chercheuses dans une perspective d'autonomie des femmes et non plus instrumentale (Hyunah, 2018). Dans un contexte de forte mobilisation, la Cour constitutionnelle invalide dans son arrêt du 11 avril 2019 la loi anti-avortement de 1953, « *l'interdiction de l'avortement limite le droit des femmes à accomplir leur propre destin et viole leur droit à la santé en restreignant leur accès à des procédures sûres en temps opportun* », et demande à l'État une réécriture de la loi.

Cette divagation d'un géographe loin de la société française révèle au delà de la curiosité et de l'attachement, une possibilité de chercher dans l'altérité une refondation positive de soi et des matériaux d'intérêt collectif. Second terrain et enquête dérivée de mon doctorat, l'exploration de l'hypothèse transitionnelle sud-coréenne permet de voir que les trois écologies s'y déploient tout autant à leur aise, dans leur singularité indigène et non la comme critique standard d'une copie elle-même standard d'une modernité abstraite. Cette forme particulière d'alphabétisation écologique est intéressante dans une

perspective d'enrichissement mutuel : trouver des observatoires de la transition qui entrent en résonance avec nos propres observatoires en France et ailleurs, rencontrer davantage les chercheur·es de l'autre culture engagé·es dans ces études transitionnelles, trouver les conditions de circulation des situations et des discours qui peuvent former et chahuter l'autre partie, telle pourrait être l'ambition d'un séminaire franco-coréen sur la l'alphabétisation écologique. La question de l'adossement d'une culture socio-écologique locale réinventée à une culture démocratique à réinventer en permanence vaut pour les deux pays. La société sud-coréenne a-t-elle réellement forgé une culture socio-écologique originale depuis sa trajection singulière créant ainsi la possibilité d'une modernité alternative non occidentale ? La culture socio-écologique française est-elle elle-même susceptible de proposer une réelle modernité alternative ? La capacité physique, morale et juridique de la société sud-coréenne à mettre en prison ses président·es est-elle une forme résiduelle d'illusion politique quand le pouvoir est ailleurs ? Comment la participation se développe-t-elle dans une culture confucianiste ? Chanter l'hymne national en réunion de copropriétaires empêche-t-il de produire une réunion transitionnelle ? La répression policière d'un mouvement social comme celui des Gilets jaunes, inconcevable à l'instant en Corée du Sud, traduit-elle l'empêchement français à transitionner ? Les trajectoires nucléaires parallèles entre France et Corée du Sud, porteuses des mêmes apories et fantasmes de puissance, annoncent-elles les mêmes sinistres de grande ampleur ? Les deux populations y sont-elles préparées ou font-elles également public absent ? Etc. Ce séminaire franco-coréen est à construire. C'est une devenir-enquête possible.

En août 2019, je fais une présentation du conflit de Notre-Dame-des-Landes à une trentaine de militant·es à Seongsan, dans la principale commune impactée par le projet de second aéroport à Jeju. Cette grande île subtropicale au sud de la Corée du Sud (660 000 habitant·es), constituée en espace touristique « lune de miel » pendant la haute croissance, apparaît dans la dernière décade et depuis la révélation d'un projet de second aéroport en 2015, comme un nouveau laboratoire de la surmodernité. L'accélération du flux touristique sud-coréen, chinois mais également sud-est asiatique et proche-oriental, la diversification des fonctions touristiques, la politique publique pro-tourisme, l'arrivée de gros investisseurs chinois accélèrent touristification, urbanisation, dégradation des milieux, notamment littoraux, explosion des déchets dont une partie est exportée aux Philippines⁶⁹, trafic aérien (qui double à 16 millions de passagers en 2019, deuxième trafic national) et saturation progressive de l'aéroport actuel situé près de la capitale provinciale, Jeju. Le projet de nouvel aéroport dans la partie de l'île la moins touristifiée doit permettre l'accueil de 45 millions de passagers à Jeju à l'horizon

69 <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=3065770>

2035. Ce grand projet devient très vite une controverse locale bientôt nationalisée. La coalition anti-aéroport recèle richesses et contradictions politiques classiques et engage la médiation politique. Les similarités avec le projet de Notre-Dame-des-Landes sont frappantes, quoique l'échelle surmoderne soit à Jejudo nettement plus impressionnante et le contexte îlien lui même porteur d'une radicalité bien plus forte dans l'expression accélérée des tensions entre développement et milieux de vie. En août 2020, j'organise lors des rencontres inter-galactiques, une rencontre de plus de deux heures en duplex entre la Zad et Seongsan permettant une présentation à plusieurs centaines de personnes de la lutte menée à Jejudo, puis une série de questions croisées entre les deux salles. Par ailleurs, l'analyse de l'aéroport actuel et des différents scénarios a été confiée à Aéroport de Paris — la Cndp ayant elle-même reçu la visite d'officiels sud-coréens à propos de ce projet. En juillet 2021, le Ministère sud-coréen de l'Environnement rejette l'enquête environnementale du Ministère du Territoire, des Infrastructures et du Transport, sorte de super-ministère de l'Aménagement, promoteur du second aéroport, compromettant fortement la suite du projet, lui même contesté depuis cinq ans par une multiplicité d'actions au vaste répertoire — tandis qu'au même moment d'autres ré-aménagements ou transferts d'aéroport sont annoncés ailleurs en Corée.

Une opération de traduction

Pour entrer dans « L'alphabétisation écologique ; relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle ».

0.

Au terme de ce volume dit original, comment synthétiser ma contribution singulière au système de connaissances et de production de connaissances des sciences sociales ? Pour la rendre plus accessible, transmissible et discutable, je procède ici à une opération de traduction multiple. Cette opération articule l'exposition réflexive d'une contribution individuelle à son système de preuves et de mise à l'épreuve ainsi qu'à la saisie habitée des sciences sociales comme sous-système et méta-système de systèmes. Cette triple articulation structure le volume et en explique la longueur et la forme lente. Accordée à ma prudence théorique et à ma sensibilité pragmatiste, cette opération de traduction est simultanément une opération de dénaturalisation et d'écologisation de la pensée des sciences sociales. La relation de recherche (plutôt que la position) affecte l'ontologie de la recherche elle-même et se traduit factuellement dans une position, non à la marge du système, mais dans ses espaces critiques et projectuels. Cette contribution, écrite au travers des contraintes qui affectent le chercheur, permet à celui-ci de monter en qualité intellectuelle, scientifique et politique. En ce sens, cette habilitation est un acte de formation de soi au service du collectif. J'expose ici mes apports en sept petits paragraphes où les guillemets font signaux des principales traces et outils issus de mon travail d'invention, de traduction et de relation à l'intérieur d'une grille générale très collective — même si je la nomme singulièrement dans le contexte français.

1.

« L'alphabétisation écologique » (AE) est en effet une expression conceptuelle émergente que je traduis, définis et développe ici depuis l'anglo-américain (première occurrence native : 1991), au croisement des *literacy studies* (mon doctorat, 2012) et des *trois écologies* (1992) rencontrées sous une grande variété de formes (*political ecology*, *transition studies*, histoire et justice environnementales, *decolonial turn*, etc.) et constituant l'essentiel de mon travail post-doctoral depuis dix ans. L'alphabétisation écologique signifie la possibilité de sciences sociales transformatives depuis la crise que nous vivons et la possibilité socialement diverse de bifurcations réalistes de nos ontologies surmodernes. Le concept met en lumière le caractère restrictif et normatif des expressions précédentes de la crise écologique (développement durable, croissance verte, modernisation écologique) tout en intégrant ses développements antérieurs (techno-critique, convivialité, décroissance, désertion). « L'utopie transitionnelle » est l'hypothèse

fragile qui permet de parler avec tou·tes, dans le tact ontologique et l'impeccabilité factuelle.

2.

L'alphabétisation écologique est à la fois un descripteur adisciplinaire et distancié (tout le vivant au sens large est concerné et toute la science est convoquée : le codage disciplinaire construit fin 19^{ème} siècle doit être repensé) et un opérateur indisciplinaire et conflictuel de transformation sociale (controverse, conflit, transmission, localisation, éducation, etc.) permettant le maintien de l'habitabilité et de l'habiter au sein même de la perspective exponentielle des ruines et des catastrophes déjà là dont l'autre nom est la « surmodernité ».

3.

L'expression AE s'inscrit dans la saisie de la langue comme matière vivante et subtil habiter ontologique. Un nouveau champ lexical et de nouveaux usages performatifs en témoignent. Leur expansion et leur diversification contrôlent la possibilité même d'un écocène : *ecoliterate design*, *ecopedagogy*, *ecological rationality*, *energy literacy*, etc. L'AE, tant descriptive qu'opérative, valorise le conflit comme observatoire agissant. M'adossant au droit inconditionnel à la recherche, j'invente de nouveaux concepts : « devenir-enquête », « habiter en conscience d'habiter », « résidence d'écriture habitée », et dans l'attention renouvelée à toutes les formes de colonisation, « coup d'état urbain » et « autocolonisation », variante observable du devenir-nègre comme universalisation tendancielle de la condition nègre.

4.

La vérité consiste à dire que l'AE questionne douloureusement la formation comme trou noir transitionnel : possible et séduisante « recherche de l'envers » certes, mais d'abord répression conservatrice des pédagogies alternatives et renforcement structurel des transmissions inégalitaires aux nombreux curriculum cachés. Mon égo-écologie, épistémologie d'une écologisation personnelle au sein d'une trajectoire vécue, s'inscrit dans la culture du récit de vie transformatif. Dans mes expériences professionnelles plurielles, j'ai pratiqué des méthodologies fondées sur l'égalité dignité des intelligences : « enseigner depuis la fragilité », « performance » comme réparation et autonomie, « collectifs de recherche et de production » comme expression des sciences sociales publiques et de la politisation du moindre geste.

5.

L'alphabétisation écologique se lit ici à la croisée des processus d'accès à l'écriture et de capacitation-émancipation. Cet enchevêtrement rarement investigué entre littératie et pouvoir d'agir nourrit les sciences sociales publiques et la pensée systémique. Des outils

robustes, joyeux, éprouvés mais jamais majoritaires, y sont appelés (ateliers, atlas, bibliothèques, traductions, (ré)inventions, marches, collectages, récits, laboratoires, dispositifs, cartographies, etc.) et mis à l'épreuve dans des terrains variés, faisant parfois cas. Le ou la chercheur·e pratique et vit en ces endroits du monde une participation observante émancipée qui dérange les croyances exagérées aux neutralités scientifique et axiologique, fondées sur des ontologies anxiolytiques et exclusives. L'alphabétisation écologique apparaît à la fois suspensive et engagée. C'est le propre du « devenir-enquête » que de faire du conflit socio-écologique une enquête comme de relégitimer la présence du conflit dans l'enquête, au sens d'un éloge ontologique du conflit qui n'est pas une agression mais la condition même de la reproduction de la vie.

6.

« Habiter la recherche » comme nous pouvons « habiter un terrain de recherche » est toujours un engagement de soi qui a sa propre écologie et son coût entrant et sortant. Tout terrain réalistiquement thématique et honnêtement enquêté peut assurément faire « observatoire transitionnel » (c'est le cas dans notre séminaire de master) mais c'est la diversité de ceux-ci et leur combinatoire qui assurent une certaine garantie scientifique : « le paradoxe des politiques publiques dites de mobilités actives » ; « l'interculturalité franco-coréenne au prisme de l'écologie » ; « le droit des habitant·es en bidonvilles métropolitains » ; « la destruction-privatisation d'un bien public rare à longue durée de vie » ; « des résidences d'écriture exceptionnelles sans politiques publiques » ; « une filière professionnelle prenant conscience d'elle-même en son écologie » ; etc. L'alphabétisation écologique recherche particulièrement les objets qui semblent les plus éloignés de la vulgate écologique en ce sens qu'ils sont peut-être les plus heuristiques.

7.

« Habiter la transition socio-écologique si tant est qu'elle existe et que quelqu'un·e l'ait rencontrée quelque part » (titre complet de notre séminaire). Le pire n'est jamais sûr mais nous pouvons à l'évidence douter de l'alphabétisation écologique (comme nous doutons de l'utopie transitionnelle), de son existence robuste et dynamique dans un espace social aussi puissamment traversé de mouvements contraires, négationnistes et accélérationnistes. Et pourtant elle existe et c'est un pari scientifique que de la montrer comme descripteur et opérateur de la totalité des objets et terrains. Les trois concepts structurants de cette habilitation, « relation », « diversité » et « commun », par leur riche agentivité et leur épaisseur historique et géographique sont les analyseurs et les outils de ce travail. Cette trinité mouvementée et décoloniale fait varier les ontologies en divers points. Ce sont les modifications progressives ou brutales de celles-ci, ce que l'on peut appeler des « métamorphoses », qui permettront l'émergence de modernités alternatives.

Un cahier photographique

Ce retour sur l'archive photographique comme entrée dans les lieux d'une recherche⁷⁰, n'est pas sans difficultés. Il demande d'abord du temps. En décembre 2017, j'ouvre ce grand carton stocké dans mon bureau à l'abri de l'humidité mais que je ne consulte quasiment jamais. Il contient quelques cassettes audio personnelles et surtout des centaines de photographies argentiques — jusque vers 2006. Dans mon ordinateur, je stocke aussi de manière extravagante des milliers de photographies numériques. Les séries présentes dans les deux formats sont peu nombreuses, il n'y a guère eu tuilage mais passage d'une technologie à l'autre. La visite du carton provoque des sentiments très divers, dont certainement ce qu'on appelle la nostalgie et plus encore, mais aussi le sentiment de l'oubli des choses et de l'effacement au profit du présent. Tant dans les photos faites par mes parents que dans les miennes, je vois d'abord la monstration des vacances et du temps libre et ce qui en découle, dans ces deux styles sociaux (celui de mes parents, le mien), la forte présence des milieux peu urbanisés, du plein air, de la marche, du vélo, de l'eau et du quotidien banal — tous les signes apparents du bonheur. Je revois les compagnes qui m'ont enchanté. Je vois aussi les rencontres familiales et amicales. La vie professionnelle est très peu documentée avant le numérique. Elle l'est bien davantage au fur et à mesure de son avancée. Il y a aussi beaucoup d'enfants, les miens, ceux de mes compagnes, des ami·es, celui de mon frère, rarement mes élèves. Je vois sur un petit nombre de photographies la folie des enfants et celle de Théo et Lou me touche particulièrement. J'y vois la puissance incommensurable de chaque être et sa possibilité d'accéder au bonheur — je revois combien j'ai pu en tant que parent à la fois me battre contre et vibrer de cette folie enfantine. L'ouverture de ce carton a lieu un soir alors que je fais en journée un stage de *gumboot dance*, la danse des bottes des mineurs sud-africains née sous l'apartheid, avec le danseur et chorégraphe sud-africain Diwele Lubi. Je relie ces deux énergies, celle de mes enfants, d'autres enfants, non encore abîmée, et la *circle dance* corporelle, vocale, mobile, reproductive et dirigée mais aussi improvisée et appelant à la prise de l'espace par chacun·e des participant·es que Diwele Lubi propose à des stagiaires français·es blanc·hes. Au mois d'août 2017, sur la Zad, nous participons à une conférence d'Isabelle Stengers et de Starhawk, la féministe étasunienne qui se réclame aussi des circle songs. Mais la manière de faire et les ambiances sont tout autres. Chaque culture, chaque moment culturel font varier les formes. Pour ce cahier qui doit rester un peu discret car la photographie ce n'est pas rien et la disponibilité numérique non plus, je sélectionne 32 photographies personnelles (celles où j'apparais sont empruntées, merci). Dans cette série, j'essaie de montrer des émotions de recherche mais aussi de manière réaliste des situations, des rencontres, des

70 Et qui fait écho, à l'instant de cette écriture aux « années Super 8 » d'Annie Ernaux (2022).

ambiances extrêmement variées qui sont présentes tout au long de cette habilitation. C'est aussi un élément discret de la preuve scientifique car nul·le ne peut dire qu'elle n'est pas située et que sa vie scientifique est orbitale, étanche, hermétique ou invisible.

1 — Été 2012 : photo de groupe lors d'une baignade en rivière à quelques kilomètres de la Zad de Dumulmeori, grande banlieue de Séoul, un maraîcher, sa fille et de jeunes urbain·es engagé·es, mon ami Chahn. Nous nous baignons tout habillé·es, il fait chaud et humide. C'est un cliché, il est heureux. Je suis heureux.

2 — Été 2014 : manifestation devant l'ambassade du Japon à Séoul en soutien aux femmes coréennes sexuellement esclavagisées dans des bordels militaires japonais entre 1938 et 1945. Deux de ces femmes très âgées prennent la parole. Mon amie fait des interviews pour son journal. La moitié au moins des participant·es portent des vêtements ou des parapluies jaunes du mouvement de protestation qui suit le naufrage du Sewol qui va contextualiser la future destitution de la présidente Park Geun-hye en 2017.

3 — Été 2012 : vue des quartiers ouest de Séoul près du stade olympique depuis une montagne de déchets, l'ancienne décharge principale de Séoul transformée en parc urbain à l'occasion des JO de 1988. Contraste entre la massivité des collines boisées et la myriade de grands ensembles d'appartements caractéristique de la grande accélération sud-coréenne.

4 — Été 2014 : zone de remblaiement derrière la digue de 33 kilomètres qui barre depuis 2006 l'estuaire de la Saemankum sur la mer Jaune, au loin une usine. J'erre toute une journée dans cet espace lunaire démesuré. Un anthropocène fantôme, le même sentiment de *Chernobyl-like emptiness* que dans la smart-city de Songdo, en moins présentable.

5 — Été 2014 : plate-forme sommitale du Hallasan, le grand volcan de Jeju (1957 m) dans le parc national du même nom. Il est midi. Partis vers 6 heures du matin, nous marchons dans un dispositif très encadré et de plus en plus dense, extrêmement touristique et normé. La plate-forme est fermée à 13 heures, nous en profitons pour nous endormir et disparaître dans le brouillard.

6 — Été 2014 : entretien d'un piège à ours noir (le puçage/balissage des ours oblige à changer leur pile de temps en temps) dans le parc national du Jirisan par une équipe de rangers, un stagiaire malaisien, une journaliste coréenne. La réintroduction de cet ours frugivore est bien mise en scène. Certains ours ne se font jamais prendre. Le parc qui a perdu leur trace, récupère les touffes de poils ici et là et une jeune chercheuse analyse leur ADN, la journaliste est venue faire son portrait.

7 — Fin de l'hiver 2012 : cérémonie d'hommage au fleuve, à la tête de confluence des deux rivières Han, zone de maraîchage bio et Zad de Dumulmeori, grande banlieue de Séoul. Deux maraîchers résistants, l'un catholique l'autre bouddhiste, filmée par une employée de banque démissionnaire. Une soixantaine de personnes assistent à la cérémonie. Le cidre de riz dans les jarres sera partagé, seul le curé déclinera.

8 — Hiver 2018 : « démol » ordinaire à Pont-Rousseau, Rezé, un ancien garage Renault est détruit par grignotage dans ce quartier faubourien toujours populaire. La rénovation urbaine d'un bout de banlieue collée à l'Île de Nantes aurait mérité une ZAC mais tous les coups partent ici sans aucune cohérence transitionnelle.

9 — Automne 2014 : traces de l'autoroute suspendue qui remontait la rivière Cheonggyecheon recouverte dans les années 1960. En 2005, la rivière est découverte, l'autoroute déconstruite et l'îlot de chaleur urbain comme la circulation routière en sont profondément affectés. Mais la méthodologie capitalocène produit un aménagement paradoxal et faiblement transitionnel. Malgré la séduction opérée à l'international et sur certains géographes, la réalisation est localement fortement critiquée.

- 10** — Printemps 2016 : occupation de la quatre voies Nantes-Vannes à hauteur de la ZAD, 50 à 60 000 personnes selon les organisateurs, 15 000 selon la police. L'axe Nantes-Rennes a été occupé plus tôt le matin. Cette piétonnisation d'une quatre-voies est extrêmement euphorisante pour les participant·es. Nous vendons les 2 500 premières cartes de la ZAD en quelques heures.
- 11** — Vers 2017 : écriture mixte sur la route des chicanes (D 281), carcasse de voiture brûlée, peinte et jardinée sur place, grafs d'origine urbaine faciles à identifier dans le contexte nantais.
- 12** — Automne 2017 : inauguration du local syndical de la Cgt-Ago, syndicat de site des prestataires et sous-traitants de la zone aéroportuaire de Nantes Atlantique à Bouguenais. La Cgt-Ago s'implique fortement dans la lutte contre le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes et participe à la bascule anti-aéroport de la Cgt. La journaliste de Médiapart qui couvre la ZAD est là.
- 13** — Hiver 2018 : présentation du livre *Être forêts* de Jean-Baptiste Vidalou à la bibliothèque du Taslu sur la ZAD, la carte des lieux de vie dessinée sur un grand tableau d'école est toujours sur le mur.
- 14** — Hiver 2012 : carte linguistique manuscrite du Mali dessinée par Mohomodou Houssouba pour son café géo à la Maison de l'Outremer à Nantes. La très petite francophonie apparaît comme une illusion de type bourdieusien : fréquentant des Maliens francophones, nous généralisons une affinité.
- 15** — Printemps 2018 : montage d'une construction en bois lors de la manifestation de réoccupation de la ZAD après les destructions post-abandon. Elle sera mise en pièce par la gendarmerie le lendemain matin.
- 16** — Hiver 2011 : sortie des masques au festival sur le Niger à Ségou, public presque exclusivement malien et ouest-africain à cause de l'insécurité, un festival malien filmé par et pour des Maliens.
- 17** — Printemps 2010 : deux moutons trotant sous les lauriers palmes, occupation modeste de la carrière Meuse/Miséry dans le quartier du Bas-Chantenay à Nantes pour ouvrir une « friche publique évolutive ». Nous sommes 12 ans avant l'abandon du projet d'attraction touristique géante, l'Arbre aux Hérons. Nous produisons pendant cette période des balades, des assemblées, deux livres, une carte et un carnaval.
- 18** — Hiver 2013 : premiers inventaires naturalistes participatifs sur la ZAD, relevé des haies et des mares, 150 participant·es réparti·es en plusieurs groupes animés chacun par un·e naturaliste en lutte.
- 19** — Vers 1998 : mes deux enfants en folie, chez mes parents au bord de la mer.
- 20** — Automne 2017 : le monument à la mémoire de Myriam Makeba, décédée en 2008 à Castel Volturno (Campanie) lors d'un concert de soutien aux migrants africains menacés par la mafia. Voyage d'étude avec des étudiant·es de master d'architecture de Nantes.
- 21** — Automne 2017 : affiche pour l'ouverture d'un plage publique comme bien commun à Naples, photographiée lors de la rencontre avec des usagers de l'Asilo Filangeri, un des nombreux bâtiments occupés et gérés comme communs à Naples avec l'accord de l'actuel maire.
- 22** — Printemps 2016 : attente des participant·es juste avant mon atelier-débat sur l'écriture du récit de voyage, au sol des dessins à la craie de ma compagne, infime festival #1, association à la criée.
- 23** — Printemps 2017 : préparation non-dualiste d'un groupe d'étudiant·es à la soutenance de leurs projets de fin d'étude, école d'architecture de Nantes, studio Territoires non standard.
- 24** — Printemps 2011 : atelier d'écriture-édition (en français) au festival de la Rentrée littéraire malienne, événement entièrement organisé par la partie malienne. Tou·tes les participant·es ont un projet d'écriture plus ou moins avancé.
- 25** — Juillet 2012 : dans un bidonville en bord de Loire, fabrication d'une pancarte en français pour une manifestation devant la mairie de Rezé. Nous fournissons les feutres et validons la correction des textes français, des habitants écrivent. On reconnaît une belle police de style roumain d'un habitant âgé bien alphabétisé, Ion Jordan RIP.
- 26** — Printemps 2015 : Gilles Amar, le berger urbain de Bagnolet, cité des Malassis, ramène à la bergerie

le troupeau qui a pâturé en pied d'HLM toute la journée. Mamans et enfants sortant de l'école assistent au retour. Le berger vend le lait directement à des femmes du quartier qui le mettent en œuvre chez elles.

27 — Automne 2018 : bibliothèque du quartier de Malakoff à Nantes, incendiée avec une partie de la Maison des haubans pendant les émeutes qui suivent la mort d'Aboubacar Fofana, jeune homme noir tué par un policier dans le quartier du Breil en juillet 2018. Depuis la rentrée, des panneaux de bois recouverts de grandes photos de rayonnages de livres cachent les traces de l'incendie.

28 — Printemps 2015 : une manifestation franco-roumaine devant le siège de Nantes Métropole contre les expulsions et la sous-intégration. Des enfants avec leurs pancartes sur l'escalier, des pères au premier plan.

29 — Mai 2018 : manifestation de la Brigade Loire, collectif d'ultras du FC Nantes, 2 000 supporters défilent contre le projet YelloPark juste avant le dernier match de la saison et la vente sur le parvis et à la criée du livre *La Beaujoire, enquête sur une coup d'état urbain ; forcer, détruire, privatiser, densifier*.

30 — Printemps 2011 : prise de parole lors d'un rassemblement festif avant une expulsion, bidonville des Nouvelles Cliniques à Rezé, sur le talus SnCF.

31 — Été 2019 : accrochage d'une banderole anti-aéroport à Seongsan, Jeju-do, Corée du Sud, avec transfert de l'acronyme ZAD dans un autre contexte culturel et politique.

32 — Hiver 2011 : mon ami Jean-Noël Keïta, logeur-colocataire et collègue bamakois à Kita, sa ville natale, avec sa première fille.









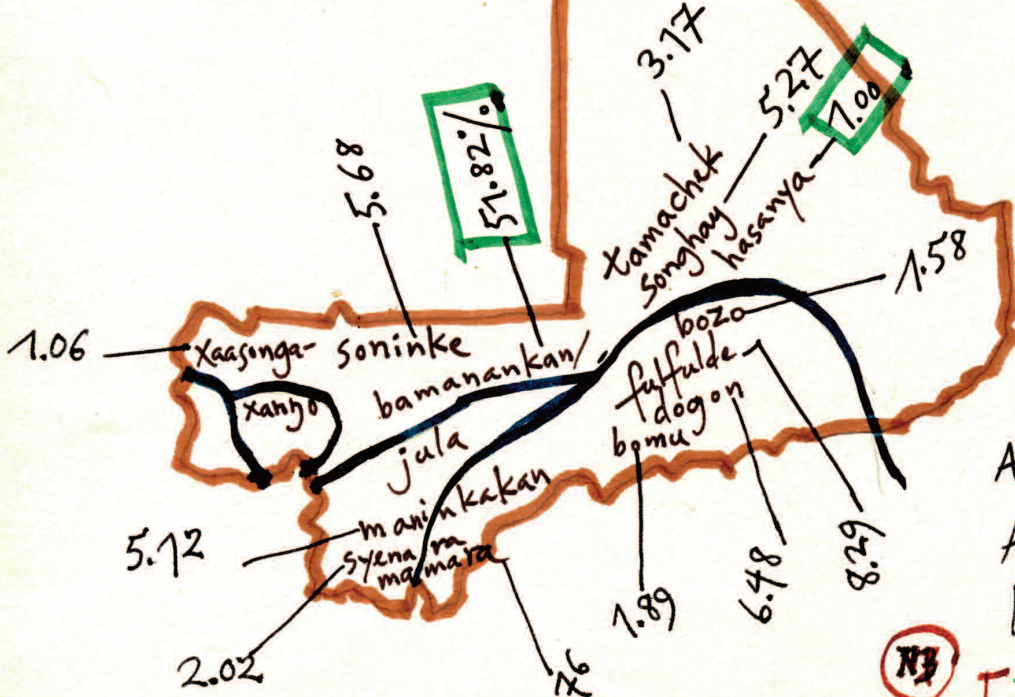








13 Langues nationales du Mali



Autres langues N 1.32%
 Autres langues Afrique 0.54%
 Langues étrangères 0.18%
 [Français estimation 9-10%]

Source: INSTAT, RGP 2009





















31



32

Nei primi anni Sessanta, a causa dell'inquinamento dell'aria, e, soprattutto, in campagna, a causa dell'inquinamento dell'acqua (gli azzurri fiumi e le rogge trasparenti) sono cominciate a scomparire le lucciole. Il fenomeno è stato fulmineo e folgorante. Dopo pochi anni le lucciole non c'erano più. (Sono ora un ricordo, abbastanza straziante, del passato) [...] Quel "qualcosa" che è accaduto una decina di anni fa lo chiamerò dunque "scomparsa delle lucciole". [...] Ad ogni modo, quanto a me (se ciò ha qualche interesse per il lettore) sia chiaro: io, ancorché multinazionale, darei l'intera Montedison per una lucciola.

Pier Paolo Pasolini
Il vuoto del potere ovvero *L'articolo delle lucciole*
Corriere della Sera, 1 febbraio 1975.

Au début des années 60, à cause de la pollution atmosphérique et, surtout, à la campagne, à cause de la pollution de l'eau (fleuve d'azur et canaux limpides), les lucioles ont commencé à disparaître. Cela a été un phénomène foudroyant et fulgurant. Après quelques années, il n'y avait plus de lucioles. (Aujourd'hui, c'est un souvenir quelque peu poignant du passé). [...] Ce « quelque chose » qui est intervenu il y a une dizaine d'années, nous l'appellerons donc la disparition des lucioles [...]. En ce qui me concerne, que ceci soit net: je donnerai toute la Montedison, encore que ce soit une multinationale, pour une luciole.

Pier Paolo Pasolini
Le vide du pouvoir ou *L'article des lucioles*, Corriere della Sera, 1^{er} février 1975.

Si on regarde honnêtement les chiffres, c'est évident : plus il y a de bio, plus il y a de fermes-usines.

Entretien avec l'Atelier Paysan, mai 2022, revue Ballast.

Conclusion

La géographie, ça sert d'abord à habiter en conscience d'habiter ou l'alphabétisation écologique

J'ai produit le texte de cette habilitation en écriture dite inclusive. La transformation de la langue est discrète, parfois invisible. À certains endroits, j'ai laissé volontairement des rugosités et de la gêne pour rappeler l'effort de créativité qu'une telle écriture demande pour se déployer avec plaisir et son inachèvement par construction. C'est la langue en travail transitionnel, son écologisation. Les choix ne sont pas standardisés au sens de l'application simpliste d'un modèle mais font appel à des principes connus : ré-féminisation ou dé-masculinisation de la langue, égalité des genres et réduction de la binarité (la dimension épïcène), usage de la langue comme matière vivante en évolution darwinienne, tact, impeccabilité factuelle et respect de la diversité, etc. L'acte d'écrire demeure personnel et mes choix se construisent à la lisière d'un répertoire d'actions langagières divers et caractéristique des productions en écriture dite inclusive (Abbou, 2017 ; Abbou et al., 2018). Cette mise au travail d'une écriture non sexiste me renvoie à des pratiques déjà-là mais également à mon projet de recherche. Il s'agit d'étendre au texte de mon habilitation une pratique critique et anti-sexiste de la langue, ancienne et documentée. Celle-ci m'est aujourd'hui familière, incluant l'oralité. Il s'agit aussi de la cohérence scientifique de ce texte académique qui ne saurait prendre la langue comme forme naturalisée, neutre et vide de tout affect, idéologie ou ontologie. Au contraire, l'écriture dite inclusive m'apparaît, au terme de ce travail, comme un outil modeste et néanmoins puissant, parmi une infinité d'autres, pour l'alphabétisation écologique. Elle est aussi révélatrice des rapports de force et des idéologies qui se donnent pour neutres ou invisibles.

L'écriture inclusive dans l'alphabétisation écologique

Si l'équipe masculine de l'*Atlas social de la métropole nantaise* (Madoré et Rivière (dir), 2020) laisse chacun·e libre de ses choix d'écriture pour la publication en ligne des notices de l'atlas, la coordinatrice éditoriale de l'ouvrage sur l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes (2021) ramène mon chapitre à un état pré-inclusif appliquant, de manière non négociée, la règle en usage aux Presses universitaires de Rennes. Le Haut conseil à l'égalité publie en 2015 et 2016 (Documentation française) un guide pratique intitulé *Pour une communication publique sans stéréotype de sexe*⁷¹,

71 <https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/stereotypes-et-roles-sociaux/zoom-sur/article/pour-une-communication-sans-stereotype-de-sexe-le-guide-pratique-du-haut>

où il promeut l'écriture dite inclusive (sans toutefois la nommer) et l'utilise par ailleurs dans ses propres textes⁷². De nombreux Ministères et collectivités signent la charte qui accompagnait ce guide. Pourtant, dans la suite du Premier ministre en 2017, interdisant l'écriture dite inclusive au JO, le Ministre de l'Éducation nationale la dénonce et l'interdit dans sa circulaire du 5 mai 2021 (*Règles de féminisation dans les actes administratifs du ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports et les pratiques d'enseignement*⁷³). Dans les deux cas, l'écriture dite inclusive est ramenée, dans une rare confusion ou ignorance feinte de l'histoire du féminisme et de l'action publique en ce domaine, au point médian et aux règles d'accord, méconnaissant que la re-féminisation actuelle et néanmoins minoritaire de la langue est le résultat d'un rapport de force politique de longue durée. Nous voyons là des ontologies concurrentes et non pas la protection d'un trésor grammatical et encore moins celle des enfants dyslexiques. S'il n'y a pas lieu de surexposer cette action transformatrice, lui dénier tout effet positif au profit d'une lecture malveillante ou terrorisante, interroge. L'écriture dite inclusive est une performance du devenir-enquête, un espace de ré-invention, une décolonisation de la langue même.

[...] Par pensée coloniale, il faut donc entendre l'ensemble des techniques et des sciences, des mythes, des savoirs et des connaissances qui, depuis le XVI^e siècle, ont rendu possible la destruction des conditions du renouvellement de la vie sur Terre. Le déploiement de cet assemblage (mythes, sciences, savoirs et connaissances) sur près de quatre siècles a, par ailleurs, débouché sur une déstabilisation profonde aussi bien de maintes sociétés lointaines que des processus naturels en général. [...] L'une des caractéristiques majeures de la pensée coloniale ainsi comprise – et de l'eurocentrisme – est la place qu'ils auront accordée à l'abstraction. En effet, du point de vue colonial, connaître en tant que tel n'aura pas nécessairement consisté en un *séjour auprès* des choses elles-mêmes, encore moins auprès des Autres. Pour l'essentiel, connaître aura consisté à mettre en forme et à quantifier des rapports de distance – des rapports de distance entre des unités saisies isolément. [...] Cette capacité de mettre en forme, de codifier et d'institutionnaliser des rapports de séparation n'aura pas été qu'une vue de l'esprit. En bien des cas, elle aura entraîné la destruction des conditions de l'expérience sensible, expérience qui, l'on s'en rend mieux compte de nos jours, est absolument nécessaire à toute éthique de la co-habitation, qu'il s'agisse de la coexistence entre les humains ou entre les espèces.

Décoloniser les savoirs, les arts ou la pensée, c'est s'efforcer d'écouter, de regarder et de voir le réel à partir de plusieurs mondes et foyers à la fois ; de lire et d'interpréter l'histoire sur la base d'une

72 « Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes est créé par décret du président de la République François Hollande, du Premier ministre Jean-Marc Ayrault le 3 janvier 2013. Il a été inscrit dans la loi relative à l'égalité et à la citoyenneté du 27 janvier 2017 qui lui confie une nouvelle mission : un rapport annuel sur l'état du sexisme en France. [...] Le Haut Conseil peut être saisi de toute question par le la Premièr.e ministre ou la la ministre chargé.e des droits des femmes. Il peut se saisir de toute question de nature à contribuer aux missions qui lui sont confiées. [...] La présidente du Haut Conseil est nommée par arrêté du.de la Premièr.e ministre. [...] Le Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes est composé de personnalités nommées par arrêté du.de la Premièr.e ministre, sur proposition du.de la ministre des Droits des femmes. Leur mandat est de 2 ans, renouvelable une fois. Les membres du Haut Conseil ne sont pas rémunéré.e.s. »

<https://www.haut-conseil-egalite.gouv.fr/a-propos-du-hce/presentation-et-missions/>

73 <https://www.education.gouv.fr/bo/21/Hebdo18/MENB2114203C.htm>

multiplicité d'archives. Un tel projet exige d'entreprendre urgemment une critique renouvelée de la différence et de la ségrégation. Car, sans cette critique résolue de la différence, ce que V.Y. Mudimbe appelait « la bibliothèque coloniale », pierre angulaire de l'eurocentrisme, ne pouvait guère être démantelée. Décoloniser signifie par ailleurs apprendre à naître ensemble (la co-naissance). Du reste, naître ensemble est le seul moyen de surmonter le double désir d'abstraction et de ségrégation propre à la pensée coloniale – séparation des humains entre eux, séparation des humains d'avec les autres espèces, d'avec la nature, d'avec les multiples forces du vivant.

Achille Mbembe, « Notes sur l'eurocentrisme tardif », 17 mars 2021, revue en ligne *AOC*.

Cette écriture participe ainsi à l'alphabétisation écologique. Elle en est une recherche performative. Et cette alphabétisation écologique, nous la montrons comme ce qui se produit réellement dans la transition si jamais celle-ci existe bien. L'AE s'inscrit dans un long processus cumulatif d'usages, d'enquêtes, de connaissances, de résistances et de traumas qui forment la pensée critique de la modernité des sociétés dominantes comme dominées, plurielle en actes, en corps et en paroles, et qui assure toujours l'impossible régulation d'une société-monde où la catastrophe a déjà commencé. L'alphabétisation écologique, c'est cette translation, cet ensemble de métamorphoses qui rendent possible l'émergence inédite de nouvelles ontologies pour des modernités alternatives.

Ce qu'est peut-être l'alphabétisation écologique

Bien sûr, l'AE n'est ni un ensemble d'unités de valeur et de compétences dans un lieu de formation, ni un manuel. C'est la métamorphose de nos perspectives et de nos agentivités à tout endroit imaginable de la société autour des concepts de diversité, relation et commun, redéfinissant une ou des géographies/écologies habitées ou intégrales adossées au système subtil des trois écologies environnementale, sociale et subjective. Si la question de l'éducation des enfants constitue l'angle mort majeur de la transition, c'est bien l'éducation elle-même et non simplement ses contenus qui est interpellée dans cette alphabétisation écologique (Orr, 2004, 2005). J'ai exposé dans *Lignes*, première partie du texte, de nombreux détournements et enrichissements de pédagogies actuelles. J'ai notamment montré que l'on pouvait enseigner depuis la fragilité et que cela était même hautement souhaitable et que toutes sortes de collectifs de recherche et de production existaient de cette manière dans des mondes sociaux divers. J'ai nommé le devenir-enquête comme la mobilisation effective de personnes de toutes les sortes dans un habiter fort, l'habiter en conscience d'habiter, moment de lieu de l'alphabétisation écologique de « je-nous », inspiré par la fragilité. Je-nous qui dit ici notre condition reliée dans laquelle personne ne s'alphabétise en solitaire.

Dans la seconde partie de l'habilitation, *Bulles*, j'ai d'abord longuement développé l'alphabétisation écologique en tant qu'elle saisit le monde comme galaxies d'écologies

habitées. J'y montre au travail l'agencement relation-diversité-commun et propose de ne pas abandonner le terme de transition malgré ses faiblesses hautement criardes, l'utopie transitionnelle pouvant être opérateur utile ou opérateur limite au sein même de l'AE. Je fais ensuite retour sur les enquêtes qui m'ont alphabétisé écologiquement entre intimité, engagement, recherche et formation. Je montre comment se saisir d'objets apparemment parmi les plus éloignés de ce qui est couramment nommé écologie. La radicalisation de mon enquête doctorale montre le champ de la lecture-écriture saisi par l'alphabétisation écologique et la manière dont la littérature contribue à une écologisation des sociodécades. La Zad, haut lieu politique majeur de l'espace français de la décennie passée, est ainsi lue en son envers dans la puissance même de sa littérature. J'y développe le concept de résidence d'écriture habitée qui croise l'habiter en conscience d'habiter et un haut lieu de mobilisation, dans la dimension de la littérature la plus grande possible, celle de la multitude. Je montre le chercheur aux prises avec la nécrophilie axiologique (publier à distance dans le temps et l'espace sur des objets qui auront entre-temps été détruits avant même la sortie des publications) et le bégaiement aristocratique (publier en récurrence et pour la seule académie sans se soucier du devenir social observé). L'événement YelloPark décrit un déplacement épistémologique qui aboutit à modifier l'arène en conscience et à explorer la possibilité d'une alphabétisation écologique située, au sein même d'une mobilisation sociale dans un champ pourtant réputé au plus loin de l'écologie. L'antiziganisme induré dans les politiques du bidonville rom est ce racisme décomplexé que j'observe dans les sphères de l'action publique et qui incarne les politiques du déni (Orr, 2004). Comment éviter que la recherche ne devienne fantôme d'elle-même si ce n'est par une pratique engagée que beaucoup des chercheuses concernées doivent encore dépasser en reconnaissant notamment la réalité et la légitimité des pratiques infra-politiques comme expression des droits humains des personnes dépossédées. Le dernier chapitre expose des sujets vivant dans ma pratique, d'abord la petite science du vélo, mal aimée des études urbaines en dépit de ses caractéristiques transitionnelles et des espérances placées dans la planification urbaine et dont il faut, dans le cadre de l'AE, montrer et remonter et remonter encore le caractère exceptionnellement démonstratif et éprouvé de son écodesign (terme ici pleinement employé) au sein de la modernité. L'alphabétisation écologique sud-coréenne est un décentrement. Terrain secondaire du chercheur, lieu d'une forme de maturation intime et interculturelle, l'expérience sud-coréenne est un garde-fou, un terrain de contrôle, une manière de revenir en France différemment, plus ouvert et plus aguerri, plus humble. L'idée que l'ontologie de la modernité y est différente de la nôtre, à la fois davantage surmoderne par de nombreux aspects mais aussi porteuse des trois écologies à des endroits que nous ne connaissons pas, nourrit notre imaginaire. Si l'idée d'un cousinage culturel que j'ai pratiqué en raison même de situations d'alphabétisation

écologique partagées m'appartient, l'idée d'une recherche franco-coréen dialoguée sur l'AE semble une piste très fructueuse. La recherche a besoin de toutes sortes d'allié·es.

Un atlas de textes pour l'alphabétisation écologique, retour sur une expérience de pensée

J'écrivais au début de l'habilitation.

[...] Le double registre d'écriture de ce volume, texte original enrichi d'extraits du répertoire, suggère différentes expériences de pensée. Par exemple, celle de lire le corpus d'extraits du répertoire comme celui d'un·e même auteur/trice sans le texte original qui l'enveloppe. Ou celle de lire le texte original sans le corpus d'extraits. Celle de faire disparaître les styles des deux textes pour les fondre en un seul. Celle de se figurer ainsi le processus d'écologisation de la littérature et d'alphabétisation écologique comme l'élément le plus vivant du projet des études transitionnelles, collectivement et pour soi.

Je livre ici encore quelques extraits de textes évoquant les lignes de force (au sens de l'effort nécessaire pour que quelque chose advienne) de l'alphabétisation écologique. Ce sont parmi les derniers textes lus au moment même de l'écriture de cette conclusion placée par ailleurs sous le patronage de David Orr et Joanna Boehnert. Évidemment, ce choix n'a rien d'un hasard de calendrier. Les lectures que nous faisons sont orientées par nos pratiques, nos intérêts. Je rencontre Vinciane Despret évoquant le travail de son amie Jocelyne Porcher dans la micro-bibliothèque du refuge du Portillon dans les Pyrénées françaises, juste avant de passer en Espagne par un petit col enneigé à plus de 3000 mètres. Il s'agit de son livre *Que diraient les animaux si on leur posait les bonnes questions ?* (2014) que j'ai déjà lu mais que je trouve sur place à 2570 mètres d'altitude et dont je relis quelques pages à voix haute dans la salle à manger. Elle évoque le travail des animaux dans les élevages. Travaillent-ils ou non ? Une question très sensible puisqu'elle conditionne diverses options sur le devenir de ces élevages controversés. « *[Cependant] soumettre [cette question] aux éleveurs ne relève [...] pas d'une démarche de savoir – qu'est-ce que les éleveurs pensent de ? – mais d'une véritable pratique d'expérimentation à laquelle Jocelyne va les inviter. Si elle leur demande de penser et elle leur demande activement, ce n'est pas pour récolter des informations ou des opinions, mais pour explorer avec eux des propositions, susciter l'hésitation, tenter l'expérience – au sens le plus expérimental du terme : qu'est-ce que cela fait de penser comme cela ?* » C'est-à-dire que les conditions même de la recherche sont concernées en tant que mobilisation, invitant à la réinvention et l'amplification des sciences sociales publiques. Je ne dis pas autre chose dans cette habilitation.

Le second texte est d'abord un pdf, les premières pages d'un ouvrage récemment paru *Valet noir, vers une écologie du récit* (2021) de Jean-Christophe Cavallin, envoyé par l'un des membres du collectif Puma, auteur collectif du livre *Carrière Miséry*,

destruction de la ville sauvage que j'édite en 2019 et d'un article d'auto-analyse de pratiques, *L'expérience d'une écriture en friche*, dans *Métropolitiques* (Bourgoin, 2020). Cet envoi fait écho au rebond de la première parution que nous sommes alors en train de finaliser, *Revenir à Miséry, contre la touristification, contre l'arbre aux hérons* (2021). J'achète *Valet noir* quelques semaines plus tard *Dans la forêt*, une librairie de la Chaise-Dieu en Haute-Loire où je passe quelques jours chez une collègue géographe de l'Université de Saint-Étienne. « *L'écologie du récit propose un autre rapport au monde et un autre dispositif : au miroir et au mirage, elle substitue le couplage. Elle ne reproduit pas le monde dans le seul registre de l'image et de l'illusion mimétique, elle ne le contredit pas dans l'univers contrefactuel d'un pur système de signes, - elle se reproduit avec lui. En s'accouplant au réel, elle co-produit le réel et produit du monde vrai. [...] Le travail savant de l'imaginaire, cultivé et développé comme technique cognitive, y contribue activement à la production du milieu. [...] L'émergence d'un nouveau monde pourrait bien contraindre nos imaginaires à reprendre du service. Rappelés d'urgence sur le front, sollicités par un milieu échappant au gouvernement de la raison industrielle, ils redeviendraient actifs et devraient être cultivés [...].* » L'alphabétisation écologique, c'est un inédit ré-inventé dans lequel « *l'écologie de l'imaginaire doit servir de toile de fond à l'écologie du récit.* »

Le troisième texte est un lien envoyé par l'un d'entre nous à l'intérieur de ces micro-groupes de compagnonnage de personnes travaillant dans l'ESR, sous des statuts divers, et de personnes du monde ordinaire dans une boucle mail. Il s'agit du dernier article de Franck Poupeau dans la revue *Espaces et Sociétés* (2021), *De la critique écologique à la critique sociale, auto-organisation communautaire et autonomie des dominés*. Déjà cité dans cette habilitation, le sociologue explore le dépassement possible des limites de la critique écologique. Dans cette critique de la critique, l'accent mis sur la prétention de la transition écologique à incarner une nouvelle radicalité sans remettre en cause l'ordre existant, s'appuie néanmoins sur les courants qui articulent en son sein la critique sociale et écologique, l'éco-féminisme, l'éco-socialisme et le mouvement des communs, les deux derniers reprenant les critiques du Marx écologiste. Citant Émilie Hache (on pourrait ajouter Jeanne Burgart Goutal, 2020), il évoque ce nouvel orientalisme (c'est ma traduction) que construisent la critique écologique easy-listening et les mythes spontanéistes des « courants populo-ouvriéristes, postcoloniaux, postmodernes ou pragmatiques », qui vide, selon lui, les sociétés non européennes et les subalternes de toute factualité historique — absence à laquelle cette habilitation ne souhaite pas contribuer, tenant un habiter de la recherche toujours situé, composé et nécessairement en tension. Plus généralement, la croyance en la capacité spontanée d'auto-organisation des subalternes comme l'éloge d'une seule échelle ne peuvent suffire⁷⁴. La question est

74 Il vise ainsi James C. Scott.

celle des processus socialement différenciés de politisation, « *La sociologie de la violence symbolique montre que les mécanismes de domination sont peut-être plus insidieux qu'on ne le croit, puisqu'ils opèrent au cœur du langage et des catégories de pensée pour produire des formes d'adhésion aux principes de vision et de division de l'ordre social existant. La construction d'un problème scientifique, contre les problèmes sociaux dans lesquels il se présente d'abord, revient à désamorcer les mécanismes de violence symbolique inhérents aux rapports sociaux en déconstruisant les catégories spontanément utilisées pour les penser. Il ne s'agit pas d'accaparer un « monopole du savoir » mais au contraire de diffuser des savoirs sans lesquels les hommes vivent dans la servitude, avec l'idée que la connaissance des déterminants des actions et des pensées peut contribuer à la libération de ceux qui y sont exposés.* » Cette posture typiquement bourdieusienne est un rappel nécessaire mais seule ne suffit pas non plus à éclairer entièrement les scènes dont nous parlons, à la fois parce que c'est un projet inachevé par construction et parce qu'il ne faut pas se priver des outils disponibles au cas par cas des situations effectivement vécues : qualités de mobilisation de soi dans des situations devenues multi-tout, qualités de mise au travail des imaginaires face à nos ignorances, à l'inconnu des inédits et aux défaillances des systèmes pré-existants, qualités de prudence et d'élaboration politiques contre le risque permanent de capture par la sorcellerie capitaliste et la coercition illibérale. Ainsi sont altérées les ontologies surmodernes, par perturbation, divagation, invention, précaution, destitution, mais aussi par un geste complexe qui est d'instituer, c'est-à-dire forcément habiter la tension comme l'expérience des communs oppositionnels le montre. Le triptyque travaillé au fil de l'habilitation, relation, diversité et commun, est ici décliné dans une méthodologie de recherche tenant cette dernière en droit incondicional et condition de la poursuite de la vie terrestre, conception pragmatiste qui se déploie heureusement dans l'alphabétisation écologique.

Une démarche pragmatiste [...], au lieu d'avoir une vision en simple extériorité par rapport à ce qu'elle décrit, [...] accompagne les « expériences » et les « perspectives » des acteurs. [E]lle part de l'idée qu'une dynamique de mobilisation collective est un processus de co-définition et de co-maîtrise de situations problématiques. L'enjeu est de décrire la mutation des expériences collectives et des environnements institutionnels en les faisant émerger depuis les activités en train de s'y accomplir. Comment la trajectoire d'un problème public ordonne-t-elle un horizon d'engagements, de concernements, de sensibilisations et de mobilisations à ses entours ? [...] Dans ces processus de publicisation, les individus sont souvent découplés des rôles et des statuts, des opinions et des convictions qui sont les leurs d'ordinaire ; et les logiques d'action débordent les marchés, les champs ou les secteurs où elles sont contenues d'ordinaire, en passant par-dessus leurs frontières, par un phénomène que les théories du comportement collectif qualifiaient de contagion ou de propagation. Le public redéfinit l'horizon des possibles, plutôt qu'il n'est contraint par des structures d'opportunité politique. [...] L'enquête doit cultiver une sensibilité interprétative et pragmatique aux idiomes de

l'engagement, et aux dispositifs politiques, juridiques, institutionnels, théologiques, administratifs d'une grande hétérogénéité auxquels ils réfèrent.

[...] Notre hypothèse est que l'enjeu principal de nombre de mobilisations collectives est d'engager le devenir collectif et public d'un flux d'expériences. [...] L'expérience collective et publique qui en découle n'est pas la somme ou l'intégration d'une série d'expériences individuelles et privées. Le propre d'une mobilisation qui n'est pas toute de routine est qu'elle ébranle le consensus présomptif de l'expérience de sens commun et qu'elle met à l'épreuve l'attitude naturelle des individus qui la composent. Elle doit produire alors les termes de son intelligibilité et de sa légitimité pour les auditoires auxquels elle s'adresse, pour les membres qui la composent et pour les adversaires contre qui elle se bat. La constitution d'un enjeu de mobilisation, de protestation et de conflit va de pair avec l'articulation d'une arène publique, où pointent des acteurs collectifs et où émergent de nouveaux univers de sens — sens commun, même si sens controversé. [...] Le prix de la liberté d'agir est dans l'imprévisibilité de ses résultats et de ses conséquences.

Daniel Céfaï, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », 2009, revue *Sociologie et sociétés*, volume 41.2.

Cette dynamique pragmatiste est de ce point de vue un éloge du conflit (Benasayag et del Rey, 2014). La réincorporation et la relégitimation du conflit en situation sont une réponse majeure à la décomposition des messianismes qui ont structuré le monde et à la régression normative et éradicatrice de la diversité dont nous observons depuis plusieurs décennies le rejeu néo-libéral. « *[N]ous nommons action restreinte toute action pensée et exécutée dans, pour et par une situation donnée. [...] [L]'action est toujours restreinte, parce qu'une expérience concrète connaît toujours ce que l'on pourrait appeler sa « masse critique », au delà de laquelle elle ne peut plus conserver son sens.* » Le conflit est consubstantiel à l'alphabétisation écologique, il en est l'un des moteurs et toujours en situation. L'enquête est un conflit.

Une métamorphose, des métamorphoses

Dans cette habilitation, l'emploi maintenu du mot transition sous la forme de l'utopie transitionnelle contre sa dévaluation accélérée fait néanmoins place à l'usage de plus en plus décomplexé et habité du mot « écologie » et de sa famille lexicale. Ce dernier mot est toujours utilisé ici en synonyme (de géographie) et en pluriel (les trois écologies) ou complété (les écologies habitées) ou en composition (l'alphabétisation écologique ou l'écolittératie). Cette recherche de la plus grande situationnalité possible, de la plus grande précision possible, permet de rappeler l'ambition relationnelle de ce travail. Il y a du monde là-dedans et la cinquième compétence de l'Ensa Nantes évoquée comme figure de l'absence dans l'introduction, *la compétence fantôme, invisible, subalterne : échanger (parler, écouter, traduire, négocier, reformuler, restituer, médier, etc.)* n'a cessé d'être convoquée. En insistant sur la prudence théorique, la dimension situationnelle de

la recherche et l'importance des échelles locales dans les sciences sociales, là où une combinatoire singulière et corporée se produit qui ne peut être montée en généralité que par réduction et torsion, très imparfaitement, j'ai pu peu à peu remplacer situation par mobilisation, controverse ou conflit. Et plutôt que de séparer des sujets et des objets en soi, les définir plutôt par leurs systèmes de relations effectives et potentielles. La pensée suspensive nécessaire à l'accomplissement de l'alphabétisation écologique, projet infini et incommensurable, donne son sens à l'enquête dont personne ne connaît le devenir avant qu'elle ne se constitue en expérience réellement vécue. On l'a vu, l'alphabétisation écologique ou écolittératie, je l'ai d'abord rencontrée en anglais, sous cette forme la plus frappante pour moi, « *to become ecologically literate* », dans un livre non traduit de Joanna Boehnert (*Design, Ecology, Politics ; Towards the Ecocene*, 2018) et j'en ai fait cette traduction. On y trouve plus souvent encore *ecological literacy* ou *ecoliteracy*. C'est par la suite que j'ai rencontré *Ecological Literacy. Education and the Transition to a Postmodern World* de David Orr, bien plus ancien (1991) toujours non traduit malgré sa qualité de best-seller académique étasunien et de son inscription dans une désormais abondante production scientifique *ecolittérate*. Nous retrouvons le problème de traduction évoqué à propos de Richard Hoggart et de la littératie en général à l'échelle de l'alphabétisation écologique et de l'écolittératie. En août 2022, la notice wikipédia d'*ecological literacy* n'existe toujours qu'en anglais et en coréen. Puisque l'AE est l'assomption projectuelle et politique de cette habilitation, observons le caractère systémique, diffus, ontologique, audacieux, critique, conflictuel, scientifique, incertain, déceptif, situé, magique [etc.] de cette métamorphose transitionnelle ainsi nommée et qu'il est donc peu réaliste de décrire en messianisme. Nous l'enquêtons simplement au plus près. En ce sens, l'alphabétisation écologique, *ce n'est pas démontré absolument. Ni infirmé. C'est un pari. Le pari de métamorphoses ontologiques*. Il est temps. Ma propre métamorphose dans un projet de sciences sociales publiques revendiqué et déjà-là a fait l'éloge des performances, des corvées et des conflictualités pragmatistes dans des géographies singulières situées et mobilisées dans un habiter en conscience d'habiter. Le second volume bibliographique par sa mixité et le réalisme des nombreuses opérations de recherche qui y sont tracées en témoigne. La recherche concerne donc les institutions mais aussi les maisonnées et assimilées chères à Geneviève Pruvost et leurs quotidiens politiques (2021), et cela nous rappelle les bottes dans les 4L des géographes des années 80. Il est donc temps de clore cette lecture académique du devenir-enquête et de l'inscrire dans des alliances désirables capables d'habiter ce projet de résistance au désastre et d'y faire de son mieux, honnêtement, sans peur paralysante et avec joie.

À propos de l'atelier du chercheur

J'évoque ici, à la date d'impression des exemplaires pour les rapporteur-es, ce qui apparaît comme l'état, à un instant donné, d'un programme pérenne de recherche en sciences sociales publiques — au delà des déstructurations que la crise du Covid et ses effets différés ont causé dans nos vies. Cette recherche est un ensemble d'enquêtes collectives reliées par le projet général de cette habilitation, l'hypothèse de l'alphabétisation écologique. Trois perspectives de travail sont exprimées ci-dessous, non exclusives de « second terrain », divagation, nouveauté, remord, etc. Les modalités de travail y sont variables depuis l'intervention en solo avec des groupes déjà constitués jusqu'à l'accaparement du collectif à la criée par un groupe extérieur en train de se constituer — et toutes variantes potentielles. Et toujours puissamment structurant, le capital symbolique, relationnel, intellectuel et opératoire issu du mélange de mes activités de géographe académique et de mes autres activités.

1. Se reconnecter aux mondes paysans

Aide à l'écriture et édition de la biographie de Paul et Denise Blineau (RIP) : écrite au dos de vieux tracts, en français oralisé, cette biographie paysanne et militante est démarrée par Paul (88 ans) quelques mois après le décès de sa compagne. Nous l'accompagnons pour trouver une écriture à la fois heureuse, factuellement impeccable et politiquement conforme à leur engagement radical dans la gauche paysanne de Loire-Atlantique sur le temps d'une longue vie commune. Ce travail est lié aux expériences du jardin collectif de Couëron et de la Zad évoquées dans cette habilitation. [2022/2023, en cours]

Accompagnement à l'écriture d'un petit groupe d'éleveurs/ses de volaille fermières en plein air et de consommateurs/trices en circuit court en vue d'éditer un texte de 30 000 signes, enquêtant, discutant et médiant les effets peu connus de la grippe aviaire et des politiques publiques qui l'accompagnent. Ce petit groupe, inscrit dans les filières non productivistes minoritaires (mais parfois mixtes) fait partie du collectif régional Sauve Qui Poule, lui-même partie prenante du collectif national du même nom créé en 2021. Le travail d'écriture et d'édition est pensé au niveau national. [2022/2023, en cours]

À la criée édite en décembre 2022 un poster cartographique ad hoc avec le collectif Reprise de terres, rédacteur en chef invité d'un numéro hors-série de la revue *Socialter* intitulé « Ces terres qui se défendent ».

2. Cartographies critiques, la beauté du geste

Développement d'une proposition de travail, *Cartographies critiques, la beauté du*

geste, appel à manifestation d'intérêt cartographique (avril 2022), accompagnée d'une vingtaine d'ateliers cartographiques à travers toute la France depuis mai dernier (Nantes, Rezé, Douarnenez, Landivisiau, Bonny-sur-Loire, Paimbœuf, Grenoble, Saint-Jean-en-Royans, Aubervilliers, Besançon, Dijon, etc.). Extraits : *les cartes que nous revendiquons sont des objets socialement construits. Nous les fabriquons ensemble, avec nos subjectivités multiples mobilisées dans des processus d'enquête situés et toujours conflictuels à des degrés divers. Ces processus vont de l'idée et de l'intuition au résultat visible et à son déploiement dans les communautés habitantes concernées. La carte n'est certes pas le territoire. Mais ces deux dimensions de la vie, cartographique et territoriale, sont elles-mêmes plurielles. [...] La carte est une invitation au territoire. Elle peut aider à notre ré-alphabétisation écologique et aux reconfigurations dont nous avons besoin pour continuer à habiter nos vies, pour gagner la bonne vie là où nous le pouvons. Mais le territoire est aussi une invitation à la carte, car la dégradation de nos milieux de vie nous invite à les repenser, nous invite à habiter en conscience d'habiter des territoires « donnés », ceux où nous nous trouvons, où nous étions, où nous serons plus tard, en compagnie des autres vivant-es. Nous nommons nos cartes comme cartographies critiques. [...] Ce texte est un appel à manifestation d'intérêt cartographique. [...] à la criée⁷⁵, avril 2022*

Accompagnement cartographique de l'association habitante des Jardins des Vaïtes à Besançon, WE de travail collectif sur place et suivi à distance, réception/vernissage sur place, fabrication et diffusion depuis Besançon [2022/2023, en cours]

Invention d'une carte des Jeux Olympiques 2024, avec le collectif Non au saccage, démarrage des sessions de travail. Ce projet naît en partie des rencontres de l'atelier de cartographie menée à Aubervilliers avec la JAD (Jardins À Défendre) en juin 2022. [2022/2023, en cours]

Coportage d'une randonnée-recherche collective à travers les Monts d'Arrée, entre la centrale nucléaire fermée mais non démantelée de Brennilis et la centrale à gaz privée de Landivisiau, inaugurée quelques semaines avant l'invasion de l'Ukraine. Dans ces cinq jours de travail (août 2022) inventés par d'ancien·nes étudiant·es, des idées s'élaborent ou se fantasment : cartographie publique de cette marche, mise en mémoire de la lutte contre la centrale à gaz dans le pays de Landivisiau et au sein du système des luttes socio-écologiques bretonnes, pièce de théâtre, etc. [2022/2023, en cours]

Accompagnement et édition d'une série de cinq cartes (4 cartes annuelles et une carte finale) issues du travail d'enquête du studio de master d'architecture *Grands Sentiers* centré sur la marche et coordonné par Anne Bossé (Ensa Nantes). Toutes les cartes sont différentes et invitent au débordement de l'enquête étudiante et académique vers la

75 <https://www.alacriee.org/>

société civile, dans une métropole qui n'a pas repris l'outil équipement public « sentier métropolitain ». [2021/2024, en cours, les deux premières cartes (2021 et 2022) sont annexées à ce volume et donnent accès au carnet Hypothèses dédié⁷⁶].

En lien avec ces processus, projet d'édition papier d'un petit essai de Báyo Akómoláfé, philosophe nigérian installé en Inde, traduit et publié en ligne par la revue *Terrestres, revue des livres, des idées et des écologies*, avec le titre « Lettre à nos ami·es blanc·hes »⁷⁷, où l'auteur « médite sur la notion d'indigène » et vient enrichir notre travail de cartes et de guides indigènes de détourisme. (projet 2023). Extraits : « *Être indigène ne veut pas dire être originaire ; c'est au contraire s'écarter des chemins de l'origine. C'est perturber les algorithmes calculables. C'est être sensible aux murmures du lieu, s'asseoir dans le non-nommé, suivre les ombres vers d'indicibles aventures, et prendre conscience d'une sensualité qui, souvent, résiste à l'articulation et à la conceptualisation.* »

Édition en 2023 du livre *Enquêtes urbaines, le projet à l'épreuve des résistances*, ouvrage collectif singulier dirigé par Anne Bossé (Ensa Nantes) et Valéry Didelon (Ensa Paris Malaquais), composé de huit textes issus de huit mémoires de master recherche en architecture nés dans leur séminaire commun et signés de leurs auteurices aujourd'hui en situation professionnelle. [2022/2023, en cours]

3. Le Pays Nantais comme bassin de vies plurielles

Un ensemble d'enquêtes collectives dans un territoire habité à la sociodicée forte et contradictoire, l'exercice pratique d'un indigénité sans droit ni autre titre autre que le temps passé dans les lieux, les énergies qui s'y échangent et les effets que cela produit sur elleux, non-humain·es et nous, humain·es.

Baignades nantaises : un morceau d'histoire environnementale habité par une jeune architecte-baigneuse, qui rebondit, enquête, expérimente et discute le retour habitant des baignades urbaines dans la Loire, la Sèvre et l'Erdre, historiquement populaires, dans un fond d'estuaire profondément dégradé sur un siècle et dont la restauration apparaît plus que difficile. Livre différé par la crise du Covid, nouvelle version à imaginer. [2023, en cours]

Carte de l'estuaire de la Loire : imaginer une version contemporaine de la grande carte touristique de 1899, au périmètre et aux contenus élargis, peut-être d'emblée deux cartes tellement la quantité d'informations et de choix à faire est complexe. Trois entrées principales : le devenir post-colonial de l'estuaire, la transformation des vies au travail, les luttes environnementales et le devenir écologique de l'estuaire. Un travail relationnel gigantesque qui oblige à penser un travail salarié temporaire. [2023/2024, à lancer]

76 <https://gdsentiers.hypotheses.org/>

77 <https://www.terrestres.org/2022/02/02/a-mes-ami-es-blanc-hes/>

Enquête collective sur l'aéroport Nantes-Atlantique : dans la suite de la publication de la carte de l'aéroport (avril 2022), participation pro-active à la réunion des actrices favorables à la régulation forte de cet aéroport, dont le réaménagement post-abandon se situe toujours dans une perspective non-transitionnelle (favoritisme aérien, forte croissance, attractivité et mise en tourisme). Il s'agit de résilier les postures binaires persistantes issues du grand conflit clos en 2018 en recentrant l'énergie collective sur une question partagée de justice environnementale et de régulation par l'action publique construite par les rapports de force.

Enquête collective permanente sur la cyclabilité et les politiques cyclables à Nantes Métropole, avec un projet de publication évoquée à de nombreuses reprises, qui s'appuie sur ce qui en a été dit dans l'habilitation, mais qui, surtout, se conçoit et se déploie dans le territoire de vie et ses réseaux d'interconnaissance, à l'échelle expérientielle du/de la piéton·ne et du/de la cycliste dans la localité même. [2023, en cours]

Enquête collective sur l'exploitation métropolitaine et post-coloniale de l'œuvre et du capital réputationnel et symbolique de Jules Verne, auteur amiénois né à Nantes et localement très utilisé (« l'imaginaire vernien ») : constitution d'un groupe de lectrices et d'une grille de lecture commune (genre, race, classe, colonialisme, progrès technique, domination de la nature, qualité romanesque et psychologique, etc.) pour analyser un minimum d'une vingtaine d'œuvres, les replacer dans la bibliothèque de l'époque et celle d'aujourd'hui, comprendre ce qui est repris et recyclé dans le modèle culturel vernien proposé à Nantes. [2023/2024]

Création d'un atelier populaire d'urbanisme pour le devenir du site de l'ancienne minoterie des Grands Moulins de Loire, bâtiment remarquable classé au patrimoine industriel (1894, premier procédé de béton armé Hennebique), communément appelée CAP 44, face à la carrière Miséry (Chantenay, Nantes). Travail initié avec les deux collectifs locaux ayant porté depuis plusieurs années la controverse du projet d'attraction dit de l'Arbre aux Hérons et du Jardin dit « extraordinaire » (référence vernienne), situés tous deux face au bâtiment. [2023/2024]

Bibliographie

Abbou Julie

2017, « (Typo)graphies anarchistes. Où le genre révèle l'espace politique de la langue ». *Mots. Les langages du politique*, 113, 53.

Abbou Julie, Arnold Aron, Candea Maria et Marignier Noémie

2018, « Qui a peur de l'écriture inclusive ? Entre délire eschatologique et peur d'émasculation Entretien », revue en ligne *Semen*,

Afeissa Hicham-Stéphane

2008, Postface à *Arne Naess, Écologie, communauté et style de vie*, éditions MF.

2009 (dir.), *Écosophies. La philosophie à l'épreuve de l'écologie*, éditions MF.

2017, « Solidarité versus identification. Le débat entre écoféminisme et deep ecology », revue *Multitudes*, n° 67.

Alby Sophie Léglise Isabelle,

2007, « La place des langues des élèves à l'école en contexte guyanais. Quatre décennies de discours scientifiques » in Mam-Lam-Fouck Serge., *Comprendre la Guyane aujourd'hui*, Ibis Rouge éditions.

Alier Joan Martinez

2014, *L'écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde*, éditions Les petits matins.

Alliance internationale des éditeurs indépendants

2014, *Déclaration des éditeurs et éditrices indépendants pour faire vivre ensemble et renforcer la bibliodiversité*, en ligne <https://www.alliance-editeurs.org>

Amirou Rachid

1995, *Imaginaire touristique et sociabilités du voyage*, Presses Universitaires de France.

Appadurai Arjun

2000, « Savoir, circulation et biographie collective », revue *L'Homme*, n° 156.

2001 (1996), *Après le colonialisme, les conséquences culturelles de la globalisation* éditions Payot.

2009 (2006), *Géographie de la colère*, éditions Payot.

2013 (2013), *Condition de l'homme global*, éditions Payot.

Ateliers de l'Antémonde

2018, *Bâtir aussi*, éditions Cambourakis.

Aubertin Catherine et Pinton Florence

2018, « Compenser plutôt que reconquérir », éditorial, revue *Nature Sciences Sociétés*, volume 26, numéro 2.

Augé Marc

1992, *Non-lieux: introduction à une anthropologie de la surmodernité*, éditions du Seuil.

Austin John Langshaw

1970 (1962), *Quand dire, c'est faire*, éditions du Seuil.

Bacqué Marie-Hélène et Biewener Carole

2015, *L'empowerment, une pratique émancipatrice ?*, éditions La Découverte.

Bacqué Marie-Hélène et Mechmache Mohamed

2013, *Pour une réforme radicale de la politique de la ville*, rapport public au Ministère de la Ville, en ligne.

Badré Michel

2019, « Quelles raisons ont conduit à ne pas construire l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ? Un entretien avec Michel Badré », par Dominique Bourg, le 29 avril 2018, *La Pensée écologique*.

<https://lapenseeecologique.com/un-entretien-avec-michel-badre/>

Barbe Frédéric

2001, *Made in Korea*, éditions L'Atalante.

2007, *Interstices*, éditions à la criée.

2016, *Le voyage masse, écrire ses récits de voyage aujourd'hui*, éditions à la criée.
2020, *À propos de la Zad de Notre-Dame-du-Covid, hypothèses habitées*, éditions à la criée.

Barbe Frédéric, Boche Loïc, Cornuel Marie et Favreau Jean

2018, *Le vélo dans tous ses états. S'approprier les mobilités cyclistes* communication aux premières Rencontres Francophones Transport Mobilité à Lyon (8 juin 2018).

BASIC, Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne

2017, *Un livre français. Évolutions et impacts de l'édition en France*, étude en ligne.
https://lebasic.com/wp-content/uploads/2017/08/Rapport-Edition_20170912.pdf

Basso Keith

2016 (1996), *L'eau se mêle à la boue dans un bassin à ciel ouvert. Paysage et langage chez les Apaches occidentaux*, éditions Zones sensibles.

Bayard Pierre

2007, *Comment parler des livres que l'on n'a pas lus ?*, éditions de Minuit.

Beaud Stéphane

2011, *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud*, éditions La Découverte.

Becker Howard

2004 (1988), *Écrire les sciences sociales*, éditions Economica.

Bégout Bruce

2002, *Zéropolis, l'expérience de Las Vegas*, éditions Allia.
2017, *De la décence ordinaire*, éditions Allia.

Belarbi Aïcha

« Maroc », in Haddad Sergio (dir), « Adult Education, the legislative and policy environment », Kluwers Academic Publishers (USA), 1997 (réédition depuis *International Review of Education*, volume 42, n° 1-3, 1996).

Benasayag Miguel et Aubenas Florence

2002, *Résister, c'est créer*, éditions La Découverte.

Benasayag Miguel et Del Rey Angélique

2011, *De l'engagement dans une époque obscure*, Le passager clandestin éditions.
2014, *Éloge du conflit*, éditions La Découverte.

Berger Mathieu et Charles Julien

2014, « Persona non grata. Au seuil de la participation », revue *Participations*.

Berque Augustin

1990, *Médiance, de milieux en paysages*, éditions Belin/Reclus.
2014, *La mésologie, Pourquoi et pour quoi faire ?*, Presses de l'Université de Nanterre.

Bey Hakim

1997 (1991), TAZ, Zone Autonome Temporaire, éditions de l'Éclat.

Biau Véronique, Fenker Mickaël et Macaire Élise (coord)

2013, « L'implication des habitants dans la fabrication de la ville, métiers et pratiques en question » *Cahiers Ramau 6*.

Bidet Eric

2003, *Corée du Sud, Économie sociale et société civile*, L'Harmattan.

Biehl Janet

2014, *Le municipalisme libertaire. La politique de l'écologie sociale*, éditions Écosociétés.

Blanchet Philippe

2016, *Discriminations : combattre la glottophobie*, éditions Textuel.

Boehnert Joanna

2018, *Design, ecology, politics ; towards the Ecocene*, Bloomsbury.

Bourgoin Jean-Luc

2020, « L'écriture d'une friche », revue *Métropolitiques*.

<https://metropolitiques.eu/L-experience-d-une-ecriture-en-friche-1524.html>

Bourdieu Pierre

2003, « L'objectivation participante », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 150,

Bourlier Pierre

2014, « Notre communauté viscérale », in *Orwell et Mumford, la mesure de l'homme*, collectif, Notes et Morceaux choisis 11, La Lenteur éditions.

Boquet Anne, Badré Michel, Feldzer Gérard et Constantin Emmanuel

2018, *Mission de médiation relative au projet d'aéroport du Grand Ouest – Rapport au Ministère de la Transition écologique et solidaire*, en ligne.

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/174000853.pdf>

Blanc Guillaume

2020, *L'invention du colonialisme vert. Pour en finir avec le mythe de l'éden africain*, éditions Flammarion.

Blanc Jordi

2007, « Jaurès et l'enseignement des langues régionales à l'école de la république », in Lieutard Hervé et Verny Marie-Jeanne *L'école française et les langues régionales*, Presses Universitaires de la Méditerranée.

Blanc Nathalie

2000, *L'animal dans la ville*, éditions Odile Jacob

2008, *Vers une esthétique environnementale*, éditions Quae.

Boltanski Luc et Chiapello Ève

1999, *Le nouvel esprit du capitalisme*, éditions Gallimard.

Bourg Dominique, Kaufmann Alain et Méda Dominique (dir)

2018, *L'âge de la transition, en route pour la reconversion écologique*, Éditions Les petits matins.

Burawoy Michael

2009, « Pour la sociologie publique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°1-2.

Bureau de la main d'œuvre indigène

2016 (2009), *Guide indigène de détourisme de Nantes et Saint-Nazaire* (édition entièrement inédite), éditions à la criée.

Burgart Goutal Jeanne

2020, *Être écoféministe. Théories et pratiques*, éditions L'Échappée,

Caletrío Javier

2016, « Paradigme des mobilités », Préparer la transition mobilitaire, *Forum Vies Mobiles*

<https://forumviesmobiles.org/dictionnaire/3289/paradigme-des-mobilites>

Casanova Pascale

2008, *La République mondiale des lettres*, éditions du Seuil.

Casillo Ilaria et Rousseaux Daniel

2019, *Démocratie participative et quartiers prioritaires : réinvestir l'ambition politique des conseils citoyens*, rapport de la CNDP aux ministres Jacqueline Gourault et Julien Denormandie, en ligne.

Cavallin Jean-Christophe

2021, *Valet noir, vers une écologie du récit*, éditions Corti.

Céfaï Daniel

2009, « Comment se mobilise-t-on ? L'apport d'une approche pragmatiste à la sociologie de l'action collective », 2009, revue *Sociologie et sociétés*, volume 41.2.

Cerletti Alejandro

2005, « La politique du maître ignorant : la leçon de Rancière », *Le Télémaque*, n°27.

Chabot Pascal

2015, *L'âge des transitions*, Presses Universitaires de France.

Charbonnier Pierre, Couturier Pierre, Follain Antoine et Fournier Patrick (dir.)

2007, *Les Espaces collectifs dans les campagnes, 11e – 21e siècle*, Presses universitaires Blaise Pascal.

Chateauraynaud Francis

2011, *Argumenter dans un champ de force, essai de balistique sociologique*, éditions Petra,

Chateauraynaud Francis et Debaz Josquin

2017, *Aux bords de l'irréversible : sociologie pragmatique des transformations*, éditions Pétra.

Chamayou Grégoire

2018, *La société ingouvernable, Une généalogie du libéralisme autoritaire*, éditions La Fabrique

Charbonnier Pierre

2022, *Culture écologique*, Presse de Science-Po.

Chartier Denis et Rodary Étienne, (dir.),

2016, *Manifeste pour une géographie environnementale*, Presses de Sciences Po.

Cho Myung-Rae

2010, « The politics of urban nature restoration: The case of Cheonggyecheon restoration in Seoul, Korea », *International Development Planning Review*.

Choné Aurélie, Hajek Isabelle et Hamman Philippe (dir)

2016, *Guide des humanités environnementales*, Presses universitaires du Septentrion.

Clément Gilles

2004, *Manifeste du Tiers-paysage*, éditions Sens et Tonka.

Citton Yves

2014, *Pour une écologie de l'attention*, éditions du Seuil.

Clavé-Mercier Alexandra et Olivera Martin

2016, « Une résistance non résistante ? Ethnographie du malentendu dans les dispositifs d'«intégration» pour des migrants roms », revue *L'Homme* n°219-220.

Clifford James

2007, « Articulations indigènes / Futurs traditionnels », revue *Multitudes*, n°30.

Confiant Raphaël

2001, <https://www.potomitan.info/articles/diversalite.htm>

Collectif Puma

2019, *Carrière Miséry, destruction de la ville sauvage*, éditions à la criée.

Collectif Sudav

2011, *C'est quoi c'tarmac ? Profits, mensonges et résistances*, éditions No Pasaran.

Collignon Béatrice

2007, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », revue *ÉchoGéo*.

Couturier Pierre

2000, *Sections et biens sectionaux dans le Massif central. Héritage et aménagement de l'espace*. Presses Universitaires Blaise Pascal, Clermont-Ferrand.

Cornu Marie, Orsi Fabienne et Rochfeld Judith (dir.)

2017, *Dictionnaire des biens communs*, Presses universitaires de France.

Cochet Gilbert et Durand Stéphane

2018, *Ré-ensauvageons la France. Plaidoyer pour une nature sauvage et libre*, éditions Actes Sud.

Cousin Grégoire

2015, « Le platz des Roms », Revue *Projet*, n°348.

Crensha Kimberlé Williams

2005 (1994), « Cartographies des marges : intersectionnalité, politique de l'identité et violences contre les femmes de couleur », *Cahiers du genre* n°39.

Cresswell Tim

2016, « La transition vers des mobilités décarbonées : une approche systémique des politiques de transition », Préparer la transition mobilière, *Forum Vies Mobiles*.

<https://forumviesmobiles.org/videos/3294/la-transition-vers-des-mobilites-decarbonees-une-approche-systemique-des-politiques-de-transition>

Cumings Bruce

2011, *The Korean War: A History*, Modern Library.

Dardot Pierre

2016, « Les limites du juridique », in « L'Italie des biens communs », revue *Tracés*, #16.

Dardot Pierre, et Laval Christian

2014, *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, éditions La Découverte.

Daugeard Marion

2016, « Pour une géographie environnementale », revue en ligne *Confins*, n°26.

Davy Damien et Filoche Geoffroy

2014, « Un atlas des Zones de droits d'usage collectifs en Guyane », rapport et atlas associé, *Confins* |

<https://journals.openedition.org/confins/9688#authors>

Debaene Vincent

2010, *L'adieu au voyage*, Gallimard.

Danowski Deborah et Viveiro de Castro Eduardo

2014, *L'arrêt de monde*, in *De l'univers clos au monde infini*, Hache, dir, 2014, éditions du Dehors.

De Legge Jean et Le Guen Roger

1976, *Dégage !... on aménage*, éditions du Cercle d'Or.

Deleuze Gilles et Guattari Félix

1980, *Capitalisme et schizophrénie 2 : Mille plateaux*, Les éditions de Minuit.

Delépine Samuel

2010, « Ne pas considérer les Roms comme un peuple à part », entretien avec Samuel Delépine, Frédéric Lossent, *Le Canard social*.

Demanze Laurent

2020, « Un âge de la contre-enquête – à propos de *Mort d'un voyageur* de Didier Fassin », 22 juin, revue en ligne *AOC*.

Dennis Kingsley et Urry John (dir.)

2009, *After the Car*, Polity Press,.

Despret Vinciane

2014, *Que diraient les animaux si on leur posait les bonnes questions ?*, éditions La Découverte.

2015, *Au bonheur des morts. Récits de ceux qui restent*, éditions La Découverte.

Diagne Souleymane Bachir

2019, *Un universel comme horizon. Entretien avec Souleymane Bachir Diagne* par Elara Bertho ·

https://elam.hypotheses.org/2140#_ftn3

Diamond Jared

2006 (2005), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, éditions Gallimard.

Doquet Anne

2005, « Une nature Dogon ? : l'occultation de l'environnement naturel dans la patrimonialisation du pays Dogon »,

in Cormier Salem Marie-Christine et al. *Patrimoines naturels au Sud : territoires, identités et stratégies locales*. Éditions de l'IRD

Dubet François

1987, *La galère : jeunes en survie*, Fayard.

Ducournau Claire

2017, « Les deux (ou trois) carrières de Richard Hoggart: De la fondation des *cultural studies* aux appropriations de la sociologie française », *Revue d'anthropologie des connaissances*, n°3.

Durand Folco Jonathan

2017, *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, éditions Écosociétés.

Escobar Arturo

2018 (2014), *Sentir-penser avec la Terre, L'écologie au-delà de l'Occident*, éditions du Seuil.

Escobar Arturo et Restrepo Eduardo

2009, « Anthropologies hégémoniques et colonialité », *Cahiers des Amériques Latines*.

Evans Nicholas

2013 (2009), *Ces mots qui meurent. Les langues menacées et ce qu'elles ont à nous dire*, éditions La Découverte.

Faye Emmanuel (dir)

2005, *Heidegger, l'introduction du nazisme de la philosophie*, éditions Albin Michel.

2014, *Heidegger le sol, la communauté, la race*, éditions Beauchesne.

Ferdinand Malcom

2019, *Une écologie décoloniale. Penser l'écologie depuis le monde caribéen*, éditions du Seuil.

Fish Stanley

2007 (1980), *Quand lire, c'est faire, l'autorité des communautés interprétatives*, éditions Amsterdam.

Frelat-Kahn Brigitte et Lazzarotti Olivier

2012, *Habiter. Vers un nouveau concept ?*, éditions Armand Colin

Fressoz Jean-Baptiste

2012, *L'apocalypse joyeuse*, éditions du Seuil.

Füzesséry Stéphane et Simay Philippe

2008, *Le choc des métropoles, Simmel, Krakauer, Benjamin*, éditions de l'Éclat.

Galmiche Florence

2018, « Statut de l'avortement et mouvements féministes en Corée du Sud », *Tracés. Revue de Sciences humaines*.

Garber Frédéric et Locher Fabien

2018, *Posséder la nature, environnement et propriété dans l'histoire*, éditions Amsterdam.

Garcia Renaud

2015, *Le désert de la critique. Déconstruction et politique*, éditions L'échappée.

2018, *Le sens des limites. Contre l'abstraction capitaliste*, éditions L'échappée.

Gollnick Brian

2008, *Reinventing the Lacandon: Subaltern Representations in the Rain Forest of Chiapas*, University of Arizona Press.

Grenier Christophe

2019, *De la géographie de la mondialisation à la mondialisation géographique*, *Annales de géographie*, n°726.

Grossetête Matthieu

2010, « L'enracinement social de la mortalité routière », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 184.

Guest Bertrand

2017, *Révolutions dans le cosmos. Essais de libération géographique : Humboldt, Thoreau, Reclus*, Classiques Garnier.

Guattari Félix

2009, *Les Trois Écologies*, éditions Galilée.

Guilmoto Christophe Z.

2015, « La masculinisation des naissances. État des lieux et des connaissances », revue *Population*, Vol. 70.

Hardt Michael et Negri Antonio

2004, *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, éditions La Découverte.

Hartog François

2003, *Régimes d'historicité, Présentisme et expériences du temps*, éditions du Seuil.

Hennion Antoine

2015, « Enquêter sur nos attachements. Comment hériter de William James ? », revue *SociologieS*, dossier Pragmatisme et sciences sociales : explorations, enquêtes, expérimentations, 23 février 2015.

Héran Frédéric

2009, « À propos de la vitesse généralisée des transports. Un concept d'Ivan Illich revisité », *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*.

2011, *La ville morcelée. Effets de coupure en milieu urbain*, éditions Economica.

2015, *Le retour de la bicyclette. Une histoire des déplacements urbains en Europe, de 1817 à 2050*.

2017, « Vers des politiques de déplacements urbains plus cohérentes », revue *Norois*, n° 245.

Hoggart Richard

1970 (1957), *La Culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre* (*The Uses of Literacy: Aspects of Working Class Life*), éditions de Minuit.

Hopkins Rob

2010 (2008), *Manuel de Transition, de la dépendance au pétrole à la résilience locale*, Écosociétés éditions.

Hopper Kim

2010 (2003), *De l'ethnographie à l'engagement, les limites du témoignage pour les sans-abris in L'engagement ethnographique* (Cefaï, dir, 2010)

Houdart Sophie et Thierry Olivier (dir)

2011, *Humains, non-humains. Comment repeupler les sciences sociales*, éditions La Découverte.

Hidair Isabelle

2008, « L'espace urbain cayennais : un champ de construction identitaire », *L'Espace Politique*, en ligne.

Hyunah Yang

2018, « Le recours constitutionnel contre le délit d'avortement et la voix des femmes : une étude des perceptions de l'expérience de l'avortement », *Tracés. Revue de Sciences humaines*.

Illich Ivan

1973 (1973), *Une société sans école (Deschooling society)*, éditions du Seuil.

Jablonka Ivan,

2018, *En camping-car*, éditions du Seuil.

Jarrige François et Le Roux Thomas

2017, *La Contamination du monde. Une histoire des pollutions à l'âge industriel*, éditions du Seuil.

Jeanpierre Laurent

2019, *In Girum. Les leçons politiques des ronds-points*, éditions La Découverte.

Kim Byung-Kook et Vogel Ezra F (dir)

2013, *The Park Chung Hee Era. The Transformation of South Korea*, Harvard University Press.

Klein Naomi

2008, *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*, Léméac/Actes Sud.

Kroll Simone et Lucien

2001, *Tout est paysage*, Sens et Tonka éditeurs.

Krieg-Planque Alice

2010, « La formule “développement durable” : un opérateur de neutralisation de la conflictualité », revue *Langage et société*, vol. 134, no. 4.

Kristof Agota

1986, *Le Grand Cahier*, éditions du Seuil.

1988, *La Preuve*, éditions du Seuil.

1991, *Le Troisième Mensonge*, éditions du Seuil.

2004, *L'Analphabète*, Zoé.

Lahire Bernard

2000, *L'illettrisme ou le monde social à l'aune de la culture*, Conférence Université de tous les savoirs.

<http://www.sociotoile.net/article86.html>

Le Madec François

1998, *L'aubépine de mai, chronique d'une usine occupée*, éditions Centre d'Histoire du Travail de Nantes.

Lanaspèze Baptiste

2012, *Ville sauvage, Marseille, essai d'écologie urbaine*, éditions Actes Sud.

Lepaon Thierry

2016, Rapport au Premier ministre « Agir pour la cohésion nationale et le rayonnement du français dans le monde »

<https://www.vie-publique.fr/sites/default/files/rapport/pdf/174000099.pdf>

Latour Bruno

2018, *Où atterrir ? Comment s'orienter en politique*, éditions La Découverte

Lion Gaspard

2014, « En quête de chez-soi. Le bois de Vincennes, un espace habitable ? », *Annales de géographie*, n°697.

Linhart Virginie

2016, *Vincennes, l'université perdue*, documentaire, Agat Films & Cie.

Lordon Frédéric

2019, *Vivre sans ? Institutions, police, travail, argent...*, éditions La Fabrique.

Madoré François et Rivière Jean (dir)

2020, *Atlas Social de la métropole nantaise, au-delà de la ville attractive*, en ligne.

<https://asmn.univ-nantes.fr/>

Madré Michel

2018, « Quelles raisons ont conduit à ne pas construire l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes ? Un entretien avec Michel Badré », entretien réalisé par Dominique Bourg et finalisé le 29 avril 2018, revue *La pensée écologique*.

<https://lapenseeetecologique.com/un-entretien-avec-michel-badre/>

Magalhães Nelo

2019, « Accumuler de la matière, laisser des traces », revue *Terrestres*, en ligne.

Magasa Amidu

1978, *Papa-Commandant a jeté un grand filet devant nous, les exploités du Niger 1900-1962*, éditions Maspéro.

Mann Charles C

2007 (2005), *1491 : Nouvelles Révélations sur les Amériques avant Christophe Colomb*, éditions Gallimard.

2013 (2011), *1493, Comment la découverte de l'Amérique a transformé le reste du monde*, éditions Gallimard.

Massardier Gilles

1996, « Les savants les plus demandés, expertise, compétences et multipositionnalité, le cas des géographes dans la politique d'aménagement du territoire », revue *Politix*, n°36.

Masseron Caroline et Privat Jean-Marie (coord.)

2019, « Oralité, littératie », numéro thématique de la revue *Pratiques, linguistique, littérature, didactique*.

Mbembe Achille

2013, *Critique de la raison nègre*, éditions La Découverte.
2016, *Politiques de l'inimitié*, éditions La Découverte.
2020, *Brutalisme*, éditions La Découverte.
2021, « Notes sur l'eurocentrisme tardif », 17 mars 2021, revue en ligne *AOC*.

Mohia Nadia

1995, *Ethnologie et psychanalyse*, éditions L'Harmattan.
2008, *L'expérience de terrain. Pour une approche relationnelle dans les sciences sociales*, éditions La Découverte.

Meizoz Jérôme

2001, *L'Âge du roman parlant (1919-1939). Écrivains, critiques, linguistes et pédagogues en débat*, éditions Droz.

Merklen Denis

2013, *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?*, Presses de l'Esssib.

Merlin-Kajman Hélène

2016, *Lire dans la gueule du loup, essai sur une zone à défendre, la littérature*, éditions Gallimard

Michéa Jean-Claude

1995, *Orwell, anarchiste tory*, éditions Climats.
2003, *Orwell éducateur*, éditions Climats.

Mitchell Timothy

2013 (2011) *Carbon democracy, le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, éditions La Découverte.

Molnár Katalin

1996, *quant à je (Kantaje)*, éditions POL.

Morante Daniele

2007, *Le champ gravitationnel linguistique: Avec un essai d'application étatique – Mali*, éditions L'Harmattan.

Morel Kevin et Darrot Catherine

2018, « Changer de monde ? la contribution de la Zad », revue « Pour » n° 234-235.

Morel-Brochet Annabelle et Ortar Nathalie

2012, *La fabrique des modes d'habiter : homme, lieux et milieux de vie ?*, éditions L'Harmattan.

Mullen Pat

1970 (1934), *Man of Aran*, MIT press.

Næss Arne

2009 (1992), *Vers l'écologie profonde* (trad. de l'anglais), Marseille, Wildproject éditions.

Nadaud Stéphane (éd.)

2013, *Qu'est-ce que l'écologie ?*, recueil des textes de Félix Guattari, Nouvelles Éditions Lignes.

Nicolas-Le Strat Pascal

2016, *Le travail du commun*, éditions du Commun.

Nocus Isabelle et al.

2014, *L'école plurilingue en Outre-mer, apprendre plusieurs langues, plusieurs langues pour apprendre*, Presses universitaires de Rennes.

Orr David W.

1991, *Ecological Literacy. Education and the Transition to a Postmodern World*, State University of New York Press,
2004, *The Nature of Design: Ecology, Culture, and Human Intention*, Oxford University Press, USA.
2005, *Ecological Literacy : Educating Our Children for a Sustainable World*, Sierra Club Books.

Oury Louis

1973, *Les prolos*, éditions Denoël.

Ouvrard Pauline

2016, *Le nouvel esprit de l'urbanisme, entre scènes et coulisses : une ethnographie de la fabrique du territoire de Saint-Nazaire à Nantes*, thèse soutenue à l'Université Loire Bretagne (Nantes).

Papanek Viktor

1974 (1970), *Design pour un monde réel ; écologie humaine et changement social*, Presses du Réel.

Paquot Thierry, Lussault Michel et Younès Chris

2007, *Habiter, le propre de l'humain. Villes, territoire et philosophie*, éditions La Découverte.

Pasquali Paul et Schwartz Olivier

2016, « La culture du pauvre : un classique revisité, Hoggart, les classes populaires et la mobilité sociale », revue *Politix*, n°114.

Pelluchon Corine

2015, *Les Nourritures. Philosophie du corps politique*, éditions du Seuil.

Perec Georges

1989, *L'Infra-ordinaire*, éditions du Seuil.

Pessis Céline, Topçu Sezin et Bonneuil Christophe

2013, *Une autre histoire des « Trente Glorieuses » Modernisation, contestations et pollutions dans la France d'après-guerre*, éditions La Découverte.

Pégard Olivier

2007, *L'abribus : un procédé performatif dans la circulation de l'ordre et des images*, revue en ligne EspacesTemps.net.

Perrenoud Marc (dir.)

2013, *Les mondes pluriels de Howard S. Becker, travail sociologique et sociologie du travail*, éditions la Découverte.

Piantoni Frédéric

2009, *L'enjeu migratoire en Guyane française - Une géographie politique*, Ibis Rouge éditions.

Poupeau Franck

2021, « *De la critique écologique à la critique sociale, auto-organisation communautaire et autonomie des dominés.* », revue Espaces et Sociétés.

Pruvost Geneviève

2015, « Chantiers participatifs, autogérés, collectifs : la politisation du moindre geste », *Sociologie du travail*, Vol. 57, n°1.

2021, *Quotidien politique. Féminisme, écologie, subsistance*, éditions la Découverte.

Prignot Nicolas

2010, « *Retour sur les trois écologies de Félix Guattari* », revue en ligne *Étopia*.

Rancière Jacques

1987, *Le maître ignorant, cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Fayard.

Retière Jean-Noël

2003, « *Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire* », *Politix. Revue des sciences sociales du politique*, n°63.

2013, « *Capital d'autochtonie* » article dans le *Dictionnaire critique et interdisciplinaire de la participation*, GIS Démocratie et Participation | <http://www.dicopart.fr/fr/dico/capital-dautochtonie>.

Rey Olivier

2014, *Une question de taille*, éditions Stock.

Ribault Franck

2001, *Ce père que j'aimais malgré tout*, éditions Albin Michel.

Rigouste Mathieu

2012, *La domination policière. Une violence industrielle*, éditions La Fabrique.

Rosa Hartmut

2013 (2010), *Accélération. Une critique sociale du temps*, éditions La Découverte.

Rose Deborah Bird

2019 (2004), *Vers des humanités écologiques : suivi de, Oiseaux de pluie*, Wildproject éditions.

Ross Kristin

2015 (2015), *L'imaginaire de la Commune*, éditions La Fabrique.

Saïd Edward W.

1980, *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*, éditions du Seuil.

Sale Kirkpatrick

2020 (1985), *L'Art d'habiter la terre. La vision biorégionale*, éditions Wildproject.

Samaké Soungalo

2010, *Ma vie de soldat*, éditions La Ruche, Bamako.

Schaffner Marin

2019, *Résister au désastre*, Isabelle Stengers, discutant Marin Schaffner, Wildproject éditions,

Schiffrin André

1999, *L'édition sans éditeurs*, éditions La Fabrique.

Scott James C.

2008 (1998), *La domination et les arts de la résistance, fragments du discours subalterne*, éditions Amsterdam.

2013 (2009), *Zomia ou l'art de ne pas être gouverné*, Lux éditions.

Serry Hervé

2001, « La littérature pour faire et défaire les groupes, » revue *Sociétés contemporaines*, 2001/44.

Simon Gilles

2010, *Plogoff. L'apprentissage de la mobilisation sociale*, Presses Universitaires de Rennes.

Sloterdijk Peter

2012, *Plagiat universitaire : le pacte de non-lecture*, 28 janvier 2012, journal Le Monde.

Soyinka Wole

1986, *Discours de réception du prix Nobel de littérature* (Nobel Banquet speech, 10 décembre 1986) |

<https://www.nobelprize.org/prizes/literature/1986/soyinka/speech/>

Soulier Nicolas

2012, *Reconquérir les rues Exemples à travers le monde et pistes d'actions*, éditions Ulmer.

Staszak, Jean-François

2015, *Clichés exotiques, Le tour du monde en photographies 1860-1890*, éditions de Monza.

2006, *Gauguin voyageur. Du Pérou aux îles Marquises*, éditions Solar/Géo.

Stengers Isabelle

2013, *Une autre science est possible ! Manifeste pour un ralentissement des sciences*, éditions La Découverte.

2019, *Résister au désastre, dialogue avec Marin Schaffner*, Wildproject éditions.

Stengers Isabelle et Pignarre Philippe

2007, *La sorcellerie capitaliste. Pratiques de désenvoûtement*, éditions La Découverte.

Stock Mathis

2015, « Habiter comme « faire avec l'espace ». Réflexions à partir des théories de la pratique », *Annales de géographie*, n°704.

Stoney George C et Brown James B.

1978, *How the Myth Was Made: A Study of Robert Flaherty's Man of Aran*, documentaire 58 mn.

Struillou Jean-François

2018, *La participation du public en matière d'environnement : le changement dans la continuité*, en ligne

<https://hal.archives-ouvertes.fr/halshs-02221102/>

Snyder Gary

2018 (1995), *Éthique, esthétique et bassins-versants, le sens des lieux*, Wildproject éditions.

Syngé John Millington

2002 (1907), *Les îles Aran (Aran Islands)*, éditions Payot.

Terrolle Daniel

2004, « La ville dissuasive : l'envers de la solidarité avec les sdf », revue *Espaces et Sociétés*, n°116-117.

Trajectoires

2015, *Habitants des bidonvilles en France, connaissance des parcours et accès au droit commun*. Démarche de recherche - action de l'association Trajectoires ; en ligne.

<https://www.trajectoires-asso.fr/admin/uploads/file/trajectoires-habitants-des-bidonvilles-connaissance-des-parcours-et-droit-commun.pdf>

Tsing Anna Lowenhaupt

2017 (2015), *Le champignon de la fin du monde, sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, Les empêcheurs de tourner en rond/La Découverte.

Urry John

2007, *Mobilities*, Polity Press.

Vanuxem Sarah

2018, *La propriété de la terre*, Wildproject éditions.

Verchère Françoise

2016, *Notre-Dame-des-Landes : La fabrication d'un mensonge d'État*, éditions Tim Buctu.

Vergès Françoise

2019, *Un féminisme décolonial*, éditions La Fabrique.

Virilio Paul

1977, *Vitesse et politique, essai de dromologie*, éditions Galilée.

Verne Étienne

2020, « Ivan Illich et la déscolarisation de la société », 1 et 2, 23 et 24 mai 2020, revue en ligne *Topophile*.

Yun Sun-Jin

2017, « Not So Green: A Critique of South Korea's Growth Strategy », revue *Global Asia*

https://www.globalasia.org/v5no2/feature/not-so-green-a-critique-of-south-koreas-growth-strategy_sun-jin-yun

Liste des tableaux

- tableau 1 | le deuxième texte du géographe (47)
- tableau 2 | les pratiques des sciences sociales selon Burawoy (55)
- tableau 3 | les pratiques du voyage, écho 1 (56)
- tableau 4 | les pratiques de l'écriture, écho 2 (56)
- tableau 5 | inventaire analytique des opérations de recherche (60)
- tableau 6 | le dualisme dans la recherche (72)
- tableau 7 | exemples de collectifs de recherche et de production (à la criée) (82)
- tableau 8 | l'écriture-éponge du chercheur dans un collectif d'enquête et de production, une forme particulière d'écriture collective (86)
- tableau 9 | la pratique de la césure expérientielle dans la saturation relationnelle, d'après Yves Citton reprenant Vilém Flusser (in *Le pouvoir des liens faibles*, 2019) (90)
- tableau 10 | la matrice bibliographique de la résidence d'écriture habitée de Notre-Dame-des-Landes (154)

**L'alphabétisation écologique — relation, diversité et commun au temps de l'utopie transitionnelle
volume scientifique | j abiter en conscience d'habiter ou le devenir-enquête**

L'alphabétisation écologique est une hypothèse émergente au croisement des literacy studies et des trois écologies. Elle signifie la possibilité de sciences sociales transformatives depuis la crise et la possibilité socialement diverse de bifurcations réalistes des ontologies surmodernes. Elle est tout à la fois descripteur adisciplinaire, distancié, et opérateur indisciplinaire, conflictuel, de transformation permettant le maintien de l'habitabilité au sein de la perspective exponentielle des ruines déjà là dont l'autre nom est la surmodernité. L'expression saisit la langue comme matière vivante performative contrôlant la possibilité d'un écocène. L'alphabétisation écologique, tant descriptive qu'opérative, valorise le conflit comme observatoire agissant. Adossée au droit incondicional à la recherche, mon égo-écologie, épistémologie d'une écologisation personnelle, s'inscrit dans la culture du récit de vie transformatif. Dans ces expériences plurielles, j'ai pratiqué des méthodologies fondées sur l'égalité des intelligences et la construction de collectifs de recherche et de production comme expression des sciences sociales publiques et de la politisation du moindre geste. Les trois concepts structurant cette habilitation, relation, diversité et commun, par leur riche agentivité, sont les analyseurs de ce travail et contribuent à l'émergence possible de modernités alternatives. L'alphabétisation écologique apparaît à la fois suspensive et engagée. Nous pouvons douter de l'alphabétisation écologique comme nous doutons de l'utopie transitionnelle. C'est un pari scientifique que de la montrer comme descripteur et opérateur de la totalité des objets et terrains.

**Ecological Literacy — Relationship, Diversity, and Communing in the Age of Transitional Utopia
scientific volume | to dwell in consciousness of dwelling or the becoming-inquiry**

Ecological literacy is an emerging hypothesis at the intersection of literacy studies and the three ecologies. It signifies the possibility of transformative social sciences from the crisis and the socially diverse possibility of realistic bifurcations of supermodern ontologies. It is both an adisciplinary, distanced descriptor and an indisciplinatory, conflictual operator of transformation allowing the maintenance of habitability within the exponential perspective of the ruins already there whose other name is supermodernity. The expression captures language as performative living matter controlling the possibility of an ecocene. Ecological literacy, simultaneously descriptive and operative, values conflict as an active observatory. Backed by the unconditional right to research, my ego-ecology, an epistemology of personal ecologization, is part of the culture of the transformative life story. In these plural experiences, I practiced methodologies based on the equal dignity of intelligences and the construction of research and production collectives as an expression of public social sciences and the politicization of the slightest gesture. The three concepts structuring this empowerment, relationship, diversity and communing, through their rich agency, are the analyzers of this work and contribute to the possible emergence of alternative modernities. Ecological literacy appears both suspenseful and engaged. We can doubt ecological literacy as we doubt the transitional utopia. It is a scientific challenge to show it as a descriptor and operator of all objects and fields.

Mots-clefs

Alphabétisation - Écologie - Géographie - Conflit - Habiter - Ontologie - Transition - Littérature - Zad - Corée du Sud - Mali - Participation - Colonialité - Cartographie - Football - Bidonvilles - Recherche - Surmodernité - Modernités alternatives

Keywords

Literacy - Ecology - Geography - Conflict - Dwelling - Ontology - Transition - Literacy - Zad - South Korea - Mali - Participation - Coloniality - Cartography - Football - Slums - Research - Surmodernity - Alternative modernities